



Miami la Cubaine? Pouvoir et circulation dans une ville carrefour entre les Amériques

Violaine Jolivet

► To cite this version:

Violaine Jolivet. Miami la Cubaine? Pouvoir et circulation dans une ville carrefour entre les Amériques. Géographie. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2010. Français. NNT: . tel-00558080v2

HAL Id: tel-00558080

<https://theses.hal.science/tel-00558080v2>

Submitted on 17 Sep 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

MIAMI LA CUBAINE ?

Pouvoir et circulation dans une ville carrefour entre les Amériques.



THÈSE DE GÉOGRAPHIE

Dans le but d'obtenir le grade de docteur de l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Soutenue publiquement à Paris le 8 octobre 2010

VIOLAINE JOLIVET

MEMBRES DU JURY :

M. Jean-Louis Chaléard, directeur (Professeur de géographie à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne)

M. Laurent Faret, (Professeur de géographie à l'Université Paris-Diderot Paris 7)

M. Philippe Gervais-Lambony, (Professeur de géographie à l'Université Paris-Ouest Nanterre La Défense)

M. Christian Girault, rapporteur, (Directeur de recherche au CNRS émérite)

M. Alex Stepick, rapporteur, (Professeur de sociologie à la Florida International University, Miami)

M. Jean Marie Théodat, directeur (MCF de géographie à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne)

À Isabel Acon Sebastian née à Bubal (Aragon)
À Jose Belio Pueyo né à Panticosa (Aragon)
À Geneviève Barate née à Constantine (Algérie)
À Dominique Jolivet né à Grenoble
Mes grands-parents.

REMERCIEMENTS

Le trajet fut sinueux, parfois long, souvent chantant et bien que l'exercice de la thèse soit à bien des égards une traversée solitaire, il est également une tranche de vie avec ses visages et ses lieux. Je remercie ici bien souvent par des lieux tous ceux qui ont avec moi fait un bout du chemin.

Mes premiers remerciements vont à mes directeurs de thèse, Jean-Louis Chaléard pour sa bienveillance face à mes tourbillons. Pour avoir su canaliser quand il le fallait ma trajectoire et ma course. Et à Jean Marie Théodat pour sa transmission tout au long de la route.

Sans PRODIG, point de salut, de la salle des doctorants aux 'clics droits' sur écran, des joyeux déjeuners aux pots d'après labo, je vous remercie tous d'avoir fait d'un lieu de travail un espace où l'on se rend avec envie en sifflotant sur son vélo.

Merci à ceux qui ont bien voulu se prêter au jeu pas toujours évident des relectures et particulièrement à Julien Brachet, Armelle Choplin, Amélie Gros et Marie Redon.

À Miami, je remercie sincèrement Alex Stepick et sa femme Carol de m'avoir accueillie au sein de leur centre de recherche à FIU. Merci à Max Lesnick pour sa disponibilité à mon égard, Luis Dominguez archive vivante aux yeux pétillants d'une génération qui s'éteint, Roberto Lopez pour m'avoir ouvert grand les portes de son lycée alternatif de Hialeah, là où bien des portes sont restées closes. Merci au « Boiling Point » et tous les gens qui l'ont créé et l'ont traversé : *keep on boiling in this miamian cauldron* ! Merci à Mamyrh pour ses *rides* et ses rimes !

À Cuba, en dehors ou à travers Cuba, c'est d'abord un fabuleux trio que je veux célébrer : Marie-Laure et Sara combien de points de vue avons-nous échangés? Merci à Jorge Mario, à Soraya, à Nelsi et toute la famille Alvarez, Esteban, Silvina y Claudia.

Merci à mes parents de m'avoir élevée dans un monde en mouvement et multilingue, d'avoir aiguisé ma curiosité. Cuba en 1989, malgré mon bagage de Ce2 est un peu le départ de cette course à moins qu'elle ne prenne ses racines aux sources de l'Aragon. Merci à ma famille, à Samuel et Pauline pour avoir contribué à mon éveil. À mes neveux et leur joie de vivre.

Merci aux filles !!! De KB à la BN, de Santo Do à Outrechenais, de la presqu'île de Rhuys aux Aravis, votre amitié solide était toujours sur ma route, vos rires et vos voix aussi. Merci à Magali Hamm qui m'a si sûrement accompagnée sur le chemin et les courses de mon parcours géographique. Pour nos échanges et cette si précieuse qualité de vouloir, à travers nos différences, y arriver ensemble.

Merci à Basile âme-frère même si le mot n'existe pas. Aux Nicos et à Ben Osmon pour son aide dans la réalisation de mes sons !

Merci enfin à Toi. À ta présence, ta patience et tes encouragements en ces derniers mois de la course. Au bonheur de partager ta vie et de sourire déjà en pensant à celle d'après : sans thèse, pleine d'envies, de villes et de vies.

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	3
---------------------	---

<u>INTRODUCTION.....</u>	6
---------------------------------	----------

<u>PARTIE 1 : REPRODUCTIONS D'ESPACES ET MIGRATIONS: DIALECTIQUE DU MOUVEMENT ET DE L'ANCRAGE.....</u>	22
---	-----------

CHAPITRE 1 : DES CUBAINS À MIAMI AUX CUBAINS DE MIAMI	24
--	-----------

CHAPITRE 2 : LES MÉCANISMES DE L'ANCRAGE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
---	------------------------------------

<u>PARTIE 2 : MIAMI CONSTRUCTION ÉTATSUNIEENNE, APPROPRIATION CUBAINE ?</u>	76
--	-----------

CHAPITRE 3 : « L'APPROPRIATION SPATIALE » OU L'IDÉE DE TERRITOIRE CUBANO-AMÉRICAIN EN QUESTION	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
---	------------------------------------

CHAPITRE 4 : GÉOGRAPHIES DU POUVOIR. GOUVERNEMENT PASTORAL ET SÉGRÉGATION	79
--	-----------

<u>PARTIE 3 : DE L'IMPACT CUBANO-AMÉRICAIN A LA VILLE AMÉRICAINNE : MIAMI VILLE EN CHANTIER.</u>	115
--	------------

CHAPITRE 5 : MIAMI VILLE ENTRE LES AMÉRIQUES : PRODUCTIONS, CONSTRUCTIONS ET DISCOURS	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
--	------------------------------------

CHAPITRE 6 : MIAMI VILLE COMMUNICATIONNELLE	153
--	------------

<u>CONCLUSION GÉNÉRALE</u>	169
---	------------

ANNEXES	176
----------------	------------

BIBLIOGRAPHIE	1761
----------------------------	-------------

TABLE DES ILLUSTRATIONS.....	219
-------------------------------------	------------

TABLE DES MATIERES	223
---------------------------------	------------

INTRODUCTION

« La circulation est à la base de toute géographie et de toute politique » J. Gottmann, 2007 [1952], p. 120.

« *’Stoy en la guagua, te llamo pa’tras* »¹. *Miami la cubaine* pourrait commencer ici, à bord du bus n°8 reliant par la *SW 8th street* le *downtown* de Miami à la périphérie de la ville à une trentaine de kilomètres au sud-ouest. L’accent cubain issu des remaniements de la langue de Cervantès et des frottements aux sociétés métisses de la Caraïbe comme sa rencontre avec l’anglo-américain, ouvrent ainsi les portes de mon sujet de thèse. Attendre puis s’asseoir dans ces espaces publics en mouvement, frissonner sous la climatisation quand le soleil brûle, voir défiler des paysages de lotissements de banlieue comme les vitrines des espaces commerciaux aux devantures criardes, intercepter les bribes de conservations, sursauter aux sonneries de téléphone qui crient le dernier *reggeaton*², respirer les odeurs d’eau de Cologne et se sentir au cœur d’une autre Amérique si loin de Cuba mais si loin de l’idée-type que l’on se fait des États-Unis.

Miami est avant tout une ville récente, fondée en 1896. Ses modes de constructions comme la morphologie de la ville permettent de la situer dans la lignée des études sur les villes postmodernes aux États-Unis (Soja, 2000 ; Dear, 2002 ; Nijman, 2000). Au début du XX^e siècle, cette ville était essentiellement une marina de la *Riviera* étatsunienne jouant de son héliotropisme auprès des populations de retraités et des touristes.

Depuis, Miami a émergé comme un centre économique au cœur des Amériques ce qui lui vaut les appellations de « capitale de la Caraïbe » (Girault, 1998, 2003) et de porte des Amériques

¹ « Je suis dans le bus, je te rappelle », le terme de *guagua* est essentiellement utilisé dans la Caraïbe insulaire hispanophone et désigne les transports en commun et l’expression *llamar por atras* est une retranscription littérale du *I call you back* anglophone, signe d’emprunt et de création induits par la rencontre de deux mondes linguistiques.

² Genre musical né dans les années 1990, chanté en espagnol, ses rythmes à contre temps s’inspirent du hip-hop et du ragga jamaïcain.

(*Gateway of the Americas*). Cette agglomération d'environ 2,5 millions d'habitants, si l'on considère le comté de Miami-Dade (US Census 2009), est le cadre de cette étude. Miami possède deux particularités. D'une part, elle abrite la plus grande concentration cubaine à l'extérieur de l'île : presque un tiers de sa population se définit comme cubano-américaine (765 000 - US Census 2006). D'autre part, elle est majoritairement habitée par des populations hispaniques (1,4 million d'Hispaniques sur les 2,4 millions d'habitants - US Census 2000). Cette forte concentration place l'analyse de Miami au cœur des débats sur la latinisation des États-Unis. Avec 45 millions d'individus sur les 305 millions d'Étatsuniens les Hispaniques sont la première minorité du pays aujourd'hui (US Census 2006)³.

Cette thèse cherche à interroger les processus de construction d'une ville du sud des États-Unis à travers le prisme de la relation toute particulière qu'elle entretient avec une population d'immigrants. Les Cubano-américains, qui ont majoritairement quitté l'île après la victoire de la révolution castriste (1959), sont devenus les cadres et les entrepreneurs de la ville, composant une part très importante de l'élite dirigeante de la cité.

Itinéraire d'un cheminement scientifique : de La Havane à Miami en passant par Santo Domingo et Haïti

Ce sujet a mis longtemps à se concrétiser, à s'énoncer. Il est le fruit d'une pérégrination caribéenne dont Cuba et Miami sont les centres. Il a commencé avec les premières lignes de ma maîtrise sur la réhabilitation et la mise en tourisme de la vieille Havane, arpentant sans relâche les rues et les quartiers de cette ville magique, conquise par l'accent dansant et la gouaille cubaine. J'ai pourtant décidé de m'orienter en Master 2 vers Miami. Ce n'était pas faute de vouloir retourner sur « l'île du lézard vert » mais les barrières administratives d'un terrain cubain et l'intérêt grandissant pour les aspects géopolitiques et idéologiques de Miami m'ont décidée à franchir le détroit. Le travail sur les liens entre mobilités et géopolitique m'a amené à réfléchir sur les contraintes à la circulation dans un monde mobile. J'ai donc entamé ma thèse dans l'optique de comprendre les modalités de la circulation et de l'ancrage ; par une comparaison entre les Cubains de Miami (minorité dominante) et les Haïtiens de Santo Domingo (minorité dominée) fondée sur la notion de « droit à la ville ». Cette notion est définie par H. Lefebvre comme étant : « le droit des

³ Le recensement étatsunien a lieu chaque décennie. Les données accessibles pour réaliser ce travail sont essentiellement issues du recensement 2000, le recensement 2010 étant en cours de réalisation. Cependant, pour certaines données, les statisticiens du US Bureau Census procèdent à des estimations ou à des mises à jours par échantillonnage. C'est la raison pour laquelle les données utilisées peuvent être de dates différentes.

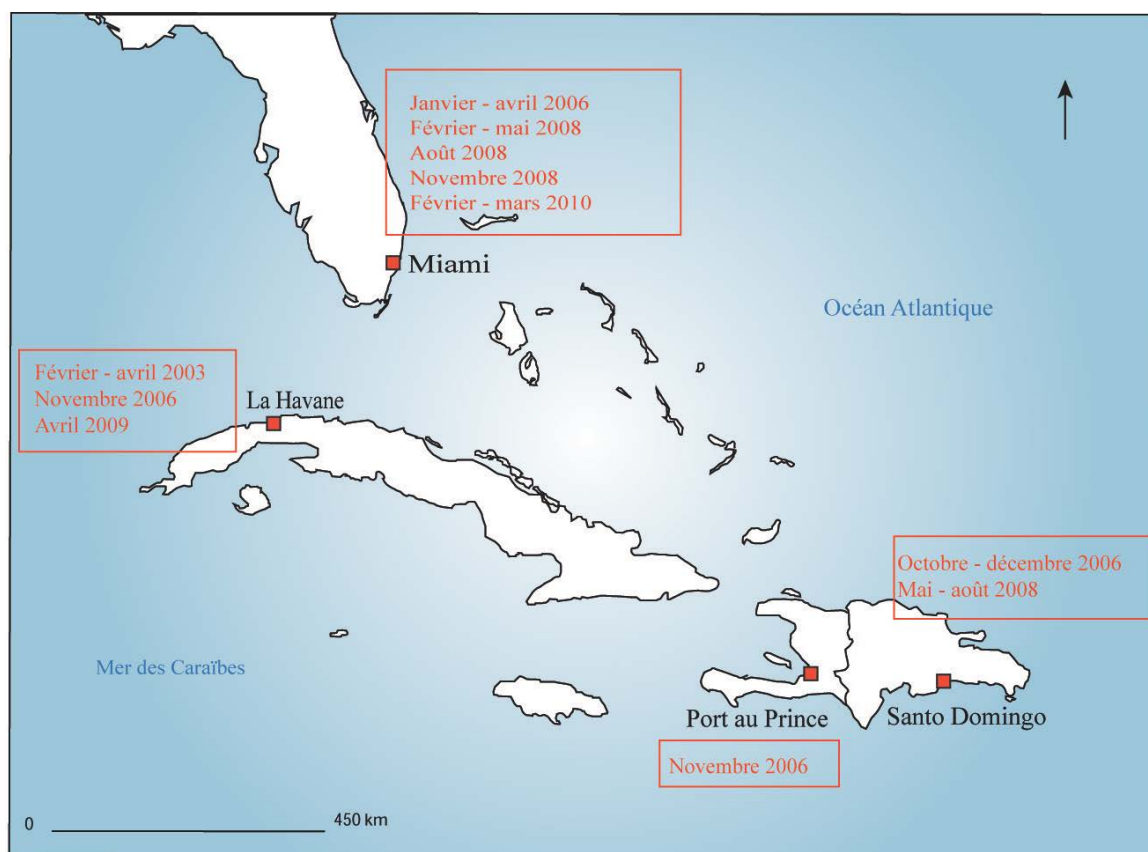
citoyens-citadins, et des groupes qu'ils constituent (sur la base des rapports sociaux), à figurer sur tous les réseaux et circuits de communication, d'information, d'échanges. Ce qui ne dépend ni d'une idéologie urbanistique, ni d'une intervention architecturale, mais d'une qualité ou propriété essentielle de l'espace urbain : la centralité. » (Lefebvre, 2000b, pp. 21-22). Cette réflexion et l'approche comparative ont soutenu les deux premières années de ce travail. Par faute de temps mais aussi parce qu'il est très difficile de mener un travail de fond rigoureux sur les Haïtiens en République dominicaine, j'ai décidé, à mon retour de terrain en 2008, de me concentrer sur Miami. D'une part, il m'aurait fallu au moins six mois de terrain supplémentaires pour réussir à faire de mon terrain dominicain un terrain solide (la situation fragile de la majorité des Haïtiens demande un temps considérable pour réussir à s'immiscer dans leur quotidien). D'autre part, le terrain miamien, à force de persévérance et surtout de rencontres clés, commençait à donner ses fruits et devenait, en lui-même, passionnant.

L'apport de la méthode comparative et la pratique de terrains multi-situés, malgré leur abandon, ont conforté une idée : l'étude des grandes Antilles et du monde Caraïbe était une des clés pour lire Miami qui s'en revendique la capitale. Ce travail est né d'une circulation entre mes différents terrains qui ont appelé des déplacements tout autant physiques que mentaux. La pratique de terrains multi-situés m'a alors conduite à complexifier mon sujet. Je n'ai plus seulement cherché à analyser l'inscription et l'ancrage des Cubains dans Miami mais bien davantage la particularité de cette métropole, dont la trajectoire est indissociable de celle des Cubains.

Connaître et pratiquer les différentes langues en usage dans ces espaces - créole (haïtien), anglais (US), espagnol (cubain, dominicain) – et en comprendre les iconographies, ont été de véritables atouts pour comprendre Miami et ses habitants, pour « contextualiser » cette métropole. Cela me permettait d'être attentive à ce que les migrants caribéens recréent dans les quartiers de la ville, de mesurer les mélanges dans ses décors de l'entre-deux (« *in the hyphen* »). Des terrains à Cuba, à Santo Domingo et en Haïti ont été les cadres de ma trajectoire de recherche sur Miami (carte 1). Les temporalités de ce travail sont donc multiples. Mes recherches ont débuté en 2003 à La Havane, alors que l'administration du président Bush allait durcir les lois migratoires à l'encontre de Cuba et envahir l'Irak. Elles se sont achevées en 2010 à Miami après avoir observé quelques mois auparavant les célébrations du cinquantenaire de la Révolution côté cubain. L'année 2008 a été la clé de voûte de ce

travail : de la crise des *subprimes*⁴ à l'élection du président Obama. Miami a été un terrain de choix dans ce Sud de la Floride, que plusieurs grands quotidiens nationaux ont déclaré en état de « banqueroute »⁵ et qui pourtant attire encore des migrants de toute l'Amérique latine.

Carte 1 : Calendrier des terrains caribéens



Une approche géographique plurielle

Un sujet à la croisée de différents champs de la géographie

Cette thèse se situe à la croisée de différents champs de la géographie : elle étudie une population de migrants (les Cubains) ainsi qu'un espace urbain (Miami). Son objet principal est la relation entre les deux.

Ce sujet nécessite une étude approfondie de l'exil cubain, des conditions migratoires d'exception de cette population et de son accueil sur le sol étatsunien. Il invite à analyser la

⁴ Crédit immobilier à risque, gagé sur le logement de l'emprunteur (hypothèque), avec un taux d'emprunt variable au cours du temps.

⁵ Grunwald M, 10 juillet 2008, *Is Florida the Sunset State?*, Time Magazine, <http://www.time.com> (consulté le 21/05/09).

Anonyme, 6 Janvier 2009, *South Florida business bankruptcies highest since at least 1990*, Miami Herald, <http://www.miamiherald.com/business/> (consulté le 23/05/2009).

complexité des situations géopolitiques régionales d'hier (la révolution cubaine et la guerre froide) et d'aujourd'hui ainsi que les mutations politiques de Miami. La métropole a émergé, à partir de la révolution cubaine, comme un lieu incontournable du contre-pouvoir cubain et est désormais le lieu d'un pouvoir cubain aux États-Unis. Ce travail s'inscrit pleinement dans le champ de la *géographie politique* : une « géographie du pouvoir » à toutes les échelles. Pour développer ce champ, je me suis appuyée sur F. Ratzel (1987 [1897]), C. Raffestin (1980), J. Gottmann (2007, [1952]). Ils sont les fondateurs d'une analyse de la formation des territoires à partir des rapports de pouvoir, qui dépassent le jeu des États dans les relations internationales. Le concept de territoire est entendu le plus souvent dans ce travail dans son acception politique. Il souligne l'importance des enjeux et des rapports de pouvoirs dans ce que H. Lefebvre nomme la « production de l'espace ». Je rejoins partant B. Debarbieux qui affirme que « la notion de territoire n'est jamais conçue indépendamment d'une théorisation de la société et du pouvoir » (Debarbieux, 1999, p. 36).

Le champ de la *géographie sociale*, qui sous-tend ma réflexion, fait appel à la sociologie de H. Lefebvre. Pour lui, l'espace est politique, idéologique et plus encore un produit social à la fois contenant et contenu des jeux des acteurs (Lefebvre 2000a, 2000b). L'articulation entre la géographie politique et la géographie sociale est le point nodal de ce travail. L'analyse de ce sujet s'est nourrie des réflexions de sociologues (Elias, 1997 ; Lefebvre, 2000 ; Stepick, 1998, 2003 ; Portes, 1982, 1993 ; Waldinger, 1993 ; Wacquant, 2005, 2006) et de géographes (Di Méo, Buléon, 2005 ; Veschambre, 2005, 2008 ; Rippoll, 2005), autour des relations entre l'espace et les sociétés à travers une approche attentive aux « enjeux de distinction, de marquage et d'appropriation de l'espace par certains groupes, certains pouvoirs » (Veschambre, 2008, p. 285). Ce travail interroge les processus de territorialisation par un groupe social spécifique : les Cubano-américains devenus une minorité majoritaire à Miami et dont les élites sont dominantes au sein de la cité. La territorialisation et la territorialité sont deux notions clés pour comprendre l'ancrage de l'homme sur la terre, et les luttes au sein d'un espace social tout autant métissé que fragmenté dans une ville en construction. « La territorialisation stricte d'une identité sociale permet d'exercer plus aisément un contrôle politique sur le groupe qui la partage. Elle renforce aussi l'hégémonie et la domination de celui-ci sur l'espace social » (Di Méo, Buléon, 2005, p. 47).

La *géographie urbaine* est le troisième champ de ce sujet. La ville est le cadre privilégié de l'analyse des rapports de pouvoir comme des phénomènes de territorialisation. Dans la ville

nord-américaine, des écrits de l'École de Chicago à ceux de l'École de Los Angeles, les phénomènes de circulation et de migration, comme les processus de relégation et d'exclusion socio-spatiale, ont offert une approche éclairante des réalités urbaines. Les métropoles sont les espaces centraux de l'expérience de l'altérité. La ville, ce formidable laboratoire social qui reflète la densité, la diversité, l'animation et la vie (Gervais Lambony, 2003) est tout autant un lieu de brassage et de circulation qu'un espace de ségrégation et de fragmentation. Soit par relégation et exclusion aux marges des minorités par les autorités ou les groupes dominants, soit par la recherche d'un entre-soi souvent liée aux problématiques idéologiques et sécuritaires qui prennent, en ce début de XXI^e siècle, des formes nouvelles, ou tout au moins des formes de plus en plus répandues à l'échelle planétaire. Miami est un cadre intéressant pour étudier le brassage comme la fragmentation. Ville néolibérale, touristique et tertiaire, dont plus de la moitié de la population est née au sud des États-Unis, cette ville est un carrefour entre le nord et le sud du continent américain. Dans une économie globalisée, cette situation est valorisée et Miami émerge comme un symbole des dynamiques urbaines dans les Amériques.

La géographie des mobilités est le dernier champ dans lequel s'inscrit cette recherche. Tout d'abord parce que ce sujet porte sur la migration cubaine et s'intéresse au contexte caribéen des circulations migratoires. Il s'inscrit au sein du renouveau disciplinaire autour des questions migratoires en géographie, qui tiennent compte de l'accroissement considérable des migrations internationales à l'échelle du monde et de la redéfinition comme de l'apparition de pratiques de l'espace vu au travers du prisme du mouvement. Les notions de diaspora, de transnationalisme, de territoires circulatoires ou encore de territoires de la mobilité (Bruneau, 2004 ; Chivallon, 2004 ; Cortès, 2000 ; Ma Mung, 1999, 2000 ; Tarrius, 1993 ; Faret, 2003) sont discutées. Néanmoins, l'étude des mobilités ne se restreint pas aux migrations et permet d'aborder pleinement le véritable carrefour entre les Amériques qu'est Miami. C'est donc à travers une géographie des échanges et des flux ainsi que par le travail sur des notions comme l'accessibilité, la clôture et la communication que j'ai abordé l'idée des mobilités au sein de cette ville américaine. Car les circulations intenses qui animent ce carrefour sont tout autant génératrices de fractures spatiales et de dislocation de l'en-commun dans la ville que de rencontres qui favorisent des créolisations⁶ citadines (Glissant, 1993, 2000, 2004).

⁶ La créolisation selon E. Glissant peut être entendue comme un bouleversement perpétuel du monde où les civilisations comme les cultures basculent et s'entremêlent de façon inextricable.

L'apport d'une approche plurielle : le cheminement intellectuel et spatial du géographe

La particularité de cette thèse est née de l'alliance de ces différents champs et de la volonté de construire une approche en croisant systématiquement les échelles pour affiner la réflexion géographique. L'usage de différentes sciences humaines et sociales est une des dimensions de cette approche.

La volonté de ne pas traiter la question à la seule échelle de la ville s'est traduite par l'intérêt porté à l'île de Cuba ainsi qu'à la région Caraïbe, à l'Amérique latine, aux États-Unis dans leur ensemble. En ce sens, cette étude se distingue par son approche transcalaire de la plupart des écrits de sociologues et politologues auxquels j'ai eu recours. Son originalité réside dans la place accordée aux Cubains et à Miami : ils n'ont pas été les objets de cette recherche. C'est l'articulation des deux qui a été le centre de ma réflexion. Quelles relations entretiennent les Cubains avec Miami ? Pourquoi une analyse transcalaire offre-t-elle une clé de lecture pour appréhender la spécificité de ce carrefour entre les Amériques ?

Ces articulations ont nécessité, outre un effort de synthèse, la recherche d'informations récentes, prises sur le vif afin d'appréhender les processus en cours et d'apporter un regard aussi actuel que possible sur une réalité mouvante.

De l'exception cubaine à l'exception miamienne : problématique de recherche

Les trajectoires migratoires des Cubains vers Miami ont changé résolument la trajectoire et la morphologie de la ville. Il s'agit d'analyser la rapidité de l'insertion des Cubains à Miami et l'aide exceptionnelle qu'ils ont reçue des États-Unis par rapport aux autres minorités. Il s'agit aussi d'étudier, dans un contexte de mondialisation, ce « chaudron ethnique » et cette ville en transition, en lisière du continent américain (Mohl, 1983 ; Portes, Stepick, 1993).

Dissocier l'évolution de Miami de l'histoire cubaine semble aujourd'hui impossible. Cela suffit-il pour qualifier Miami de « cubaine » ? Bien évidemment non. Ce sont les logiques spatiales à différentes échelles qui ont créé l'exception cubaine à Miami et qui ont permis à cette population de dominer la ville numériquement, politiquement et, dans une certaine mesure, culturellement. Il s'agit d'interroger à travers les notions de pouvoir et de circulation cette articulation entre Miami une ville étatsunienne et les Cubains une population caribéenne pour tenter d'analyser qu'elles en sont les spécificités ?

L'articulation de la démarche : pouvoir et circulation, Miami un carrefour.

En se reportant à la pensée pionnière de J. Gottmann, l'objectif est de démontrer que les deux notions de circulation et de pouvoir trouvent une coordination évidente dans la figure du carrefour dont la ville est souvent l'archétype : espace d'échanges et de relations comme de ségrégation et d'exclusion. « Au carrefour nous avons donc trouvé la réunion de la circulation, de l'iconographie et de la police, cette dernière symbolisant l'organisation politique » (Gottmann, 2007, p. 223).

La réflexion sur les cadres du pouvoir (ce que Gottmann nomme la police) semble ici au cœur de toutes les relations qui façonnent ce carrefour urbain entre les Amériques. *Miami la cubaine* sera analysée à travers les notions d'appropriation spatiale et de gouvernementalité c'est-à-dire l'analyse du pouvoir comme un ensemble de relations réversibles (Foucault, 2004). La force de l'idéologie et des formations discursives, toutes deux constitutives des forces dominantes et des cadres du pouvoir, sera interrogée notamment dans sa capacité à créer du territoire, à normaliser l'espace.

La capacité de se gouverner et de gouverner les autres acquise par les Cubains à Miami doit s'appréhender au sein d'un rapport à la circulation spécifique, qui fonde l'exception cubano-américaine sur le sol étatsunien. Il en découle des mécanismes d'appropriation et de domination sur ce nouvel espace, mais également des logiques d'articulation au sein de ce carrefour.

Cadres et méthodes de la recherche

Les cadres spatiaux : présentation du comté de Miami-Dade et localisation des terrains dans la ville

Miami est la plus méridionale des grandes villes étatsuniennes. Bien plus proche de La Havane (200 km) que de Washington (1 500 km), cette ville s'est construite à la périphérie sud-est du territoire national. Le « grand Miami » regroupe deux comtés celui de *Miami-Dade* et celui de *Broward*. L'ensemble forme la région urbaine ou plutôt la *Metropolitan Statistical Area*⁷ de *Miami-Fort Lauderdale* où vivent plus de quatre millions habitants (US Census 2008).

⁷La notion de *Metropolitan Statistical Area* (MSA) aux États-Unis est très proche de ce que les statisticiens français nomment l'aire urbaine (ensemble de communes d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain et par une couronne

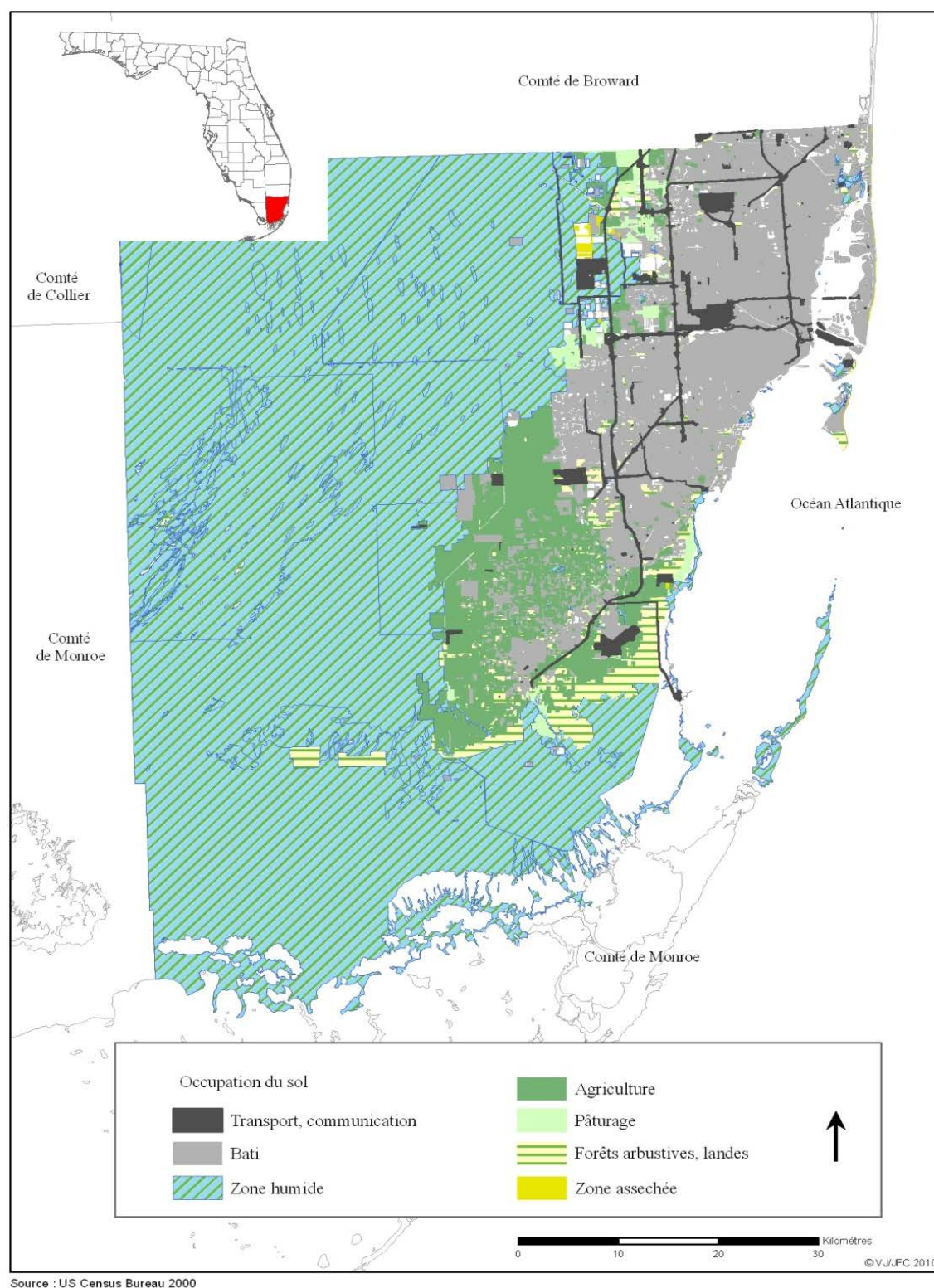
Le comté de Miami-Dade dans lequel se situe la ville de Miami est le cadre de notre étude. Il occupe les deux tiers de la surface du grand Miami et abrite la grande majorité de sa population hispanique. Ce comté (carte 2) se trouve à l'extrémité sud-est de la Floride. Sa superficie est recouverte à plus de 75 % de milieux humides comprenant des eaux douces et saumâtres, et des marais (mangroves et herbus).

Ce « pays neuf » est le support d'une urbanisation dévorante et d'une agriculture productiviste, qui redessinent systématiquement les limites de l'agglomération en gagnant du terrain sur cette zone tropicale humide, pourtant classée au patrimoine mondial de l'Unesco.

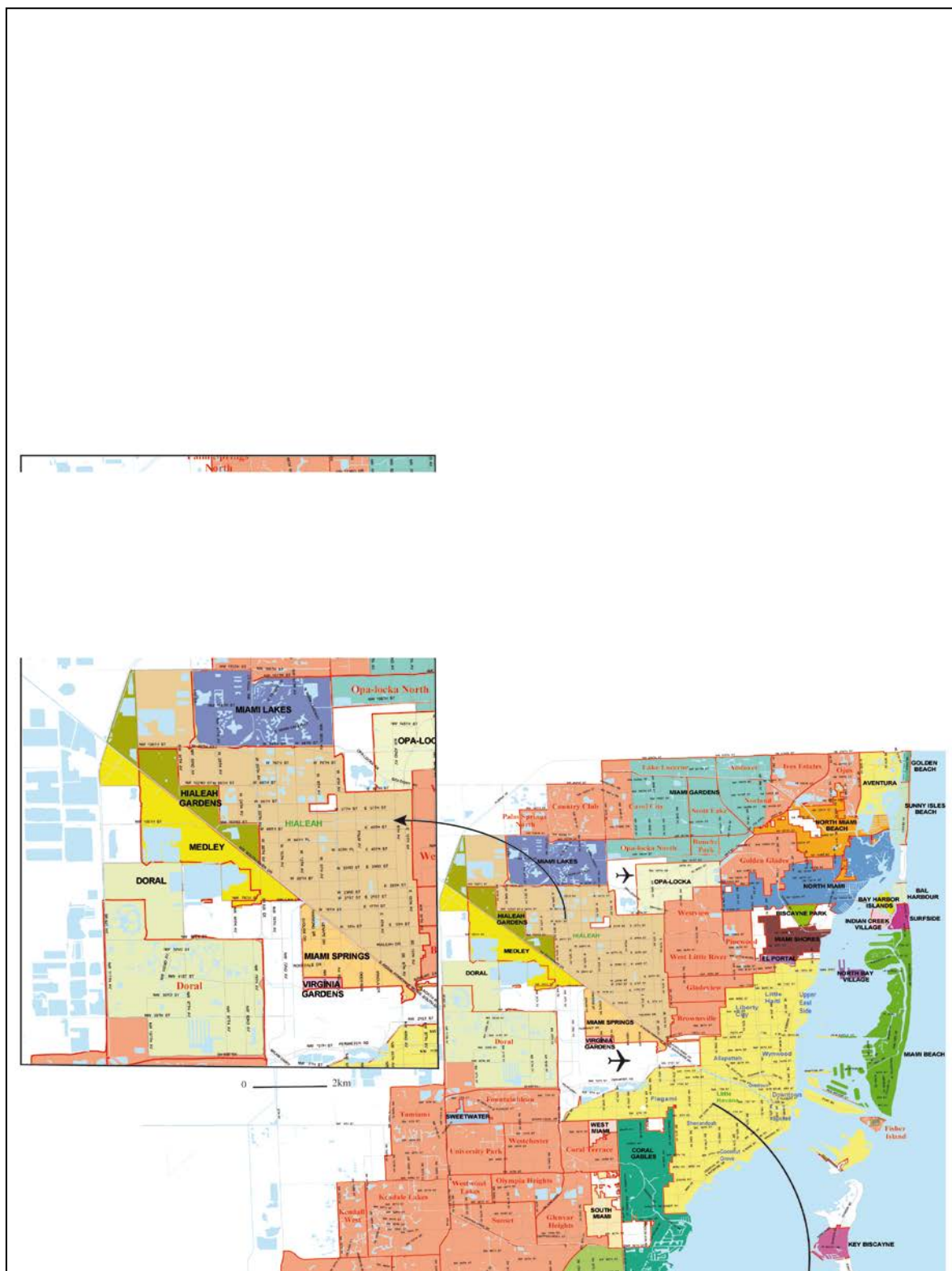
Cette étude traite essentiellement de la partie urbanisée du comté de Miami-Dade et plus particulièrement des espaces centraux de la ville et des deux espaces de références choisis comme terrains privilégiés de cette thèse (carte 3). Little Havana, d'une part, « ghetto originel » et *inner-city* en pleine mutation au cœur de la municipalité de Miami. D'autre part, Hialeah, banlieue de Miami et cinquième ville de Floride avec plus de 212 000 d'habitants à 60 % Cubano-américains (US Census 2008).

périurbaine. Cette dernière est formée d'unités urbaines dont + 40 % de la population active travaillent dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci). Les MSA traduisent la nécessité de nouveaux outils statistiques et de découpage pour rendre compte de la métropolisation en cours.

Carte 2 : Présentation du comté de Miami-Dade : limites de l'urbanisation et milieux humides



Carte 3 : Les localités du comté de Miami-Dade et situation des terrains de recherche



Les données qui soutiennent ce travail valorisent une approche qualitative en privilégiant l'observation, les entretiens libres ou semi-directifs, la photographie et les captures d'ambiances sonores, bande-originale quotidiennes de la vie des citoyens.

Les Cubains de Miami ont des spécificités : matérialisation du « rêve américain » et insertion atypique par rapport aux autres groupes de migrants dans la société étatsunienne. Ces dernières sont à l'origine d'une littérature abondante, à partir des années 1980, à laquelle s'ajoutent des statistiques riches et complètes. Elles sont produites par le recensement étatsunien, qui procure des données très détaillées⁸ sur les Cubains et différentes études menées par des chercheurs sur des échantillons importants de Cubano-américains à différentes dates : *Cubans Polls* depuis 1991 au sein du *Cuban Research Institut* de la Florida International University (FIU) ainsi que des travaux des équipes de chercheurs des universités miamiennes et étatsuniennes. J'ai intégré cet arsenal de données quantitatives à ma réflexion. Grâce à la richesse des documents existants, je n'ai pas eu besoin de produire ma propre base de données autrement que par mon corpus d'entretiens (annexe I, p. 314) et de relevés d'observation (notes, photos, sons). Néanmoins, ces données statistiques bien qu'utiles ne sont pas exemptes de critiques, car « l'enquête statistique ne trouve que de l'homogène. Elle reproduit le système auquel elle appartient et elle laisse hors de son champ la prolifération des histoires et opérations hétérogènes qui composent les patchworks du quotidien. » (Certeau, 1990, p. XLV). Les mettre à distance et les critiquer m'ont permis d'entrer davantage dans la complexité du sujet et d'approcher au plus près l'invention quotidienne des acteurs. Ainsi les questionnaires (annexe II, p. 316) menés au cours de mes terrains ont-ils été un moyen pour tester mes hypothèses et affiner les thématiques et les questions au fil des entretiens. Qu'il s'agisse de la pratique de la ville, des supports à la migration, du rapport au voisinage, des langues et des sons de la ville, les questionnaires, sans être utilisés comme une « réalité scientifique », m'ont permis d'ouvrir la voie à de nouvelles pistes à aborder.

L'utilisation d'un système d'information géographique (SIG) a nécessité l'emploi de données quantitatives, qui m'ont permis de réaliser la majorité des cartes de cette thèse. La simplification inévitable de la cartographie permet cependant de représenter l'espace dans ses

⁸Seuls les Mexicains et les Portoricains possèdent également ce traitement statistique détaillé au sein des populations hispaniques des États-Unis dans le recensement.

tendances lourdes bien que réductrices. J'ai tâché, dans mes développements, de nuancer ces présentations homogènes.

Les entretiens libres ou semi-directifs constituent la part la plus importante de ma démarche. Les récits de vie, les détails du quotidien des individus n'enferment pas les individus dans un discours. Certes, certains de mes interlocuteurs m'ont parfois livré un discours préconstruit (ou politiquement correct) mais cela permettait de déchiffrer l'impact de la propagande, de la force des médias et du poids du discours dominant.

La retranscription littérale des entretiens est présentée dans les encadrés avec le souci d'être au plus près du texte sans « déformer » le discours par une traduction interprétative. La retranscription littérale donne également à voir et à entendre les parlers de mes interlocuteurs, leurs expressions mais aussi, pour certains d'entre eux, les mélanges de langues. Les traductions de ces encadrés sont disponibles en annexe III (pp. 318-332). Les passages choisis des entretiens, intégrés dans le corps de texte, ont été également traduits en français pour une lecture fluide.

Cibler les questions, réaliser des entretiens, enregistrer les discours comme les sons

Des personnes ressources m'ont permis l'élaboration d'un corpus assez hétéroclite. J'ai favorisé deux pistes et deux groupes spécifiques. D'une part, j'ai interrogé les rapports de pouvoirs, les discours dominants et la production de territoires à travers des entretiens menés auprès d'hommes politiques, des personnels des chambres de commerce, comme des journalistes ou des activistes. D'autre part, j'ai ciblé les jeunes (notamment les lycéens) et les secondes générations au cours de mes différents terrains. Le *focus groupe* des jeunes Cubano-américains du *Hialeah institut* (chapitre 4) fut par ailleurs une des expériences les plus intéressantes de cette recherche. La rencontre avec les jeunes cubano-américains a été une source précieuse d'informations, tant sur la façon dont ces jeunes considèrent leur île et leur nouvelle vie à Miami (la plupart sont arrivés après 2004) que sur les mots d'argots créés par cette génération en devenir, preuves d'une inventivité sans cesse renouvelée.

Je tiens à préciser par ailleurs qu'une partie de mes entretiens institutionnels effectués entre mars et novembre 2008 a été préparée et menée de concert avec Marcos Feldman, doctorant en sociologie urbaine et comparative sous la direction du P^r Alex Stepick. Cette collaboration nous a permis d'échanger autant sur nos disciplines que sur nos points de vue, lui, *l'insider*, et moi, *l'outsider*. M. Feldman m'a également permis une entrée « communautaire » qui m'a si

souvent fait défaut chez les Cubains de Miami. Il pouvait en effet *ponerse de cubanito*, jouer d'une appartenance que les personnes interviewées, particulièrement au sein de l'élite, aiment à reconnaître chez lui : savoir qu'il est un des leurs.

Enfin, j'ai réalisé des prises de son disponibles sur le site <http://miamisounds.vacau.com/> qui ont permis la réalisation d'une carte sonore utilisée dans le chapitre 6 de ce travail. Cette carte sonore, réalisée sur *googlemap*, permet à l'utilisateur d'écouter les sons de la ville en descendant sur ses trottoirs. Si le travail sur les images est une méthode intégrée dans la lecture de la ville par les géographes, il me semble que les sons sont des indicateurs tout aussi utiles et peut être moins détournés, pour lire l'espace du quotidien et les pratiques individuelles, dans « notre société qui cancérise la vue, mesure toute réalité à sa capacité de montrer ou de se montrer et mue les communications en voyages de l'œil » (Certeau, 1990, p. XLVIII). Le corpus de 90 relevés d'ambiances sonores (enregistrées en journée) a été réduit à une trentaine d'échantillons qui ont été sélectionnés pour une meilleure écoute. Ils ont été retravaillés avant leur mise en espace sur l'image satellite, non pour tronquer la réalité auditive mais pour rentrer en résonnance avec ce que je souhaitais donner à entendre de Miami : la diversité de ses quartiers, de ses parlers comme l'omniprésence de ses routes et la faiblesse de l'espace public partagé.

De la ville étatsunienne à la ville américaine : le plan de Miami la cubaine ?

C'est un glissement de la ville étatsunienne à la ville américaine que je veux démontrer dans l'élaboration de ce plan en montrant le rôle des Cubains dans la trajectoire de cette ville.

Il s'agira, dans une première partie, de comprendre l'articulation spatiale entre la migration cubaine et la métropole de Miami, ce que je nomme la dialectique du mouvement et de l'ancrage. Le premier chapitre cherche à montrer le poids considérable des Cubains à Miami et les relations spatiales anciennes entre la ville et cette population. Il insiste sur la spécificité des conditions de la circulation de part et d'autre du détroit, conditionnées par des sphères de pouvoirs, qui influencent les relations binationales et les conditions d'accueil et d'installation dans la ville. Le second chapitre met en évidence les mécanismes de l'ancrage spatial au sein du système-ville en interrogeant les processus d'implantation, de concentration, de diffusion mais également de maintien du groupe à l'échelle de l'agglomération de Miami.

Dans une seconde partie les notions d'ancrage ou de (re)production d'espace seront dépassées pour interroger la spécificité cubaine à Miami. Le poids incontestable de son élite et la

diversité des pouvoirs cubano-américains au sein de la cité favorisent la création d'une ville à la jonction entre le cubain et l'étatsunien. Le troisième chapitre traitera des processus « d'appropriation » par un groupe des données socio-spatiales dont il dispose en soulignant les pouvoirs symboliques et économiques acquis. Le chapitre 4 révélera l'importance du politique dans le passage de l'ancrage à l'appropriation. Il montrera comment, un contre-pouvoir devenu aujourd'hui un pouvoir cubano-américain s'est créé pour maintenir sous son contrôle des territoires politiques.

La troisième partie interrogera la « relation » (Glissant, 2009) : la rencontre entre l'espace de Miami et les Cubains a marqué la destinée de cette ville située entre les Amériques. Le chapitre 5 appréhendera des spécificités urbaines d'une ville « américaine » en montrant les processus de construction et de définition de la ville et en interrogeant les discours qui produisent et sont produits par la ville. Le chapitre 6 insistera davantage sur Miami comme une ville communicationnelle, centre d'une voix anticastriste entendue, la ville est également un pôle médiatique majeur. L'importance de ce carrefour urbain permettra d'aborder, à travers les aspects linguistiques et sonores des quartiers, les créolisations en cours dans cette ville étatsunienne, cubaine et latino-américaine.

PARTIE 1 : REPRODUCTIONS D'ESPACES ET MIGRATIONS: DIALECTIQUE DU MOUVEMENT ET DE L'ANCRAGE



V.J. 24/02/06

Photo 2 : Vieux Cubains dans le parc Maximo Gomez, également appelé le parc aux dominos, Little Havana, Miami

L'idée de cette première partie est d'interroger les mécanismes migratoires et les différentes phases d'implantations des Cubains à Miami, en montrant tout à la fois les contextes des mouvements migratoires de Cuba vers la Floride comme les contextes d'arrivées des migrants cubains à Miami. La démarche est de retracer aussi bien l'histoire migratoire du détroit de Floride que celle de la ville depuis l'arrivée des Cubains pour comprendre comment Miami ne peut plus aujourd'hui s'analyser sans prendre en considération la question cubaine. La dialectique du mouvement et de l'ancrage propose de considérer le changement de position, le déplacement tout autant que le remplacement. Le terme de « géodynamique » employé par G. Simon cherche alors à mettre en relief la place essentielle de la géographie dans l'étude des migrations, le lien entre la dynamique de ces mouvements humains et l'espace où ils s'inscrivent (Simon, 1995). L'idée de reproduction d'espace tente de mettre en évidence les liens spécifiques qui unissent Cuba et la Floride mais également les migrants cubains et leur société d'accueil comme de démontrer la forte capacité de récréation d'un espace de vie de ce groupe dont les premières vagues furent composées majoritairement de l'élite économique de l'île.

(Re)produire des espaces dans la ville est également lié à l'impossibilité de retour sur l'île quittée y compris de retours matériels par le biais d'investissement sur le territoire natal, tant la circulation entre les deux rives du détroit est ici réglementée. Cette spécificité cubaine à la circulation sera étudiée ici. Car la circulation spasmodique entre les deux rives du détroit ne permet pas d'inscrire ce raisonnement dans tous les cadres de réflexions actuels sur la mondialisation et la croissance des migrations internationales. Les notions de territoires réticulés, de *territoires circulatoires* (Tarrius, 1993) ou de *territoires de la mobilité* (Faret, 2003) sont ici inapplicables directement par la spécificité des conditions au mouvement. Les territoires qui soutiennent le mouvement, ces espaces vécus et appropriés, n'ont pas ici émergé.

Dans un premier chapitre : **des Cubains à Miami aux Cubains de Miami**, il s'agira de souligner la force de la concentration comme la spécificité cubaine à Miami et de démontrer comment, Miami et les Cubains sont spatialement liés en mettant en évidence la complexité des cadres géopolitiques de ces migrations pour comprendre les contextes des arrivées cubaines dans la ville. Dans un second chapitre : **les mécanismes de l'ancrage**, ce sont les mécanismes de formation et de définition du groupe sur un nouvel espace national et urbain qui seront discutés pour mettre en évidence la force de l'ancrage cubain à Miami.

CHAPITRE 1 : DES CUBAINS À MIAMI AUX CUBAINS DE MIAMI

Ce chapitre introductif tente de mettre en perspective les expériences cubaines à Miami en faisant le choix du contexte historique pour présenter les cadres géographiques et géopolitiques de ces migrations. Il s'agit en effet d'expliquer ici, le glissement en un demi-siècle d'un exil bourgeois qui se voulait temporaire à une réelle implantation dans la ville de cette minorité devenue majorité. Car à la suite de A. Tarrius « nous ne pouvons adhérer à des analyses localisées dans le seul espace de la ville d'arrivée, ni davantage considérer que la mobilisation internationale de la force de travail est l'unique mode de traversée des espaces interurbains ou internationaux. Nous désirons *prendre au sérieux* les narrations que font les migrants de leurs parcours et qui mêlent à l'ici, où l'on est aujourd'hui, et au là-bas, d'où l'on vient, un entre-deux, qui ne finit pas de joindre ces deux bouts de trajectoire ; qui disent *projet* là où nous voyons *exil*. » (Tarrius, 1993, p. 53).

Pour cela il faut s'attacher d'abord à montrer où et qui sont les Cubains à Miami. Entrer dans un premier temps dans la ville, montrer l'importance de la concentration cubaine à Miami pour comprendre ensuite ces installations au regard des différentes routes et vagues de la migration cubaine vers la Floride. Il s'agit alors d'insister sur les spécificités des différents mouvements entre les rives du détroit, pour mettre ensuite en évidence les particularismes de la circulation migratoire et des mobilités dans le contexte de la révolution cubaine et des relations cubano-américaines.

A) ARRIVÉES À MIAMI : CONCENTRATION, DIFFUSION ET ÉTABLISSEMENT DANS LA VILLE

Les États-Unis comptent parmi leurs résidents 1 535 236 habitants se revendiquant comme Cubains. Chiffre dérisoire comparativement aux 45 millions d'Hispaniques au rang desquels les Cubains représentent la troisième population après les Mexicains et les Portoricains⁹, mais chiffre représentatif au regard de la population cubaine qui selon le bureau cubain des statistiques s'élève à 11 236 790 citoyens en 2007. La population cubano-américaine représente donc plus de 10 % des Cubains de l'île soit environ la population de Santiago de Cuba, deuxième ville du pays et agglomération urbaine principale de l'est de l'île.

La présence cubaine aux États-Unis se caractérise par une très forte concentration spatiale sur le territoire étatsunien. Vingt-quatre des vingt-cinq municipalités aux plus fortes concentrations cubano-américaines se trouvent ainsi dans le comté de Miami-Dade, la vingt-cinquième étant West New York dans le New Jersey. Depuis la fin du XIX^e siècle des mouvements migratoires temporaires ou non vers les États-Unis ont entraîné la naissance d'implantations cubaines sur le sol étatsunien. Au début du XX^e siècle, les principales concentrations de Cubains étaient localisées en Floride (Tampa et Key West) et surtout dans le New Jersey et l'aire d'influence de New York. Le recensement de 1950 faisait état de 7900 Cubains installés en Floride et celui de 1958 d'environ 11 000 alors que la population cubaine implantée dans le nord-est des États-Unis était déjà supérieure à 50 000 personnes (Boswell, Curtis, 1983). Ce n'est qu'à partir de la révolution castriste, que la ville de Miami et le comté de Miami-Dade deviennent la destination principale de la migration cubaine, dépassant largement les Cubains du New Jersey et de New York comme de Chicago.

⁹ Selon le Bureau du recensement américain (évaluation 2005-2007)

1) Une concentration spatiale remarquable

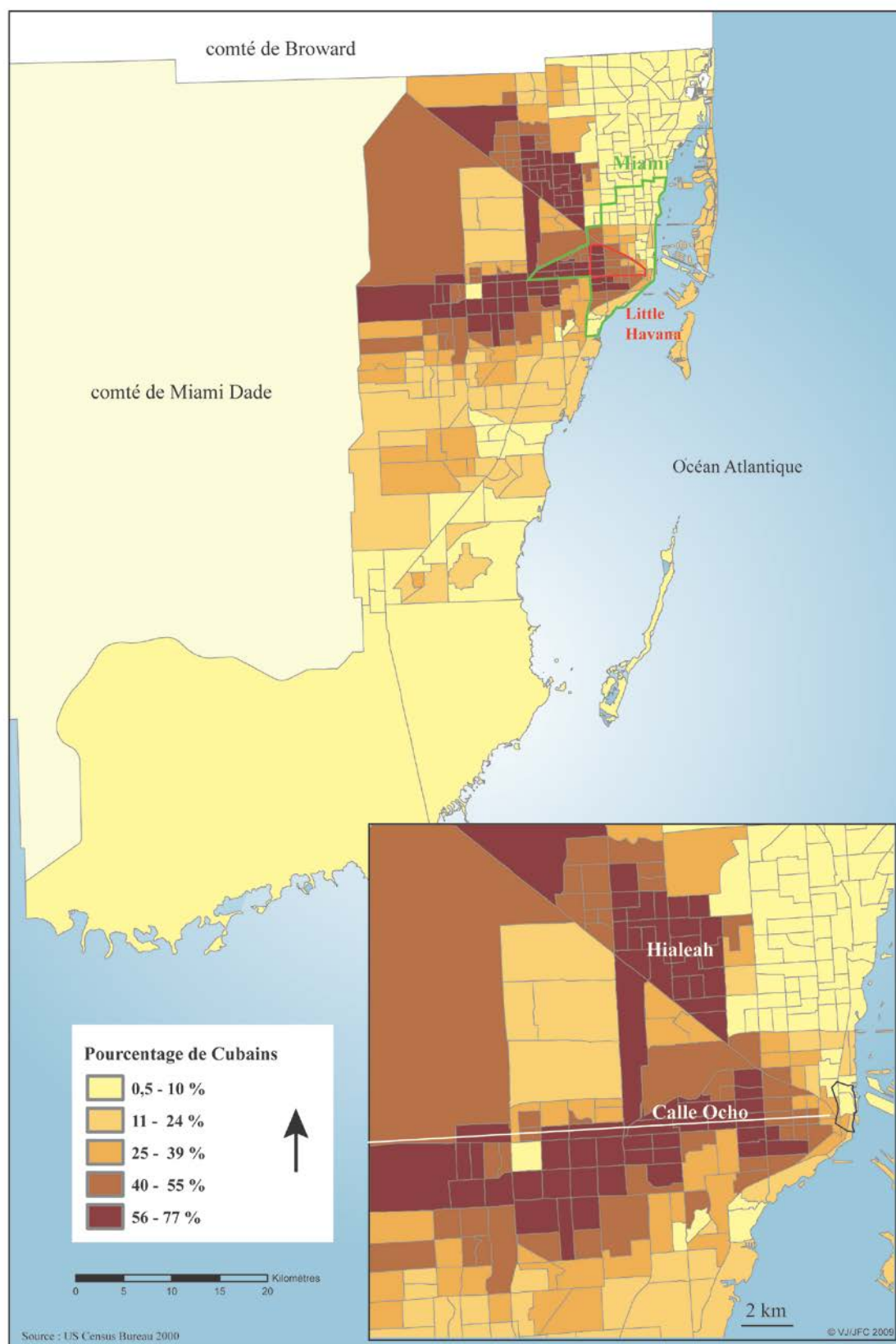
À l'échelle de l'agglomération les phénomènes de concentration spatiale ont forgé, à travers les cinquante dernières années, les concentrations actuelles mises en place progressivement par des phénomènes de regroupements volontaires ou non, induits tantôt par des facteurs socio-économiques, comme la valeur du foncier, tantôt par des processus d'appropriation symbolique ou réelle de la ville déjà mis en évidence par l'École de Chicago. Comme le déclarent Y. Grafmeyer et I. Joseph dans leur ouvrage sur cette école de pensée urbaine (2004), les individus ne se répartissent pas au hasard mais répondent à des mécanismes complexes de filtrage, de sélection et de regroupement. Par le jeu de différents mécanismes qui régissent la ville (ségrégation économique et politique, recherche d'entre-soi, mise à distance des minorités etc.), les nouveaux citoyens s'incorporent au sein de l'espace de la ville de façon plus ou moins contrainte ou choisie. L'espace urbain est pensé par les auteurs de Chicago à la manière d'un organisme, d'un système-ville au sein duquel les mobilités des habitants sont définies comme « les pouls » de l'agglomération.

Les différents secteurs, qui montrent la concentration spatiale remarquable des Cubains à Miami, sont mis en valeur par la carte 4. Celle-ci confirme l'importance des espaces vécus par une population majoritairement cubaine au sein de l'agglomération.

Sur l'ensemble du comté de Miami-Dade, deux fortes concentrations de populations à 60 % cubaines attirent l'attention :

- la ville de Hialeah au nord-ouest du comté de Miami-Dade et sa proche périphérie Hialeah Garden et Medley
- les secteurs riverains de la *calle ocho* (SW 8th Street) qui mettent en relief l'axe est-ouest de dispersion de la population cubaine dans l'agglomération de Miami à partir de Little Havana. Les secteurs de Westchester, Coral Terrace et West Miami dans la partie ouest de l'agglomération en sont les principales concentrations. Le fameux *South West* que les habitants de la ville, cubains ou non, identifient comme la partie cubaine de l'agglomération.

Carte 4 : Les concentrations spatiales et les axes de diffusion des Cubains à Miami



Alors qu'il a été l'espace d'insertion des premiers migrants à partir des années 1960, le quartier de Little Havana présenté sur la carte 4 (en rouge) n'affiche plus les pourcentages de population les plus élevés de l'agglomération. Les processus de diffusion de la population cubaine et les mobilités résidentielles (qui seront étudiés au chapitre 2) n'ont pourtant pas empêché la persistance d'une concentration spatiale forte.

Ainsi, les espaces de l'agglomération où se concentre la majorité de la population cubaine sont en dehors de la ville de Miami (dont les limites administratives sont tracées en vert). Les Cubains vivent essentiellement en banlieue. Cela peut s'expliquer par leur arrivée alors que le phénomène de *suburbanisation* est en cours dans les villes étatsuniennes mais également par l'importance du poids démographique de cette population. Cela a entraîné la nécessité d'une extension des lieux de résidences en dehors de la ville-centre, dont la population totale aujourd'hui est inférieure au nombre de Cubano-américains du Comté.

La diversité des populations hispaniques du comté de Miami-Dade (graphique 1) montre la prédominance des Cubains au sein de ces populations, qui représentent à elles seules 62 % de la population totale du comté (estimations recensement 2005-2007). La très forte représentation des Cubains au sein de cette population (60 %) signifie qu'aujourd'hui un habitant de Miami sur trois est cubano-américain et environ un Cubain de Miami sur quatre vit à Hialeah. En effet, Hialeah abrite environ 23 % de la population cubaine de l'ensemble du comté qui s'élève selon les dernières estimations à 765 791 personnes (2005-2007). Par ailleurs, Hialeah détient la particularité d'être la ville des États-Unis où le pourcentage d'Hispaniques est le plus élevé du pays.

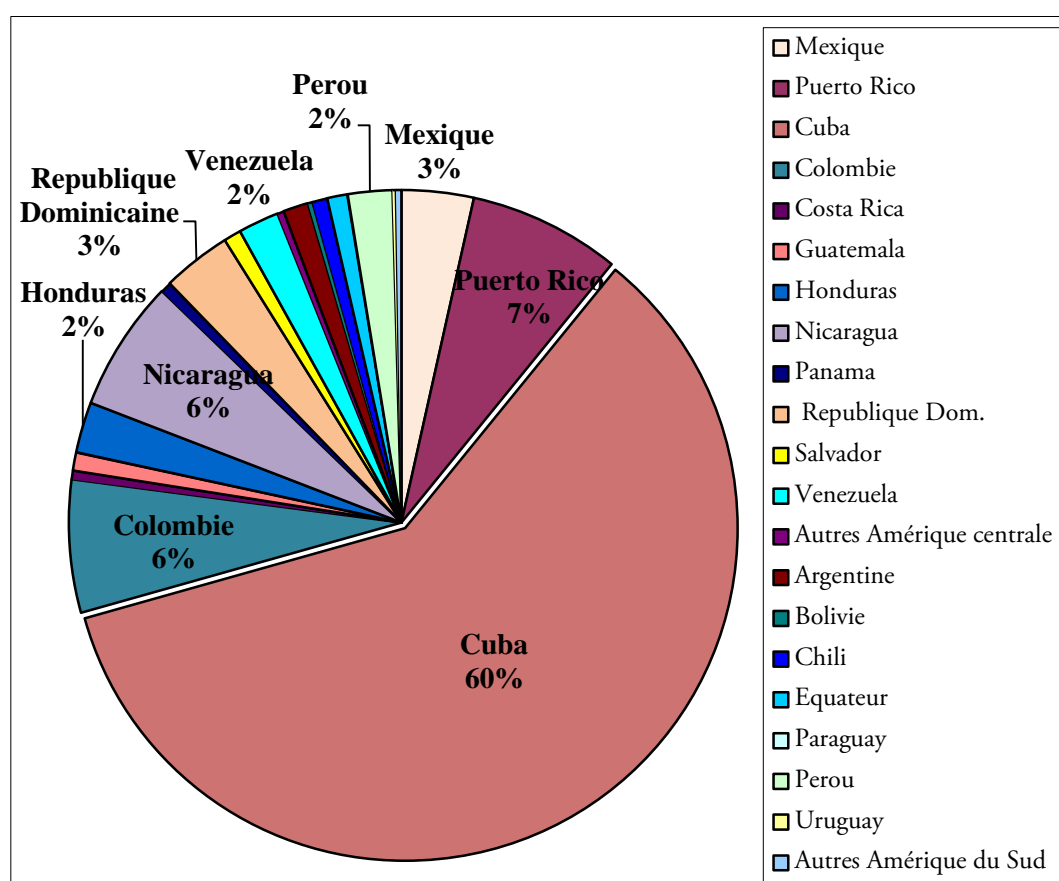
2) Le poids du nombre

a) Données démographiques et recensements

Les données du recensement aident à cerner les caractéristiques démographiques des Cubains aujourd'hui installés à Miami. Ces données datent cependant de 2000 et ne prennent pas en compte les derniers arrivés (2000-2009), ni les immigrés sans statut légal, ni la complexité de l'autodétermination face à un bulletin de recensement.

Ces données démographiques permettent cependant de mettre en avant quelques points d'analyse de la population cubaine du comté et d'interroger l'impact de celle-ci sur la ville de Miami. Les caractéristiques des Cubains de Miami sont celles d'une population vieillissante ce qui s'explique par le fait que 80 % de la population recensée est née à l'étranger et que les vagues de migrants cubains les plus importantes se sont étalées entre 1960 et 1980. Les personnes âgées de plus de 65 ans ont dépassé aujourd'hui les 25 % de la population cubano-américaine contre seulement 10 % dans l'île¹⁰ ; signe d'un départ important de l'île dans les premières années de la Révolution (jusqu'en 1973) notamment des forces vives qui se sont installées de l'autre côté du détroit. Ces générations sont les premières à avoir expérimenté une séparation physique et idéologique si importante entre les Cubains.

Graphique 1 : Importance de la population hispanique et des Cubains au sein de comté de Miami-Dade (recensement 2000)



¹⁰ Lors de la commémoration des 50 ans de la révolution cubaine à La Havane en janvier 2009, de nombreux analystes insistaient pour rappeler que moins de 15 % des Cubains de l'île avaient vécu les événements de la révolution. Alors que plus de 30 % des Cubains de Miami les ont vécus et surtout les ont quittés.

En outre, les caractéristiques démographiques des Cubains aux États-Unis se distinguent des autres populations caribéennes. D'une part, les flux de populations entre Cuba et Miami sont discontinus et ont largement fonctionné par vagues, comprenant en quelque sorte un « stock » fini d'individus entre l'ouverture et la fermeture des frontières comparables à des vannes. D'autre part, le niveau d'éducation des femmes, leur taux d'activité sur le marché de l'emploi et l'accès à la contraception aux États-Unis comme à Cuba ont entraîné une adaptation au modèle de la famille avec un ou deux enfants par femme ce qui ne suffit pas au renouvellement d'une population. En ce sens, l'immigration cubaine se différencie également des autres migrations caribéennes¹¹.

La population cubaine de Miami affiche une situation économique proche des moyennes étatsuniennes, ce qui n'empêche pas ce groupe d'être caractérisé par de fortes disparités socio-économiques. Le revenu moyen par personne est de 18 559 \$ par an ce qui est légèrement supérieur à la moyenne du comté, mais bien supérieur au revenu moyen de la population haïtienne du comté de Dade (10 100\$ /an /tête) ou nicaraguayenne (12199 \$ /an /tête) qui sont deux groupes qui permettent de mettre en perspective l'expérience cubaine à Miami. Les Haïtiens sont la deuxième population émigrée du comté avec 100 045 individus mais ils ne sont pas classés au sein des populations hispaniques. Ce sont alors les Colombiens et Nicaraguayens avec environ 70 000 individus recensés pour chaque groupe, qui sont les populations hispaniques les plus importantes après les Cubains dans le comté de Miami-Dade (US Bureau Census 2000)¹². Cependant, il faut rappeler que ces chiffres sont bien moins fiables que ceux concernant la population cubaine car un grand nombre de populations flottantes est ici oublié. L'ampleur du séisme, qui a frappé la région de Port-au-Prince le 12 janvier 2010, rappelle que l'évaluation du nombre d'Haïtiens à Miami peut être très dépendante de la conjoncture du pays mais également des lois mises en place par les États-Unis pour régulariser la présence de ces migrants.

La relative aisance économique des Cubains à Miami se caractérise par le fort pourcentage de ménages propriétaires de leur logement. Plus d'un tiers des familles propriétaires dans le comté sont cubaines. Ce qui explique également la forte proportion de Miamiens qui louent leur logement à des propriétaires cubano-américains non seulement dans les quartiers cubains

¹¹ Les taux de natalité sont par exemple de 73,4‰ pour les Dominicaines de New York City contre 33‰ pour les Cubaines de Miami (census 2000).

¹² Il faut noter la spécificité de statut des Portoricains plus nombreux que les autres hispaniques mais qui ne s'apparente pas à des émigrés par le statut de leur État au sein de l'État fédéral (voir les travaux de R. Gorsfoguel).

mais également dans la plupart des secteurs de la ville. Mais cette apparente bonne santé économique des Cubains de Miami ne doit pas pour autant masquer que si 60 % des Cubains à Miami ont un niveau d'éducation validé par l'obtention d'un baccalauréat ou plus (ce qui laisse présumer qu'ils occupent des emplois relativement qualifiés), 15 % des Cubains recensés vivent sous le seuil de pauvreté. À titre de comparaison, les 30 % des Afro-américains ou des Haïtiens vivent sous ce même seuil. Cependant, ces 15 % représentent plus 101 000 individus au sein de la population de Miami, ce qui est très important. La différence notable avec les populations afro-américaines ou haïtiennes est le fort pourcentage de personnes âgées au sein de cette population (US Census 2000).

Toutefois, même à travers l'énorme appareil statistique dont disposent les États-Unis, ces caractéristiques ne sont qu'un aperçu incomplet de la réalité cubaine à Miami. Parce qu'un organisme de recensement aussi performant soit-il, ne peut pas recenser l'ensemble de la population. Et que l'usage de catégorie de race et de classe aux États-Unis comme ailleurs, reste un point épineux pour la recherche en science sociale et les politiques publiques.

b) Compter, classer, catégoriser dans les Amériques

Quantifier et classer une population particulière est forcément un exercice qui demande de nommer la spécificité de cette population et donc d'établir une catégorie englobante : ici l'appartenance à l'identité cubaine. Depuis 1977, la première question du recensement aux États-Unis est une question dite « raciale » : « Etes vous Blanc, Noir, Indiens d'Amérique, Asiatique, Hawaïens ou Autre ». Il est demandé clairement aux citoyens de se positionner.

« La possibilité de choisir une identité « raciale » multiple (Black/White, White/Asian par exemple) est très récente (recensement de 2000) et encore souvent méconnue de la population américaine. De plus, l'histoire « mixophobe » du pays dans son ensemble n'a jamais favorisé ce type de mouvement identitaire » (Richomme, 2007, p. 189). En effet, il n'est pas inutile de rappeler que le principe de la seule goutte de sang (*one drop rule*) fondait aux États-Unis l'appartenance à la catégorie raciale noire et que les Noirs ainsi définis, étaient alors soumis, une fois l'esclavage aboli, à l'ensemble des lois racistes et ségrégationnistes connues sous les noms des lois « Jim Crow » qui maintinrent les populations noires dans une infériorité décrétée par « *l'American apartheid* » jusqu'au mouvement des droits civiques et le *Civil Right Act* de 1964.

La binarité du choix et de l'appartenance était présente sous ces mêmes formes dans la Caraïbe à l'exception peut être de l'existence d'une classe mulâtre plus importante, souvent claire de peau et pratiquant systématiquement une stratégie de « blanchissement de la race ». Une fois abolis, les codes noirs et autres théories de la pureté de sang, qui quantifiaient au seizième près la « répartition du sang », il faut souligner les mille et une façons existantes pour nommer et décrire les métissages qui ne semblent pas se retrouver au sein de la société étatsunienne. Il est fréquent que dans le langage courant des îles caribéennes, le mot noir désigne l'homme en général. Le créole haïtien par exemple utilisera le mot *nèg* pour désigner une personne quelle que soit la couleur de sa peau et emploiera le mot *leblan* pour désigner un étranger que celui-ci soit blanc ou non. J.L Bonniol, dans son ouvrage nommé *La couleur comme maléfice*, ne dénombre pas moins de cinquante-trois termes du champ lexical haïtien pour exprimer les différents métissages au sein de la société haïtienne. (Bonniol, 1992) De la couleur des blés ou des bruns (*trigueño, moreno* à Cuba) à l'évocation de l'indien (*indio claro a oscuro* en République Dominicaine), du *chabin* ou du *grimmel* pour les plus clairs de peau (Antilles Françaises et Haïti), les adjectifs, les néologismes et les nuances ne manquent pas pour décrire la diversité et la complexité des mélanges. Pourtant, dès qu'il s'agit de quantifier ou de classer, on retrouve comme le remarque E. Glissant : « une exaltation de l'identité close, impartageable, que nous pouvons ranger dans une catégorie des *identités racine unique*, et qui essaimera dans le monde. Notre hypothèse est que *l'identité vécue comme close et unique a toujours besoin de la formulation d'une théorie de l'identité* » (Glissant, 2007, p. 34).

Dans le recensement aux États-Unis, depuis la fin des années 1970, la catégorie hispanique vient en seconde position du questionnaire et est considérée comme un groupe distinct de la catégorie raciale. Comme le rappelle A. Morning l'institution à qui il fut proposé de promulguer les classifications raciales en 1977 (Office of Management and Budget ou OMB) ne considéra pas les Hispaniques comme une catégorie raciale mais plutôt comme un groupe ethnique. L'agence définit comme hispanique « les personnes Mexicaine, Portoricaine, Cubaine, centrale ou sud Américaine ou autres Espagnols d'origine et de culture sans rapport avec la race » (Morning A, 2005, p. 3). L'identité cubaine est alors une précision parmi les différentes « ethnies » hispaniques et doit son individualisation au nombre de ses ressortissants sur le territoire, au temps long de la présence cubaine sur le sol étatsunien mais également, comme le rappelle Lisandro Perez, à l'existence dès 1899 de recensements sur l'île organisés par l'administration néocoloniale étatsunienne (Perez L, 1984, p. 150).

La classification par « ethnie » est donc avant tout une simplification évidente de l'appareil statistique pour comprendre la population du territoire national au sein des différents organismes de recensements qui existaient aux États-Unis. Ce classement trouve ses racines dans les recensements de 1870 et 1880¹³. « L'objet qui est construit tente de s'affranchir des nationalités d'origine telles que définies par le droit pour saisir la stratification sociale en fonction de critères conçus comme culturels et biologiques.[...] Il y a donc là une première transformation des statistiques de lieu de naissance en statistiques ethniques, c'est-à-dire en statistiques qui n'ont pas pour but de cerner une population dans le pays d'origine, mais de distinguer une population dans le pays d'accueil » (Schor P, 2003, p. 13).

Comme la catégorie d'hispanique n'est pas considérée comme une catégorie raciale en soit, il est à noter l'exclusion presque systématique de l'identité noire ou métisse dans les catégories étatsuniennes pour les populations cubaines et latino-américaines. Cela montre en effet, la difficulté pour les anciennes colonies ibériques d'afficher leurs identités afro-descendantes au sein du pays de départ comme du pays d'accueil. Une proportion de 90% des Hispaniques selon une étude du recensement de 2000, se considèrent comme « blanc » ou « d'une autre race »¹⁴.

La migration d'une main-d'œuvre ouvrière, essentiellement blanche et modeste à la fin du XIX^e siècle, a contribué, dès les premiers flux, à l'exclusion de l'afro-descendance dans l'identité cubaine aux États-Unis. Puis, l'importance des populations blanches ou claires au sein des premières vagues déclenchées par la révolution a assis cette catégorisation. Dans le contexte de la Caraïbe où la hiérarchie raciale coloniale a souvent déterminé la hiérarchie sociale aux indépendances, les élites blanches sont souvent restées en haut de la pyramide sociale et ont été les premières à pouvoir mobiliser les ressources nécessaires au départ¹⁵.

Les catégories de classement ont donc été créées par ces populations pionnières et par la suite, elles n'ont plus été réévaluées par les appareils de recensement. Car, comme le rappelle Stuart Hall : « les traces blanches, européennes, occidentales, *colonisantes* ont toujours été

¹³ Schor P, 2003, « Statistiques de la population et politique des catégories aux États-unis au XIX^e siècle. Théories raciales et questions de population dans le recensement américain » in *Annales de démographie historique*, n°1 pp. 5 à 21.

¹⁴ Tafoya S, 2004, *Shades of belonging*, report for the Pew Hispanic, Washington D.C.

¹⁵ Une anecdote conte ainsi que Fulgencio Batista alors qu'il était président de la République Cubaine se vit refuser l'entrée dans un des clubs sociaux de Miramar à La Havane sous prétexte qu'il était métis et que ces cercles étaient strictement réservés aux blancs.

positionnées comme l'élément ascendant, l'aspect exprimé ; les traces noires et « africaines », les multiples traces de l'esclavage et de la colonisation ont quant à elles toujours été silencieuses, souterraines, subversives, gouvernées par une « logique » différente, placées dans une situation de subordination et de marginalisation. » (Hall S, 2007, p. 259). La définition statistique de la « cubanité » ou du caractère cubain des individus, rappelle donc la difficulté de cerner la diversité des identités nées du mélange et montre combien la vivacité du débat sur les couleurs, les appartenances identitaires complexes et les sociétés post-esclavagistes et/ou postcoloniales est occulté ici comme ailleurs¹⁶. Il semble alors important de revenir sur les différentes vagues et routes migratoires qui ont formés ces définitions « englobantes » des Cubains de Miami pour comprendre comment les Cubains à Miami ont pu s'insérer et atteindre ce degré de concentration dans la ville.

B) ROUTES ET VAGUES MIGRATOIRES

« Les routes sont imprimées dans la mémoire collective d'où elles ressurgissent lorsqu'une opportunité apparaît qui leur redonne une vitalité ou une nouvelle utilité, et ce d'autant plus facilement que les informations les concernant empruntent les mêmes chemins que ceux du maintien de la mémoire collective » M. Peraldi, 2005, p. 275.¹⁷

1) Les fondements historiques des trajectoires cubaines

La migration cubaine vers la Floride est loin d'être un sujet neuf ou peu traité. Nombreux sont les auteurs, notamment anglo-saxons, mais aussi cubains et européens à avoir abordé la question et renseigné autant que faire se peut les manuscrits d'études historiques, démographiques et sociologiques. Les travaux écrits aux États-Unis de L.A. Pérez (1978, 1990, 1999), A. Portes (1982, 1992, 1993), G. Grenier (1992, 2003), A. Stepick (1993, 1998, 2003), R.A. Mohl (1983, 1990, 1995), M.J Castro (2000, 2003), L. Pérez (1984, 1986, 2003), T.D. Boswell (1983, 1993) et M. Pérez Stable (1998) comme en Europe et à Cuba (notamment les cahiers du *Centro de Estudio de Alternativas Politicas* de La Havane) ont

¹⁶ Comme le rappelle l'article de H. Le Bras « Quelles statistiques ethniques ? » (Le Bras, 2007)

¹⁷ Dans *Liens et lieux de la mobilité, ces autres territoires*, Capron G, Cortès G, Guétat-Bernard H, Belin, Paris

souvent été des sources précieuses pour comprendre la complexité et l'hétérogénéité des migrations cubaines.

Les migrations cubaines vers la Floride ne peuvent se comprendre sans analyser le poids de l'histoire et de la géopolitique dans le choix de Miami comme lieu d'arrivée. La Floride et Cuba, par leur proximité géographique, ont souvent été les deux faces historiques d'une même médaille. Et plus simplement des espaces connectés appartenant à un même grand ensemble géographique celui des îles et isthmes de l'Amérique, parcourus par les pirogues des Arawaks puis par les galions, les caravelles et les bateaux négriers qui tissèrent les liens entre ces espaces aux migrations contemporaines intenses. Les migrations précolombiennes comme l'époque de la *Conquista* témoignent alors de l'importance du détroit de Floride au sein des circulations caribéennes et américaines et d'une proximité stratégique entre l'île et la péninsule qui est restée un invariable de l'histoire de cette région.

La baie de Biscayne dans laquelle s'est construite Miami doit son nom à un navigateur basque qui s'est amarré au sud de la Floride un peu après Ponce de Léon, premier colon qui avait baptisé la Floride, au début du XVI^e siècle. Les missionnaires se sont implantés dans la partie méridionale bordant la baie de Biscayne dès 1568. Mais ce sont surtout des garnisons de soldats envoyés à la fin du XVI^e et au début de XVII^e siècle qui sont venues ériger leurs forts sur les côtes de la Floride (encadré 1) et affirmer ainsi la présence espagnole dans cette partie du Nouveau Monde¹⁸. Cependant, pendant deux cent cinquante ans, la volonté espagnole de conquérir et de s'implanter durablement en Floride a été contrariée par les catastrophes naturelles d'origine cyclonique, les pirates et les attaques françaises ou anglaises qui n'ont jamais laissé le répit nécessaire aux troupes du roi d'Espagne pour aménager et assainir¹⁹ la Floride et transformer sa pointe en une région prospère.

En dépit de ces vicissitudes, la Floride espagnole a maintenu une existence durable grâce à la défense naturelle du milieu et aux continuelles alimentations en hommes et biens venant de Cuba. La Havane était en effet, la capitainerie générale de cette partie de l'Empire en plus d'être la clé stratégique des routes vers les Amériques. De ce centre urbain et politique au

¹⁸ Portes A., Stepick A., 1993.

¹⁹ Notamment, les terrains marécageux et mangroves que sont les Everglades.

cœur de l'île la plus prospère de la Caraïbe²⁰, étaient promulgués toutes les lois et les ordres qui régissaient la vie des territoires de la Floride comme de Porto-Rico.

Jusqu'au XIX^e siècle, le destin de la péninsule était donc lié à celui de Cuba et en particulier de sa capitale, à partir de laquelle la Floride était gouvernée. Les compagnies de navigation desservaient dès lors Cuba et la Floride comme une seule et même entité territoriale. Mais cette union s'est trouvée menacée à la suite des affrontements entre Empires européens et surtout de l'Indépendance des États-Unis (4 juillet 1776). La Floride devenait une région convoitée par les États-Unis et ne tarda pas à être cédée par la couronne d'Espagne. Le traité d'Adams-Onís entre les deux États est ratifié en 1819. Dès lors, les migrations de populations entre deux États politiquement et administrativement distincts ont débuté.

La mise en place de grandes exploitations agricoles comme la construction du chemin de fer et des premières villes ont entamé, dès la deuxième moitié du XIX^e siècle, des migrations de main-d'œuvre des îles caribéennes, notamment des Bahamas mais également de Cuba vers la Floride. Le savoir-faire des ouvriers agricoles du tabac (*tabaqueros*) venant de Cuba et les potentialités du milieu étaient exploités par les grands propriétaires cubains, soucieux de pénétrer le marché étatsunien, mais aussi de s'éloigner d'une île dont l'agitation politique commençait à poindre. « *In 1869, as the war in Cuba deepened, the Spanish cigar manufacturer Vicente Martínez Ybor left Havana and established his El Principe de Gales factory in Key West. From this modest start, Key West emerged within a decade as the major cigar manufacturing center in the United States. Almost from its inception, the fate of the cigar industry in the United States was very much linked to developments in Cuba. Repression of Cuban separatists during the Ten Years War contributed to swelling the exile population. As wartime conditions in Cuba forced Havana cigar factories to close, many unemployed workers migrated to Key West in search of work* »²¹ (Perez L.A., 1978, p. 146).

²⁰ Cuba devint le premier producteur de sucre mondial au XVII^e. La Havane et son port (premier centre de construction navale des Antilles) connurent une période d'extension très importante au cours de ce siècle qui fit de la capitale de l'île une des villes américaines incontournables des XVIII^e et XIX^e siècles.

²¹ « En 1869 comme la guerre à Cuba empirait, l'espagnol Vicente Martinez Ybor, propriétaire d'une industrie de tabac, quitta La Havane pour établir son entreprise el Principe de Gales à Key West. Après un départ modeste, Key West émergea en une décennie comme un des principaux centres de fabrique de cigares aux États-Unis. Dès ses débuts pourtant la destinée de l'industrie du cigare aux États-Unis était bien davantage liée à ses développements à Cuba. La répression des séparatistes cubains durant la guerre des 10 ans, contribua à enfler les rangs de la population en exil. Les conditions de guerres forcèrent les entreprises de cigares de Cuba à fermer et de nombreux ouvriers sans emploi migrèrent vers Key West à la recherche d'un travail » (traduction V.J.).

Tampa et Key West sont devenues, par leur proximité avec l'île et leurs opportunités d'emplois, des espaces connectés avec Cuba par des liaisons fréquentes et des flux d'hommes et de capitaux. Les 60 000 Cubains, qui ont migré durant les années 1860-1890, étaient essentiellement des ouvriers masculins avec une conscience de classe développée. Les agitations politiques et syndicales en cette période étaient nombreuses au sein des fabriques de tabac (Pozetta, 1981). L'apport renouvelé de main-d'œuvre cubaine était alors un moyen de pression souvent utilisé par les industriels pour diminuer les mouvements de grève et remplacer les ouvriers grévistes par de nouveaux arrivants. Cette pratique est encore actuelle à Miami et les flots de migrants venant de l'ensemble du sous-continent ont toujours permis des pressions sur les salariés grâce à un bassin de main-d'œuvre exploitable en permanence renouvelée.

L'exemple des *tabaqueros* permet de poser ainsi les fondements de la « géographie rétrospective »²² des mouvements migratoires de Cuba vers la Floride où le politique et l'économique sont difficilement dissociables. Ainsi, les deux guerres d'Indépendance de l'île contre la couronne d'Espagne ont provoqué un exil politique autour des années 1868 et 1898 notamment vers la région de New York, ce nouveau centre du monde. C'est dans les « entrailles du monstre » que José Martí, en exil dans les années 1880, préparerait l'Indépendance cubaine²³. Les penseurs de l'Indépendance considéraient le Sud ouvrier de la Floride comme un espace de repli, une base arrière de la politique cubaine mais aussi comme un lieu de persuasion idéologique où il fallait gagner le courage et l'esprit d'hommes potentiellement mobilisables pour une « guerre de libération ». Le discours célèbre de José Martí galvanisant les ouvriers des plantations de tabac à Key West (1892) en est une illustration.

Les États-Unis ont favorisé la victoire des *Mambis*²⁴. L'explosion du cuirassier Maine dans le port de La Havane a servi de prétexte à leur intervention contre la couronne d'Espagne (15 février 1898). L'Impérialisme américain de l'époque est symbolisé par l'amendement Platt

²² Terme emprunté à Roger Dion (Dion R, 1990) dans son approche des temps de la vigne et du vin.

²³ J. Martí, lettre du 18 mai 1895, À Sr. Manuel Mercado : « Viví en el monstruo y le conozco las entrañas; y mi honda es la de David. » / J'ai vécu dans le monstre et je connais ses entrailles ; et ma fronde est celle de David

²⁴ Armée d'Indépendance cubaine souvent caractérisée par un étonnant métissage : noirs, blancs, mulâtres étaient réunis et un mélange important des classes sociales. Cette guerre de libération nationale eut un rôle primordial dans la constitution d'une identité cubaine métisse et pour l'intégration des classes bourgeoises et mulâtres au sein de la société dirigeante cubaine.

(1901). Ce dernier négociait les conditions de « retrait » des troupes étatsuniennes, réunissait à nouveau la Floride et l'île de Cuba sous la même tutelle. Ainsi le Sénat et la Chambre des Représentants accordaient la souveraineté à l'île, mais les États-Unis s'autorisaient à intervenir politiquement, économiquement et militairement à tout moment et pour se faire, obtinrent des concessions sur les bases de Guantánamo et Bahia Honda (annexe IV, p 333).

Encadré 1 : Les fondements historiques de la migration cubaine vers la Floride



La carte représente l'implantation des différents forts espagnols dans l'espace caribéen au XVIII^e siècle

Source : Miami-Dade Museum / V.J 2006

Les *Torceros* (rouleurs de cigare) au travail, sur la première photographie, révèlent le caractère essentiellement blanc et l'âge plutôt jeune de ces premiers migrants cubains. Sur la seconde photographie, les deux drapeaux nationaux, qui flottent sur le cercle social cubain d'Ybor City, montrent les liens anciens qui unissent les deux rives du détroit.



(sources : Pérez L.A et Pozzeta G.E, Opus cités)

À la suite de ces événements fondamentaux, Miami et La Havane ont connu les mêmes années de fastes (1910-1950) et sont devenues des destinations privilégiées du tourisme nord-américain. Les trois premiers volets du film de propagande *Soy Cuba* réalisé par Mikhaïl Kalatozov (1964) montrent cette Cuba pré-castriste et évoquent la mainmise étatsunienne sur « l'île du lézard vert ». Le premier volet traite ainsi d'une jeune havanaise métisse des quartiers populaires symbolisant Cuba et venant s'offrir malgré elle aux hommes d'affaires américains. Elle se trouve ensuite inquiétée par des *Marines* ivres et omniprésents dans la capitale cubaine qui, durant la période de la prohibition (1919- 1933), était devenue le « bordel des États-Unis » selon l'expression consacrée.

Alors que la bourgeoisie nord-américaine s'enthousiasmait pour cette nouvelle destination exotique, sa musique, son alcool, ses salles de jeu et ses femmes, la bourgeoisie cubaine trouvait à Miami, un lieu pour les affaires et les divertissements à la taille de sa soif de consommation. Elle fréquentait Miami parfois de façon hebdomadaire. Toutefois, malgré l'importance de ces liens aériens et financiers dans les nouvelles relations entre Miami et Cuba, il faut souligner que ces dernières restaient l'apanage d'une minorité de nantis.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, un nombre plus important de Cubains ont afflué en Floride et dans le New Jersey. Ces mouvements étaient essentiellement le fait de travailleurs touchés par une crise économique provoquée par le retrait d'une partie des capitaux étatsuniens (grandes industries, compagnies sucrières) à partir de leur entrée en guerre en 1941 (Pérez Jr L.A., 1978).

Durant ces années 1930-1950, la Floride allait jouer une nouvelle fois un rôle déterminant dans l'histoire politique de l'île. Dans les années 1930, deux groupes d'exilés politiques cubains étaient présents à Miami. Les premiers étaient des partisans de l'ancien président millionnaire Menocal, renversé par Machado (1930-1933) qui ont suivi leur leader à Miami Beach et ont investi massivement dans cette ville touristique en construction. Les seconds étaient un groupe d'étudiants radicaux menés par C. Prio Socarras qui devait devenir le leader de la révolution contre Machado en 1933 et le président de Cuba entre 1948 et 1952.

À la fin des années 1950, alors qu'un jeune avocat préparait ses hommes et sa révolution en exil au Mexique, Miami et la Floride restaient un poste important d'arrière-cour pour la politique cubaine. De son exil mexicain, Fidel Castro restait convaincu que toutes les forces et les ressources financières devaient être rassemblées pour renverser le régime dictatorial de

Batista et la mainmise étatsunienne. Les émigrés cubains des États-Unis étaient alors, comme au temps de J. Martí, un terreau fertile aux idées de la Révolution.

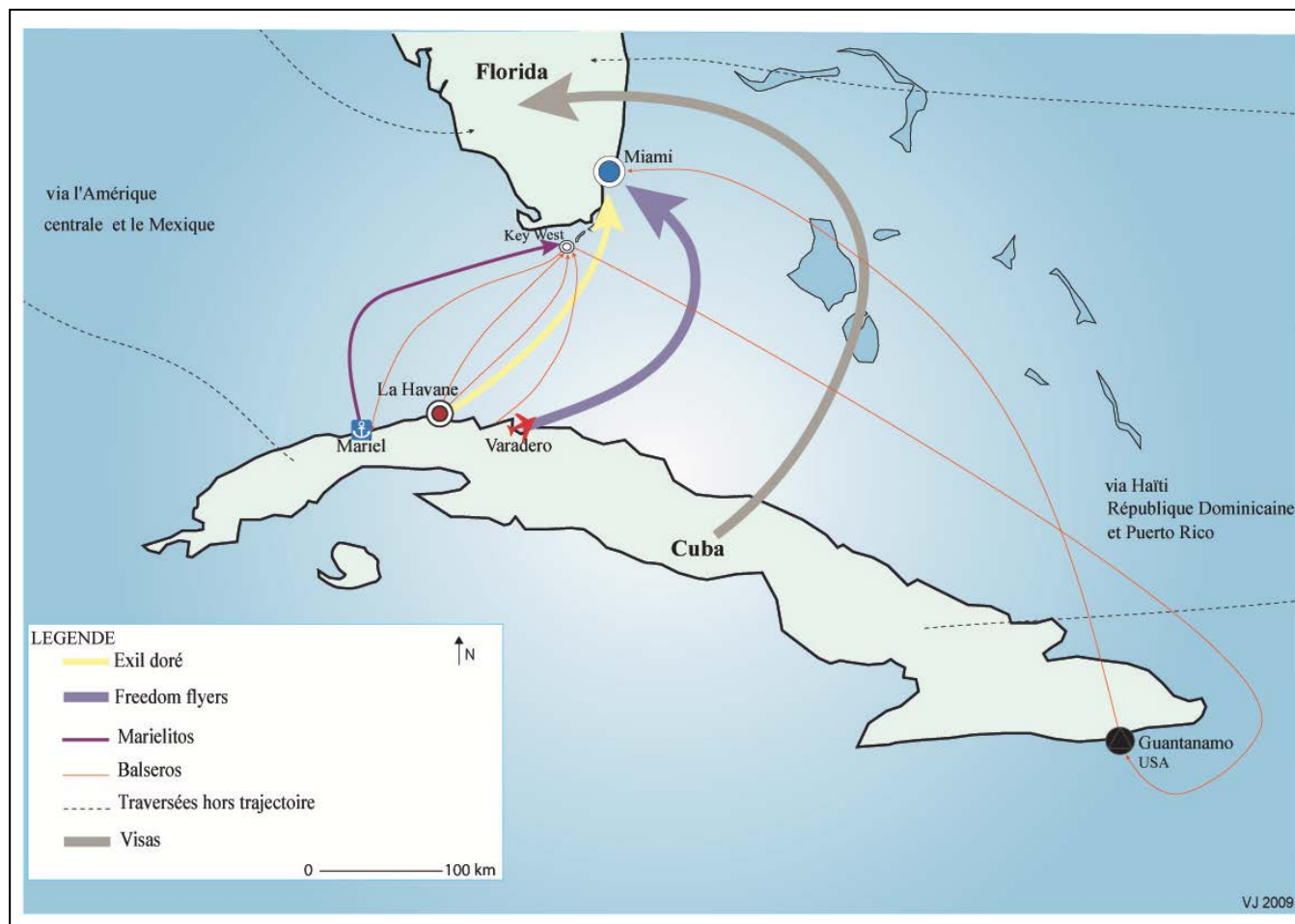
Le 20 novembre 1955, F. Castro a tenu un discours au *Flagler Theater* de Miami devant un millier de Cubains, au cœur de ce qui est devenu aujourd'hui Little Havana. Et au cours de l'été 1956, c'est l'ancien président Prio Socarras, exilé une nouvelle fois à Miami, qui a permis d'accélérer les projets de F. Castro en finançant en partie l'aventure du *Granma* sur lequel se sont embarqués, le 2 décembre 1956, les quatre-vingt-deux compagnons (Szulc, 1987).

La guérilla a duré deux années avant que ne triomphe la révolution castriste et Miami a joué, à plusieurs reprises, le rôle de réserve et d'arrière en envoyant des armes et des hommes sur l'île. Les *Barbudos* sont entrés dans La Havane la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier 1959. C'est également la date de l'exil de F. Batista, qui a quitté l'île pour la péninsule ibérique et a ouvert, une fois n'est pas coutume, la voie à l'exil de ses proches et partisans vers la Floride.

2) Les vagues et les routes de la migration

Le contexte historique ne peut donc pas se détacher de l'analyse des différentes vagues migratoires mais également des routes empruntées comme des modes de transports. La carte 5 qui schématise les différentes routes et vagues donne cette impression de trait d'union continuellement interrompu. Chaque flèche, avec sa taille et sa couleur, représente une période historique d'ouverture, des modes de transports, une composition ou un poids démographique (la flèche des visas représente l'addition d'une moyenne de 20 000 visas par ans depuis les années 1990).

Carte 5 : Les trajectoires cubaines vers la Floride



a) L'exil doré (1959-1961)

La dénomination de cette vague d'exilés marque la volonté des historiens et démographes de la différencier socialement des autres vagues de migrants. La première photographie (en haut à gauche) du graphique 2, issue des archives de *l'Historical Association of Southern Florida*, montre le contraste entre ces riches familles blanches descendant de l'avion et les vagues postérieures de migrants. En effet, l'exil doré est composé, dans une très forte proportion, de la bourgeoisie blanche et de 40 % des élites dirigeantes de l'île en désaccord avec les projets de la Révolution ou le monopole du pouvoir par les leaders du mouvement du *26 de Julio*. À plus de 36 % les exilés possédaient un baccalauréat alors que seulement 4 % de la population de l'île atteignaient ce niveau d'étude. La plupart étaient en outre des urbains dont 87 % de Havanais et possédaient à Miami des liens familiaux ou professionnels voire des résidences secondaires qui leurs ont permis de se

loger très rapidement dans la ville. Beaucoup d'entre eux voyaient cet exil comme des vacances prolongées, d'un an ou deux, avant le renversement de la Révolution qu'ils pensaient inévitable et proche. Les États-Unis ont accueilli à bras ouvert ces nouveaux arrivants cubains à Miami, car ils possédaient des fonds et un capital social dont la ville avait besoin (Boswell, Curtis, 1983).

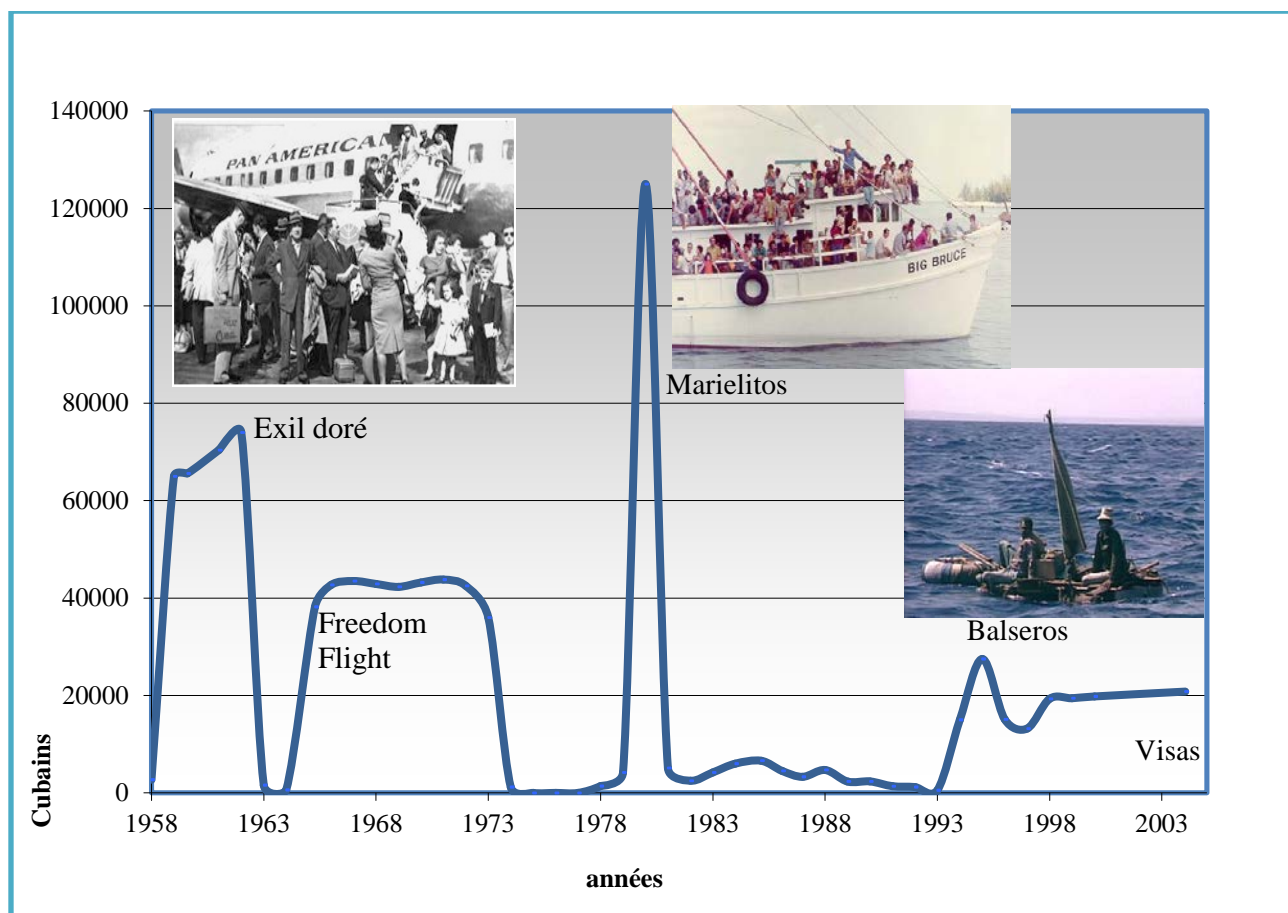
Par ailleurs, ils étaient tous ou presque des opposants au régime castriste. La nationalisation des grandes compagnies et industries leur avait causé autant de dommages qu'à leurs homologues ou patrons étatsuniens. Cet exil doré a donc été très vite considéré comme un terreau fertile par les autorités fédérales pour renverser la Révolution cubaine. La CIA et les opportunités offertes par l'importance des installations militaires en Floride méridionale permettaient l'entraînement de futurs soldats prêts à aller délivrer leur île de la menace communiste, notamment au sein de la renommée brigade 2506²⁵.

En avril 1961, l'échec de l'invasion de la Baie des Cochons (*playa Girón*) a été lourd de conséquences pour les Cubains. L'optique de vacances prolongées semblait s'assombrir et les nouveaux flux de réfugiés, entre avril 1961 et novembre 1962, confirmaient leurs craintes. À la fin de l'année 1962, les États-Unis dénombraient 210 000 réfugiés arrivés depuis 1959 et les nouveaux exilés ont transformé l'exil doré en un exil tout court. La part des élites s'est réduite drastiquement et les réfugiés cubains qui entraient aux États-Unis durant l'année 1962 étaient essentiellement issus de la classe moyenne. (Boswell, Curtis, 1983 ; Bach, Portes, 1985 ; Pérez, 1990)

La crise des fusées (1962) a mis fin aux relations et au trafic aérien entre les deux pays jusqu'alors connectés par la *Panamerican Airways* depuis les années 1920. L'administration Kennedy s'est alors concentrée sur l'accueil des populations réfugiées pensant que le flot était tari.

²⁵ La Brigada Aslato 2506 formée en 1960 fut le contingent de Cubano-américains formé par la CIA pour mener l'attaque de la Baie des Cochons.

Graphique 2 : Les différentes vagues de la migration cubaine vers la Floride



Source : Photos (<http://cuban-exile.com>, US Navy, Bosch Domenech documentaire 2002)

b) Les vols de la liberté (1965-1973)

Ce n'était pourtant pas le cas. En septembre 1965, le gouvernement de F. Castro a ouvert le port de pêche de Camarioca et 5 000 hommes ont pris le ferry jusqu'à Miami. En réponse à cet incident, un accord est signé entre La Havane et l'administration Johnson permettant des vols journaliers de Varadero à Miami (carte 5). Entre 1965 et 1973, ce sont 2 800 vols de la liberté qui sont affrétés par le gouvernement étatsunien et environ 340 000 nouveaux réfugiés ont traversé ainsi le détroit de Floride profitant de ce que l'administration Johnson avait baptisé : la politique de « *l'open door* ». Alors qu'entre 1965 et 1973 la part des cadres avait diminué de 15 % à 4,8 %²⁶ au sein des populations cubaines gagnant le sol étatsunien, Washington n'a pas cessé de soutenir une immigration massive.

²⁶ Boswell T.D, Curtis J.R, *ibid.*

Les raisons de cette politique de « porte ouverte » dans un contexte de monde bipolaire font de ces exilés une arme géopolitique mais aussi une main-d'œuvre utile au développement de la Floride méridionale. Dans leur course à la croissance, les États-Unis ouvrent leur système économique à une main-d'œuvre blanche, essentiellement urbaine, relativement éduquée et bercée par le rêve américain et ses standards de consommation dès leur enfance²⁷.

c) *Les « Marielitos »*

Le changement réel de la composition sociale des Cubains arrivant en Floride et de la politique des États-Unis à leur égard a débuté, le 21 avril 1980, avec l'ouverture du port de Mariel à une quarantaine de kilomètres à l'ouest de La Havane et environ 200 kilomètres de Key West (carte 5). Ces événements ont été déclenchés par l'obligation pour le gouvernement cubain d'intervenir pour rétablir l'ordre dans une ambassade du Pérou assiégée par les centaines de candidats aux départs au début du mois d'avril. Le nom du port ouvert à la suite de ces événements a donné aux Cubains, qui ont quitté ainsi l'île, le surnom de *Marielito*.

Les Cubains de Miami, désormais bien implantés dans la cité floridienne, étaient autorisés à venir chercher ceux qui étaient pour eux des prisonniers sur l'île et de nombreux Cubano-américains, y compris modestes, sont venus chercher leurs compatriotes. L'administration Carter a tenté dans un premier temps un contrôle des flux et des négociations avec le régime cubain pour finalement renoncer et envoyer l'aide des *Marines*. En mai 1980, le président déclarait que son pays « continuera à accueillir les Cubains à cœur et bras ouverts ». Toutefois, ceux qui n'avaient pas de famille étaient parfois envoyés dans des camps militaires en Floride, Pennsylvanie, dans le Wisconsin ou l'Arkansas.

Jusqu'à la fermeture du port, le 26 septembre, plus d'un pour cent de la population cubaine a quitté l'île pour les États-Unis. Entre 10 % et 40 % de ces *Marielitos* selon les estimations (Boswell, Curtis 1983, Hasson 1988, Portes Stepick 1993) étaient des personnes contraintes au départ par F. Castro. Des grands délinquants, des malades psychiatriques, des prisonniers pour peine grave étaient introduits par le régime cubain au sein des candidats au départ qui s'amassaient dans le port. La difficulté de vivre ou penser librement sur l'île poussait également vers le départ un autre pan de la population cubaine. Le pourcentage sur les

²⁷ Cuba fut le premier pays d'Amérique latine à regarder la télévision en couleur, une grande partie des bâtiments construits à partir de 1901 prirent les normes de construction étatsunienne et les « belles américaines » circulèrent rapidement sur le bitume de La Havane et d'ailleurs.

125 000 *Marielitos* d'homosexuels est relativement élevé. R. Arenas est sans doute le plus connu et raconte sa propre traversée et son arrivée à Cayo Hueso dans son roman *Antes que anochesca*. Arenas quitte cependant rapidement Miami pour New York, trouvant la cité floridienne bien creuse à son goût. « *En Miami el sentido práctico, la avidez por el dinero y el miedo de morirse de hambre, han sustituido a la vida, y sobre todo, al placer, a la aventura, a la irreverencia [...] No tenía paz para trabajar allí y mucho menos para escribir. También la ciudad, que no es ciudad, sino una especie de caserío disuelto, un pueblo de vaqueros donde el caballo ha sido sustituido por el automóvil, me aterraba [...] Ahora estaba en un mundo plástico, carente de misterio y cuya soledad resultaba, muchas veces, más agresiva. [...] Cuando llegué a Miami hice unas declaraciones que creo a la gente no le gustó mucho pues dije: Si Cuba es el Infierno, Miami es el Purgatorio* »²⁸ (Arenas, 1992, pp. 313 -314).

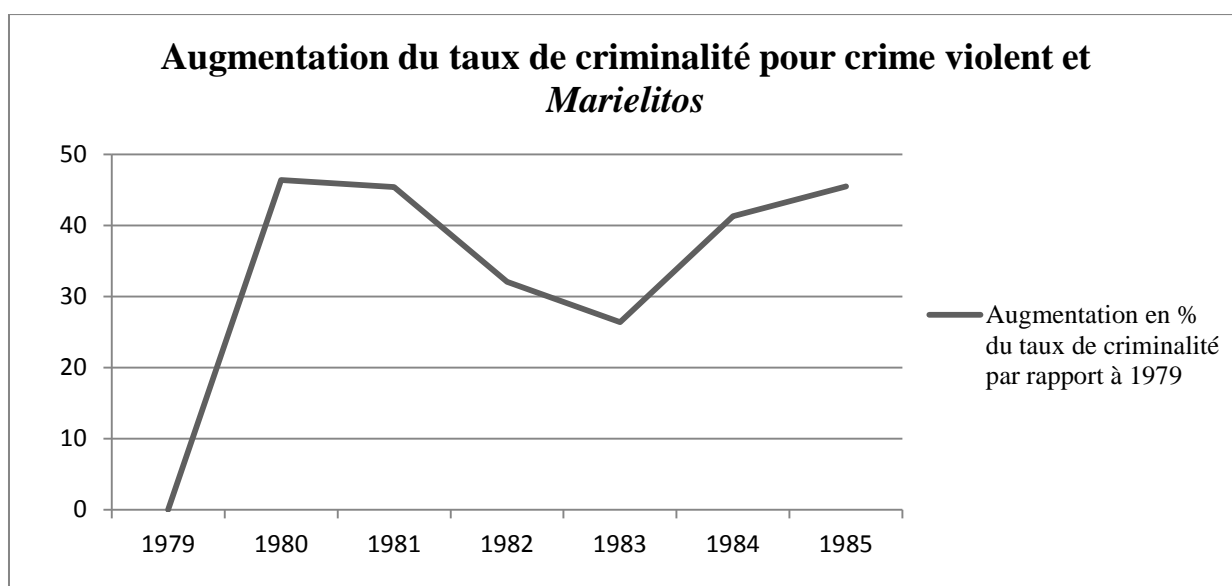
En dépit d'une proportion de personnes contraintes au départ, la majorité des *Marielitos* peuvent être perçus comme des migrants économiques, notamment avec un nombre d'hommes célibataires bien plus élevé que les vagues précédentes. Les Cubains qui débarquaient à Key West ne présentaient pas le même profil que les deux premières vagues de la migration. Beaucoup d'Étatsuniens ont ainsi découvert que la population cubaine n'était pas seulement blanche... La population noire et métisse, qui ne dépassait pas généralement les 3 % ou 4 %, atteignait environ 30 % au sein des *Marielitos* et le nombre de personnes sans formation était considérablement plus élevé (Skop, 2001). Dans la trajectoire sociale de la population cubaine de Miami, port Mariel est un élément fondateur ou perturbateur selon le point de vue adopté : il marque le début de la dislocation du groupe et l'arrivée des « masses cubaines » sur les rivages de la Floride. Selon A. Portes et A. Stepick (1993) il y eut trois réactions envers les *Marielitos*. La première émanait des Cubano-américains eux-mêmes et était positive pour aider tous ceux qui arrivaient. La seconde était négative, et provenait aussi des leaders cubano-américains car il y avait des différences frappantes de valeurs, d'apparences et d'ambition entre les nouveaux et les anciens réfugiés ainsi qu'une grande peur des criminels. Et la troisième était celle de la presse. Pour la première fois, les journalistes du *New Herald* ont crié à l'invasion, car cette vague d'émigrés cubains montrait

²⁸ « A Miami, le sens pratique, l'avidité pour l'argent et la peur de mourir de faim ont remplacé la vie, le plaisir, l'aventure et l'irrévérence (...). Je n'étais pas tranquille pour travailler là-bas et encore moins pour écrire. De plus la ville, qui n'est pas une ville mais une espèce de bourgade informe, un village de cow-boys où le cheval a été remplacé par l'automobile me terrorisait (...) maintenant j'étais dans un monde en plastique, dépourvu de mystère, dont la solitude me semblait très souvent plus agressive. (...) Quand je suis arrivé à Miami, j'ai fait des déclarations qui, je crois, n'ont pas beaucoup plu aux gens, puisque j'ai dit : "Si Cuba est l'enfer, Miami est le purgatoire » (traduction V.J.).

un nouveau profil social celui d'un peuple du Tiers-Monde et accostait les rivages de Miami dans un même flot que 40 000 Haïtiens fuyant un pays à la dérive.

La peur de la délinquance, l'arrivée de population non-blanche et la récession économique, qui touchait la Floride au début des années 1980, ont donné aux *Marielitos* une image désastreuse, qui a été accentuée par leur concentration extrême au sein du comté de Miami-Dade. Malgré les efforts du gouvernement étatsunien au sein du programme de déplacement et d'installation des réfugiés, 75 % d'entre eux, en 1985, étaient installés à Miami (Boswell, Curtis, *ibid*). Ces nouveaux Cubains arrivaient effectivement dans une toute autre Miami que la charmante marina des années 1960. Le règne des « Cocaines Cowboys »²⁹ plongeait la cité dans l'effroi. Cependant, l'augmentation de la criminalité qui secouait la ville, avec une très forte augmentation des crimes violents au début des années 1980 (graphique 3), s'est atténuée au cours de la décennie suivante.

Graphique 3 : Augmentation de la criminalité à Miami dans les années 1980



Source: Crime in Florida (report)

²⁹ *Cocaine Cowboys*, B. Corben, documentaire, États-Unis, 2008. Ce film documentaire revient sur les années 1970-1980 au cours desquelles le trafic de cocaïne depuis la Colombie s'accroît de façon exponentielle à Miami. Les gains engendrés transformèrent de façon structurelle la ville de Miami et les règlements de comptes et vagues de violences secouèrent la cité à de nombreuses reprises.

d) Les « Balseros »

L'hermétisme des deux territoires nationaux est à nouveau brisé par la dernière vague importante de la migration cubaine : celle des *Balseros*. Ces derniers doivent leur nom au terme de *balsa* qui signifie radeau en espagnol. Ainsi, entre le début du mois d'août et le 14 septembre 1994, près de 33 000 Cubains ont fui leur pays sur des embarcations de fortune. Ce chiffre représente neuf fois plus de personnes que l'ensemble de l'année 1993 sur un peu plus d'un mois. Cet événement est à l'origine de la plus sérieuse confrontation diplomatique entre les États-Unis et Cuba depuis les événements de Mariel (Mesa-Lago, 1995).

Les causes des événements de l'été 1994 sont complexes à décrypter, une fois encore les raisons politiques et les facteurs économiques jouent de pair. Cependant, l'image des radeaux ou bouées flottant sur les eaux du détroit est bien loin des jeunes gens en complet et chapeau, gagnant la Floride au début des années 1960. C'est avant tout la misère ou le manque de perspective qui ont poussé ces hommes, ces femmes et leurs enfants à affronter les courants et les requins, à risquer la traversée. La cause majeure des événements de 1994 est la forte récession économique dans laquelle est plongée l'île depuis la fin des années 1980. Résultat de ce que J. Habel nomme le « castrisme en crise » c'est-à-dire les difficultés de l'État cubain à réformer et diversifier les bases de son économie, à appliquer ses plans, à sortir de cette politique « idéaliste et volontariste » que F. Castro reconnaît lui même.

Mais la dégradation est aussi induite par la chute du bloc socialiste qui entraîne avec elle la fin des accords et aides économiques passés avec l'île. L'impasse économique dans laquelle se trouve le gouvernement en 1991 se traduit par la déclaration « d'une période spéciale en temps de paix ». L'île entière est désormais en crise, les coupures d'électricité (*apagones*) deviennent la règle : l'électricité n'est dispensée dans les foyers havanais que quelques heures par jour. Les marchés se vident, les carnets de rationnement deviennent obsolètes : les *bodegas*³⁰ sont dévalisées et les queues interminables. Le marché noir en devises gagne du terrain malgré l'impossibilité pour la majorité des habitants de l'île d'y recourir. L'économie de pétrole nécessaire à la survie de l'île rend les déplacements de Cubains, dans tout le pays, extrêmement limités. Cuba marche au ralenti dans tous les sens du terme. Partir est alors une stratégie de survie pour les *Balseros* et pour la grande majorité d'entre eux une stratégie familiale, un moyen pour s'en sortir ici grâce à là-bas.

³⁰ Boutiques étatiques de rationnement : pourvoyant à chaque famille cubaine les denrées alimentaires de base ainsi que du tabac, du rhum et du savon.

Parallèlement, l'épisode des *Balseros* est également lié à la grande difficulté de quitter l'île légalement. Celle-ci étant induite par le faible nombre de visas accordés par le voisin du Nord. Alors que le nombre de visas accordés par les États-Unis en 1989 était de 2 330, il tomba à 1 376 en 1991 et ne fut que de 544 pour l'année 1994 (Mesa-Lago, 1995). Or la loi migratoire appliquée pour les Cubains aux États-Unis depuis les années 1960 est claire : tout Cubain touchant le sol des États-Unis est automatiquement considéré comme réfugié politique ce qui favorise sa prise en charge par les services de l'immigration et l'obtention rapide d'un statut légal : la résidence étatsunienne. Cependant, face à un nouvel afflux d'exilés cubains, le gouvernement Clinton a pris des mesures plus dures. Ce n'est plus à cœur et à bras ouverts que les États-Unis ont accueilli ces nouveaux Cubains. Ce sont les *Marines* lors de l'opération *Distant Shore* qui ont intercepté ces migrants. Les Cubains pris en mer étaient alors emmenés sur la base militaire de Guantanamo où de nombreux occupants des *boat people* haïtiens avaient déjà été conduits. Certains sont restés captifs plus de trois ans dans un véritable camp de tentes en attendant l'autorisation de gagner le « pays de la liberté ». Cela explique un « pic » des arrivées sur le territoire étatsunien qui s'étale sur plusieurs années sur le graphique 2. Pour la première fois et sous un mandat démocrate à la Maison Blanche, le privilège des Cubains en matière de migration vers les États-Unis est diminué voire refusé. Certains des *Balseros*, souvent les plus démunis, n'ont pas été acceptés le sol de l'Oncle Sam devenu avec le temps moins hospitalier.

e) Les visas

À la suite de ces événements et des accords migratoires signés en 1994 et 1995, les États-Unis décidaient d'accorder 20 000 visas par an aux ressortissants cubains. L'année 1996 laisse ainsi plus de 26 000 Cubains rentrer sur le territoire, addition faite des *Balseros* encore à Guantanamo enfin autorisés à gagner les États-Unis et des premiers visas. Cependant, aux dires du gouvernement cubain et du centre d'étude sur les migrations à La Havane³¹, les 20 000 visas promis ne sont jamais totalement accordés les premières années.

En 1998, le gouvernement étatsunien, qui jusqu'alors ne considérait que les demandes de rapprochement familiaux et d'asile politique, met en place un système de « loterie » ou « *Special Program for Cuban Migration* » dont il avoue lui-même qu'il est fait pour combler le manque « d'élus » en incluant un plus large spectre de la population. Mais les participants à

³¹Centro de estudios de alternativas Políticas, *Emigracion cubana*, anuario CEAP 1997-1998

cette loterie sont également triés sur le volet. Ils doivent avoir entre 18 et 55 ans (puis entre 16 et 80 ans en 2002), ne pas demander un visa pour rapprochement familial, avoir le baccalauréat comme niveau minimum d'éducation, avoir été employé durant les deux dernières années, avoir un casier judiciaire vierge et se soumettre à un examen médical.³² La période durant laquelle les Cubains ont pu participer à cette loterie (*el Bombo*) n'a duré qu'un mois : du 15 juin au 15 juillet 1998. Face à l'envoi de 541 000 dossiers, ce qui correspond environ à la population cubaine de Miami et Hialeah réunies, les États-Unis n'ont pas reconduit l'expérience et puisent toujours aujourd'hui dans les dossiers de 1998.

Par ailleurs, les autres candidats sont également largement sélectionnés. Les services d'immigration de l'ambassade des États-Unis étudient chaque dossier minutieusement et privilégient de façon systématique les procédures de regroupements familiaux, les candidats les plus jeunes et diplômés, ceux qui parlent déjà l'anglais, etc. À partir du gouvernement Bush fils, les États-Unis évoquent à leur tour le contrôle des visas par l'État cubain, lors d'un communiqué de la Section des Intérêts Américains (SIA) à La Havane, celle-ci déclare en 2002 : « *The Cuban government does not allow Cuban citizens who obtain U.S. immigrant visas or transportation letters to depart Cuba unless they also possess a Cuban exit permit (tarjeta blanca). Cubans immigrating to the United States are subject to various fees levied by the Government of Cuba, totaling approximately US \$850 per person. The United States government plays no part in this process, and cannot intervene on behalf of any individual to assist or expedite the issuance of Cuban exit permits.* »³³ Cette citation montre la difficulté effective des démarches migratoires sur l'île : l'obtention d'un permis de sortie reste souvent un véritable parcours du combattant pour les candidats aux départs une fois le visa pour le pays tiers obtenu.

Aujourd'hui, et malgré la volonté affichée des États-Unis de réduire par ces mesures l'immigration illégale et dangereuse vers les États-Unis, des radeaux de fortune arrivent encore sur les côtes de Floride. Des bateaux rapides, conduits par des filières illégales, sont également un des moyens utilisés par les candidats au départ. Ils vendent le passage à prix d'or en insistant sur la prise de risque des deux côtés du détroit face aux autorités. Le

³² <http://havana.usint.gov>

³³ « Le gouvernement cubain n'autorise pas ses citoyens qui ont obtenu le visa pour immigrer aux États-Unis ou la lettre de départ de Cuba tant qu'ils ne possèdent pas également l'autorisation de sortie du territoire ou « carte blanche ». Les Cubains qui émigrent vers les États-Unis sont sujets à de nombreux frais, dont le total s'élève à approximativement 850\$ US par personne. Le gouvernement des États-Unis ne joue aucun rôle dans ce processus et ne peut intervenir pour assister ou accélérer l'émission des permis de sortie cubain pour chaque individu » (traduction V.J.).

démantèlement d'une de ces filières à l'été 2008 et la condamnation de quinze accusés relatés dans un article daté du 16 août 2008 par le *Nuevo Herald*³⁴, rapportent les faits suivants. Les malfaiteurs détenaient un réseau de contacts au sein de l'île avec lequel ils communiquaient par téléphone satellite et pour 10 00 dollars par tête ils se chargeaient de la traversée. La tête du réseau était un homme cubain de 45 ans qui avait déjà été condamné à un an de prison en 2004 pour trafic de migrants clandestins. L'article explique qu'entre février et mars 2007, l'organisation avait réussi à faire sortir quatre-vingt-dix-sept Cubains de l'île en trois voyages.

Des passages se font aussi par le Mexique où les citoyens cubains arrivent souvent avec un visa temporaire, mais aussi *via* des réseaux illégaux qui gagnent la péninsule du Yucatán dont le cap Catoche n'est qu'à 160 kilomètres du cap San Antonio, à la pointe ouest de l'île. Une fois sur place, ils grossissent les rangs des filières illégales menées par des « coyotes » pour traverser la frontière mais les Cubains bénéficient, contrairement à leurs homologues latino-américains, d'une loi qui les protégera s'ils traversent le Rio Grande.

De nouvelles routes se dessinent encore et toujours (carte 5), avec notamment le passage par le canal du vent qui sépare Cuba et Haïti. Une fois en Haïti, des filières organisent la traversée clandestine de la frontière haïtiano-dominicaine souvent à pied à travers la cordillère centrale et conduisent les migrants jusqu'à Miches au nord-est du pays. De là, ils s'embarquent de nuit sur des *yolas* pour gagner Porto Rico ou plus exactement l'île de la Mona à 66 kilomètres à l'ouest de l'île principale et à 41 kilomètres à l'est de la République Dominicaine.

Ces pratiques et ces routes sont connues par les deux États et malgré l'existence d'une coopération en matière d'immigration depuis 1995, la permanence de l'embargo et l'absence de dialogue ne rendent pas cette collaboration aussi efficiente qu'elle pourrait l'être, malgré des tentatives comme le *Cuban Family Reunification Parole Program (CFRP)*³⁵.

On November 21, 2007, the Department of Homeland Security began the Cuban Family Reunification Parole (CFRP) Program. Under this program, U.S. Citizenship and Immigration Services (USCIS) is offering beneficiaries of approved family-based immigrant visa petitions an opportunity to come to the United States rather than remain in Cuba to apply

³⁴Reyes R, 2008, "Condernado cabecilla de red de tráfico humano", El Nuevo Herald, 16 Août 2008 <http://www.elnuevoherald.com/noticias/sur-de-la-florida/story/264101.html>.

³⁵ http://havana.usint.gov/cuban_family_reunification_parole_program2.html.

*for lawful permanent resident status (i.e., a "green card"). The purpose of the program is to expedite family reunification through safe, legal, and orderly channels of migration to the United States and to discourage dangerous and irregular maritime migration*³⁶.

Les migrants eux, acceptent d'autant plus la prise de risque car ils savent que s'ils gagnent la « terre promise » ils ne seront pas illégaux. Ils pourront devenir rapidement des Cubano-américains grâce à la loi étatsunienne.

3) Une politique migratoire d'exception

Malgré le relatif isolement de l'île, la politique migratoire étatsunienne envers les Cubains fait figure d'exception. Jamais les migrants d'un pays n'ont bénéficié, durant une période aussi longue, d'une aide financière si colossale pour gagner les États-Unis et s'établir sur leur sol. Tous les émigrés (non cubains) interrogés à ce propos ont insisté sur le régime de faveur accordé aux Cubains par les services d'immigration mais également par la mise en place d'un réseau important d'ONG et d'associations cubano-américaines travaillant à l'insertion de ces nouveaux venus. Mais depuis la chute de l'empire soviétique et les épisodes de 1980 et 1994, leur image positive de « réfugiés politiques » s'est peu à peu ternie.

a) Des migrants comme arme géopolitique

Partie intégrante de la législation étatsunienne, le traitement préférentiel des ressortissants cubains ne peut se comprendre que dans une perspective historique et dans un contexte de monde bipolaire. L'accueil réservé aux premières vagues d'exilés cubains s'inscrit dans la continuité du *Refugee Relief Act* mis en place par Eisenhower en 1953 et qui consacrait déjà l'intérêt idéologique d'ouvrir les bras aux réfugiés d'Europe de l'Est. Les réfugiés sont ainsi utilisés comme symbole durant la guerre froide servant tout à la fois de propagande et d'arme pour affaiblir l'autre bloc en le privant d'une partie de ses cerveaux et de ses forces vives. C'est l'idée d'un monde libre et de ces objectifs politiques qui sont défendus avec l'asile des « victimes » du communisme, les réfugiés deviennent ainsi des « combattants de la liberté ».

³⁶ « Le 21 novembre 2007, le département de la sécurité nationale, commence le programme cubain de réunification familiale sur parole. A travers ce programme le service de l'immigration et la citoyenneté étatsunienne offre aux bénéficiaires du visa d'immigration familiale approuvés par pétition, l'opportunité de venir aux États-Unis plutôt que de rester à Cuba et de solliciter le statut de résident permanent (green card). Le but de ce programme est d'accélérer la migration par réunification familiale aux États-Unis à travers des voies sûres, légales et ordonnées et de décourager la migration maritime dangereuse et irrégulière » (traduction V.J.).

Dès la victoire de la Révolution le 1^{er} janvier 1959, les États-Unis encouragent largement l'émigration de Cuba. Voyant que le peuple soutenait en masse le mouvement du 26 juillet et la victoire des *Barbudos*, la possibilité d'une opération militaire lancée de l'île est rapidement abandonnée par l'état-major étatsunien. L'émigration cubaine devait alors servir de terreau fertile à la mise en place d'une contre-révolution (Szulc, 1987).

Le programme *Peter Pan*, lancé par l'Église catholique de Miami et le gouvernement étatsunien entre 1960 et 1962, est une illustration du poids considérable qu'a atteint la guerre de propagande. Ce programme a acheminé environ 14 000 enfants cubains vers les États-Unis où ils étaient placés en famille d'accueil. Des visas spéciaux ont été créés pour ces enfants *Peter Pan* et la banlieue, encore faiblement construite de Kendall, servait de camp pour accueillir ces jeunes cubains de 6 à 16 ans. La propagande lancée par la CIA sur l'île est le déclencheur de cette opération. Elle se servait d'un tract sur les opérations de nationalisation et d'alphabétisation, pour annoncer que les enfants allaient être retirés de force à leurs parents par le régime castriste et placés en camps de travaux forcés de type soviétique ou des orphelinats (Escalante Font, 2008). La séparation pour ces enfants et leurs parents était souvent d'une brutalité effroyable, engendrée par une peur que nourrissait la machine étatsunienne³⁷. Une part des Cubains qui ont quitté l'île du port de Camarioca (1965), est celle constituée par les parents de ces enfants envoyés depuis plus de 5 ans dans un pays qui leur était totalement inconnu.

À partir des années 1960, la politique nord-américaine envers Cuba a largement utilisé les exilés cubains qui avaient fui le pays et s'étaient essentiellement concentrés à Miami. La base de la CIA de Miami comptait dès 1961 plus de 5 000 hommes. Les actions de propagandes ainsi que les tentatives terroristes ont été nombreuses et scellèrent un accord tacite entre une certaine partie des Cubains de Miami et la haute administration étatsunienne, donnant à ces émigrés un rôle hautement stratégique. Une partie de l'exil doré espérait en quittant l'île trouver aux États-Unis l'aide technique nécessaire pour renverser le régime castriste et retourner à ses affaires le plus rapidement possible. En outre, selon T. Szulc (1987), les États-Unis avaient secrètement pris les décisions parallèles : former et équiper des commandos

³⁷ Voir à ce sujet, les récits de huit femmes établies aux États-Unis et à Porto Rico et arrivées par le programme *Peter Pan*, filmées dans le documentaire *Del otro lado del cristal* de Guillermo Centeno, ICAIC, 1995, 52 minutes. Ainsi que l'ouvrage du Grupo Areito, *Contra viento y marea*, édité en 1978 par la Casa de las Americas

d'émigrés cubains dont l'objectif était de débarquer à Cuba et faire assassiner Castro par la mafia cubaine aux frais de la CIA.

À la suite du revers de la Baie des Cochons, l'administration Kennedy décréait son programme d'action contre Cuba : le *Cuban Project* (ou Opération Mangouste). Ce dernier comportait plus de trente plans avec comme même volonté de renverser le régime castriste pour pouvoir rétablir un gouvernement ami sur l'île. La crise des fusées en 1962 sonnait le glas de cette volonté impériale, avec la promesse des États-Unis à Nikita Kroutchev de non-intervention militaire sur l'île. Mais ces événements n'ont pas stoppé pour autant l'Opération Mangouste ainsi que les attaques orchestrées par la CIA contre Fidel Castro (Escalant Font, 2008).

Dès 1961, l'administration Kennedy a également mis en place sur son sol le *Cuban Refugee Programme* (C.R.P ou Programme pour les Réfugiés Cubains). Le C.R.P aidait les nouveaux arrivants en matière d'emploi, de santé, d'éducation, de logement³⁸ et fournissait une assistance financière pour subvenir aux besoins basiques de subsistance des familles (100 dollars étaient attribués par mois et par famille ainsi que de la nourriture). Les Cubains recevaient ainsi un appui pédagogique, des bourses pour l'entrée à l'université et des cours bilingues pour apprendre l'anglais. Ils étaient également aidés par un système de prêt préférentiel à investir dans des petites entreprises. En plus de son caractère humanitaire, le C.R.P contribuait également au financement d'une partie des guerres clandestines et des attaques terroristes contre l'île durant les quinze années de son fonctionnement. Le budget annuel initial de 4 millions de dollars en 1961 allait passer à 38 millions après la crise des fusées pour atteindre 136 millions de dollars en 1972. Le programme a coûté, en tout, plus d'un milliard de dollars aux États-Unis. Cette dépense colossale, n'incluant que les dépenses pour le C.P.R, montre l'importance stratégique pour les États-Unis de faire des Cubains à Miami un contre modèle et souligne la grande différence de traitement avec d'autres migrants : les Mexicains par exemple (Pedraza-Bailey, 1985).

Au C.R.P s'est ajoutée la loi sur le *Cuban Adjustment of Status Act* (C.A.A) adoptée par le Congrès en 1966. Cette loi migratoire autorise « sur parole », les Cubains à gagner le territoire et leur donne comme objectif : l'obtention du droit de résidence au bout de deux ans de

³⁸ Health, Education and Welfare Department.

présence physique sur le territoire³⁹ (*paroled and physically present*). Contrairement à la majorité des réfugiés politiques ou demandeurs d'asile, notamment venant d'Europe de l'Est ou d'Asie, les Cubains n'avaient pas à justifier leur demande, à prouver qu'ils étaient inquiétés ou en danger dans leur pays⁴⁰. La facilité avec laquelle ils étaient acceptés et la rapidité de leur accès à la résidence étatsunienne ont permis d'améliorer, pour cette « immigration choisie », son accès aux logements, à l'éducation, à l'allocation chômage et à la sécurité sociale. La grande majorité des Cubains arrivant à Miami a ainsi échappé aux procédures de renvoi mises en place à la fin de 1966 contre les illégaux. En outre, le C.A.A a favorisé la réception, et donc le départ, de nombreuses forces vives, a appuyé la propagande américaine et a permis de contrôler la diffusion de l'onde révolutionnaire cubaine en Amérique latine en créant un contre discours et un contre modèle de société dont Miami est encore aujourd'hui le symbole⁴¹.

b) *Vers la fin de « l'exception cubaine » ?*

Les stratégies des États-Unis à l'égard de Cuba se résument donc principalement à la volonté de précipiter la chute du régime communiste et à celle de vaincre un obstacle idéologique majeur à leur domination économique sur l'ensemble du sous-continent. Les années 1980 marquent un tournant dans le traitement des flux des émigrés cubains. L'image du réfugié politique fuyant le régime communiste est contrebalancée par celle des 125 000 *Marielitos* qui arrivaient sur les côtes de la Floride en même temps que 40 000 Haïtiens fuyant la dictature de J.C Duvalier. L'administration Carter créa alors le « *Cuban/Haitian entrant (status pending)* » qui permettait, jusqu'au 10 octobre 1980, l'entrée aux États-Unis de ces migrants et réévaluait le *Refugee Act*. (Haines, 1996). Un milliard de dollars ont été dépensés pour gérer la crise de Mariel (en comptant les opérations des gardes-côtes et de la US-NAVY et les programmes d'assistance sociale aux réfugiés). Des camps de réfugiés ont été installés au sein de même de Little Havana mais également dans l'*Orange Bowl* pour accueillir les Cubains. Ils y recevaient le soutien et les encadrements de la communauté et trouvaient rapidement une alternative et un nouveau toit contrairement aux Haïtiens qui étaient souvent envoyés sur une ancienne base militaire des Everglades (Krome) où ils étaient accueillis par des barbelés (Haines, 1996).

³⁹ Cette durée a été réévaluée au cours des années 1990 à un an et un jour.

⁴⁰ Harvard law association, 2001 "The Cuban Adjustment Act of 1966: ¿Mirando por los Ojos de Don Quijote o Sancho Panza?" » Harvard Law Review, Vol. 114, No. 3, pp. 902-925.

⁴¹ Voir la notion de "Symbolic Showcase" développée par R. Grosfoguel (2003).

Mais ces mesures d'accueil des *Marielitos* ont eu pour la première fois un grand retentissement dans l'opinion publique étatsunienne. Les médias anglo-américains ont dénoncé bruyamment le traitement de faveur réservé à cette vague de « délinquants ». La crise engendrée par l'arrivée des *Marielitos* a débouché sur un accord migratoire entre les deux pays. Le gouvernement de F. Castro permettait les retours de 2400 « indésirables » dont les États-Unis ne voulaient guère contre l'accord de visas par le gouvernement fédéral aux candidats cubains à l'immigration dans le but de réguler les flux. Cependant, le nombre de Cubains recueillis en mer sur des embarcations de fortune ne cessait d'augmenter : 2 200 en 1991, 3 700 en 1993 (Mesa Lago, 1995).

La pression migratoire s'est fait de nouveau sentir durant l'été 1994 au cours de l'épisode des *Balseros*. Les migrants étaient interceptés dans les eaux du détroit de Floride pour les deux tiers et redirigés vers la base de Guantánamo⁴² mais aussi le Texas et la base américaine de Panama⁴³. Les *Balseros* n'étaient plus traités comme des combattants de la liberté ou des réfugiés politiques mais comme des migrants gagnant illégalement le sol de l'Oncle Sam. Or si l'administration Clinton a agi ainsi selon J. Arboleya c'est qu'elle s'estimait débarrassée de toute contrainte idéologique et en mesure de tenir tête aux représentants cubains à la table des négociations. (Arboleya, 1996)

Cette tendance générale s'est confirmée par la promulgation au mois de septembre 1996 de l'*Illegal Immigration Reform and Immigrant Responsibility* dont les principales mesures sont la détention systématique des étrangers entrés sans documents légaux et l'accélération des procédures d'expulsion. Là encore, la spécificité des relations binationales à propos d'immigration joue en faveur de « l'exception cubaine » avec le *Cuban Immigration Agreement* signé le 2 mai 1995 et qui fait office de révision au *Cuban Adjustment of Status Act*. Depuis mai 1995, un traitement spécifique perdure envers les Cubains qui ont gagné la terre ferme avec la mise en place de la loi dite « pied sec, pied mouillé ». Cette loi spécifie qu'elle accordera le droit de résidence à tout Cubain trouvé sur la terre ferme mais retournera tous les ressortissants cubains trouvés en mer et stipule que le gouvernement cubain s'engage à ne pas poursuivre ces « retournés ». Les deux particularités de cette loi sont les suivantes : aucune limite chiffrée en mile marin ou pied n'est fixée et la mobilité de l'étranger⁴⁴ est laissée

⁴² Pour les conditions de vie et l'espace des camps à Guantánamo voir le documentaire *Balseros*, de Carles Bosch et Josep Domenech, Espagne, 2002.

⁴³ Mesa-Lago C, 1995, opus cité.

⁴⁴ Espace mouvant du littoral compris entre la plus haute et la plus basse marée.

à la libre appréciation humaine. Cette loi est largement discutée à Cuba et parmi la population cubaine de Miami car elle est dénoncée comme une incitation à une immigration illégale et dangereuse. Ainsi, le gouvernement cubain a-t-il accepté de reprendre les discussions au sujet de lois migratoires lors des dernières rencontres qui se sont déroulées à New York le 14 juillet 2009 en réaffirmant la collaboration des deux gouvernements pour réduire l'immigration illégale et le trafic de personnes. Mais il a insisté sur l'impossibilité de réduire les départs illégaux tant que le C.A.A et la loi « des pieds secs, pieds mouillés » seraient en vigueur.

L'existence d'un dialogue par à-coups sur les questions migratoires entre les États-Unis et Cuba (1978, 1995 et 2009) n'a jamais joué en défaveur des Cubains et ce y compris après le 11 septembre 2001, qui a pourtant renforcé ce que G. Simon nomme « l'obsession sécuritaire » (Simon, 2008, p. 214).

Cette idée de fermeture des États est bien au cœur de la question des migrations cubaines vers les États-Unis car malgré une politique migratoire d'exception, l'île de Cuba reste un territoire dont il n'est pas aisé de sortir à sa guise. Les différents modes de clôture de ce territoire national insulaire sont alors un élément essentiel dans la démonstration d'une spécificité cubaine à la circulation mais également à l'ancrage dans l'enceinte de Miami.

C) SPHÈRE(S) CUBAINE(S) ET CIRCULATION

L'idée de sphères cubaines est ici mise en avant pour montrer que les modalités de la circulation entre les deux rives du détroit, malgré des routes vieilles de plus d'un siècle, trouvent depuis un demi-siècle des parois et des barrières difficiles à franchir. Les sphères cubaines sont alors nombreuses aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'île et c'est ce que je tâcherai d'étudier dans ce point. Pour comprendre l'ancrage de la population cubaine à Miami il faut en amont s'interroger sur ces contraintes à la circulation. Partir de Cuba pour gagner Miami est alors une trajectoire dont les différentes positions dans l'espace se résument bien souvent à une ligne droite entre le point de départ et d'arrivée. L'idée de trajectoire développée dans ce point met alors en évidence l'idée d'une rupture forte. Il faut souligner ainsi non seulement une séparation physique nette accentuée par une circulation biaisée mais également la rupture implicite avec le pays réel, symbolisée par un désir de non-retour qui se prétend pourtant le contraire.

1) Trajectoires cubaines

Encadré n°2 : Trois trajectoires cubaines jusqu'à Miami

Maria 46 ans : *Mes parents sont partis de La Havane en 1960, je suis arrivée ici à huit ans. C'était la première fois que je prenais l'avion, il y avait plein de familles à l'aéroport, les gens se serraient dans les bras. Ma mère pleurait, pleurait, parce que ma grand-mère qui était déjà veuve ne voulait pas partir avec nous. Elle disait : « non, moi je suis trop vieille pour quitter mon pays et personne, même pas le diable ne m'en fera sortir. » Avec ma sœur on ne comprenait pas tout. On avait pris toutes les valises de la maison. Quand on est arrivé à l'aéroport, des amis de papa nous attendaient. Après, on s'est installé rapidement non loin d'ici (Little Havana), on partageait la maison avec ma tante et je me souviens qu'on nous aidait parce qu'on était des réfugiés politiques mais la nourriture qu'on nous donnait (del refugio) n'était vraiment pas bonne [...] Au début, l'arrivée à Miami pour nous c'était un peu les vacances. Jusqu'au moment où j'ai commencé l'école dans un programme. C'est là que j'ai appris l'anglais. A Cuba, nous étions une famille assez aisée, nous avions une belle maison dans le Vedado, ah je me souviens encore de la maison. Mais ici, il fallait s'adapter, alors on s'est adapté et tu vois aujourd'hui j'ai mon commerce et j'ai une belle maison, mes enfants ne manquent de rien.*

[Entretien du 23/02/06, retranscription et traduction V.J]

Luis 85 ans: *Moi je n'ai jamais voulu sortir de Cuba. J'ai essayé de sortir par l'ambassade du Mexique, car j'étais sûr d'avoir la sécurité de l'État sur mon dos. Je n'ai pas pu le faire parce que j'appartenais à un groupe qui luttait contre la révolution. Avec Fidel (Castro) on était amis à l'école de droit, et après on militait ensemble au sein du parti politique de Chiva. [...] Pour mes positions après la Révolution, j'ai été condamné à vingt ans dans une prison près de Santa Clara. Quand j'ai été remis en liberté en 1979, mon premier problème était que ma mère était très malade et je ne voulais pas la laisser et venir par ici (à Miami) sans qu'elle soit mieux. Mais c'était très difficile parce qu'il n'y avait rien à l'hôpital, je devais tout trouver à l'extérieur en jouant de mes relations. Je sentais bien que c'était l'heure de partir, mais je n'ai même pas eu à me poser la question. Quand ils ont vu que j'avais sorti ma mère de l'hôpital, je ne pouvais plus rester à Cuba, même si je voulais rester à Cuba. Je suis arrivé à Miami avec ma femme, l'accueil fut très généreux, il y avait plus de 2000 personnes qui nous attendaient. Je me suis retrouvé entouré de cent personnes qui attendaient mon arrivée, des vieux amis, tous politiques et les leaders politiques du parti dans lequel je luttais et militais. Et ils avaient résolu le problème du logement pour moi. C'est mon assureur à Cuba qui est venu me chercher et il m'a dit : « écoute j'ai un appartement d'une amie si tu veux pour toi, tu peux rester et louer, ce n'est vraiment pas cher ». C'était près de la Pequena Habana mais avec des personnes possédant une meilleure situation (the Roads) parce que c'est près de Coral Way c'est une partie de la ville de Miami mais belle comme Coral Gables. Là je suis resté environ un an et au bout de trois mois j'ai commencé à travailler. Grâce à l'intermédiaire d'un ami docteur, j'ai réussi à entrer dans un plan. Le gouvernement américain aida beaucoup à ça, ils avaient des plans pour l'emploi en accord avec le niveau*

de formation de la personne, ils lui trouvaient une occupation. Tu ne trouvais pas forcément la même situation mais c'était souvent similaire

[Entretien du 13/03/08, idem]

Lester 24 ans : *Moi je me sens totalement américain. Mon boulot, ma formation, ma vie sont américains. Oui je parle espagnol avec ma mère mais je m'en moque de l'île, de Castro et de tout ça. Ça c'est l'histoire des vieux et de leur île. Je n'y suis jamais allé et je n'irai sûrement jamais. Je suis d'ici, j'ai grandi ici. Moi je ne suis Cubain qu'à cause de mes parents. Mon père a fui l'île en 1960 et ma mère est une enfant Peter Pan. Ils m'ont parlé de Cuba mais eux non plus ils n'y sont jamais retournés. Moi je suis de Miami, Cubano-américain si tu veux mais de Miami.*

[Entretien du 9/04/06, idem]

Arriver à Miami pour les 750 000 Cubains qui y habitent est la résultante de différentes expériences individuelles comme collectives. Certains sont simplement venus au monde dans un hôpital du sud de la Floride (environ 40 % selon le recensement 2005-2007), d'autres ont quitté leur île pour gagner directement la métropole, d'autres encore ont rejoint Miami après des étapes intermédiaires aux États-Unis, au Canada, aux Bahamas, au Mexique, en Espagne...

L'emploi de la notion de trajectoire, plus que celle d'itinéraire, cherche à rendre compte de la particularité du passage. La dimension insulaire de Cuba ne permet pas d'autre repli. Le territoire est fini et depuis un demi-siècle, le départ vers les États-Unis définitif. Le choix de la notion de « *trajectoire* » est né de son acception commune qui introduit deux idées utiles pour décrire le phénomène migratoire, aussi bien à l'échelle de l'individu qu'à celle du groupe. La trajectoire est « une ligne décrite par un point matériel en mouvement définie par son origine, sa flèche et son point d'impact ». Elle est aussi, au sens figuré, une « carrière professionnelle »⁴⁵. Cette deuxième déclinaison de la définition rejoint l'idée de trajectoire sociale. Celle-ci étant à la fois une trajectoire « objective », définie comme la suite des positions sociales occupées durant la vie, mesurée au moyen de catégories statistiques, et une trajectoire « subjective » exprimée dans des récits de vie, des expériences individuelles, familiales ou collectives. Ainsi, le concept de trajectoire permet de mettre en exergue l'aspect tout à la fois spatial et social de la migration sans oublier le référentiel dans lequel le

⁴⁵ Larousse dictionnaire

mouvement s'effectue c'est-à-dire la sphère politique. Le « trajet » est tout aussi important dans notre étude spatiale que « l'atterrissage », les modalités de l'un influant nécessairement sur l'autre, dans une dialectique du mouvement et de l'ancrage.

La trajectoire est également un tracé de vie, une vie que l'on souhaite meilleure pour des raisons politiques et/ou économiques le plus souvent. La notion permet ainsi de rejoindre l'idée de trajectoire sociale inhérente à la migration (trajectoire de Maria et de Luis). La migration porte en elle une idée d'amélioration des conditions de vie, une volonté d'ouverture des possibles. Mais quitter l'île c'est quitter la bulle insulaire, la sphère familiale et sociale pour se projeter dans une sphère spatiale plus ouverte mais qui rendra difficile la communication avec Cuba.

La trajectoire cherche alors à rendre compte qu'il ne s'agit point ici d'un itinéraire de vie mais d'un passage presque instantané entre deux vies. Non seulement pour des différentiels économiques et politiques mais aussi parce que le transnationalisme, les relations entre les deux rives du détroit depuis l'avènement de la Révolution, ne permettent pas un rapport à la « terre natale » simple. L'exil est toujours un traumatisme, un changement majeur de cap dans l'existence. De plus, celui qui est en dehors de l'île dans les discours castristes dès 1959 est un *gusano*⁴⁶, un traître à la patrie en somme. Et bien que les discours aient changé, le départ pour les États-Unis ne permet pas d'obtenir le P.R.E ou Permis de Résidence à l'Extérieur délivré lors des départs légaux vers d'autres pays. Le P.R.E, qui permet de rentrer librement à Cuba et d'y garder sa maison par exemple, est bien différent de l'exil définitif sans liens et sans attaches qu'a connu une partie des individus notamment dans les premières vagues de la migration.

La spécificité des trajectoires cubaines par rapport aux autres expériences migratoires caribéennes réside dans le fait que les dimensions politiques et idéologiques depuis l'avènement de F. Castro au pouvoir font du départ vers les États-Unis un exil, c'est-à-dire une expulsion de quelqu'un hors de sa patrie avec défense d'y revenir, un « *one way ticket* » ou tout au moins une circulation sous contrainte administrative et légale. La particularité de cet aller sans retour est que la distance qui sépare les deux territoires est infime. La proximité tentatrice de l'île joue un rôle important sur le retour rêvé qui se différencie des expériences européennes de la fin du XIX^e siècle où des milliers de kilomètres alimentaient la nostalgie.

⁴⁶ Ver littéralement mais également dans le langage révolutionnaire traître à la patrie.

Cette circulation à sens unique ou presque se différencie également des Haïtiens de Miami (Audebert, 2003, 2004) ou que les Dominicains de New York (Pantoja, 2005) qui ont développé de véritables réseaux transnationaux entre les États-Unis et leurs îles de départ. La contrainte à la circulation fait du champ migratoire que G. Simon définit comme un système relationnel entre les deux pays (en l'occurrence ici Cuba et les États-Unis), un champ ouvert par intermittence malgré son épaisseur temporelle. La perpétuelle tension entre le mouvement et l'ancrage, présentée dans les travaux de L. Faret, créatrice de territoires de la mobilité n'existe pas. De même, les territoires circulatoires mis en place entre les rives de la Méditerranée (Tarrius, 1993, Tarrius, Costa-Lascoux, Hily, 2001) ou encore les continuités territoriales (Tapia, 2005) ne sont pas identifiables dans le cas traité.

2) L'île et la clôture

« Mais le principe de « clôture » n'est ni constant, ni indispensable, ni suffisant dans les appareils disciplinaires. Ceux-ci travaillent l'espace d'une manière beaucoup plus souple et plus fine. Et d'abord selon le principe de la localisation élémentaire ou du *quadrillage*. A chaque individu, sa place ; et en chaque emplacement, un individu » M. Foucault, 1967, p. 169.

L'idée de la clôture, les notions de l'enclavement et de l'exclusion se retrouvent autour du terme d'isolement : étymologiquement liées à l'île [du latin *insula*]. « C'est donc l'isolation qui fait de l'île ce qu'elle est. [...] Si les îles sont des modèles de monde, c'est précisément parce qu'elles sont suffisamment séparées du reste du contexte mondial pour pouvoir abriter une expérimentation sur la présentation d'une totalité en format réduit » (Sloterdijk P, 2005, p. 275). L'analyse de l'émigration cubaine vers les États-Unis fait appel à cette spécificité du mode de relation qu'est l'insularité et doit s'entendre dans son contexte géopolitique, c'est-à-dire dans les différentes sphères d'influence dans laquelle l'île se situe.

a) *Situation et insularité*

Ce n'est pas anodin de rappeler que Cuba est une île lorsqu'on aborde la question de la circulation car l'insularité crée par elle-même une clôture de la terre, celle d'être bordé de toute part par les eaux. De n'avoir de frontières que maritimes. Ainsi « les îles sont toujours des déchirures, des fins de route, des rives d'inquiétude. [...] Une fois que l'on est à terre,

que le bateau ou la pirogue sont repartis, le lien avec le grand mouvement du temps est rompu. Seul reste l'espace, un espace étroit, un espace clos, bordé par la grande mouvance des flots...» (Bonnemaison J, 1996, p. 433). L'insularité est alors la définition par la distance d'un espace politique, économique et culturel spécifique et l'îléité, concept cher à Bonnemaison, une conscience d'être insulaire, un mode de représentation comme de pratique de l'espace. Comme le note Alejo Carpentier dans son *Siècle des Lumières*, l'île peut être vécue comme un enfermement: « *la sensación de encierro que produce vivir en una isla ; estar en una tierra sin caminos hacia otras tierras a donde se pudiera llegar rodando, cabalgando, caminando, pasando fronteras* » ⁴⁷ ou comme un poids, un cancer selon Virgilio Piñera : « *la maldita circunstancia del agua por todas partes / me obliga a sentarme en la mesa del café./ Si no pensara que el agua me rodea como un cáncer/ hubiera podido dormir a pierna suelta./ Mientras los muchachos se despojaban de sus ropas para nadar/ doce personas morían en un cuarto por compresión* » ⁴⁸.

L'approche de Cuba dans sa dimension insulaire est par ailleurs favorisée par l'originalité de son arrimage au système-monde. Sa situation géographique de contrôle des routes vers le Nouveau Monde a fait de sa position insulaire une clé des expansions impériales. Cuba, est depuis sa découverte par C. Colomb, une île à la fois permettant le repli ou l'expansion. L'île est rapidement considérée comme un territoire stratégique, important à dominer et à intégrer. Les États-Unis, avant même l'Indépendance de l'île, en pleine conquête de l'ouest, réalisent que l'annexion de cet avant-poste permettrait leur pénétration dans la Méditerranée américaine. La doctrine Monroe, dès le début du XIX^e siècle, montre la volonté d'une « annexion » de cette île vers laquelle la Floride tend, pour ainsi dire, irrémédiablement le doigt. Comme le déclare Jefferson dans une lettre à James Monroe le 23 octobre 1823 : « je confesse candidement avoir toujours regardé Cuba comme l'addition la plus intéressante qui puisse jamais être faite à notre système d'États. Le contrôle que cette île, avec la péninsule de

⁴⁷ « la sensation d'enserrement que produit la vie sur une île, être sur une terre sans chemin vers d'autres terres où l'on pourrait arriver roulant, chevauchant, cheminant, traversant les frontières » (traduction V.J).

⁴⁸ Virgilio Piñera, « La Isla en Peso », 1943.

Traduction V.J. “ La maudite circonstance de l'eau de tous côtés / M'oblige à m'asseoir à la table du café/Si je ne pensais pas que l'eau m'entourait comme un cancer / j'aurais pu dormir les jambes découvertes/ Pendant que les gamins jetaient leur vêtements pour nager/ douze personnes mouraient dans une chambre par compression. »

Floride, nous assurerait sur le golfe du Mexique ainsi que sur les contrées et les isthmes qui le bordent complèteraient à la perfection notre confort politique »⁴⁹.

La présence de l'enclave de Guantánamo, depuis 1901 sur l'île, démontre la difficulté pour un pays comme Cuba de se défaire totalement, sur son propre territoire, de cette volonté d'ingérence ou au moins de présence, du grand pays voisin. Depuis les débuts de la Révolution, la base de Guantanamo fait peser une menace évidente sur la sécurité du territoire national. Ainsi « la nation insulaire n'échappera à une influence dominante, soit de voisins continentaux, soit de thalassocraties en expansion, que par un effort constant, une attention soutenue, une politique qui tentera souvent d'opposer les autres puissances les unes aux autres » (Gottmann, 1952, p. 103).

L'idée de clôture, la sensation de finitude et les modalités du mouvement sont donc des éléments majeurs de l'étude des migrations cubaines vers les États-Unis et des relations entre ces deux États qui ont façonné les modes de représentations. Ainsi l'économiste cubain J.M Sanchez parle-t-il du dilemme du pingouin en posant la question ainsi : « qu'est-ce que Cuba un poisson ou un oiseau ? Pour comprendre comment on pense Cuba à l'intérieur ou à l'extérieur de l'île »⁵⁰ Cuba vue par les Cubains est un oiseau en cage, une cage imposée par l'impérialisme américain et la nature des relations internationales. Alors que vue de l'extérieur et notamment des États-Unis, Cuba, depuis la victoire de la révolution, se présenterait plutôt comme un poisson rouge dans son bocal, tournant en rond, refusant le changement et par là même de s'ouvrir au monde (photo 3, V.J 22/04/09, Centro Habana, Cuba).

Depuis la Révolution et la rupture des relations avec les États-Unis, l'île fonctionne à la fois comme une entité insulaire fermée, souffrant d'un embargo et comme l'un des centres d'un réseau géopolitique complexe entre *insulation* (Sloterdijk 2004) au cœur d'un processus de production par la Révolution de sphères de l'individu à la nation, et *diffusion* par l'Internationalisme dans un contexte de relations contraintes et choisies.

⁴⁹ Gottmann J., 1952 p 96 : traduction par Jean Gottmann de "The writings of Thomas Jefferson « to James Monroe » ed. 1899

⁵⁰ Voir l'intervention au colloque « Cuba Aujourd'hui. Les paradoxes d'un demi-siècle de révolution » (Paris octobre 2008). http://media.univ-paris3.fr/index.php?option=com_hwdvideoshare&task=viewvideo&Itemid=76&video_id=42

Cuba ne peut pas se comprendre comme une entité coupée du monde mais comme un espace où la frontière avec l'extérieur a été intériorisée dans un processus complexe d'individualisation politique et de rapport à l'Autre. « La position insulaire n'offre qu'un seul avantage permanent au peuple habitant de l'île : une plus grande liberté de choix des relations sur lesquelles il fonde sa politique ; le territoire n'ayant pas de voisins immédiats par terre, échappe aux servitudes habituelles de ce genre de voisinage. » (Gottmann, 1952, p. 103). Pourtant, le contexte d'un monde bipolaire et la situation fragile de la jeune révolution n'ont pas offert une telle liberté à l'île. Échapper aux servitudes habituelles pour Cuba exigeait de tomber dans une servitude volontaire (URSS) pour ne pas s'asphyxier dans sa propre bulle.

Photo 3 : Ouverture ou fermeture, intégration et résistance à l'ère globale : Cuba un poisson rouge dans son bocal ?



b) L'embargo

L'embargo étatsunien imposé à Cuba, depuis le 7 février 1962, a accentué cette clôture et reste le plus grand coup porté aux projets de la révolution castriste en dépit de l'alliance économique contractée avec l'URSS. Cuba se trouve, dès 1964, dans l'impossibilité de commercer avec ce qui était son principal partenaire commercial depuis 1902 (plus de 60% des importations et exportations cubaines dépendaient des États-Unis à la veille de la Révolution).

Pour le géographe, la spécificité de cet embargo est qu'il s'applique à un espace clos, insulaire, bordant le lac américain. Les premières mesures ont touché les ports et le droit pour la *Cubana de Aviacion* de survoler le territoire nord-américain. Elles ont coupé Cuba de l'Organisation des États d'Amérique et du Fond Monétaire International. La géographie des

échanges cubains s'en trouve bouleversée. D'une part le régime préférentiel qui s'établit avec le bloc soviétique à travers le COMECON, notamment le programme sucre contre pétrole, entraîne l'avènement de liaisons régulières longues et coûteuses entre l'URSS et l'île caribéenne. D'autre part, l'émergence de Cuba comme une plateforme de l'Internationalisme et membre reconnu du mouvement des Non-alignés, multiplie ses échanges avec les pays du Tiers-Monde notamment le Mexique, le Vietnam, l'Angola ou encore l'Algérie induisant des temps et des coûts de production croissants. Durant les administrations Ford (1974-1977) et Carter (1977-1981), les restrictions sont pourtant réévaluées, les vols et les transferts d'argent bien que très largement contrôlés, reprennent.

En octobre 1992, l'embargo est à nouveau renforcé par le *Cuban Democracy Act* (ou « loi Torricelli »), qui vise à freiner l'essor des nouveaux moteurs de l'économie cubaine en frappant les entrées de capitaux et de marchandises, par :

- la stricte limitation des transferts de devises par les familles exilées
- l'interdiction de six mois à tout bateau ayant fait escale à Cuba d'accoster un port aux États-Unis
- des sanctions contre les firmes en affaires avec l'île relevant de juridictions d'États tiers.

Puis l'embargo est systématisé par le *Cuban Liberty and Democratic Solidarity Act* (loi Helms-Burton) de mars 1996, qui prétend durcir les sanctions « internationales » contre Cuba. Ainsi cet acte étend à l'échelle internationale une sanction étatsunienne. Acte assez surprenant dans sa légalité internationale pour le remarquer. Son titre I généralise l'interdiction d'importer des biens cubains, exigeant par exemple des exportateurs la preuve qu'aucun sucre cubain n'est intégré dans leurs produits, comme c'était déjà le cas du nickel⁵¹. Il conditionne l'autorisation des transferts de devises à la création sur l'île d'un secteur privé et du salariat. Plus entreprenant encore, le titre II fixe les modalités de la transition vers un pouvoir « post-castriste », ainsi que la nature des relations à entretenir avec les États-Unis. Le titre III octroie aux tribunaux des États-Unis le droit de juger la requête en dommages et intérêts d'une personne civile ou morale de nationalité étatsunienne s'estimant lésée par la perte de propriétés nationalisées à Cuba et réclamant une compensation aux utilisateurs ou bénéficiaires de ces biens (Colomonos, 2000). Il faut cependant évoquer de nombreux vices

⁵¹ Le sucre est la première production de l'île et Cuba figure au 8^{ème} rang mondial pour l'extraction du nickel

de forme révélés par les organisations et journaux cubains comme étatsuniens et rappeler que la quantité de marchandises étatsuniennes à Cuba ne cesse d'augmenter.

Le gouvernement des États-Unis franchit un pas de plus dans sa politique lorsque George W. Bush approuve, le 6 mai 2004, un rapport de la Commission pour l'aide à un Cuba libre (*Commission for a Free Cuba*). Ce dernier prévoit une série de mesures de durcissement de l'embargo. Ces mesures restreignent, entre autres, la liberté personnelle de circuler entre Cuba et les États-Unis à une fois tous les trois ans uniquement pour visite familiale. La famille est limitée aux grands-parents, parents, frères et sœurs. Les envois de devises vers Cuba sont également restreints à 300 dollars par an et au simple cercle de la famille directe. Par ailleurs, ces nouvelles directives bloquent les échanges scientifiques entre les deux pays et prévoient des sanctions contre tout ressortissant d'un pays tiers qui effectue des transactions avec Cuba.

La Floride donnant par deux fois la victoire au clan Bush⁵², a été courtisé par le candidat Obama. L'importance de cet État dans les résultats présidentiels a remis au centre des débats les questions de restrictions des voyages et plus généralement la nature des relations des États-Unis avec Cuba (chapitre 4). La transition d'un Castro à l'autre, comme l'arrivée des Démocrates au pouvoir ont changé les données des relations binationales. En effet, malgré l'attente toujours actuelle d'une réelle réalisation des annonces de « flexibilisation des lois migratoires », le gouvernement de R. Castro, dès décembre 2007 évoque le sujet d'une réforme migratoire comme une des nécessités actuelles pour le pays. Le 13 avril 2009, c'est au tour du gouvernement Obama d'annoncer la levée de certaines restrictions et marquer un assouplissement de l'embargo. Cette intervention ne fait que confirmer les mesures déjà annoncées début mars 2009 par le Congrès : la possibilité pour les Cubains résidents aux États-Unis de voyager vers l'île une fois par an et l'augmentation à 1 200 dollars du plafond des transferts par an.

Mais le camp démocrate se veut prudent. Le changement est perçu pour beaucoup, à l'extérieur comme à l'intérieur de l'île, comme un simple retour aux conditions mises en place par l'administration Clinton après une politique extrêmement dure du gouvernement Bush. L'absence de Cuba au sommet de l'Organisation des États d'Amérique (OEA) à Trinidad et

⁵² Une victoire extrêmement contesté notamment en 2004, où des fraudes notamment à travers l'utilisation des votes électroniques ont été dénoncés. La communauté cubaine dirigeante fut par ailleurs largement montrée du doigt et accusée d'avoir faussé les élections afin de maintenir son pouvoir sur le sud de la Floride, État gouverné à l'époque par Jeb Bush.

Tobago le 18 avril 2009 reste fortement dénoncée dans la presse cubaine⁵³ et montre que ce premier geste reste insuffisant après le rappel de Raul Castro de sa volonté de dialogue avec l'équipe du président Obama. Le 30 mai 2009, l'administration Obama a, dans cette optique, proposé de rediscuter les lois migratoires notamment de lever totalement les restrictions de voyage pour les cubano-américains ayant de la famille sur l'île et de rétablir une relation postale normale entre les deux territoires. Dès le 31 mai 2009, le gouvernement de Raul Castro a accepté les négociations. Cependant, les États-Unis annoncent que la levée de l'embargo ne pourra être envisagée que si une ouverture réelle de l'île venait à voir le jour et que la question des libertés individuelles y était abordée⁵⁴. Lors de la 39^{ème} assemblée générale de L'OEA au Honduras, le 3 juin 2009, la décision d'autoriser Cuba à réintégrer l'organisation, quarante-sept ans après son exclusion, est adoptée, malgré une réticence des États-Unis et notamment d'Hilary Clinton. Cette proposition de la part des nations américaines montrait la volonté d'ouvrir davantage le dialogue avec l'île à l'échelle macro-régionale. Cela n'a pas empêché Cuba de refuser cette intégration dans un communiqué publié dans le *Granma* daté du 8 juin 2009, où il est écrit que L'OEA reste un instrument de l'hégémonie étatsunienne dans l'hémisphère⁵⁵.

c) *Position, Révolution et circulation*

Le gouvernement cubain impose donc de lui-même une forte isolation en refusant son positionnement au sein d'organisation macro-régionale. Cela accentue son isolement économique au sein de la région malgré la persistance de liens importants avec le Mexique⁵⁶ et un axe Caracas-La Havane renforcé. Cette propension à l'isolationnisme se répercute sur des restrictions à la circulation et à la relation imposées à ces propres ressortissants et accentue la sensation de clôture. En effet, l'encadrement et le contrôle de l'individu dans sa capacité au mouvement sont un point remarquable dans la stratégie castriste, qui rajoute un verrou à la dimension insulaire et que certains ressentent comme une véritable peine spatiale. Qu'il s'agisse des Cubains de l'extérieur, qui doivent payer un visa pour rentrer dans leur propre pays, ou des Cubains de l'intérieur, qui ne sont pas libres de leurs mouvements, la circulation reste un sujet central de la politique castriste.

⁵³ Granma du 18 avril 2009 « El planeta entera condena el bloqueo : intervención de Raúl Castro en el segmento publico de la V Cumbre Extraordinaria del ALBA » Venezuela 16 avril 2009

⁵⁴ Landler M, 1er juin 2009, Cuba Agrees to U.S. Talks in New Sign of a Thaw, *New York Times*

⁵⁵ Granma du 8 juin 2009, “declaración del gobierno revolucionario Cuba ratifica una vez más que no regresará a la OEA” <http://www.granma.cu/2009/junio/lun8/declaracion.html> consulté le 25/07/09

⁵⁶ Qui n'a jamais rompu ses relations diplomatiques avec l'île

La circulation à l'intérieur même de l'île est réglementée depuis les débuts de la Révolution pour contribuer au développement égalitaire du pays, principe même de l'idéologie castriste. L'attraction de La Havane sur les autres provinces reste pourtant forte. La macrocéphalie classique de l'île a continué à s'alimenter des provinciaux cherchant à gagner la capitale. Le régime a essayé cependant de mettre en place une sélection des immigrants vers la capitale, en accueillant avec davantage de facilité, les professions utiles au développement de La Havane. (González Rego, 2001)

La crise de la période spéciale (décrétée en 1991) paralyse l'île et fait naître de nouvelles restrictions à la circulation, à travers la Loi-Décret 217 sur « les régulations migratoires internes pour La Havane et ses contraventions ». La dénomination populaire des migrants venus d'Orient à La Havane est assez explicite : « *Los Palestinos* ». Dans son documentaire *Buscándote Havana* (2007) Alina Rodríguez Abreu donne la parole dans les quartiers spontanés, aux habitants en marges, sans permis de résidence. Elle montre le sort de ces Havanais non reconnus malgré leur installation de fait dans la capitale depuis des années. Une jeune femme dans le quartier de Casablanca précise pourtant, “*No somos ilegal, somos indocumentados por vivienda [...] «Ilegal» entre comillas, porque nosotros lo estamos pagando todo lo que consumimos al Estado*”⁵⁷.

De plus, sortir de Cuba, ne serait-ce que pour une semaine, est un rêve pour beaucoup de Cubains. Le reste du monde, quelle que soit la partie désignée, devient facilement dans les discussions « *afuera* »⁵⁸ c'est-à-dire en dehors, à l'extérieur⁵⁹. Cet extérieur peut cependant devenir *del otro lado* pour désigner plus explicitement les États-Unis : l'autre rive du détroit. L'étranger lui, est la *yuma*, néologisme cubain pour désigner aussi bien le territoire que le citoyen étatsunien et qui, par extension, et surtout ouverture au tourisme de l'île, désigne ceux qui viennent ou ce qui est de l'extérieur. Cette globalité du monde hors de l'île, dans les représentations, montre que les pratiques spatiales sont limitées et que, quelle que soit la destination, elle sera appréhendée comme ce qui n'est pas Cuba, l'enclos premier.

⁵⁷ Nous ne sommes pas des illégaux, nous sommes sans papier en termes de résidence. Illégal c'est entre guillemet parce qu'on paye tout ce que l'on consomme à l'Etat (*ie* eau, gaz, électricité)» (traduction V.J.)

⁵⁸ Entretien réalisé à La Havane le 6 mai 2009 : Ilda « en Cuba muchos se refieren al mundo entero y a cualquier país como "afuera". Por ejemplo si alguien te dice: "oye que zapatos más lindos, donde te los compraste?" uno responde: "me los mandaron de afuera" ».

⁵⁹ Les Haïtiens désignent également l'étranger, l'extérieur avec une même expression : *lot bó dlo*, de l'autre côté de l'eau.

Ainsi le droit à la circulation ou plutôt le contrôle de la circulation ont-ils été un point stratégique de la politique castriste. Arrivés du Mexique par bateau et ayant pris le pouvoir après une longue guérilla, dont la base stratégique était la partie la plus enclavée du territoire cubain, les dirigeants ont toujours su jouer de la notion d'isolement pour pouvoir maintenir en place leur position idéologique. Ils ont systématiquement nié le droit aux forces vives et utiles de sortir du territoire national après la première hémorragie des années 1960. Ainsi, les médecins doivent-ils cinq ans de service obligatoires à l'État avant de pouvoir sortir et ce, y compris s'ils obtiennent un visa ou s'ils se sont mariés avec une personne d'un pays tiers (Résolution 54-99 du ministère de la Santé cubaine). Il en est de même pour les hommes en âge de faire leur service militaire (17-30 ans) et durant les deux ans obligatoires du service social au cours desquels les jeunes actifs doivent travailler pour l'État.

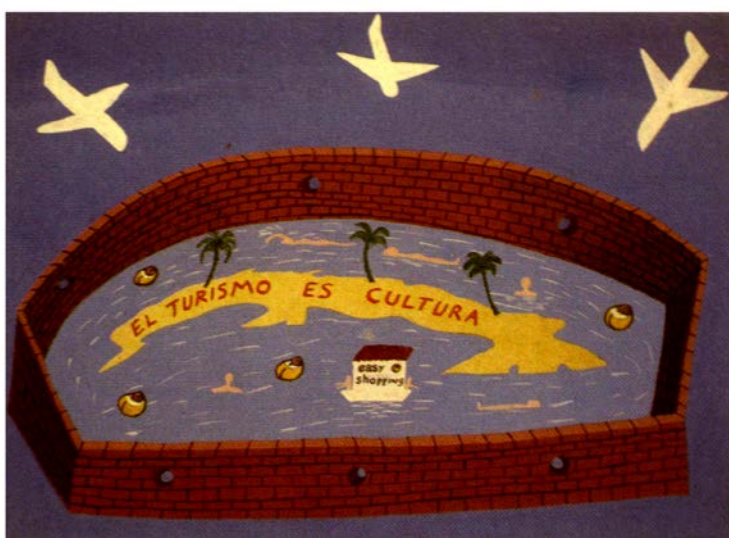
Pour sortir de Cuba de manière temporaire ou définitive, il faut obtenir l'autorisation du ministère des Relations extérieures (Minrex) appelée carte blanche / *tarjeta blanca*. L'attente de celle-ci peut aller de vingt et un jours à des années. Ce permis de sortie coûte 150 CUC (environ 120 euros) à chaque personne qui sollicite la sortie. À cette somme vient s'ajouter les frais de passeport, un examen médical et bien évidemment le coût du vol de destination. Sortir, même si on possède l'invitation ou le visa adéquat, devient facilement un parcours du combattant et demande un moral d'acier pour affronter la bureaucratie et les sacrifices financiers que cela engendre chez la plupart des ménages cubains. Malgré les annonces du gouvernement en 2008 d'assouplir les restrictions à la circulation et les conclusions de la réunion avec des émigrés sympathisants⁶⁰, aucune facilité n'a encore été accordée par le gouvernement cubain.

L'extérieur est alors souvent celui qui vient à l'île, notamment depuis l'ouverture de l'île au tourisme et la loi 77 sur l'inversion étrangère qui, à partir de 1995, ont ouvert le marché cubain avec l'apparition de *joint-ventures*. La clôture avec le monde extérieur est alors réévaluée et le développement d'une industrie touristique, secteur principal pour les investissements étrangers dans l'île, entraîne la venue de nombreux visiteurs attirés par l'ouverture récente de l'île révolutionnaire. Les investisseurs réels ou supposés (notamment les Cubano-américains) convoitent alors l'île comme un nouveau marché en devenir (document 1). Mais cette ouverture forcée de l'économie cubaine, induite par le blocage total

⁶⁰ Réunion tenue à l'Hotel Nacional à La Havane les 19 et 21 mars 2008 "Cubanos residentes en el exterior contra el bloqueo y el terrorismo" qui réunissait des Cubains vivant à l'extérieur au sein de 34 pays différents.

dans lequel se trouve le pays durant la période spéciale, entraîne cependant une connexion biaisée de l'île à la mondialisation. Ouvrant des secteurs entiers de l'île au capitalisme et à ses « exigences de confort », les complexes touristiques comme les industries étrangères symboles de cette ouverture, sont longtemps restés des « bulles » à étrangers⁶¹. Des espaces clos, des enclaves touristiques, où la population cubaine ne pouvait entrer et où la majorité des bénéfices engendrés par l'État cubain, était directement réinvestie dans le développement de nouvelles infrastructures pour le touriste.⁶²

Document 1 : Peinture de Carlos Rodríguez Cárdenas : “el turismo es cultura” 1988, acrylique sur toile



Source : Timmer N, 2007, “Miradas, Mascaradas y Espectaculos de lo invisible, in *Revolucion y Cultura*, n°4-5 pp.16-21.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Raul Castro, l'ouverture progressive du régime n'a pas encore réévalué les questions de sortie du territoire. Cependant elle est passée par l'accès à de nouveaux modes de connexion pour les citoyens cubains : le téléphone portable et l'ordinateur comme la permission de fréquenter les espaces touristiques, dont les prix sont très souvent en pesos convertibles (CUC). L'ouverture au *Wild World Web* est encore extrêmement contrôlée. L'agitation après le passage et le retrait dans le même mois de mai 2009, d'une loi interdisant aux Cubains de se connecter à Internet en utilisant les cybercafés des hôtels, a entraîné un mouvement de contestation en dedans et en dehors de l'île. Ce dernier réclame un accès à

⁶¹ Les lois mises en place par Raul en mars 2008 et permettant l'accès aux hôtels pour les Cubains de l'île ont marqué avec la possibilité d'achat de téléphone portable et d'ordinateur, les premiers changements ressentis par la population en terme d'ouverture du gouvernement cubain.

⁶² Pour le tourisme voir Jolivet V, 2003, *La Vieille Havane, ville vitrine ou ville vécue ?*, mémoire de maîtrise en géographie à l'université Paris 1, sous la direction de J.M Théodat

internet plus souple et dénonce les questions de contrôle et de clôture. La pétition née le 1^{er} juin 2009 (encadré 3) met sur le même registre la libération des prisonniers politiques, la libre circulation et l'accès non réglementé à Internet.

En effet, la connexion personnelle est un luxe rare et généralement réservé à une élite intellectuelle et économique pouvant obtenir l'autorisation à la connexion pour des raisons professionnelles et disposant d'un pécule suffisant. Les tarifs Internet à Cuba sont prohibitifs et la qualité de la connexion médiocre y compris dans les complexes touristiques à l'attention des étrangers. Une carte d'une heure *Etecsa*, compagnie des télécommunications cubaines, coûte 10 CUC (pesos convertibles au taux du dollar US) ce qui représente un peu moins d'un salaire mensuel moyen. La blogosphère a pourtant pris une place de plus en plus importante et permet l'expression de toute une génération malgré la difficulté de l'accès au réseau. La remise du prix de journalisme espagnol *Ortega y Gasset* 2008 dans la catégorie journalisme numérique à la jeune bloggeuse Yoani Sánchez et son blog *Generación Y* censuré sur l'île depuis plus d'un an, a encouragé ce phénomène et favorisé la création d'un ensemble de blogs « *desde Cuba* ». La majorité des Cubains de l'île n'a cependant aucun accès à cette blogosphère et aux espaces de contestation virtuelle. Ceux qui quittent leur pays découvrent souvent ces initiatives *desde Cuba* lorsqu'ils ont l'opportunité de naviguer des heures sans contrainte. L'accès à l'ensemble des informations mondiales, que permet la toile, est par ailleurs soigneusement tenu à distance par le régime ne serait-ce que par un très faible accès à Internet ou à la télévision satellite de la population. Dans le même sens, la tenue fin octobre 2009 d'un débat de la revue *Temas* à La Havane, sur la question d'Internet, a interdit l'entrée au débat à de nombreux bloggeurs.

Ainsi, l'ouverture et le libre accès à Internet restent un sujet très épineux pour le gouvernement cubain qui refuse de perdre le contrôle sur l'information, d'ouvrir Cuba au *Wild World Web* et de rendre l'île poreuse aux critères de la consommation globalisée et à l'extrême diversité des informations, des pensées politiques et des sources à travers le cyberspace qui sonneraient la remise en cause du projet idéologique. L'évocation par le jeune Alejandro, dans l'encadré 3, de la restriction d'Internet pour ne pas donner accès aux sites pornographiques montre bien comment le régime arrive à justifier son contrôle *via* des idéaux nobles. Cependant c'est oublier que le mode de vie capitaliste et sa perversité dénoncée par le régime a déjà transpercé *via* les touristes, les expatriés et la télévision, la carapace du crocodile vert bien qu'il reste muselé.

Le rapport à Internet est alors assez intéressant chez les jeunes cubano-américains de Miami, surtout quand ils sont arrivés récemment de l'île, ils sont connectés presque en permanence comme la plupart des adolescents qui ont accès à ce média. Mais les réseaux de dialogues classiques (*MSN, yahoo Messenger, gmail, facebook, etc.*) sont utilisés généralement surtout entre les personnes qui sont en dehors du pays et faiblement utilisés pour garder le contact avec l'île pour les raisons de contrôle et de restriction évoqués ci-dessus.

Cependant, il existe de nombreux blogs ou forums sur lesquels des Cubains qui ont quitté l'île échangent et parlent ensemble et ce, y compris sur des blogs écrits depuis l'île. Ainsi l'appel à la signature de la pétition présentée dans l'encadré ci-après a été signé par des Cubains résidant à Miami, New York, Paris, Madrid, Barcelone, etc. Lorsque j'ai commencé à travailler sur La Havane en 2003, la communauté cubaine sur Internet était quasi inexistante, six ans plus tard, les Cubains, à l'extérieur mais aussi à l'intérieur de l'île (quand ils ont accès au matériel) sont de plus en plus connectés et créent des liens dans le cyberspace entre les différents lieux de la migration qui révèle une fois de plus la prépondérance de Miami.

Comme le souligne le blog *fragments d'île* de Sara Roumelle journaliste pour R.F.I durant trois ans à La Havane, des vidéos sont de plus en plus mises en ligne sur des médias comme *Youtube* ou autre. Elle résume ainsi l'ouverture au cyberspace d'une pratique bien connue à Cuba : la *Radio Bemba* c'est-à-dire à la fois le « téléphone arabe » et la rumeur, autour d'un sketch satirique sur La Havane qui a fait rapidement le tour des ordinateurs du pays. « C'est juste un étudiant qui est monté sur scène un jour pour faire ce sketch. Quelqu'un l'a filmé avec un appareil photo numérique, et la chaîne a commencé. Et à Cuba, quand la chaîne commence, elle se termine sur les grandes chaînes hispanophones de Floride, consécration et parfois malédiction pour les auteurs. »

Appel du 1^{er} juin 2009 Déclaration contre le blocus d'Internet à Cuba

Le 1^{er} juin 2009, une journée d'action faisait apparaître sur de nombreux blogs cubains ce même message et encourageait à la signature d'une pétition :

“Declaración contra el bloqueo a Internet en Cuba »



Llamamiento al gobierno cubano y al mundo

Pedimos a todas las personas e instituciones defensoras de los derechos civiles en el mundo que contribuyan, y llamamos al gobierno cubano a:

- Liberar a los presos políticos en Cuba***
- Levantar las prohibiciones que impiden a los cubanos entrar (a) y salir de su país***
- Levantar las prohibiciones de acceso a Internet para los cubanos***

Entretien avec 5 jeunes du Hialeah Institut lycée alternatif de la banlieue de Miami : leurs usages d'internet et l'internet à Cuba

Cindy: moi j'utilise tous les tchats MSN, Yahoo, Myspace aussi j'aime bien les pages où tu peux mettre ton profil, tes chansons préférées. Je tchate avec des gens de partout sauf des Haïtiens mais avec l'île (Cuba) le téléphone reste plus facile parce qu'ils ne sont pas connectés comme nous...

Gabriel : Moi je joue en réseau à RPG, je joue avec des gens qui sont partout dans le monde majoritairement des Nord-américains mais aussi des Australiens, des Asiatiques, on joue en anglais comme ça tout le monde se comprend. À Cuba je ne pouvais pas faire ça, c'est un truc nouveau

Luis : maintenant on a tous internet et des ordi à la maison

Alejandro: À Cuba, il n'y a pas d'internet, la seule chose qu'il y a c'est des ordinateurs d'où tu peux envoyer des messages rien de plus parce que le gouvernement ne veut pas de la pornographie sur le net

Henry: ouais d'ailleurs, c'est nul qu'il n'y ait pas d'accès aux sites porno à Cuba...

Cindy : Eh les enfants (niños), restez tranquilles, de toute façon à Cuba, il n'y a même pas d'ordinateur, il commence à y en avoir maintenant qu'on peut en acheter mais avant, il n'y avait rien.

Conclusion du chapitre 1

Parler de circulation migratoire entre Cuba et Miami reste aujourd'hui problématique tant l'ouverture entre les deux rives est spasmodique et déterminée par un contexte géopolitique de guerre froide révolue, qui conditionne encore un dialogue timide entre les deux rives du détroit de Floride. Les circulations migratoires, de la révolution cubaine à nos jours, sont animées de temps forts, caractérisés par des vagues et des routes migratoires différentes. Les trajectoires cubaines vers Miami montrent-elles ainsi une véritable rupture spatiale entre un ici et un là-bas faiblement connectés.

Les conditions géopolitiques d'un voyage « à sens unique » ont encouragé une installation pérenne des migrants cubains de l'autre côté du détroit. Les premières migrations qui fuient la révolution cubaine ont su mobiliser des liens historiques existants entre les deux rives pour s'installer rapidement. Elles ont également bénéficié à plein d'une politique migratoire d'exception, qui permet aujourd'hui encore aux Cubano-américains d'être des « étrangers » différents sur le sol de l'Oncle Sam. Les modalités d'accueil et les aides considérables qu'ils ont reçues, bien qu'elles tendent à être réévaluées, montre le poids indéniable de la géopolitique qui a formé les cadres de ces trajectoires migratoires cubaines.

La spécificité du contexte cubain joue, par ailleurs, un rôle indéniable sur les circulations migratoires de ses ressortissants. La contrainte insulaire, l'embargo économique et la durée du régime communiste ont contribué à une clôture relative et un isolement de l'île, qui restent aujourd'hui des contraintes majeurs pour les circulations cubaines.

Les modalités de l'ancrage traitées dans le chapitre suivant doivent alors s'analyser dans ce contexte géopolitique si particulier, et montrer comment celui-ci a joué pleinement sur la constitution du groupe et l'implantation de celui-ci sur le sol de Floride.

CHAPITRE 2 : LES MECANISMES DE L'ANCRAGE

Conclusion du chapitre 2 et de la partie 1

Miami a acquis une place incontournable dans la géographie cubaine. Les modalités de circulation contrariée entre les deux pays ont favorisé l'ancrage des Cubains de l'autre côté du détroit. Ce groupe est aujourd'hui une minorité majoritaire au sein de Miami, non seulement en termes démographiques mais également parce qu'elle ne répond plus aux schémas classiques de l'assimilation au *mainstream*.

Les Cubains se sont ancrés à Miami par la mise en place de mécanismes favorisant la constitution d'espaces de reproduction pour le groupe : le marché communautaire, l'usage habile des aides étatsuniennes, l'insertion rapide au sein le marché de l'immobilier et la gentrification, ont été des exemples développés dans ce chapitre.

L'ancrage de cette population met également en évidence les modalités de la reproduction d'un espace de vie à l'échelle du groupe, de la famille et de l'individu. L'adaptation à l'urbanité étatsunienne comme les mobilités résidentielles, et installation plus durable dans la ville, ont été des éléments précieux de la compréhension de ces mécanismes.

Il est alors important de souligner à quel point, cette dialectique du mouvement et de l'ancrage entre Cuba et Miami a créé des modalités spécifiques qui ont joué sur la formation d'une *communauté pionnière* défricheuse et bâtitseuse. Ce groupe dominant aujourd'hui à Miami semble incontournable. Il a dépassé les simples mécanismes de l'ancrage pour revendiquer son impact sur le destin de la cité.

Après avoir traité des mécanismes de l'ancrage de cette population au sein de l'agglomération de Miami il faut interroger le degré d'appropriation de la cité par cette minorité afin de comprendre les processus spatiaux qui ont conduit à la formation d'une métropole étatsunienne dirigée par les Cubano-américains.

PARTIE 2 : MIAMI CONSTRUCTION ÉTATSUNIENNE, APPROPRIATION CUBAINE ?



Photo 10 : Chantier à Hialeah en période de campagne électorale...

V.J 2/11/08

Miami peut-elle être un territoire cubain ? Répondre par la négative serait l'évidence à la simple vue des limites administratives des deux pays, mais cette partie tend à démontrer que ce n'est pas si simple. La seconde partie de ma démarche cherche à interroger les processus d'appropriation par les Cubains, essentiellement l'élite dirigeante, d'un territoire urbain étatsunien qui garde dans ses formes de construction et d'administration les mêmes contours que la plupart des grandes villes du pays. À travers les processus de territorialisation qui seront évoqués, il s'agit de montrer comment l'élite dirigeante du groupe agit sur le territoire et joue à travers lui sur le sentiment d'appartenance. Comme le remarque C. Raffestin : « en s'appropriant concrètement et abstraitement (par exemple par la représentation) un espace, l'acteur territorialise l'espace » (Raffestin, 1980, p. 129).

La transformation économique et urbaine de la cité, partant la conscience pour la *communauté pionnière* d'avoir changé, comme d'avoir participé à l'Histoire de Miami, sont au cœur de cette partie pour tenter de comprendre comment un groupe peut s'ancrer mais également faire sien un nouvel espace de vie. L'objectif est de démontrer que cet enjeu particulier, qu'est le territoire, est devenu tout autant le contenant pour l'assise politique et économique des Cubains au sud de la Floride que le contenu de leurs revendications politiques et symboliques à l'égard de Cuba.

L'appropriation et l'appartenance à un territoire sont des éléments précieux de l'analyse géographique pour comprendre comment les sociétés et les groupes humains peuvent passer d'un « c'est chez moi / chez nous », relatif à l'ancrage, à un « c'est à moi/ à nous » relatif à l'appropriation. Comme le remarquait H. Lefebvre : « le travail et les techniques, en dominant la nature matérielle, l'approprient pour lui, il la transforme à cet usage. La possession (propriété) ne fut qu'une condition et le plus souvent une déviation de cette activité « appropriative ». Dans les cas les plus heureux, l'espace externe, celui de la communauté, est dominé et l'espace interne, celui de la vie familiale, approprié. » (Lefebvre, 2000a, pp. 192-193). Le rapport étroit entre la famille et la communauté entretenu par les leaders cubano-américains sera ici discuté. Dans le chapitre 3, il s'agira d'analyser l'idée de **territoire cubano-américain** à travers les notions de conquête, de visibilité et de patrimoine. Dans un chapitre 4, il s'agira d'appréhender les **géographies du pouvoir** à l'échelle de l'agglomération, notamment à travers l'analyse du poids politique acquis par ce groupe et son adaptation au contexte étatsunien marqué, aujourd'hui encore, par une forte exclusion des minorités.

CHAPITRE 3 : « L'APPROPRIATION SPATIALE » OU L'IDEE DE TERRITOIRE CUBANO-AMERICAIN EN QUESTION

...

CHAPITRE 4 : GÉOGRAPHIES DU POUVOIR. GOUVERNEMENT PASTORAL ET SÉGRÉGATION

A) GUIDER LE GROUPE

Les Cubains de Miami sont une multitude hors de la terre natale, sur laquelle un pouvoir politique peut s'opérer. L'intérêt encore vivace de la majorité des individus pour la politique de l'État-Nation quitté comme la mise en place d'un nombre important d'encadrements socio-politiques du groupe à Miami valident cette idée et montrent l'importance des populations en dehors de l'État-Nation (communautés transnationales, diasporas etc.) dans l'élaboration des relations internationales et des politiques menées par les pays d'accueil envers les pays d'origine (Bruneau, 2004).

Les associations et les organisations cubano-américaines sont nombreuses à Miami. Bien que je ne puisse pas dresser une liste exhaustive, il semble facile d'alléguer qu'elles dépassent la centaine entre les associations et organisations directement tournée vers la situation cubaine (liberté de la presse, droit de l'homme, religion, environnement, droit des familles) et celles qui s'occupent davantage de mobiliser ou guider le groupe dans le contexte miamien. Elles ont pour but d'encadrer socialement et/ou politiquement le groupe (celles-ci ayant toujours peu ou prou un message politique sur ce qu'être cubain veut dire).

Ce point analyse deux grandes organisations cubaines de Miami très distinctes dans un souci de représentativité des actions menées par ces organisations (la première est clairement un encadrement politique alors que la seconde est un encadrement social). Il s'agit de mettre en avant à fois le fonctionnement pastoral de ce groupe et les nouvelles formes d'adaptations que l'ancrage territorial engendre.

Les deux organisations choisies évoquent dans leur nom l'idée d'une échelle d'action nationale cubano-américaine, ce qui peut figurer de l'importance de leur rayonnement, et ont choisi l'anglais pour se définir. Il s'agit donc d'encadrement fonctionnant à travers des

rouages de l'appareil politique national mais qui se revendique comme un encadrement politique ou social émanant d'une nation non plus cubaine mais cubano-américaine. Il s'agira dans un premier temps d'évoquer la Cuban American National Foundation (CANF) d'une façon large et dans un second le Cuban-American National Council (CNC) observé essentiellement à l'échelle d'une de ses institutions : Le *Hialeah Institut*, lycée alternatif.

1) La Cuban American National Foundation : puissant lobby cubano-américain

Dans un article nommé « *De agentes a arquitectos* » Max J. Castro explique la force des Cubano-américains aux États-Unis par l'importance des encadrements de la population autour de la politique cubaine et les secteurs entiers (immobilier, commerce et finance internationale) gagnés par les leaders du groupe (Castro, 2000). Pour montrer la force de regroupement par les encadrements, il cite une étude menée par une ONG de Washington (*Center for Public Integrity*) durant les années 1980 et 1990. Cette étude montre que les Cubano-américains ont versé sur cette période, environ 4,4 millions de dollars à des organisations de « *cabildeo* ». Les trois quarts de cette somme colossale sont l'effet de personnes liées à la Cuban American National Foundation (CANF). L'emploi du terme de *cabildo* par l'auteur est à souligner. En effet, il ancre ainsi l'histoire de la CANF dans les pratiques coloniales de l'île et ses modes d'encadrements politique. Le *cabildo* était, dans le Cuba colonial, le lieu où les notables prenaient les décisions politiques à une échelle municipale, c'était, formellement, la structure de la gouvernance locale par opposition à une gouvernance nationale, fait de la Métropole.

La CANF est fondée en 1981, après les événements de port Mariel. Les diverses attaques notamment *anglos* que subit le groupe à cette occasion, ont favorisé les processus de regroupement et donc d'encadrement des Cubains aux États-Unis afin d'accroître leur poids et leur impact sur la politique intérieure. Les ressources longtemps utilisées en matière de propagande et de politique pour combattre le castrisme sont alors redéployées par la classe dirigeante cubano-américaine vers la politique étatsunienne pour jouer de la nouvelle appartenance nationale comme d'un soutien, en affichant un ancrage à droite farouche et en maintenant la question des relations avec Cuba comme une priorité de la politique... locale !

Ce puissant lobby anti-castriste, fondé par deux vétérans de la Baie des Cochons⁶³, Jorge Mas Canosa (homme d'affaires) et Raul Masvidal (banquier), est rapidement devenu un pilier de la *communauté morale*. Par des moyens financiers importants et une diffusion large de ses idées au sein des Cubano-Américains, la CANF s'est instaurée comme un pivot essentiel entre le Congrès et la ligne dure de l'exil cubano-américain. La figure charismatique de Jorge Mas Canosa était un point important de la puissance de la CANF, faisant ainsi écho aux écrits de M. Foucault sur le pouvoir pastoral : « le pouvoir du berger est un pouvoir qui ne s'exerce pas sur un territoire, c'est un pouvoir qui par définition s'exerce sur un troupeau, plus exactement sur le troupeau dans son déplacement, dans le mouvement qui le fait aller d'un point à un autre. Le pouvoir du berger s'exerce essentiellement sur une multiplicité en mouvement » (Foucault, 2004, p. 129). Là était bien le but annoncé de la Fondation, regrouper les Cubains de l'exil derrière une ligne directrice claire : la chute du régime castriste et la mise en œuvre de tout un appareil de pression sur les institutions étatsuniennes et notamment le Congrès.

Dès lors, la Fondation et surtout ses leaders rencontrent systématiquement les candidats à la Maison Blanche. La CANF forme avec eux un marché simple : elle promet 80 à 90 % des votes cubano-américains de Floride, montrant ainsi sa capacité d'encadrement du troupeau, contre une politique nationale dure à l'égard de Castro : maintien et renforcement de l'embargo, soutiens à l'immigration vers les États-Unis, à la dissidence sur l'île, aux actions de sabotages etc. Des actions concrètes sont menées dans l'île : le financement de nombreux dissidents et la mise en place d'une radio : *la voz de la fundacion* qui diffuse les idées de la Fondation. Mais c'est surtout auprès du pouvoir en place à Washington que la CANF agit (Descout, 2003).

La CANF montre rapidement sa capacité à encadrer, avec d'autres associations, le groupe, à le rendre visible médiatiquement, à mobiliser les Cubano-américains autour d'événements importants dans l'île et dans le pays notamment pendant les élections présidentielles. La force de l'articulation de cet encadrement politique est alors d'agir tout autant à l'échelle de l'État fédéral en influençant sa politique envers Cuba qu'à l'échelle de la ville et plus simplement de la rue en favorisant la politisation de l'espace public. Un pouvoir d'écoute considérable est acquis par la CANF notamment par le biais de financements accordés aux partis mais aussi

⁶³ Et mécènes d'agents terroristes à leurs heures perdues... La CANF est notamment soupçonnée du soutien de l'attentat contre le vol 445 de la *cubana de aviacion* en 1976 et le terroriste Luis Posada Carilles affirma en 1998 avoir reçu le soutien de l'organisation pour une campagne d'attentats sur l'île durant l'année précédente. Jorge Mas Canosa se fit également connaître pour son action dans les années 1970 au sein du groupe « violent » RECE (Representacion Cubana en el Exilio).

par sa mainmise sur les médias et une partie des firmes hispaniques à Miami (les Mas Canosa sont à la tête de la première firme hispanique de télécommunication du pays.) Cette organisation lobbyiste est devenue un organe de propagande et de conquête redoutable, influençant les décisions des tous les présidents des États-Unis de R. Reagan à G.W.Bush. Dans les années 1990, la Fondation a largement œuvré pour le durcissement de l'embargo envers Cuba et vote, en 1992, l'entraînement d'une force armée parallèle pour la « libération de l'île ». Durant cette décennie selon E. Descout, la CANF décide : « de s'organiser plus spécifiquement dans le domaine des droits de l'homme en créant la Fondation pour les droits de l'homme à Cuba (*Foundation for Human Rights in Cuba*, FHRC) et son organe le Moniteur des droits de l'homme. La Fondation crée alors quatorze délégations dont la mission était de disséminer, sur un plan national et international, des informations relatives aux violations des droits de l'homme commises par le gouvernement castriste » (Descout, 2003, p. 185).

Après le décès de son père en 1997, c'est Jorge Mas Santos fils qui prend la relève en tant que directeur de l'organisation (*chairman*). Cette filiation est intéressante à évoquer car ce Cubano-américain est né aux États-Unis et symbolise les deuxièmes générations qui ont hérité, par la transmission familiale, de l'opposition à un régime qu'ils n'ont jamais connu. Ces dernières, parce qu'elles sont nées sur le sol étatsunien, trouvent davantage d'intérêt pour la politique nationale en dehors de la question cubaine que leurs parents.

Ce changement de génération a entraîné une division de la CANF. Les plus farouches opposants au régime cubain ont trouvé les nouvelles positions de la CANF trop timorées. En particulier, ils n'apprécient pas que l'idée de « nation cubano-américaine » devienne réellement une entité d'encadrement pour la population cubano-américaine et non plus contre l'île. Bien que la CANF reste fortement impliquée dans le soutien de dissidents sur l'île ou dans la diffusion d'une certaine information dans et sur le pays (de nombreux médias cubano-américains sont financé grâce à la CANF notamment la célèbre radio Martí cf. chapitre 6). Cette branche dure de l'exil a fondé en 2001 : *El Consejo por la Libertad de Cuba* dont le titre même montre la volonté de rester essentiellement un contre pouvoir cubain en ne mentionnant plus la double appartenance cubano-américaine.

La déclaration du président actuel de la CANF pourtant fidèle compagnon de Mas Canosa père, montre bien cette évolution : « *Before, we thought we could go to Cuba and invade and establish democracy by force and the U.S. would help us. Those times are over. A man like me who has struggled and dreamt has to reach the conclusion that the future does not belong to my generation. Change in Cuba has to come from inside* »⁶⁴ (Francisco « Pepe » Hernandez à Ana Menendez pour le *Miami Herald*, 18/05/08). Les rapprochements avec le parti Démocrate, depuis quelques années, et la perte d'influence de la Fondation sur les électeurs et les esprits semblent valider l'idée d'une évolution au sein du lobby.

L'intérêt de traiter d'une institution comme la CANF est de mettre en perspective la capacité des élites à regrouper les membres autour de leaders charismatiques qui usèrent de tous les rouages que permettent les institutions étatsuniennes pour continuer à influencer, en tant que contre-pouvoir, la politique de l'île tout en démontrant le pouvoir réel acquis par le groupe au sein du pays d'accueil.

2) L'élargissement du groupe : l'expérience du Hialeah Institut

Le deuxième exemple traité ci-après montre que la volonté de « guider » le groupe peut s'exercer à travers des encadrements sociaux de la population et faire des Cubano-américains présents à Miami, les cadres formés d'une politique sociale alternative aux encadrements étatsuniens.

Le *Hialeah Institut* est un des établissements scolaires fondés et dirigés par le CNC (Cuban-american National Council) organisation non gouvernementale cubano-américaine fondée en 1972 à Washington mais qui déplaça rapidement son siège à Little Havana au plus près de la population ciblée. Le CNC fut la première organisation cubano-américaine à but non lucratif *ni politique*. Le conseil national cubano-américain est un organisme fondé pour et par des Cubano-américains et œuvre à l'échelle nationale, plaçant l'idée de nation bien loin de celle de la CANF et de ses visées politiques.

La mission affichée du CNC est l'aide à la personne, spécialement aux Cubano-américains, puis à partir des années 1990 aux Hispaniques arrivants aux États-Unis. La structure conduit également des recherches et produit des rapports sur les questions sociales auprès de ces

⁶⁴ « Avant, nous pensions pouvoir envahir Cuba et établir de force la démocratie avec l'aide des États-Unis. Ces temps sont finis. Un homme comme moi qui a lutté et rêvé doit conclure que le futur n'appartient pas à ma génération. Le changement à Cuba devra se faire de l'intérieur » (traduction V.J.).

mêmes populations. Elle s'intéresse à leurs relations avec les autres groupes (notamment à Miami avec une vingtaine d'études réalisées). L'éducation, l'aide à l'emploi et l'aide au logement sont alors les fers de lance de l'action du CNC.

À Miami, le CNC est présent à Little Havana et à Hialeah. Il œuvre pour l'aide aux migrants récemment arrivés dans leurs démarches administratives, il aide ces derniers à la recherche d'un emploi et il a ouvert les *Little Havana et Hialeah Institutes* qui sont des collèges et lycées alternatifs. C'est à travers une de ces structures, le *Hialeah Institut*, qu'il s'agira de donner à voir la prise en charge du groupe et l'idée d'un autre modèle d'aide, ni cubain ni étatsunien mais bien cubano-américain avec un redéploiement des services de cette organisation vers des populations très différentes de la population originellement visée. Ce redéploiement montre comment certains Cubano-américains sont devenus une alternative à une carte scolaire fortement ségréguée.

Le *Hialeah Institut* est un lycée alternatif, un espace au cœur du fief cubain d'Hialeah où peu à peu se dessine une autre façon de concevoir la mixité, l'éducation et le travail social dans une cité en formation (encadré 11). Sous contrat avec le comté⁶⁵, cet établissement est financé et ses diplômes sont reconnus par le système scolaire public. Ici viennent étudier des élèves considérés « à risque » et redirigés du système scolaire public vers cette structure dans laquelle ils ne sont pas soumis à la carte scolaire. À sa création en 1987, le lycée était essentiellement un lieu de « retour à l'école » pour des jeunes cubano-américains défavorisés ou en situation de transition difficile entre les deux pays.

Aujourd'hui, c'est un lycée qui accueille une population mixte et le nombre de Cubano-américains au sein des élèves y est relativement faible. Un *focus groupe*, auprès de sept d'entre eux, a permis, durant cette étude, de comprendre davantage l'insertion par le bas de ces populations invisibles dans l'histoire de la réussite cubano-américaine vantée par les élites. Tous arrivés il y a moins de six ans lors des nos entretiens réguliers en 2008, les jeunes cubano-américains du *Hialeah Institut* interviewés ont été une source d'information précieuse sur ce qu'on dénomme les « générations 1.5 ». À travers eux, c'est une analyse des marges sociales cubano-américaines que j'ai pu mener. Aucun d'entre eux ne se sent appartenir à la communauté cubaine. Mais tous reconnaissent le bénéfice d'être cubano-américain lors de leur arrivée à Miami. Leurs liens avec l'île sont restés très forts notamment

⁶⁵ Miami-Dade County School Board

parce qu'ils ont tous de la famille proche (frère, sœurs, grands-parents ou parents) à Cuba. La majorité d'entre eux (5 sur 7) souhaiterait retourner vivre là-bas s'il le pouvait malgré leur conscience des difficultés quotidiennes de l'autre-côté. Luis, âgé de quinze ans, me définissait ainsi son île : « *hambre y libertad* » (faim et liberté).

Encadré 11 : Roberto Lopez principal du Hialeah Institut collège alternatif

Cuban american national council (CNC) es una organización no afiliada a ningún partido político, fundada en los años 70 y funciona de manera nacional, básicamente estamos radicados en la Florida pero se trabaja también en New Jersey, Washington. Básicamente está dedicada a la ayuda a la comunidad que se dedique en muchos aspectos que tiene por ejemplo estas dos escuelas una en Little Havana y otra esta de aquí (Hialeah). Es una unión del sistema público escolar y el CNC, un contrato. Estás aquí en un establecimiento contratado por el sistema escolar. Sin embargo todo lo que se hace en la escuela responde a las normas del sistema escolar. Los alumnos pertenecen al sistema público, los grados son oficiales. Pero los alumnos vienen a nuestra escuela porque tienen problemas, son estudiante at risk, they are fired, y en realidad hacemos la diferencia porque graduamos a muchos de ellos. Trabajamos sobre sus problemas en pequeño grupo porque muchas veces el fallo académico se debe a muchos factores, hacemos un trabajo social.

Aquí tengo la mitad de African-american, muy pocos son de Hialeah, vienen del NW, a veces nos los envía una escuela de Hialeah, hay un sistema de llevar con buses a las escuelas de Hialeah. Vienen de Liberty city, de Overtown, muchos vienen también de north Miami, no hay limitación en la procedencia de los alumnos de esa escuela de tipo alternativo al contrario del sistema público regular que tiene una limitación concreta que la establece el “boundaries department” y hasta averiguan si los muchachos viven realmente donde dicen, con visita. Los boundaries existen en el sistema público, no en las escuelas alternativas. Pero la escuela de Little Havana tiene una población un poco más localizada, y mayoritariamente son de origen hispano.

En nuestra escuela hay un proceso de incremento de la población africana-americana. Nosotros, los últimos cuatro años hemos visto poco a poco cómo van llegando más estudiantes de ese grupo, porque la mayoría vienen de escuelas de F school o sea escuela de mejoramiento escolar (équivalent des ZEP). Entonces tienen más días de clase al año, pero hay algunos que no llegan a seguir en estas estructuras y vienen aquí porque los grupos de alumnos son más pequeños y, básicamente, vienen mandados por consejeros. Y así llegamos a mitad y mitad en la población que tenemos.

No había, al principio mucha familiaridad o conocimiento entre ellos. ¿Qué hemos tratado de hacer? hemos tratado de integrar las dos comunidades. Un ejemplo hacemos las dos conmemoraciones, las celebraciones. Hicimos por ejemplo una fiesta de hispanic editors que es un periódico que nos invita y terminamos con un bufet de todas las comidas hispanas que

tenemos en la escuela e invitamos a los African-american y también hicimos la conmemoración del aniversario de Martin Luther King en un parque y fuimos con las dos comunidades y dos alumnos un hispano y un afro-americano leyeron juntos el discurso famoso de I have a dream. Y hacemos fiestas con bailes hispanos, bailes hip hop, tú sabes, nuevo estilo.

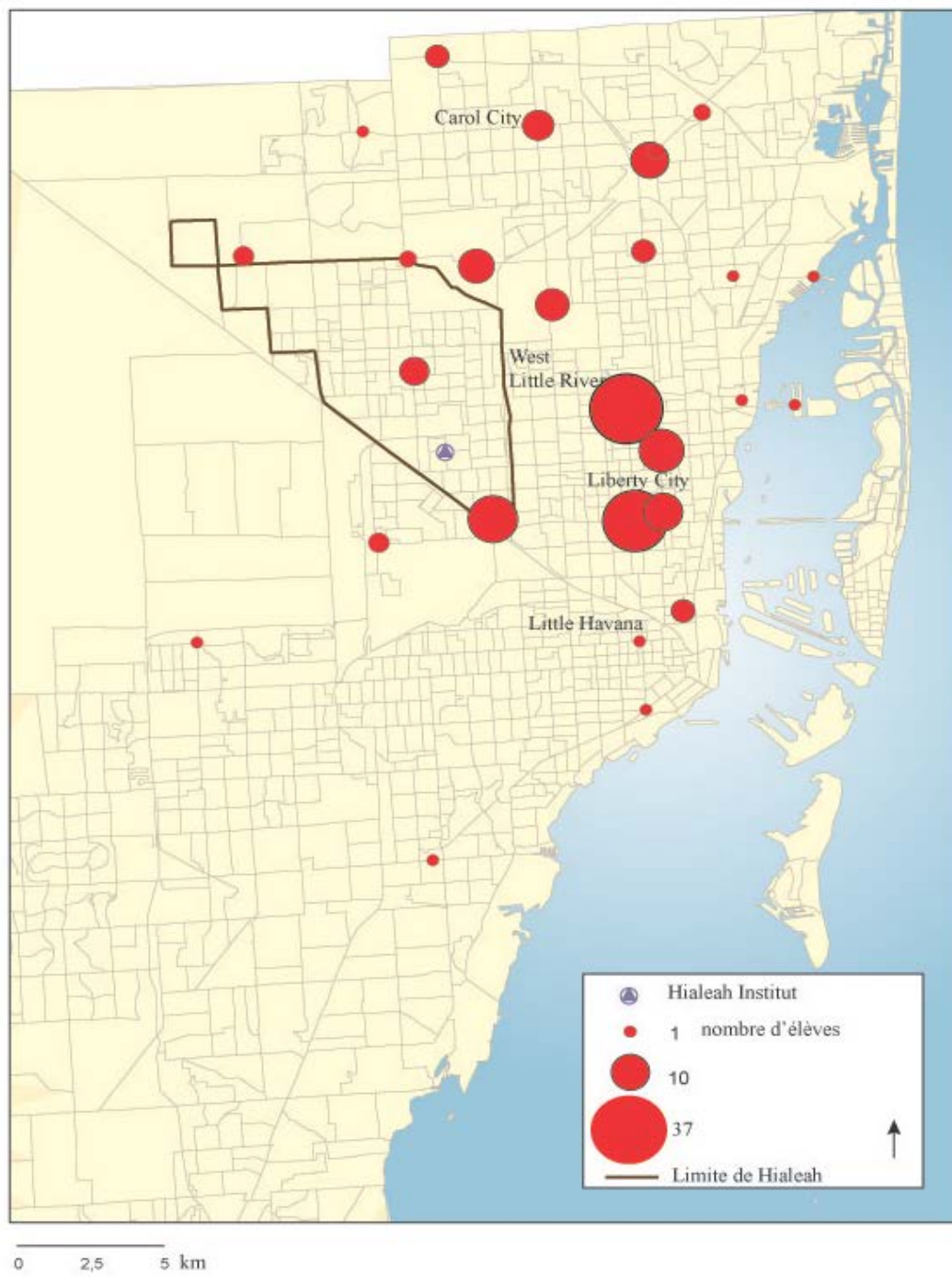
Primero fue la mutua aceptación y poco a poco tenemos interacciones, pasándose informaciones. Y en el playground hay un grupo mixto que son los que están jugando, ahora para conversar todavía se agrupan un poco por comunidades.

(traduction annexe III, p. 322).

Les encadrements non-gouvernementaux de la population cubaine à Miami sont donc de nature fort différente et n'œuvrent pas que dans le but de maintenir un contre-pouvoir visible à Miami comme à Cuba. Cependant l'importance des organisations et des services à la population est remarquable notamment parce que l'accès à des financements est rendu possible par la notoriété acquise par le groupe et qu'un nombre important de personnels formés et diplômés peut guider le « troupeau » pour reprendre la métaphore pastorale.

La force des encadrements de la population cubano-américaine réside alors dans sa diversité, avec la création d'espaces alternatifs au courant dominant mais qui œuvrent malgré tout pour l'avancement de la « communauté ». Or ce qui est apparu très révélateur lors de l'étude du *Hialeah institut* c'est qu'ici l'idée de « communauté » a rejoint son acception anglo-saxonne c'est-à-dire le partage d'un espace commun : celui de Miami. Ce collège entièrement régi par des Cubano-américains est alors devenu un espace d'intégration pour des élèves venant de l'ensemble de l'agglomération (carte 12), signe que les structures d'encadrements cubaines à Miami peuvent devenir un palliatif aux manques du système étatsunien et de ses structures de gouvernement, qui sont pour la plupart à Miami tenu par des Cubano-américains.

Carte 12 : Origine géographique des élèves et aire de recrutement du Hialeah institut



©V.J 2010

B) LES MAILLAGES DU POUVOIR CUBANO-AMERICAIN ET LE CONTEXTE ETATSUNIEN DE REPRÉSENTATION

L'importance de la représentation des Cubano-américains au sein des différents gouvernements et structures administratives de la ville et du comté de Miami-Dade est remarquable et contribue à l'idée d'une ville dirigée par les Cubano-américains. Leur insertion à toutes les échelles dans les structures politiques est alors un élément de compréhension de l'appropriation et de la domination de Miami comme territoire politique.

1) Les échelles d'action, les processus d'appropriation

L'inscription du groupe dans les structures politiques à Miami et dans le comté de Miami-Dade a commencé par l'échelle locale avec des postes de *commissionner* des districts (maire d'arrondissements) ou *chairman* (délégué).

Les premiers candidats cubano-américains se sont présentés au conseil municipal de la ville de Miami dès 1967 et les premiers postes de *commissionners* ont été gagnés en 1973 et 1979. Dès 1985, les Cubano-américains représentaient la majorité du conseil municipal de la ville de Miami. X. Suárez, le premier cubano-américain à être élu maire de Miami, prenait le pouvoir la même année, suivant les traces de son homologue portoricain M. Ferre qui lui avait ouvert la voie, dès 1973, en tant que premier maire hispanique de la ville et le dernier maire démocrate déclaré⁶⁶. À l'échelle du comté de Miami-Dade, c'est Jorge E Valdès qui a été le premier *commissioner* cubain, sa nomination à ce poste revient au président Bush père, après avoir été, dès 1975, le premier maire cubano-américain de la petite ville de Sweetwater à l'ouest de Miami (Stepick, Grenier *et alii*, 2003).

⁶⁶ Xavier Suarez comme Manny Diaz malgré leur accointance avec le parti démocrate furent élus comme candidats indépendants.

a) Les échelles du pouvoir cubano-américain

À la fin des années 1980, alors que G. Bush père se présentait aux élections présidentielles et que son fils Jeb Bush prenait ses premiers contacts avec différents groupes cubains de Floride⁶⁷, la communauté dirigeante cubano-américaine avait gagné des postes clés de la politique étatsunienne au sein du parti Républicain. A l'instar du secteur économique, les années 1980 accusent un changement de cap, celui de la constitution d'un pouvoir cubain aux États-Unis. En moins de vingt ans, ils sont plusieurs à avoir gagné les fonctions les plus prestigieuses de la politique étatsunienne.

À l'échelle de l'État fédéral, des Cubano-américains ont occupé des postes importants de l'administration étatsunienne, Carlos Gutierrez actuel PDG de Kellogs était ainsi secrétaire au commerce sous l'administration de G.W Bush. Mel Martinez et Bob Menéndez sont tous deux sénateurs et le premier a occupé les postes de sénateur pour la Floride mais aussi leader du parti Républicain en 2006. Les actuels sénateurs du gouvernement de Floride comme Rudy Garcia, A. Diaz de la Portilla et Alex Villalobos, tous trois républicains, sont par ailleurs les élus des circonscriptions qui recoupent actuellement le territoire du comté de Miami-Dade. Sans compter, bien entendu les trois figures emblématiques que sont Illena Ros Lehtinen⁶⁸ et les frères Diaz-Balart dont les trois circonscriptions au Congrès correspondent aux espaces à forte concentration hispanique du comté de Miami-Dade.

Ces maillages à différentes échelles, du Congrès au district municipal, regroupent essentiellement les électeurs d'origines hispaniques. Ils permettent ainsi pour les élus cubano-américains de compter sur un électorat « communautaire » et de contrôler de la sorte des territoires de l'échelle nationale au quartier. Ce sont ces emboitements que schématise le document 7.

⁶⁷ Notamment avec le célèbre homme d'affaires cubano-américain : Armando Codina avec qui il entreprit de grands investissements dans l'immobilier (IntrAmerica Investments Inc) mais également avec des groupes politiques comme la CANF. Il est par ailleurs important de rappeler que Jeb Bush fut le 43^{ème} gouverneur de Floride de 1999 à 2007 et qu'un homme d'affaires comme Codina faisait partie des grands électeurs de Floride en 2000, lors de la première élection à la maison blanche du frère de Jeb, G.W.Bush....

⁶⁸ Ros Lehtinen exerce depuis le 4 novembre 2008 son 10^{ème} mandat à ce poste et les frères Diaz- leur 9^{ème}.

ÉTAT FEDERAL divisé en 50 États et dirigé par B. Obama qui s'appuie sur le Congrès composé de deux chambres : un sénat et une chambre des représentants dont les élus représentent des circonscriptions à l'échelle infra-étatique : **Mel Martinez** est sénateur républicain pour l'État de Floride (2 sénateurs par États), **Ileana Ros Lehtinen** est un exemple de représentante républicaine au Congrès dont le district recoupe dans sa circonscription Little Havana

ÉTAT de FLORIDE divisé en 67 comtés et districts administratifs des 40 sénateurs et 120 représentants, dirigé par un gouverneur (C.Crist)

COMTE de MIAMI-DADE dirigé par **Carlos Alvarez** composé de 35 municipalités (incorporated) et de zones unincorporated dépendantes directement du comté. Divisé en 13 districts administratifs dont le district 5 dirigé par B Bareiro et qui recoupe Miami Beach, le Port, la rivière, Shenandoah et Little Havana

VILLE de MIAMI dirigée par **Manny Diaz** et divisée en 5 districts administratifs

DISTRICT 3
dirigé par **Joe Sanchez**

Comme l'ont démontré D. Moreno et Nicol Rae à propos de la première élection en 1989 de la congressiste Ros Lehtinen à la tête du district 18, l'appartenance au groupe des Cubano-américains prime sur le parti politique. Cela rejoindrait la métaphore pastorale. Les résultats des bureaux de vote établis à Little Havana ont affiché plus de 70 % des voix à la candidate républicaine. Dans ce même article, Moreno et Rae montrent l'importance acquise par la communauté dirigeante cubaine en soulignant que tous les candidats républicains, lors de ces primaires, étaient des Cubano-américains. Le challenger démocrate Richmann n'a même pas été soutenu par la figure démocrate cubano-américaine : Raul Martinez. Ce dernier, maire durant 24 ans de la ville de Hialeah de 1981 à 2005, a avoué à un journaliste du *Miami Herald*, qu'il ne voulait pas se mêler de cette campagne pour ne pas avoir d'ennuis avec la communauté (Moreno, Rae, 1992).

À l'échelle locale, l'exemple de Raul Martinez, figure emblématique de la formation d'un véritable fief (photo 20, V.J 25/03/08) fondé sur la capacité de regroupement autour des élites, n'est qu'un exemple parmi d'autres de l'importance des Cubano-américains au sein de la métropole de Miami et du comté de Miami-Dade. La cinquième ville de Floride est dirigée

depuis plus de trente ans par des Cubano-américains et la dernière élection en date (novembre 2009) a consacré la victoire pour un second mandat à 93% de J. Robaina, avec des scores proches de ceux de l'île communiste. L'idée populaire d'une « *Republica de Hialeah* » donne le ton de l'appropriation politique, Hialeah est en effet un exemple important de la mainmise politique des Cubano-américains sur des territoires clés et de l'encadrement fort des populations cubaines votantes.

Photo 20 : Fresque unissant le drapeau cubain et le drapeau étatsunien sur la Mairie de Hialeah, signe d'un fief cubano-américain non contesté



Les Cubano-américains sont largement majoritaires au conseil municipal de la ville comme du comté. Ils dirigent le système éducatif, une grande partie des services de santé comme de justice du comté de Miami-Dade. À l'échelle de l'agglomération, le maire (*mayor*) du comté C. Alvarez, le maire de Miami, Tomas P. Regalado élu en novembre 2009 à la suite de Manny Diaz, l'administrateur urbain (*Miami Planning and Zoning*) et l'administrateur du comté de Miami-Dade sont tous des Cubano-américains.

b) Le découpage des districts

Par ailleurs, dans le principe de représentation des minorités aux États-Unis, le découpage des districts administratifs et politiques se superpose bien souvent aux divisions socio-spatiales. Les candidats cubano-américains de la municipalité peuvent ainsi compter sur l'influence démographique et citoyenne des Cubano-américains et des Hispaniques au sud de la Floride. Ces élus appartiennent à une minorité mobilisable et cela est lié au contexte politique dans lequel s'est formé ce groupe entre anti-castrisme farouche, défense des valeurs d'un système démocratique occidental et recréation d'une hiérarchie « nationale » de l'autre côté du détroit.

De manière générale, des lois fédérales encouragent un découpage des *districts* administratifs (arrondissements) favorable à l'élection de représentants des groupes minoritaires dans un contexte de « discrimination positive ». Cette étape paraît, au sein de la démocratie étatsunienne, indispensable pour parvenir à une élection à des postes politiques plus importants et assurer la représentation de ces groupes au niveau national. L'exemple des districts de la ville de Miami est probant : trois Cubano-américains dirigent les commissions des quartiers à dominante cubaine ou hispanique (*district* 1, 3, 4), un représentant afro-américain chapeaute la commission du secteur 5 comprenant les quartiers à dominante noire (haïtienne et afro-américaine) et un représentant anglo-américain dirige le secteur 2 qui regroupe le *downtown* et le front de mer (annexe VII p. 336).

c) Little Havana ou la domination territoriale

Le *district* 3 qui recoupe Little Havana est alors un des fiefs de la puissance cubaine. À toutes les échelles du pouvoir, du *commissioner* au maire de Miami et au maire du comté de Miami-Dade, les Cubains administrent ce territoire depuis plusieurs mandats. Si Little Havana n'est plus aujourd'hui habitée que par 50 % de Cubano-américains, la mainmise politique et économique voire son appropriation symbolique, affective et patrimoniale, leur permet une utilisation de ces artères principales pour y inscrire leurs messages politiques. Et à Little Havana, les occasions ne manquent pas pour l'élite cubano-américaine de démontrer sa puissance dans l'espace public, de maintenir son discours visible et d'encadrer ses ouailles. Les élites dirigeantes cubano-américaines profitent ainsi de leur domination politique et économique sur ce territoire pour en disposer à leur guise. Projeter sa puissance politique et/ou économique sur l'espace public de la ville est une des vocations principales des fêtes et

défilés depuis l'instauration de pouvoir urbain. Ces événements permettent d'instaurer une « religion civique » (Vauchez, 1977) et de faire communauté. La facilité à se montrer dans l'espace public des Cubains, contrairement à d'autre minorité de la ville (notamment les Haïtiens et Afro-américains), démontre le degré d'appropriation et donc de territorialisation de ces derniers sur le sol de Floride. Forts de leurs hommes et de leurs moyens d'investir la rue mais aussi de la médiatiser, l'élite dirigeante cubaine peut maintenir une « politisation » de la rue. Les mêmes messages politiques contre le régime castriste ou appelant à un Cuba libre revus à chaque occasion rappellent à l'observateur étranger comme aux masses populaires de Miami que le « divertissement » et l'espace public ne sont jamais vraiment gratuits.

Par ailleurs, les hommes politiques à l'échelle du district s'appliquent à maintenir une relation privilégiée avec certains immeubles du voisinage qui feront la différence le jour des élections. Ainsi, l'élection de Frank Carollo permet de comprendre le poids de l'encadrement avec un rôle tout particulier de la relation interpersonnelle dans la mobilisation des votants : « *In politics, there are infinite creative formulas to reach the voters. But in Miami, there is no campaign -- expensive though it may be -- capable of competing with that of an enthusiastic mother who shares the frustrations of daily life with the voters. Particularly when most of the voters are Cuban-American retirees like herself [...] She is always available to talk to us, not like other people who are always busy* »⁶⁹.

Ces relations interpersonnelles, la métaphore de la « grande famille » sont autant de clés pour comprendre comment les politiques cubano-américains jouent d'une approche pastorale du gouvernement évoquée ci-avant sans pour autant négliger l'importance de l'assise territoriale et des découpages administratifs. Quand un mouvement « non cubain » s'avise de chercher à conquérir le pouvoir politique à Miami et dans le comté de Miami-Dade, il commence d'abord par demander à ce que les limites métropolitaines ou les circonscriptions changent (Stepick, 1998). Cette demande de redécoupage se couple souvent avec des discours sur la limitation des phénomènes de concentration du pouvoir dans les mains d'un groupe (en l'occurrence ici les Cubains). Lors d'une étude menée par le *Miami Herald* en 2000, 80 %

⁶⁹ Shoer Roth D, "The Carollos' secret weapon: their mom" in *Miami Herald* du 24 novembre 2009

« En politique il y a mille et une formules créatives pour toucher son électorat. Mais à Miami, il n'y a pas de campagne – aussi invraisemblable que cela puisse paraître – capable d'entrer en compétition avec une mère enthousiaste qui partage les frustrations quotidiennes des votants. Particulièrement quand la plupart des votants sont des retraitées cubano-américaines comme elle. « Elle est toujours disponible pour parler avec nous, pas comme les autres gens qui sont systématiquement occupés » (traduction V.J).

des Américains noirs ou blancs et 63 % des Cubano-américains pensaient que les Cubains avaient le contrôle la politique locale (Stepick, Grenier *et alii*, 2003).

Les Cubano-américains ont résolument changé, avec leur arrivée au pouvoir, les structures du pouvoir politique du comté de Miami-Dade qui jusqu'à présent restaient encore largement contrôlé par les *Anglos*. En 1992, ils ont pesé sur la décision du juge fédéral de ne plus élire à travers tout le comté les neuf *commissioners*, mais de redécouper le comté en treize districts, chaque *commissioner* étant élu sur son territoire électoral, assurant ainsi la représentation des minorités induite par la forte ségrégation.

L'appropriation politique et administrative des Cubano-américains atteignait à Miami et dans le comté un tel niveau que des Anglo-américains se sont sentis exclus et discriminés et qu'ils se sont déplacés vers le nord de l'agglomération, dans le comté de Broward, pour pratiquer une politique de l'entre soi chez eux⁷⁰. Ainsi l'appropriation des diverses échelles politiques de Miami assure une forte assise aux Cubano-américains dans la politique floridienne. Comme le remarque C. Raffestin : « le maillage à plusieurs niveaux peut avoir pour objectif d'assurer le fonctionnement optimal d'un ensemble d'activités pour la population, ou peut avoir pour objectif d'assurer le contrôle optimal de la population. Il faut distinguer le maillage voulu du maillage subi par le groupe. Le maillage voulu est celui qui tente d'optimiser le champ opératoire du groupe (ici les Cubains) tandis que le maillage subi est celui qui tente de maximiser le contrôle sur le groupe (ici les *Anglos*, les Afro-américains et les Hispaniques ne se ralliant pas à la « famille cubaine »). Dans les deux cas, le maillage est pourtant la projection d'un système de limites ou de frontières plus ou moins fonctionnalisées. Le maillage est toujours une grille du pouvoir ou d'un pouvoir » (Raffestin C, 1980, p. 139). Et le maillage actuel montre bien la grille du pouvoir cubain sur le sol de Floride et la difficulté, tant que les découpages restent les mêmes, de réduire l'appropriation politique de ces territoires par les Cubains. Comme le remarquent les auteurs de *This Land is our Land* en comparant l'appropriation politique cubaine avec la deuxième minorité du comté, les Haïtiens, la capacité à s'approprier des territoires électoraux reste bien différente : « *In 2000, Miami Haitians had gained political control of two small municipalities in Miami-Dade county and a single state legislature representative. Nevertheless, overall Miami's Haitians achieved much less than Miami's Cubans, who controlled the county commission, the largest*

⁷⁰ L'importance du nombre d'immigrés et notamment d'Hispaniques est également un facteur de déplacement des WASP vers des villes qui « culturellement » leur correspondent davantage.

municipalities, the county's delegation in the state legislature »⁷¹ (Stepick, Grenier *et alii*, 2003, p. 149).

Les conditions de l'ancrage électoral cubano-américain dans la ville montrent l'importance du contexte proprement étatsunien dans lequel ont su s'insérer les Cubains. Miami est en effet une ville ségréguée où la représentation des minorités est avant tout un enjeu spatial. Or il semble important d'interroger justement ce contexte proprement étatsunien qui permet à ce groupe de se projeter et de dominer la politique locale. Pour ce faire, il faut revenir au cœur de l'organisation urbaine et en décortiquer les mécanismes de l'appropriation mais surtout de l'exclusion pratiqués par le groupe dominant.

2) Ville ségréguée et processus de représentations politiques

Miami présente une ségrégation spatiale forte, induite par l'histoire ségrégationniste des États-Unis et notamment de ce que l'on a nommé le *Deep South* (ou Sud profond) et par des politiques publiques de regroupement. « *Throughout the twentieth century, government agencies played a powerful role in creating and sustaining racially separate and segregated housing in Dade County, Florida. This pattern of housing segregation initially was imposed early through official policies of "racial zoning"* »⁷² (Mohl, 2001, p. 319).

Le terme de ségrégation désigne la fois un état et des processus. Le mot désigne une pratique volontaire opposant un acteur responsable (les pouvoirs locaux) à un sujet qui subit. C'est un aspect essentiel de la notion et cela pose comme fondement de la ségrégation la mise à distance, la plupart du temps intentionnelle, par l'avènement de codes et de procédures (Brun, Rhein, 1994). La notion de ségrégation porte sur la composition (sociale, démographique) des portions de l'espace considéré. Plus la séparation spatiale entre groupes hétérogènes et l'homogénéité interne de portions d'espace au sein de l'espace considéré sont grandes, plus il est légitime de parler de ségrégation socio-spatiale.

⁷¹ « En 2000, les Haïtiens de Miami avaient gagné le contrôle politique de deux petites municipalités dans le comté de Miami-Dade et un poste de représentant législatif à l'échelle de l'État (de Floride). Cependant et malgré tout, les Haïtiens de Miami ont bien moins réussi que les Cubains de Miami qui contrôlent la commission du Comté, les plus grandes municipalités et la délégation du Comté pour le pouvoir législatif à l'échelle de la Floride » (traduction V.J.).

⁷² « Au travers du XX^e siècle, les agences du gouvernement ont joué un puissant rôle dans la création et le maintien d'une politique du logement racialement séparée et ségréguée au sein de Comté de Miami-Dade en Floride. Ce modèle de ségrégation résidentielle était initialement et rapidement imposé par des politiques officielles de zonage racial » (traduction V.J.).

La première période des processus socio-économiques jouant sur la ségrégation à Miami est symbolisée par l'instauration du premier ghetto noir : Overtown, dont les populations étaient pour beaucoup issues d'une migration de main-d'œuvre venue notamment des Bahamas, pour construire dès le début du XX^e siècle, le chemin de fer et les complexes touristiques de Miami. Ce ghetto séparé des quartiers blancs par les rails se localisait par ailleurs à proximité des industries au fil de l'eau. Overtown, dont la toponymie traduit l'idée de séparation avec la ville puisqu'il s'agit d'un espace au-delà de la ville, symbolise tout autant une ségrégation née des préjugés raciaux enracinés dans le Sud étatsunien qu'une ségrégation économique fordiste (photo 21, V.J 19/02/10).

Dans ses différents travaux (1990, 2001), R.A Mohl montre que les politiques du logement orchestrées par une élite politique blanche, dans la première moitié du XX^e siècle, ont joué à plein sur la concentration en différents des populations afro-américaines. Il déclare que Miami est, depuis le début des années 1930, une des villes les plus ségréguées des États-Unis : *« several sociological studies, for example, noted that of more than one hundred large American cities, Miami had the highest degree of residential segregation by race in 1940, 1950, and 1960-before the Cuban influx- a legacy of the racial zoning of the segregation era. By 1970, Miami's "index of residential segregation" had improved somewhat compared to other southern cities, but 92 percent of Miami blacks still lived in segregated neighborhoods. In 1980, after thirty years of civil rights activism in urban America, Miami still ranked near the top of a list of sixty metropolitan areas in the extent of black residential segregation »*⁷³(Mohl, 1990, p. 47).

La sortie de la Seconde Guerre mondiale est marquée par la *suburbanisation* des classes moyennes (*white flight*), qui s'éloignent du centre ville en suivant les axes majeurs de circulation. Ces mouvements forment une ville radiale et accentuent les caractères ségrégatifs de l'espace. Cette période se caractérise par la construction des axes de transports suspendus permettant de relier rapidement le centre de la ville à ses périphéries et sonne la déconnexion, qui sera croissante, des *inner-cities* que les nouveaux navetteurs n'ont plus besoin de traverser et ne font donc plus vivre. La construction du tronçon de l'Interstate 95 (I95 ou nationale 95),

⁷³ « Plusieurs études sociologiques, par exemple, ont noté que sur plus d'une centaine de grandes villes américaines, Miami avait le plus fort degré de ségrégation résidentielle par race en 1940, 1950, et 1960 - avant l'afflux des Cubains- un legs du zonage racial de l'époque de la ségrégation. En 1970, l'index de ségrégation résidentielle de Miami a quelque peu progressé en comparaison avec d'autres villes du sud des États-Unis, mais 92 % des noirs vivent toujours dans des quartiers ségrégués. En 1980, après 30 ans de mouvement pour les droits civiques dans l'Amérique urbaine, Miami était toujours classée dans le haut de la liste des soixante aires métropolitaines dans le domaine de la ségrégation résidentielle des populations noires » (traduction V.J).

qui traverse Miami du nord au sud, a été un facteur majeur de l'accroissement de la ségrégation (Dluhy, Revell, Wong, 2002).

Photo 21 : Les rails abandonnés, premières balafres de la ségrégation urbaine et de la formation d'Overtown.

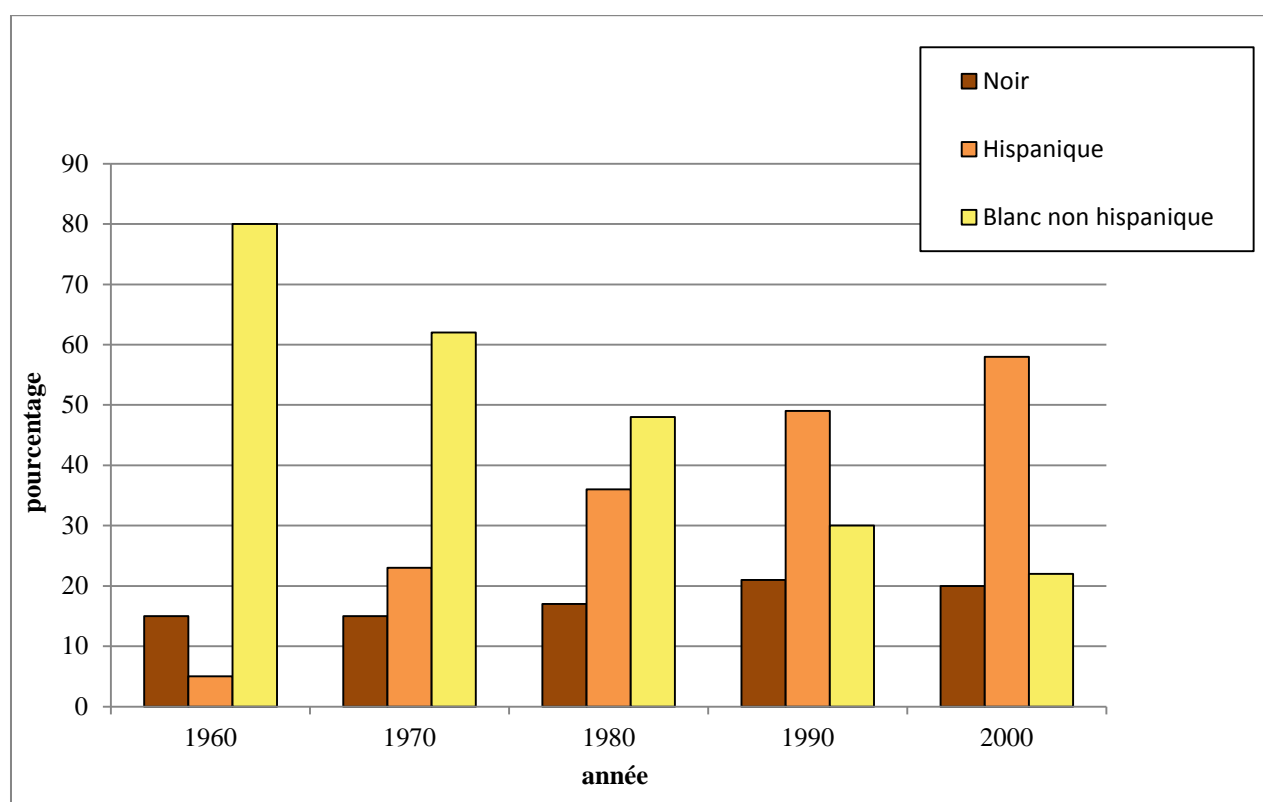


Photo 22 : Les autoroutes suspendues, une coupure spatiale forte au cœur d'Overtown.

Alors qu'Overtown était considéré comme un ghetto noir relativement prospère et bénéficiait d'une vie culturelle reconnue qui lui valut le surnom *The Harlem of the South*, le tracé de l'I95 a éclaté le centre de ce ghetto noir. Cela se traduit par la relocalisation d'environ 40 % de sa population dans des espaces jointifs ou plus éloignés (Liberty City, Opa Locka). Les familles les plus prospères quittent alors Overtown, laissant les plus désœuvrés dans un enclavement renforcé par l'autoroute, véritable balafre au cœur du ghetto. (Photo 22, V.J 5/03/10)

Cette période est également marquée par l'arrivée des premiers Cubains : nouvelle minorité dans la ville. Alors que le ghetto noir se désolidarise, l'arrivée des Cubains sonne l'établissement du premier « *barrio latino* » et de la première forte concentration spatiale d'Hispaniques dans la ville. Cela a changé pour toujours la répartition sociodémographique de la ville de Miami (graphique 5) ainsi que les jeux d'accès au pouvoir pour les minorités. La possibilité d'ascension sociale et économique et l'acquisition d'une représentation politique forte pour les populations afro-américaines (schéma opéré dans d'autres villes du Sud) ont été ici totalement court-circuitées par l'émergence des pouvoirs cubains puis hispaniques dans la ville (Mohl, 1990).

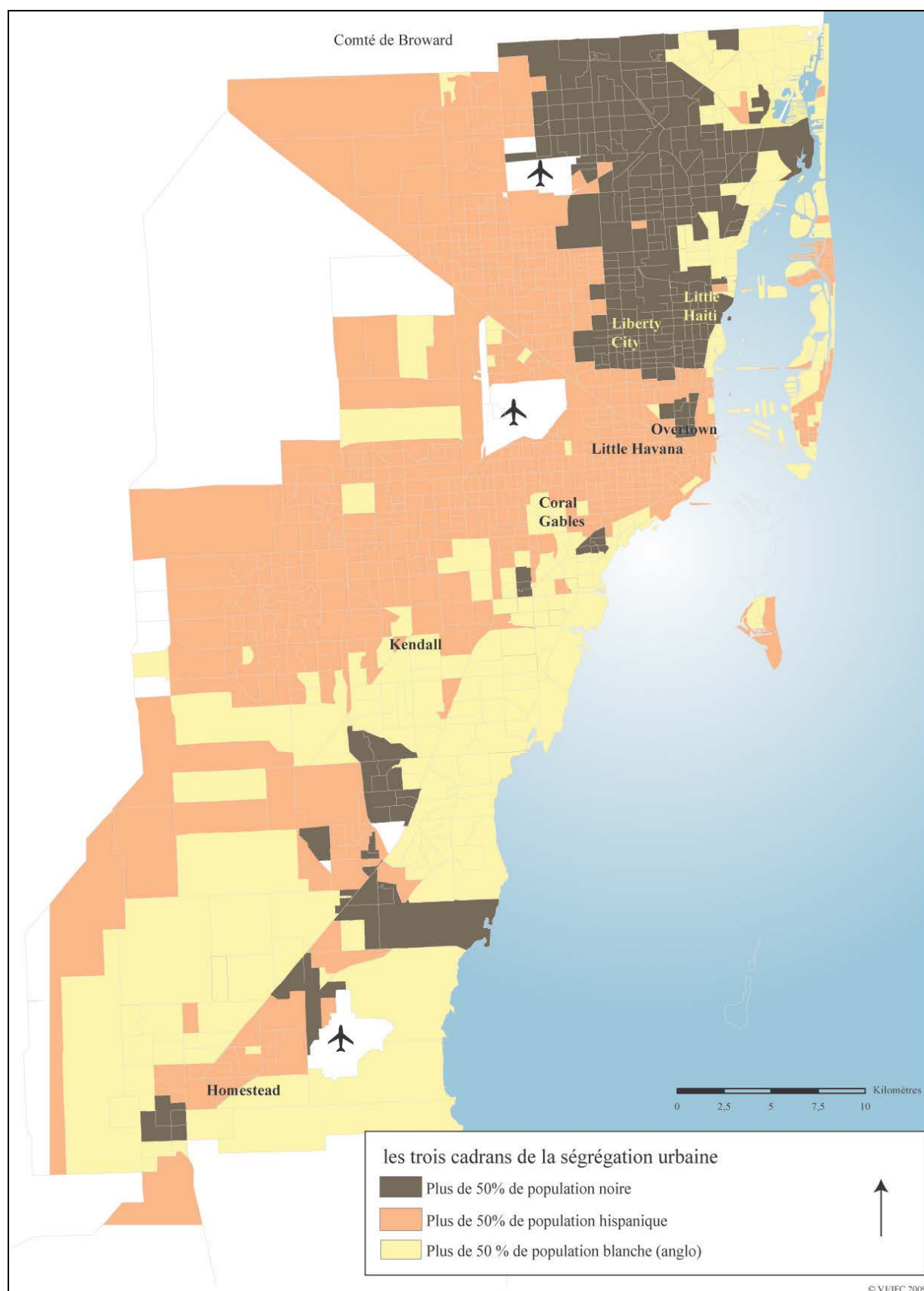
Graphique 5 : Evolution démographique du comté de Miami-Dade depuis l'arrivée des Cubains (1960-2000)



Source: www.census.gov (Miami-Dade 1960 – 2000)

L'accroissement considérable des populations hispaniques, et l'insertion des populations haïtiennes (Audebert, 2003), souvent dans les espaces jointifs des populations afro-américaines, ont conduit les analystes de la ville à parler des trois cadrans de la ségrégation à Miami : au nord les populations noires, au sud les populations blanches et à l'ouest les populations hispaniques (carte 13).

Carte 13: Répartition de la population dans l'agglomération et ségrégation



Les années 1980 et 1990 se caractérisent par l'avènement des Cubains en tant que groupe dominant au sein de la politique de la ville et l'arrivée de nombreux migrants latino-américains qui transforment le poids démographique de la minorité hispanique (graphique 7). L'avènement des Cubano-américains au pouvoir a contribué à maintenir les populations noires américaines à l'écart des axes de développement de la ville et l'arrivée de plus en plus importante de population haïtienne, au cours de cette période, suivi les mêmes schémas de relégation socio-spatiale. Par ailleurs, la très forte concurrence entre les Hispaniques, devenus majoritaires, et les autres minorités dans la ville entraîna une dégradation économique de plus en plus forte des communautés noires de la ville. Leurs espaces de vie se trouvent davantage déconnectés du système ville dans une économie postfordiste, qui signa leur double relégation et la montée d'espaces socialement et économiquement défavorisés. En 1980, l'exclusion socio-économique et socio-spatiale des Afro-américains s'est traduite par des émeutes sans précédent dans la ville, la colère de ces exclus consume ses propres murs. Trois jours durant Overtown est en flamme et à plusieurs reprises durant la décennie (1980, 1982 et 1989 notamment) Liberty City et Overtown sont les théâtres d'une fracture urbaine consommée (Porter, Dunn, 1984 ; Mohl, 1990).

3) Les logiques de l'exclusion

Les travaux en sciences humaines et sociales sur la ségrégation urbaine rejoignent les débats scientifiques autour du « droit à la ville » notamment ceux de H. Lefebvre pour qui « exclure de l'urbain des groupes, des classes, des individus c'est aussi les exclure de la civilisation sinon de la société. Le droit à la ville légitime le refus de se laisser écarter de la réalité urbaine par une organisation discriminatoire [...] il signifie donc la constitution ou reconstitution d'une unité spatio-temporelle, d'un rassemblement au lieu d'une fragmentation » (Lefebvre, 2000b, p 22-23).

N. Elias, dans son travail sur les logiques de l'exclusion (1965), souligne que celles-ci procèdent de l'exercice du pouvoir et fonctionnent sur un mode symbolique. L'auteur montre comment la disqualification et les préjugés façonnent des identités collectives. Cette analyse sociologique de l'exclusion peut alors se rapprocher des processus de ségrégation qui ont inscrit dans la ville de véritables barrières aussi bien mentales que physiques. L'enfermement se traduit par ce que P. Gervais Lambony nomme « l'effet retour » (2003) c'est-à-dire que les groupes ségrégués construisent généralement une l'identité territoriale d'opposition. Cette mise à distance réciproque de l'Autre engendre des représentations spatiales co

complexes qui reposent essentiellement sur la peur et le conflit. N. Elias dans son analyse de Wiston Parva montre bien l'importance de ces barrières mentales au sein de populations appartenant à la même classe sociale mais comprenant des « *established* » et des « *outsiders* ». La particularité de l'étude de Miami est que *l'establishment* cubain fut si rapide que les leaders oublièrent rapidement leur position *d'outsiders*.

L'ascension rapide des Cubains aux commandes de Miami, n'a guère changé les logiques de l'exclusion. L'immobilité socio-spatiale la plus grande reste celle des populations haïtiennes ou afro-américaines. Ces dernières sont assurément les plus exclues en termes de pratiques urbaines et de représentations politiques. Toutefois cela ne doit pas occulter l'enclavement réel de nombreux quartiers hispaniques. Certes, l'arrivée au pouvoir et le poids démographique des Cubano-américains ont changé pour partie les logiques de l'exclusion envers la minorité hispanique devenue majoritaire, mais cela n'a pas changé les principes de la ségrégation raciale et sociale en cours dans cette ville. Les Cubano-Américains, une fois au pouvoir, n'ont pas remis en cause cette organisation spatiale de la ville qui maintenait à distance les plus pauvres. Leur enclavement au centre de la ville permet ainsi de décider de la localisation des nouvelles zones de prospérité majoritairement dans les quartiers du sud ouest et à proximité des centres financiers construits par le groupe. Les leaders cubano-américains ont totalement accepté cette division de l'espace qui servait leurs projets économiques comme urbains mais surtout politiques.

C) RETOUR SUR LES ELECTIONS 2008 : ENTRE CHANGEMENTS ET TRADITIONS

Il est par ailleurs possible d'illustrer la puissance politique acquise par les Cubano-américains à travers l'exemple des élections du 4 novembre 2008 qui ont vu, pour la première fois depuis les années Clinton, la Floride passer dans le camp démocrate. Ces élections, dès les primaires (où H. Clinton sortait favorite dans le camp démocrate) et jusqu'aux lendemains de la victoire de Barack Obama, ont retenu l'attention d'un grand nombre aux États-Unis. Outre les résultats des sièges des congressistes remportés une fois de plus par le même trio républicain ou encore de la répartition des votes entre Mc Cain et Obama dans le comté, il s'agit de montrer, dans cette fin de chapitre, comment, sur le terrain, l'appropriation des Cubano-américains est telle qu'elle a suscité une véritable attention tout au long de la campagne de la part des candidats à la Maison Blanche. Et ce d'autant plus dans le comté de

Miami-Dade où plus de 623 000 personnes ne possèdent pas la citoyenneté américaine (*U.S citizen* selon le recensement 2000) ce qui donne une force considérable aux votes cubains.

En effet, les candidats à la Maison Blanche ont tous courtisé l'électorat cubano-américain dans un contexte de changement de part et d'autre du détroit des leaders politiques mais aussi des générations. Ainsi, depuis les années 2000, l'électorat cubano-américain traditionnellement républicain est plus divisé qu'il n'y paraît et devient donc très important dans les feuilles de routes de campagne des différents candidats.

1) La course à la Maison Blanche, Cuba et la Floride

La Floride, parce qu'elle possède 27 Grands électeurs, a toujours été un État important à remporter pour les candidats à la Maison Blanche. Elle est considérée comme un « *swing state* » notamment depuis les élections controversées⁷⁴ de 2000 qui se sont achevées par la victoire de G.W Bush et où plusieurs analystes considéraient que l'affaire Elián Gonzalez avait porté préjudice aux Démocrates qui avaient soutenu le retour du petit garçon sur l'île... Une fois n'est pas coutume, l'État a été au centre de toutes les attentions des candidats, des partis et des associations citoyennes au cours de ces dernières élections.

Durant la campagne, le parti Démocrate du *Sunshine State* a enregistré plus de 200 000 nouveaux votants faisant ainsi basculer les équilibres en faveur des Démocrates au sein du comté de Miami-Dade. Les Démocrates ont ainsi recruté plus de 600 000 volontaires à travers le pays pour battre campagne en Floride avec notamment une forte incitation auprès des jeunes à se rendre en Floride⁷⁵. La mise en place de 1 400 équipes, faisant du porte à porte⁷⁶ pour s'assurer que les personnes désireuses de voter puissent le faire sans encombre, en est une illustration.

⁷⁴ Plusieurs fraudes électorales ont ainsi été dénoncées, notamment dans le Comté de Miami-Dade où plusieurs centaines de citoyens n'ont pu exercer leur droit de vote.

⁷⁵ Des organisations comme www.obamatravel.org se mirent en place pour aider les volontaires appartenant à des « non swing state » à se rendre vers des « swing state » et plusieurs personnalités mirent à profit leur célébrité pour encourager les personnes à convaincre les électeurs de Floride de voter Obama, ce fut notamment le cas de Sarah Silverman et de son sketch encourageant *great schlep* : comprendre la descente vers la Floride des jeunes juifs démocrates pour convaincre leurs grands-parents retraités en Floride de ne pas voter républicain. <http://www.youtube.com/watch?v=AgHHX9R4Qtk> (consulté pour la dernière fois le 13/06/10).

⁷⁶ Ellen Klas M, « *Inside story: How Obama won Florida* », Miami Herald du 8 novembre 2008.

Or, conquérir la Floride, c'est en partie s'assurer les votes de l'électorat cubano-américain qui réside à 80 % dans cet État et qui vote massivement et traditionnellement républicain. Dès le mois d'août 2007, le thème de Cuba entra donc dans la campagne électorale divisant non seulement Républicains et Démocrates mais également H. Clinton et B. Obama. Le 25 août 2007, le sénateur de l'Illinois a tenu un discours pour la récolte de fonds du parti Démocrate de Floride au *Miami-Dade county auditorium*, situé à deux pas de Little Havana sur la Flagler street. Ici, pour la première fois dans la campagne, il a annoncé sa volonté de renouer le dialogue avec l'île et de faire des Cubano-américains « les ambassadeurs de la liberté » souhaitée à Cuba. Il s'est prononcé en faveur de la diminution des restrictions de voyages et des limites de transfert d'argent et a réitéré les propos tenus dans une colonne du *Miami Herald* datée du 21 août 2007 : « *Our main goal : freedom in Cuba* » (annexe VIII, p. 336). Le discours a été prononcé face à un auditoire nombreux et très hétéroclite, qui ne se laissa pas impressionner par la manifestation de coutume organisée par la droite dure de l'exil à l'extérieur de l'auditorium. Les cris de colère de l'exil dur pouvaient, entre autres, faire entendre : « *Obama vete pa'l'Havana* »⁷⁷. Les annonces, de la part du sénateur de l'Illinois, lui ont valu les attaques de la candidate Clinton qui, en tête dans les sondages pour les primaires en Floride, cherchait à courtiser le plus grand nombre d'électeurs en gardant la ligne de son mari envers Cuba⁷⁸.

Le 19 février 2008, à l'annonce du retrait de Fidel Castro des élections à la présidence, Cuba est revenu sur le devant de la scène politique étatsunienne. La nouvelle des élections cubaines, à quelques mois des élections étatsuniennes, a en effet apporté son lot de déclarations, de pronostics, d'appel à la démocratie, de sympathie pour le peuple cubain... Dans un contexte de course à la Maison Blanche et de bilan désastreux de l'administration Bush en termes de politique extérieure, chaque candidat a dû se prononcer quant à la politique qu'il adoptera envers l'île communiste. Seuls l'Irak et l'Iran bénéficiaient jusqu'à présent, et ce depuis le début de la campagne, d'une telle attention. H. Clinton, a rappelé alors qu'elle n'était pas pour un dialogue avec Raul Castro sans que des changements préalables, notamment la libération des prisonniers politiques, aient lieu. Il est pourtant intéressant de noter que lors de la dernière grande enquête menée par le *Cuban Research Center* en 2007,

⁷⁷ Trad : « Obama va-t-en à La Havane ». Pour la couverture par les médias comme Univision ou NBC de cet événement voir : http://www.youtube.com/watch?gl=FR&hl=fr&v=YRIvvo_T0O4 (consulté pour la dernière fois 13/06/10).

⁷⁸ C'est sous l'administration Clinton que la loi Helms-Burton durcissant l'embargo fut votée.

65 % du millier de Cubano-américains enquêtés se prononçaient pour le rétablissement d'un dialogue avec le gouvernement cubain sans condition.

Dans les divers débats télévisés au cours desquels Mc Cain et Obama ont eu à se prononcer à propos de la question cubaine, Cuba était en général abordé avec l'Iran et l'Irak ou parfois la Corée du Nord dans les grands médias étatsuniens⁷⁹. Cela signe la permanence de Cuba, non seulement dans « l'axe du mal » (pour reprendre la terminologie étatsunienne consacrée) mais surtout comme priorité de la politique extérieure étatsunienne. Autant de symptômes qui laissent apercevoir qu'en dépit de certaines mutations profondes, la fin de la guerre froide et l'état de crise économique profonde dans lequel est plongée l'île, la force des lobbies cubano-américains et ce qu'I. Vagnoux nomme un « ménage à trois » entre Washington, Miami et La Havane persistent. (Vagnoux I, 2009).

Aborder la question cubaine pour les candidats à la Maison Blanche n'est pas seulement encourager la « transition vers la démocratie » tant attendue par les États-Unis, c'est également s'adresser aux électeurs cubains. Le déjeuner de B. Obama à la CANF le 23 mai 2008 illustre alors l'importance de cet électorat mais également la prise en compte des changements qui le traversent.

2) La victoire d'Obama, le comté de Miami-Dade et les votes cubains

Le 4 novembre 2008 au soir, Barack Obama devenait le 44^{ème} président des États-Unis et les 27 Grands électeurs de la Floride lui ont apporté leurs voix. Le sénateur de l'Illinois a remporté le comté de Miami-Dade à 58 % des voix et 47 % des voix des Hispaniques, ce qui démontre une forte augmentation du vote démocrate au sein de la communauté latino qui avait voté à 67 % pour G.W. Bush en 2004⁸⁰. Cela s'explique par l'accès à la citoyenneté de nombreux Hispaniques, qui se sont enregistrés sur les listes électorales pour la première fois en 2008, mais aussi par la perte de poids relative des Cubano-américains au sein des Hispaniques votants.

⁷⁹ Notamment CNN.

⁸⁰ Exit Polls Miami-Dade County. <http://www.bendixenandassociates.com/studies/Exit%20Poll%20of%20Miami-Dade%20County%20for%20the%202008%20Election.pdf> consulté pour la dernière fois le 26/12/09.

En effet, il y a à peine dix ans, les Cubano-Américains représentaient plus de 70 % des votes hispaniques de la Floride. Ils ne représentent plus aujourd'hui qu'un peu plus de 40 % de ceux-ci, ce qui reste important et stratégique mais montre l'érosion de la force cubano-américaine sur laquelle les candidats républicains se sont appuyés durant de longues années.

Encadré 12 : Soir de vote devant le Versailles le 4 novembre 2008 la foule traditionnelle se trouve concurrencée.

Le Versailles est un restaurant cubain bien connu de Little Havana et un lieu traditionnel de rendez-vous de l'exil dur mais également de l'ensemble du groupe. Le soir des élections, de nombreux Cubano-américains s'étaient réunis à l'attente des résultats pour défendre jusqu'au bout leur attachement au parti Républicain et à son candidat John Mc Cain. Mais ces défenseurs du GOP, souvent issus des premières vagues de l'exil⁸¹, avaient beau agiter leur pancarte ou klaxonner devant le Versailles, ils ne pouvaient cacher la présence d'une petite foule hispanique plutôt jeune⁸² qui, pour la première fois, avait décidé de venir combattre l'électorat traditionnel sur son terrain : dans les rues de Little Havana. En effet, alors que le quartier n'est plus essentiellement cubain, les Cubano-américains, restent les propriétaires réels et symboliques des lieux et utilisent donc l'espace public du quartier pour y inscrire leurs consignes de vote. C'est ce que montraient les nombreuses pancartes en faveur du candidat Mc Cain ou le fameux 'Nobama' qui a fleuri dans les quartiers à dominante cubaine.



Photos : V.J 4/11/08 Little Havana

⁸¹ 84 % des Cubano-américains de plus de 65 ans votèrent pour Mc Cain comme 78 % des Cubano-américains arrivés avant 1980 selon l'enquête auprès de 11 991 interviewés : *Exit Poll of Miami-Dade County for the 2008 Election*.

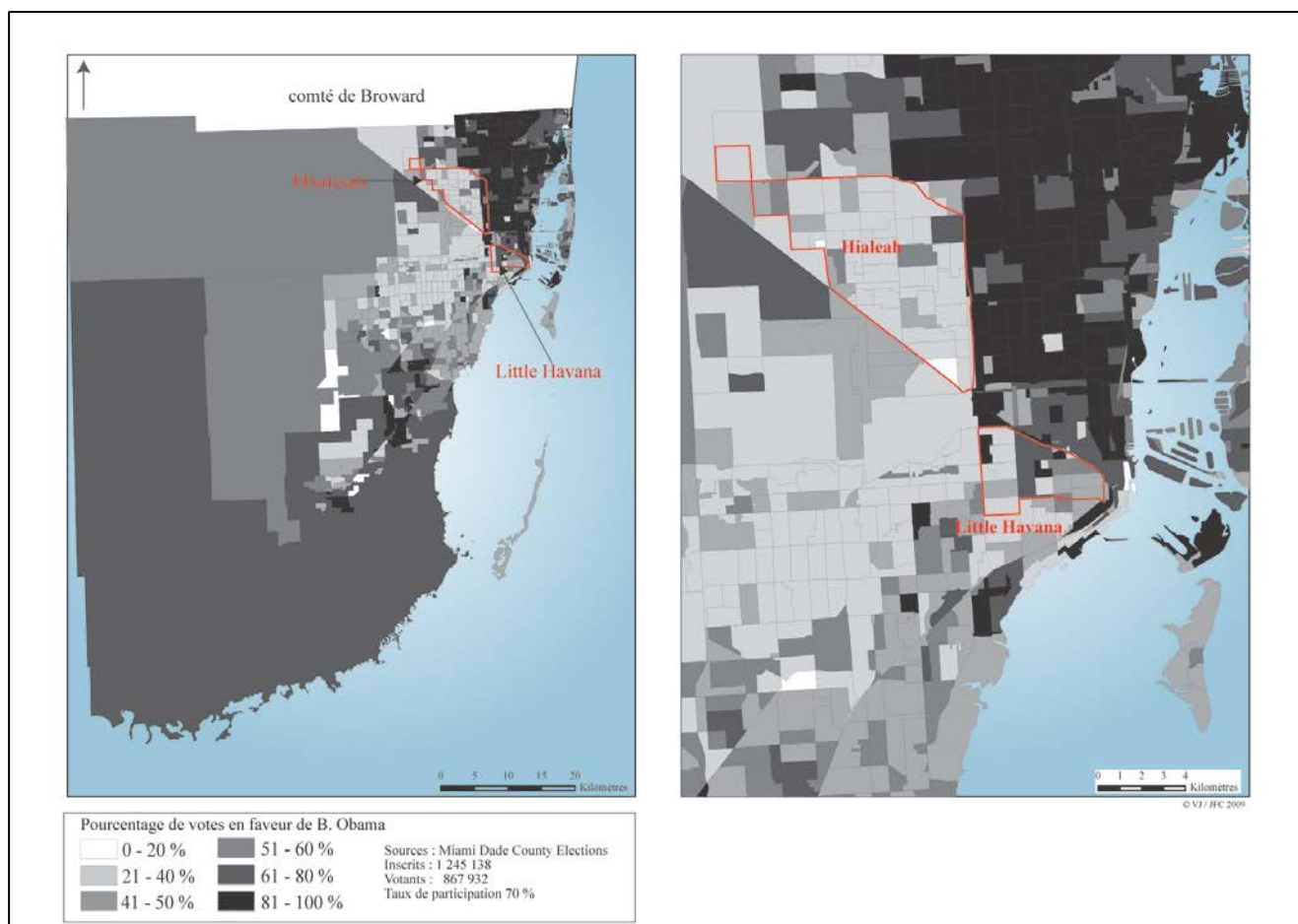
⁸² 67 % des moins de 50 ans dans le comté ont voté Obama (ibid).

À l'échelle du comté de Miami-Dade, comme le montre la carte 14, les concentrations des votes relèvent des clivages clairs, notamment avec un vote massif en faveur de B. Obama des populations afro-américaines. Durant la campagne, il était fréquent de voir des rues entières de Liberty City arborer, dans les cours ou aux fenêtres, des enseignes Obama/Biden, des stickers en créole : *Obama wi nou kapab* se lisaient également dans les rues et sur les voitures à Little Haïti. Des bureaux de vote de Liberty City ont affiché des pourcentages à 99% en faveur du sénateur de l'Illinois. Les quartiers de Little Haïti ou Brownsville affichent des scores similaires avec une moyenne de plus de 81 % des votes en faveur d'Obama (carte 14).

Les quartiers hispaniques affichent des résultats plus mitigés pour deux raisons principales : l'importance montante de nouveaux groupes de latinos qui contrebalance le vote traditionnel cubain et les clivages générationnels au sein des Cubains de Miami. Dans les quartiers d'Allapattah ou Wynwood, les populations dominicaines et portoricaines très importantes ont majoritairement voté pour les Démocrates. Et Little Havana, aujourd'hui, affiche des scores loin d'une victoire écrasante du GOP. Pourtant, dans les bureaux de vote du quartier à la fin de journée régnait une ambiance spéciale. Contrairement au bureau de vote de Liberty City où l'ambiance de calme plat et la présence d'associations et d'observateurs rappelaient, qu'y compris à Miami, des élections peuvent se passer sans encombre et sans pression, les bureaux de vote de Little Havane étaient eux habités d'une fièvre électorale. Des dizaines de personnes occupaient généralement le devant du lieu de vote en brandissant des pancartes pour les différents candidats des échelles locales⁸³ pour lesquels les électeurs étaient également appelés à voter. Une fois de plus, la communauté morale démontrait sa force d'encadrement dans le quartier, trouvant toujours des hommes pour inscrire leur mainmise politique sur l'espace public.

⁸³ Property appraiser, judge court, state representative etc.

Carte 14: Les résultats de l'élection présidentielle en faveur de B. Obama



source : <http://www.miamidade.gov/elections>

Pourtant, y compris à Little Havana, des espaces alternatifs à la tradition républicaine s'étaient mis en place durant la campagne et avaient cherché à inscrire d'autres messages politiques que ceux diffusés abondamment par la communauté morale. C'est le cas d'un nouveau lieu de divertissement et de concert sur la *calle ocho* : *Hoy como Ayer*. À l'entrée de ce lieu, s'était établi, durant la campagne, un bureau d'inscription sur les listes tenu par des jeunes volontaires cubano-américains en faveur de B. Obama. En plein cœur de Little Havana ce bar musical, sa clientèle et son évolution sont un peu l'illustration des changements politiques au sein du groupe.

En effet, ce bar était auparavant le très populaire *Cafe Nostalgia* où venaient essentiellement les Cubains des premières vagues et/ou d'un certain âge. Aujourd'hui le lieu est « branché » et relativement cher (18\$ le *mojito*), fréquenté par une nouvelle clientèle qui se rend au cœur de Little Havana pour y trouver une ambiance décontractée et écouter de la musique. L'identité cubaine reste une marque de fabrique de ce lieu de divertissement, mais son appellation

« Aujourd’hui comme Hier » montre la volonté de réunir les générations actuelles : *born and raised* à Miami ou arrivées à partir des années 1990, et qui n’embrassent plus les mêmes visions de l’île et les mêmes opinions politiques que les premières générations.

Ainsi, 61 % des Cubains nés aux États-Unis, 65 % des 18-30 ans et 54 % des Cubains arrivés à partir de 1990 dans le comté Miami-Dade ont voté pour B. Obama⁸⁴. Le changement des générations, mais aussi du profil sociodémographique des Cubains à travers les vagues migratoires, a joué à plein sur le changement de donne au sud de la Floride, avec plus d’un tiers des votes cubano-américains qui se sont dirigés vers le camp démocrate. Pourtant, alors que pour la première fois, des candidats cubano-américains démocrates de taille affrontaient sur leur terre les congressistes républicains cubano-américains, ceux-ci ont une fois de plus remporté leurs circonscriptions, signe qu’à l’échelle locale, les figures traditionnelles de la politique cubano-américaine gardent une implantation forte et des découpages administratifs en leur faveur.

3) Les représentants au Congrès et leurs fiefs électoraux : des changements sans changement ?

Les circonscriptions des trois représentants cubano-américains au Congrès recoupent une grande partie des territoires à forte densité cubaine de Miami comme la présente la carte 15. Depuis vingt ans, la présence de cet électorat cubain joue sur le renouvellement de leurs sièges car le taux de participation pour ces élections est moins élevé que celui des présidentielles et que l’électorat cubain traditionnel représente alors une plus grande proportion des votants.

Il est à noter qu’une grande partie de la campagne des représentants au Congrès s’est donc faite à travers les médias hispaniques, en espagnol, et que la question de l’embargo, des transferts d’argent et des visites à Cuba a été un des principaux clivages entre candidats démocrates et républicains.

Pour la première fois, les candidats démocrates qui affrontaient les frères Diaz-Balart étaient des membres de la communauté cubano-américaine reconnus et possédaient une expérience du milieu politique miamien importante. Cela laissait présager leur possible victoire dans un contexte de changement des équilibres politiques au sein du groupe majoritaire. Mais il n’en a

⁸⁴ Exit Poll Miami-Dade County.

pas été ainsi. Joe Garcia, ancien représentant du parti Démocrate du comté Miami-Dade et aujourd'hui membre à part entière de l'administration Obama, se présentait pour la circonscription 25 et Raul Martinez pour la circonscription 21. Ils n'ont pas remporté le nombre de voix suffisant pour opérer un changement de couleur politique au sein des leaders de la communauté cubano-américaine, alors qu'ils étaient donnés favoris par de nombreux journaux⁸⁵ et divers analystes politiques et ce, en dépit d'une très forte propagande que l'électorat traditionnel s'est attaché à déployer contre eux. Le document 8 montre quels sont les raccourcis dont les Républicains et l'exil dur sont capables, associant souvent le parti Démocrate étatsunien à un véritable parti communiste, ils aiment à jouer sur une peur révolue ou réelle de l'électorat en associant Joe Garcia candidat démocrate non seulement à F.Castro et H.Chavez mais également à Ben Laden.

Document 8 : Propagande et manipulation par la peur de l'exil dur cubano-américain



source :<http://miamiherald.typepad.com/nakedpolitics>

La victoire de Lincoln Diaz Balart face à Raul Martinez montre ainsi la permanence des encadrements républicains traditionnels à une échelle plus fine. Alors que R. Martinez comptait largement sur les votes de Hialeah, qui représentait 40 % des suffrages de la circonscription 21, la carte montre qu'une grande majorité de ses électeurs ont voté pour le candidat républicain avec des scores entre 61 % et 80 %. Pourtant, de par l'importance de Hialeah dans les votes, beaucoup d'analystes donnaient Martinez vainqueur et présentaient ces élections comme une transition vers une minorité cubano-américaine moins monolithique.

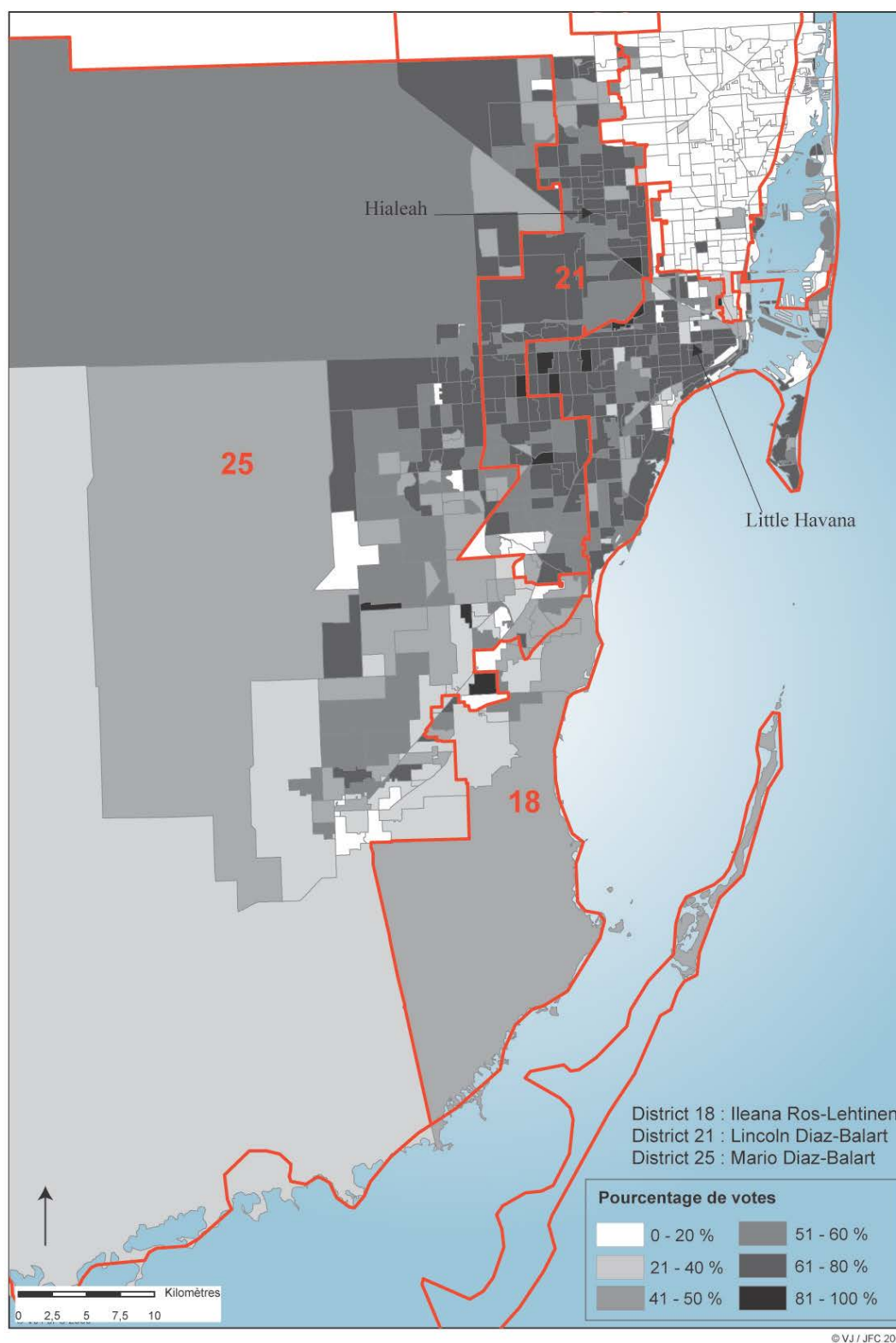
⁸⁵ Alvarado F, 2008, End of the Diaz-Balart Dynasty The Republican brothers are headed for defeat, and Cuban-American politics will change forever, in *Miami News Times*, Octobre 23.

Dans la ville de Hialeah, surtout habitée par des classes populaires, Raul Martinez bénéficiait de l'entretien d'un rapport paternaliste avec la population et d'une visibilité de son action en tant qu'ancien maire à l'échelle locale. Conditions nécessaires mais pas suffisantes à la vue des résultats, pour s'attirer les voix de républicains convaincus.

Il est à noter que dans les rues de Hialeah, la bataille entre Lincoln Diaz-Balart et Raul Martinez était bien plus visible que les pancartes pour les candidats présidentiels. Au point que l'enjeu national pouvait paraître secondaire face à la bataille intra-cubano-américaine. Alors que L. Diaz Balart apparaissait souvent de pair avec le candidat républicain, R. Martinez semblait totalement détaché du parti Démocrate et de son candidat Obama. Le soutien de son parti a été en revanche un atout de taille pour Lincoln Diaz Balart. En effet, il a été, durant cette campagne, le candidat républicain le plus financé par le parti. L'enjeu était de taille et le changement de camp de cette minorité pouvait couter gros aux Républicains.

Ces deux candidats, issus du même groupe, mettaient pourtant les électeurs davantage face à un choix de personne que de parti et l'origine commune laissait sous-entendre, comme aiment à le rappeler les candidats, que les intérêts de la communauté seraient de toute façon préservés. Lors d'un entretien à la section économique de la mairie d'Hialeah, c'est bien ce qui ressortait des propos de mon interlocuteur: « les divisions de principe entre Démocrates et Républicains ne sont qu'un jeu politique, l'important c'est que les candidats restent des Cubano-américains pour garder la ville de Hialeah et la circonscription qui l'encadre dans les sphères du pouvoir cubain en Floride » (Entretien du 4/08/08).

Carte 15: La victoire des trois congressistes républicains cubano-américains aux élections de 2008 et la répartition des votes par circonscriptions électorales.



source : <http://www.miamidade.gov/elections>

L'autre circonscription qui a particulièrement attiré l'attention durant cette campagne est celle qui inclut en son sein l'espace de Little Havana et permet de comprendre *l'establishment* réel des élites politiques à travers la candidate républicaine : Ileana Ros-Lehtinen. En effet, cette femme, qui fut la première femme hispanique à être représentante au Congrès, est une des figures de proue de la politique cubano-américaine dans sa voix républicaine traditionnelle. Sa circonscription était disputée par Anette Tadeo, une colombienne-américaine, symbole de la montée de nouveaux groupes hispaniques sur la scène politique miamienne. La présence d'une autre femme hispanique démocrate en face de Ros-Lehtinen sortait la compétition d'un affrontement cubano-cubain et replaçait le débat au sein du groupe plus large des Hispaniques. Car si la circonscription 18 affiche encore 60 % d'Hispaniques lors du dernier recensement ils ne sont plus que 30 % à être cubains. (US Census estimations 2006). Ainsi, la « bannière hispanique » est de plus en plus brandie par les Cubano-américains, qui refusent d'afficher un communautarisme trop étroit qui leur ferait perdre des voix mais aussi des contrats et des alliances au sein des chambres de commerce.

Le découpage de la circonscription 18 à cheval sur différentes parties de la ville requerrait de s'attirer les voix d'autres communautés pour remporter la mise. Pour se maintenir au pouvoir sur plus de neuf mandats, travailler ses alliances et mobiliser d'autres communautés a été nécessaire à la candidate républicaine. Visible sur la carte 15, le district recoupe la ville de Miami Beach qui abrite la plus grosse communauté juive de l'État de Floride et une des plus importantes des États-Unis. Ros Lehtinen a toujours su s'attirer autant que possible les faveurs de la communauté juive en affichant très clairement une politique pro-israélienne et en jouant sur l'appartenance aux deux communautés de ceux que l'on nomme à Miami les Jubans (judeo-cubanos ou jewbans) qui ont contribué à son maintien en place. La candidate n'hésite pas à rappeler ses origines juives séfarades et à envoyer un tract de remerciement en espagnol où elle pose, dans des valeurs très conservatrices, avec sa famille ce qui rappelle la métaphore du gouvernement pastoral. La congressiste y remercie ses ouailles de lui avoir apporté leurs voix avant même que les résultats ne soient publiés (Document 9).

Document 9 : Communautarisme et encadrements de l'électorat dans les quartiers hispaniques (tract de campagne de Ileana Ros-Lehtinen).



Conclusion du chapitre 4 et de la seconde partie

La puissance politique acquise par le groupe sur le sol de Floride est indéniable et malgré des changements dans la composition sociodémographique des Cubains à Miami, la mainmise des encadrements et la force de l'*establishment* cubano-américains permettent une très forte appropriation de la scène politique par une élite relativement homogène et traditionnellement conservatrice.

L'appropriation politique de l'espace par les Cubains à Miami découle des conditions qui leurs ont été faites (accès à la citoyenneté, découpages administratifs) dans un système politique favorisant la représentation des minorités. Leur capacité à diriger rapidement un grand nombre d'institutions administratives, au sein de la ville et du comté, dévoile la faculté des élites à jouer des rouages communautaires et à comprendre les systèmes électifs

étatsuniens. Les dirigeants cubano-américains démontrent, à travers la reterritorialisation de leur action politique, une double appropriation à la fois conditionnée par l'opposition avec les pouvoirs de l'île et par leur capacité à se réunir face à un pouvoir *anglo* tout en s'appropriant ses structures de domination, notamment en s'accommodant fort bien du passé ségrégationniste de la ville. Cette territorialisation fait également l'objet d'une projection du pouvoir cubano-américain sur les murs de la ville et au sein de l'espace public. Parce qu'ils contrôlent et dominent les territoires de la ville et du comté, les élites cubano-américaines peuvent y inscrire leur message et y commémorer leur vision du passé. Ils produisent des logiques d'exclusion socio-spatiales qui diminuent le droit à la représentativité dans la ville pour les autres minorités mais également pour les Cubains dont les opinions ou les trajectoires divergent de leur discours dominant.

Cependant, Miami ne peut pas être considérée comme une ville cubaine. Les mécanismes de son marché économique, les processus de sa construction urbaine et ses modes de gouvernement sont ancrés dans la tradition étatsunienne et fondent la duplicité de cette appropriation. De plus, la diversité des populations hispaniques, qui vivent aujourd'hui à Miami, élargit considérablement le groupe des Cubains, y compris au sein de ce que j'ai dénommé la communauté pionnière et change les liens et les attaches de la cité avec l'ensemble du continent américain.

Il s'agira alors de démontrer comment les Cubains, qui ont été les pionniers de ce changement, gouvernent désormais une ville complexe et métissée, un espace d'articulation entre le Nord et le Sud des Amériques, ni tout à fait cubaine ni tout à fait étatsunienne mais résolument américaine.

PARTIE 3 : DE L'IMPACT CUBANO-AMERICAIN A LA VILLE AMERICAINE : MIAMI VILLE EN CHANTIER.



Photo 23 : Brickell entre gratte-ciels banquiers, palmiers et condominiums la production et communication de Miami comme « ville mondiale »

L'idée de cette troisième et dernière partie est de démontrer comment l'ancrage et l'appropriation des Cubains à Miami ont totalement changé les échelles de définition de la ville. La rencontre entre les Cubains et Miami a fait de l'agglomération le symbole d'une troisième Amérique qui se forme au contact des deux autres. Miami est devenue un carrefour américain important, sa situation de « porte des Amériques » a favorisé la croissance des échanges en son sein et témoigne de l'impact décisif des Cubano-américains sur son développement. Car comme le remarque C. Girault : « à Miami, le dicton veut que la métropole ne serait pas devenue ce qu'elle est sans les Cubains, et c'est en grande partie avéré » (Girault, 1998, p. 7).

Miami est un espace d'articulations dont les Cubano-américains sont résolument les précurseurs mais ne sont plus les seuls acteurs. Les cadres de cette étude sont ici élargis. Miami n'est plus seulement cubaine : elle est aujourd'hui une ville étatsunienne dirigée par des Cubano-américains et vécue par une majorité de Latino-américains. L'idée de ville américaine souligne le rôle d'articulation à l'échelle continentale que joue cette métropole.

Il s'agit de montrer comment la construction d'une ville états-unienne et d'une métropole mondialisée est en partie le fait d'un groupe qui lui donne sa marque de fabrique sans que cette empreinte ne soit exclusive. Et de souligner comment les Cubains, en raison de leur importance, ont eu un rôle déterminant dans la construction de cette ville, mais qu'ils ont emprunté, pour une part, leurs modèles aux États-Unis.

Ce sont la ville et ses modes de production que le chapitre 5 cherche à comprendre en analysant **les modes de construction comme les discours dans la ville révélateurs d'une articulation entre le Nord et le Sud**. Pour explorer dans le chapitre 6 la nature de cette communication interaméricaine en abordant Miami comme une **ville communicationnelle**. Espace marketing et scène médiatique à l'échelle du continent, Miami est un espace de choix pour comprendre les stratégies spatiales mises en place à l'ère de l'information et de la communication planétaires. Par ailleurs, le brassage intense au sein de ce carrefour favorise des transformations et des échanges culturels entre les Amériques.

CHAPITRE 5 : MIAMI VILLE ENTRE LES AMERIQUES : PRODUCTIONS, CONSTRUCTIONS ET DISCOURS

....

A) *MIAMI VILLE NOUVELLE ?*

Parce qu'elle rayonne économiquement sur l'ensemble du bassin caraïbe et est devenue en ce sens un « modèle » de ville, Miami interroge et donne à penser la ville depuis une trentaine d'années. Différentes capitales du bassin et du sous-continent cherchent en effet à l'imiter, aussi bien dans leur image que leur mode de construction, Miami avec un développement entre tourisme international et spéculation immobilière a réussi à s'exporter comme le modèle de la ville « développée ». Miami est en effet devenue une ville vitrine non seulement de la Caraïbe néolibérale mais également d'un nouveau style d'urbanité et du vivre la ville. Elle s'exporte et touche, grâce à son image, une bonne partie des classes moyennes des sociétés latines pour qui aller au *mall* à Miami fait partie des destinations en vogue.

1) De Chicago à Los Angeles déconstruire l'idée d'une Miami paradigmatique

Miami est une dalle de béton frais, une ville sortie de terre à la manière de nombreuses villes de la *sunbelt* et qui semblent se caractériser par une nouvelle urbanité. Elle présente les traits d'un urbanisme récent où l'architecture a souvent cherché à copier des styles anciens notamment le style méditerranéen construit dans les années 1920 – 1930 au moment de l'essor de la *Riviera* floridienne. Il s'agit donc dans ce point de replacer la construction de Miami dans les discours théoriques qui ont construit la pensée urbaine aux États-Unis.

Dans un article de 2000, Jan Nijman élève Miami au rang de ville paradigmatique du XXI^e siècle. Il démontre que Miami est le dernier stade des modèles urbains étatsuniens. La dernière phase chronologique dans laquelle les penseurs de l'École de Los Angeles ont inscrit leur discours sur la ville. Car Los Angeles est considérée comme le prototype de la ville purement étatsunienne, exprimant ainsi le changement entre l'est et l'ouest du pays et mettant en valeur le processus de « déseuropéanisation » du rapport à l'espace et à la ville et donc « d'américanisation ». La ville californienne est perçue comme la quintessence de la ville postmoderne en terme d'économie, de paysage urbain, d'hybridité culturelle et de (dés)ordre spatial. Le rapport à l'espace n'hésite pas à être qualifié de *sécessionniste*. C'est ce que Mike Davis dénomme *la révolution des nimbies* élevant au rang de substantif le *Not In My Back Yard* emblématique du rapport si particulier des étatsuniens à la communauté spatiale en rapport avec les droits fondamentaux notamment à l'individualisme et la liberté. (Davis, 1997).

Présentant les changements majeurs qui ont bousculé Los Angeles depuis les années 1970, notamment son urbanisation, son internationalisation du marché du travail et son « ethnicisations » très fortes, l'École de pensée dépasse ainsi les modèles modernes et industriels, concentriques (E.W. Burgess) puis sectoriels (H. Hoyt) et polynucléaires (C.D. Harris et E. Ullman) fondés sur la complémentarité et concurrence spatiale. À cette ville unie et définie par son centre, les Californiens proposent au vu de la dissolution et la fragmentation de l'espace-ville et de son économie, l'image d'une véritable mosaïque urbaine où plus rien ne fait cohésion. E.W. Soja parle de ville fractale (Soja, 2000, p. 282) et selon M. Dear, Los Angeles est devenue une véritable mosaïque au bord coupant. « *Conventional city form, Chicago-style, is sacrificed in favor of a noncontiguous collage of parcelized, consumption-oriented landscapes devoid of conventional center yet wired into electronic propinquity and nominally unified by the mythologies of the disinformation superhighway.* »⁸⁶ (Dear, Flusty, 1998 p. 66). Il schématise une ville fragmentée, faite de nouvelles parcelles urbaines comme les *ethnourbs* (Hialeah) ou les *edge cities*⁸⁷ (Doral).

Dans son article daté de 2000, Nijman reprend un à un ce qu'il nomme les différents ingrédients du paysage postmoderne définis par M. Dear et S. Flusty. Il montre que Miami possède l'ensemble des « génériques » de la ville postmoderne : privatisation, *disneylandisation*, forte concentration des groupes d'immigrants ou encore émergence sans précédent du contrôle de l'espace et de sa sécurisation. Un des arguments de J. Nijman pour ériger Miami en ville paradigmatique est qu'il considère que la ville est si jeune qu'elle n'appartient pas au stade industriel tardif et postfordiste dans lequel pourrait se classer l'expérience californienne. « *Miami's economic structure shows less of layering of successive economic periods. The latter's main economic sectors are trade, tourism, construction and finance and producer services. At any rate, Miami's economy has a decidedly postindustrial profile. This is of course, directly related to the timing of Miami's emergence as a major city* »⁸⁸ (Nijman 2000, p. 138).

⁸⁶ « La forme conventionnelle de ville, dans le style de Chicago, est sacrifiée en faveur du collage non-contigu de parcelles de paysages vouées à la consommation, dépourvues d'un centre classique encore connecté par une proximité électronique et unifiée par les mythologies substantives des autoroutes de la désinformation » (traduction V.J).

⁸⁷ Terme créé par J. Garreau (1991) pour exprimer la concentration en périphérie des villes de nouvelles centralités comprenant bureaux et emplois mais également des espaces de loisirs comme les *malls*. L'apparition des *edge cities* est récente et rend compte de la polynucléarisation des grandes villes.

⁸⁸ « La structure économique de Miami, montre moins de périodes économiques successives. Les secteurs économiques de cette dernière sont le commerce, le tourisme, la construction et les services de la finance et de la production. Quoi qu'il en

J. Nijman, après avoir montré la similarité de Miami avec Los Angeles en tant que produit de l'ère automobile, distingue Miami de celle-ci en démontrant que la très forte position périphérique de la ville a entraîné un développement par l'avion. C'est ce qui la pose comme tête de pont des États-Unis vers la Caraïbe et l'Amérique latine. Miami serait donc plus emblématique de la ville d'aujourd'hui que sa sœur californienne. Elle représenterait une seule et même étape de l'urbanisation, celle d'une ville tertiaire, dont l'économie est totalement insérée dans la mondialisation. Sa force vive et dirigeante serait essentiellement composée de populations « *cosmopolites* » et de transnationaux dont l'hyper-mobilité dessinerait les formes de la ville et de nouvelles attaches affectives et matérielles (Nijman, 2007). La possibilité qu'a eu une minorité de diriger la ville aussi rapidement serait là encore l'expression d'une particularité miamienne. Ville récente, ses habitants sont peu attachés à elle : son identité urbaine n'est pas détenue par un groupe anciennement établi (*stable old boys network*). Selon l'auteur alors que Los Angeles serait la première ville étatsunienne, Miami serait la première « ville américaine globale » : « *Miami is fundamentally a product of America but no longer America* » (Nijman, 2000, p. 140).

Il me semble pourtant difficile d'élever Miami au rang de paradigme fondant une nouvelle approche de la ville. L'importance de l'avion et le cosmopolitisme des classes d'affaires ne sont-ils pas des éléments de définition de la plupart des grandes villes à l'échelle mondiale ? De plus, Miami ne peut s'analyser en dehors des modèles de ville déjà évoqués tant elle porte dans ses tracés et ses murs une histoire de la ségrégation urbaine étatsunienne, un rapport à la consommation de l'espace et à la distance. Miami dans son développement urbain reste par bien des aspects une héritière de Chicago et de Los Angeles, mélangeant à la fois des dynamiques radiales et concentriques et une mosaïque urbaine aux bords tranchant pour reprendre l'expression de M. Dear. Les formes de la ville ne sont pas radicalement autres même si les discours localisés des Écoles de Chicago et de Los Angeles trouvent forcément une variation dans la capitale économique de la Floride. Ville connectée à l'espace-monde, multimillionnaire, qui promeut une urbanité multiculturelle, Miami semble davantage être une déclinaison qu'un paradigme. Car la spécificité géographique de Miami, ses liens avec la Caraïbe et l'Amérique latine sont pour partie déconnectés de la production de l'urbanité en tant que telle, bien que de nombreux architectes et promoteurs latino-américains aient façonné cette ville. Miami est avant tout récente. À l'instar de Los Angeles ou de Las Vegas, elle s'est

soit, l'économie de Miami a définitivement un profil postindustriel. Cela est bien évidemment directement relié à l'époque durant laquelle Miami est devenue une ville majeure » (traduction V.J.).

construite aux dépens de son environnement immédiat, galvanisant le mythe de la conquête. Elle a déversé des kilomètres de béton pour s'ériger, privilégiant comme sa grande sœur californienne à la densité l'étalement, à l'espace public l'entre-soi et la « priva-cité ».

2) Miami ville fragmentée

Cité étatsunienne récente, vécue par une majorité d'Hispaniques, Miami présente des logiques d'urbanisation caractéristiques d'un rapport à la distance spatiale et sociale. Cela l'ancre pleinement dans son contexte américain et permet d'aborder dans ce point les processus de fragmentation spatiale à l'heure de la mondialisation. L'idée de fragmentation urbaine est alors à replacer dans son contexte géographique. En effet, comme le rappellent C. Rhein et B. Elissalde (2004), l'apparition de cette notion est largement liée aux contextes américains de production de la ville. Les auteurs replacent alors l'origine de l'idée de fragmentation dans les contextes urbains de New York mais aussi de Buenos Aires. Ils évoquent aussi bien les travaux de J. Mollenkopf et M. Castells sur la ville duale que les travaux de M.F. Prévôt-Schapira qui définissent les contours et la nature de la notion de fragmentation dans les sociétés inégalitaires latino-américaines. Cette origine américaine de la notion de fragmentation est alors importante pour comprendre Miami, mais comme le rappelle P. Gervais-Lambony, c'est avant tout le contexte de mondialisation et de métropolisation qui joue sur la fragmentation des villes (Gervais Lambony, 2004). Car la mondialisation entraîne l'accroissement du poids des plus grandes villes et leur mise en réseau qui jouent sur les recompositions de la morphologie urbaine davantage discontinue et hétérogène.

La notion de fragmentation porte sur les relations entre les portions de l'espace urbain. Elle souligne la dissolution de la ville et désigne un processus d'éclatement d'un objet spatial, l'éclatement spatial apparaissant tantôt comme la traduction, tantôt comme la cause de l'éclatement social (Navez Bouchanine, 2002). Ainsi, plus la faiblesse des liens politiques, fiscaux, fonctionnels, sociaux entre portions de l'espace est grande, plus il est fondé de parler de fragmentation. « La définition la plus générale de la fragmentation urbaine est la désolidarisation de la ville, la disparition d'un système de fonctionnement, de régulation et de représentation à l'échelle métropolitaine. Les symptômes de cette « maladie » de la ville : la crise des espaces publics comme lieux de coexistence et de mise en scène des différences, les replis sur des espaces socialement et/ou ethniquement homogènes » (Dorier-Appril, Gervais-Lambony, 2007, p. 16). L'espace est dans ce processus le vecteur de la mise à distance comme du regroupement ; il est également le produit de rapports de pouvoir, de domination et

de conflits. Les facteurs économiques que sont la concentration des activités, le marché foncier et les structures de production de la ville jouent sur la répartition des populations urbaines.

À Miami l'étalement urbain, l'éclatement des centres et la fragmentation urbaine ont créé de nouveaux territoires à l'échelle micro-locale et locale : les *edge-cities*, les *gated communities* et les *condominiums*. Dans une étude menée en 2003 par R.E. Lang pour *The Center on Urban and Metropolitan Policy*⁸⁹, Miami était parmi les treize grandes villes étatsuniennes étudiées, la ville la plus éclatée en terme de centralité des bureaux. Cela montre pour l'auteur que la plupart des centralités périphériques ne pouvaient être qualifiées de *edge-cities* mais de *edgeless-cities* c'est-à-dire que la concentration et la centralité de ces villes périphériques n'ont jamais atteint le degré de concentration critique qui permet de parler de réelle centralité.

a) *Construire la distance*

« Le territoire, c'est d'abord la distance critique entre deux êtres de même espèce : marquer ses distances. Ce qui est mien, c'est d'abord ma distance, je ne possède que des distances. » G. Deleuze, F. Guattari, 1980, p. 393.

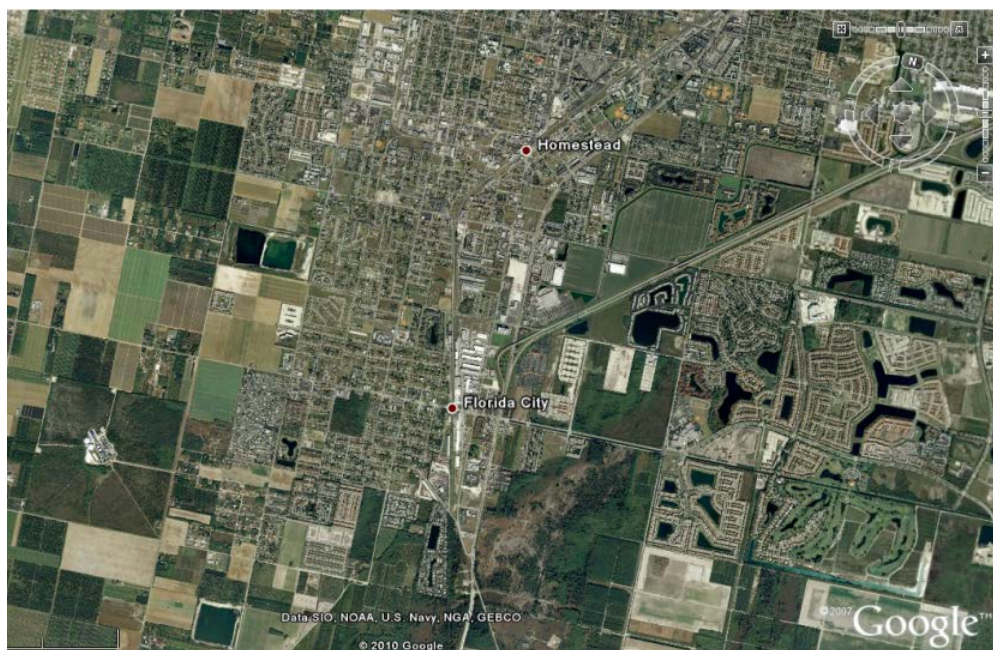
La grande périphérie de la Miami est un espace exemplaire pour comprendre la notion de distance et d'étalement urbain dans les Amériques. Homestead et Florida City sont en effet des municipalités en position de marge urbaine, des espaces d'extension mais aussi de relégation du système-ville. Ces municipalités aux périphéries du comté permettent de comprendre les processus de fragmentation et relégation. Les services que les autres municipalités ne veulent pas accueillir comme la prison fédérale de Homestead ou les centres pour accueillir les populations marginalisées que sont les sans domicile fixe (SDF) sont bien sûr concernés. Mais ce phénomène touche également des populations à bas revenus (et pour un certain nombre d'entre elles sans-papier, notamment chez les travailleurs agricoles). Habiter ces espaces des marges urbaines avec ses lotissements à bas prix, ses *gated communities* de seconde zone, ses magasins de sortie d'usine, et ses champs aux portes des pavillons (document 10) n'est souvent pas un choix mais bien une contrainte spatiale. Bien

⁸⁹ *Beyond Edge City: Office Sprawl in South Florida* The Brookings Institution • Survey Series 2003 (R.E Lang *The Center on Urban and Metropolitan Policy*.)

que les contextes d'étalement urbain soient très différents, il est intéressant ici d'évoquer les travaux français sur les « prisonniers » du périurbain⁹⁰ : les citoyens expérimentant ainsi une nouvelle mise à l'écart non plus par la ségrégation mais par la distance et les prix du foncier sont de plus en plus nombreux à l'échelle planétaire (Rougé, 2005).

Cette relégation des plus pauvres en dehors des ghettos « traditionnels » est accélérée par la construction de plus en plus importante de *Public Housing* ou logements sociaux, dans cette zone du comté, favorisant l'accès à un logement pour les familles les plus démunies à la marge de la ville.

Document 10 : Image satellite du front d'urbanisation de l'agglomération de Miami (Google Earth juin 2010)



b) Le sprawl ou la fabrication de la distance en ville

« It will be sprawl: cookie-cutter houses, wide, treeless, sidewalk free roadways, mindlessly curving cul-de-sacs, a streetscape of garage door. Or, worse yet, a pretentious slew of McMansions, complete with the obligatory gatehouse. You will not be welcome there, not that you would ever have reason to visit its monotonous moonscape. Meanwhile, more

⁹⁰ L. Rougé, 2005, « Les “captifs” du périurbain. Voyage chez les ménages modestes installés en lointaine périphérie » in Capron, Cortès, Guétat-Bernard, 2005, *Liens et lieux de la mobilité, ces autres territoires*, Paris, Belin.

*cars will worsen you congested commute. The future residents will come in search of their American Dream, and in so doing will compromise yours »*⁹¹ (Duany, Plater-Zyberk, Speck, 2000, p. X). C'est ainsi, qu'avec un ton sarcastique dans l'introduction de leur ouvrage intitulé *Suburban Nation*, les fondateurs de la nouvelle école d'urbanisme née à Miami : le *New Urbanism* expliquent leur désaveu pour un étalement urbain sans réflexion à une échelle plus petite que celle du lotissement et qui compromet l'urbanité même des villes étatsuniennes.

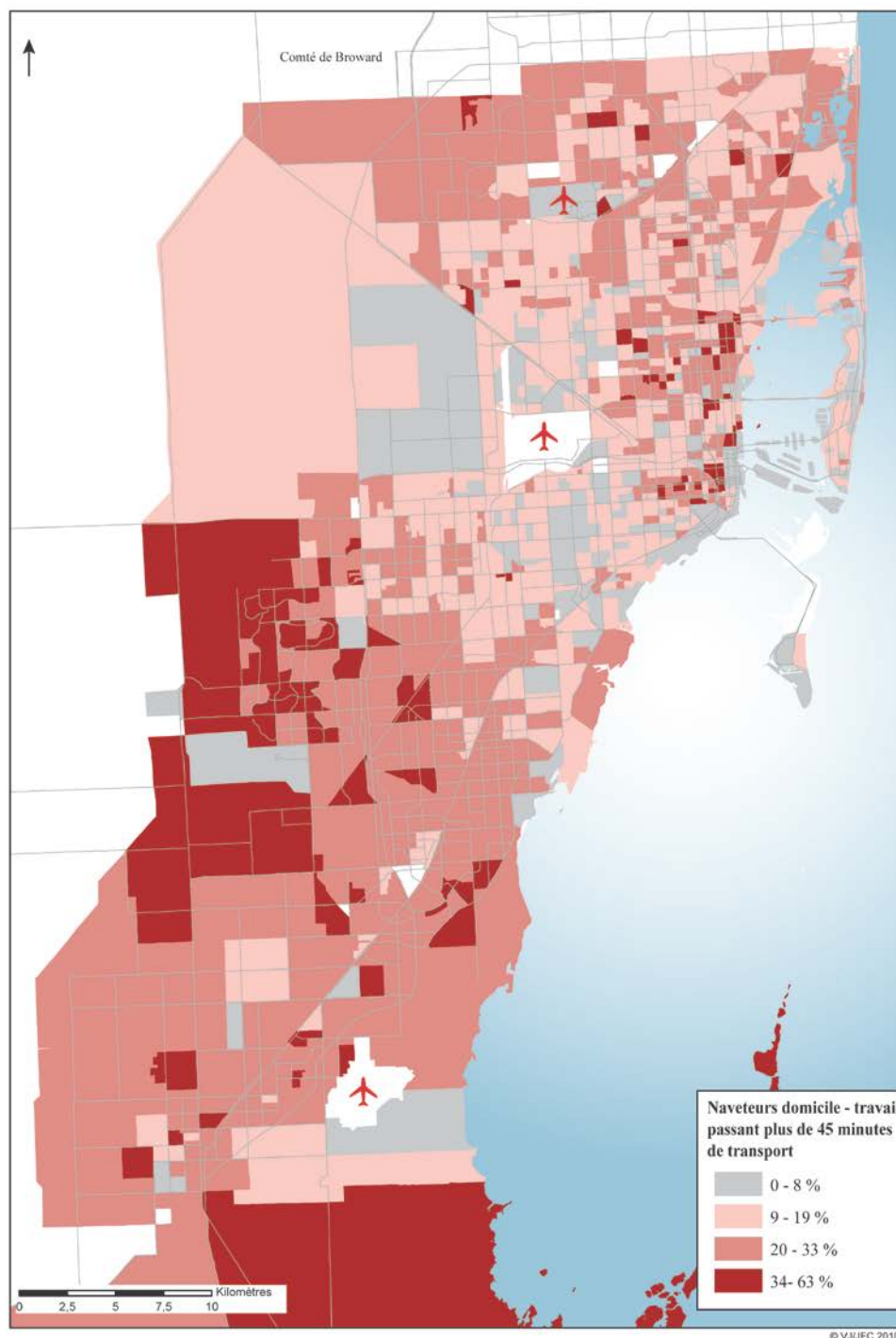
L'étalement urbain ou *sprawl* à Miami, comme dans la plupart des villes de la *Sunbelt* nées ou presque avec l'automobile, a depuis les années 1970 fait doubler la superficie urbanisée du comté de Miami-Dade. Il a pris deux directions principales l'ouest et le sud-ouest de la ville qui rappellent les liens entre ce phénomène et les espaces d'implantations des populations cubaines dans la ville. Gagnant 36 % de sa superficie et 57 % de sa population entre 1970 et 1990, l'essor urbain de Miami a peu à peu annexé de nouveaux secteurs, reculant les limites du front d'urbanisation essentiellement par l'intervention de promoteurs privés.

Cet étalement s'est principalement fait sous la forme de lotissements regroupant des pavillons tous semblables. Les expressions *cookie-cutter house* ou *MacMansion* utilisées par A. Duany rappellent surtout l'idée de moule ou de fabrication à la chaîne comparant ce mode de production de la ville aux fast-foods entraînant la création de « ville clone » sans esprit des lieux. Ces lotissements développés par pans entiers sont le fait non pas de schémas d'aménagement pensés par le comté ou les municipalités mais de promoteurs immobiliers : leur initiative est privée et la recherche de leurs acheteurs est celle d'une jouissance de leur logement et non d'un vivre la ville.

Rêve fondateur de la classe moyenne mondiale, le pavillon de banlieue signe pourtant dans une ville comme Miami la première aliénation à laquelle contraint cette extension urbaine : l'automobile et le temps de transport (carte 17). Miami figure, depuis plusieurs années, en tête d'un classement atypique celui de la « rage au volant » (*road rage*). Ce classement évoque ainsi la congestion permanente des grands axes de l'agglomération induite par son manque de centralité et son expansion qui obligent les citoyens à systématiquement utiliser leur véhicule.

⁹¹ « Ce serait l'étalement urbain : des maisons toutes semblables, larges, sans arbres, des routes sans trottoirs, des culs-de-sac stupidement courbés, des portes de garage incessantes longeant les rues. Ou, pire, d'innombrables McMansions prétentieuses, complétées par des portails obligatoires. . Vous ne serez pas le bienvenu, car vous n'aurez aucune raison de visiter cette désolation monotone. Entre temps, beaucoup plus de voitures aggraveront les déplacements déjà congestionnés. Les futurs résidents viendront à la recherche du rêve américain et en le faisant compromettent le tien » (traduction V.J.).

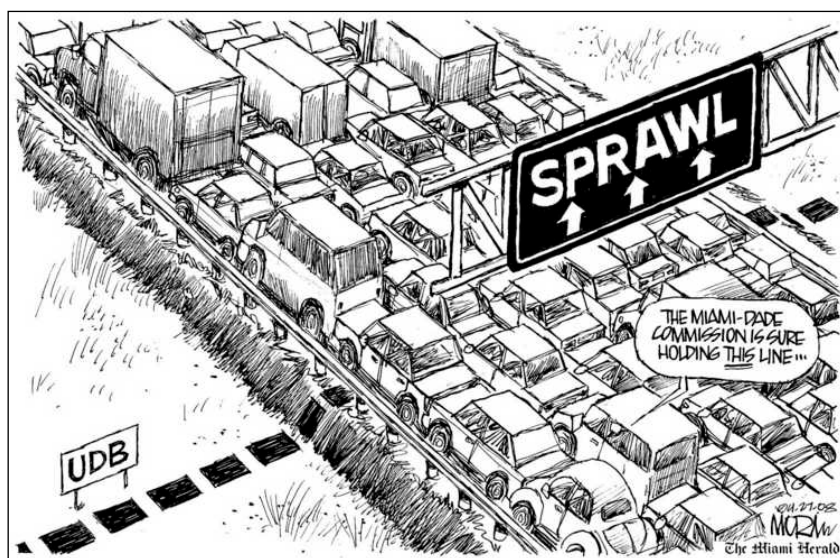
Par ailleurs, la carte montre que les habitants des *inner-cities* et de la très grande périphérie sont les plus contraints et opèrent les plus longs trajets domicile-travail.



Carte 17 : Fragmentation et distance-temps des navettes domicile-travail.

L'extension de la ville et sa gestion sont un véritable problème pour les autorités. Pourtant comme le montre le récent débat sur les limites de la zone urbanisable, la priorité ne semble pas être au ralentissement de l'étalement urbain : les rapports étroits entre le monde politique et les promoteurs immobiliers permettent à chacun de trouver un intérêt à la poursuite de ce développement.

Document 11 : Dessin de Jim Morin lors du vote par le comté du déplacement de la frontière du développement urbain (*Urban Development Boundary*)



Paru dans le *Miami Herald* du 21 novembre 2008

Urban Development Boundary (UDB) est une limite établie pour la première fois en 1983 par le comté de Miami-Dade pour marquer la frontière entre le rural et l'urbain et planifier l'extension de la ville afin de prévenir son expansion galopante. Le dessin de Morin présenté ci-dessus montre le trafic automobile colossal induit par le *sprawl*, et la relation de cause à effet entre les deux phénomènes. Le dessinateur fait ainsi dire à une voiture dans la masse de l'embouteillage : « la commission du Miami-Dade est sûre de tenir cette ligne ». Cette illustration est excellente non seulement pour donner une idée des autoroutes à quatre ou six voies de Miami, l'encombrement aux heures de pointe mais également des promesses jamais tenues de la commission du comté essentiellement cubano-américaine. Depuis la fin des

années 1990, elle a systématiquement reculé la UDB en promettant de ne plus la changer ultérieurement pour préserver les Everglades et le bien-être des habitants du comté...

Le déplacement systématique de l'UDB soulève pourtant une question : pourquoi la ville continue de la sorte à s'étendre ?

Premièrement, l'essentiel de l'extension est le fait de compagnies privées qui lotissent des pans entiers de ville, sans entraîner pour le comté de Miami-Dade aucune dépense mais bien au contraire des bénéfices par la vente de la terre et la récolte des taxes foncières. Cette production d'espaces urbains juxtaposés, voire clonés demande très peu d'implication en matière d'aménagement (électricité, eaux, assainissement) de la part du comté ou des municipalités car elle repose essentiellement sur des acteurs privés : promoteurs et acheteurs. Les *gated communities* étudiées notamment à Los Angeles par R. Le Goix sont alors le symbole de cet étalement de la ville privée soutenu par les collectivités locales (Le Goix, 2005a, 2005b).

Deuxièmement, le pavillon de banlieue reste un symbole fort du rêve américain et continue à toucher la majorité des familles de l'agglomération notamment chez les populations issues de l'immigration. Ainsi lors d'un entretien avec Aldy qui vit à Westchester celle-ci me résumait ainsi l'accession au pavillon de banlieue avec son mari : « On a réussi à acheter la maison au bout de cinq ans avec un crédit et **c'était mon rêve** et c'est vrai qu'on l'a eu, [...] les maisons sont jolies, avec un jardin et même un petit parc de jeu pour ma fille. Le quartier est tranquille, mais on ne se réunit pas dans la rue et les enfants ne jouent pas en dehors du jardin. Chacun est chez soi, mais on se connaît et quand on peut on s'entraide. Ici ce n'est pas comme à Cuba où tout le monde partage beaucoup plus parce que la vie quotidienne nous y oblige » (V.J. entretien du 14/04/08).

L'éloignement des centres chics et des beaux quartiers (North Miami, Miami Lakes, Coral Gables, Brickell et la plupart du littoral nord) permet ainsi d'accéder au rêve de la propriété grâce à un rapport au crédit très incitatif aux États-Unis.

Enfin, le rêve du pavillon de banlieue s'oppose à la pauvreté des quartiers centraux. La volonté de mobilité vers la banlieue est également un signe d'ascension sociale et permet la mise à distance de l'insécurité et de la violence réelles ou fantasmées qu'on prête généralement aux États-Unis, comme ailleurs, aux quartiers d'immigrés et/ou afro-américains.

Comme le rappelle S. Body-Gendrot, la peur de la ville est une des raisons principales de la fuite des classes moyennes vers la *suburb* : « Désormais, le choix se fait par rapport à la perception des risques d'insécurité et à la représentation que l'on a des uns des autres, et réciproquement » (Body-Gendrot, 2008, p. 35). Cela entraîne une dislocation du tissu urbain avec la formation d'espaces urbains plus « détachés » de la ville, gérés essentiellement par la copropriété ou la municipalité et où l'entre-soi social et parfois culturel conduit à une volonté de faire sécession avec le reste du corps urbain : de se protéger de l'Autre. Ainsi comme le déclare R. Le Goix et C. Loudier-Malgouyres : « Les espaces publics des villes américaines sont l'objet d'une dépréciation et d'un désinvestissement dans la seconde moitié du XX^e siècle. L'idéal de la maison individuelle, renforcé par des valeurs centrées sur la propriété privée, le choix alors porté sur le tissu périurbain en sont des explications d'ordre culturel. La montée d'une confusion entre espace public et criminalité, problème social, son évocation comme lieu à haut risque, source des maux de la ville et de la crise urbaine participent encore à cette dépréciation » (2005, p. 28).

c) Privation et privatisation de l'espace public

En effet, les espaces publics dans la ville à Miami sont rares. La plage, si elle reste un espace public de référence dans la ville, garde cependant des divisions sociales visibles. L'éloignement relatif de la majorité de la population du front de mer ne permet pas à la plupart des ménages une pratique régulière de cet espace public. Par ailleurs, de plus en plus de kilomètres sont privatisés ou présentent des horaires précis notamment avec une fermeture et la mise sous surveillance policière la nuit tombée des plages populaires du nord de Miami Beach pour des raisons de sécurité...

Or comme le remarque E. Le Texier : « La raréfaction de l'espace public touche particulièrement les centres urbains marginalisés qui abritent les minorités ethniques ou raciales, les populations issues de l'immigration, les sans-papiers ou encore les groupes désaffiliés. Aux États-Unis, le « nouveau urbain » de certains ghettos noirs et de certains *barrios*, quartiers composés majoritairement d'habitants d'origine hispanique, s'accompagne ainsi d'une privatisation de l'espace public » (Le Texier, 2006, p. 10). Et ce qui vaut pour San Diego est également vérifié pour Miami.

Les espaces publics comme les parcs, les trottoirs ou les places sont au sein de Miami des espaces extrêmement révélateurs des pratiques essentiellement segmentées et privées de la ville. « En effet, la privatisation des parcs et la dynamique d'expulsion des populations dites

« indésirables » des centres urbains se généralisent. Les parcs, qui constituaient le dernier espace public contribuant à la visibilité et légitimité des exclus comme membres de la cité (Mair, 1986), se trouvent au cœur de récents aménagements urbains et de processus de *gentrification* » (Le Texier, 2006, p. 14).

La plupart du temps sous-utilisés si ce n'est pas vides, les parcs, symboles de l'espace public au cœur de la ville sont le signe d'une perte de la pratique urbaine *en-commun*, c'est-à-dire d'un vivre ensemble. Soit parce que les espaces dédiés à ces pratiques urbaines sont faiblement implantés dans la ville (le manque de parc à Miami est criant) soit parce que quand ils existent, ils sont souvent décrits comme dangereux, voire pour reprendre les mots de L. Wacquant sur South Side à Chicago : « le danger physique inonde la vie quotidienne et génère un climat oppressant de terreur qui a provoqué la disparition quasi complète de l'espace public. » (2006, p. 209). Et si la réalité dans de nombreux quartiers de la ville n'atteint pas forcément ce degré de « terreur », il n'est pas rare de voir des parcs totalement vides à Miami. Les questions de l'insécurité font donc craindre une pratique en-commun de l'espace public qui se trouve dès lors relégué au second plan dans les plans d'aménagement puisqu'il n'est pas pratiqué par les « bons citoyens »⁹². Les questions soulevées par E. Le Texier à propos du « Chicano Park » de San Diego semble alors coïncider totalement avec l'exemple de Miami. L'exclusion des « indésirables » et la gentrification des lieux sont les deux principales causes de la privatisation de l'espace public.

En effet, un des éléments qui favorise la privatisation de l'espace public est la volonté des élites de ne pas laisser ces lieux « gratuits » devenir l'espace des plus démunis. Ces derniers deviennent souvent dans les discours de l'élite des délinquants dans un processus démontré par L. Wacquant : la pénalisation de la pauvreté (2001). Il s'agit donc pour les pouvoirs de mettre en œuvre des stratégies souvent proches d'une privatisation de la pratique de l'espace ou de « contraction de l'espace » (Wacquant, 2006, p. 209) pour les individus qui n'épousent pas la vision de l'en-commun des autorités. Et Miami est dans ce sens une des municipalités à la pointe de l'exclusion des plus pauvres mais aussi des SDF pourtant nombreux dans la cité du *sunshine state*. Jouir de l'espace public à Miami peut donc être rapidement considéré comme un délit.

⁹² A ce titre plusieurs parcelles « d'espace vert » dans le code urbain de Miami sont en fait des terrasses et toits végétalisés auxquels seuls les résidents de l'immeuble ont accès.

À Little Havana, *inner-city* en mutation, cette privatisation et sécurisation de l'espace public prend diverses formes et montre les adaptations et les recompositions cubano-américaines à la ville étatsunienne. L'élite dirigeante du quartier affiche ainsi sa volonté de maintenir des « yeux » dans la rue (*eyes on the street*), afin de diminuer les pratiques considérées comme déviantes par une vigilance du voisinage, une présence renouvelée des piétons dans la rue. Cette volonté de rendre la rue aux « bons citoyens » est rendue plus aisée par la connaissance interpersonnelle que les élites entretiennent avec une partie des habitants (chapitre 4, métaphore de la famille et gouvernement pastoral).

Le document 12 produit par le *Neighborhood Enhance Team* (NET) appelle d'une autre manière à la participation citoyenne pour réduire l'insécurité au sein du quartier. . Cette insécurité présumée (drogues, gangs, prostitution) se retourne souvent contre les plus démunis et notamment les SDF, cibles des autorités du quartier. Lors de notre entretien, le directeur du NET a reconnu que les SDF s'identifiaient et appartenaient au quartier (ils ont des attaches affectives avec ce quartier) ; pourtant, ces personnes restent pour lui avant tout un problème à résoudre (encadré 16). Ces agissements de la part des leaders politiques rappellent les années Giuliani à New York et le principe de la tolérance zéro synonyme d'un vent réactionnaire et de ce que N. Smith nomme la ville revancharde (Smith, 1999).

Encadré 16 : Le problème des sans-abris et l'espace public à Little Havana, entretien avec le directeur du NET

El problema de los homeless me da mucha pena y personalmente yo creo que muchos de ellos, todos, tienen su problema y necesitan ayuda. Hay una pila que son unos descarados que no quieren trabajar, que no quieren hacer nada y están en la calle porque no quieren hacer nada. Todos los que están en la calle déjame decírtelo están aquí porque les da la gana. Están locos, están deshabilitados o lo que sea, pero todos están aquí porque quieren estar. Últimamente, les estamos ofreciendo ayuda ; el jueves pasado por ejemplo nosotros vinimos aquí a las 6 de la mañana y ayudamos a 11 individuos que estaban en la calle durmiendo en frente a algunos negocios, o dentro de un banco, en varios lugares y los llevamos a un centro. Ya de esos, yo diría eran 11, hay 8 por lo menos que están allí en la calle.


Nosotros todas las mañanas, estos dos oficiales que pasaron por aquí (la oficina del NET), todas las mañanas ellos tienen el trabajo, el assignment to go on the I95, chequear los parques, J. Martí park, under the flagler bridge, la 17, la 836, los parques o cualquier lugar donde allá vienen personas que pueden estar transpassing on private property y sacar a todos los homeless que están en esas áreas. La mayor parte del tiempo la única cosa que podemos

hacer es make their life difficult. Arrestarlos, no podemos arrestarlos, nada más que decirles : aquí no puedes estar.

Muchos de ellos se sienten pertenecer al barrio, muchos de ellos que son latinos y llevan muchos años aquí y no importa donde tú los lleves, vuelven por acá, vuelven por acá. Algunos días nosotros les hemos llevado a Homestead tienen un shelter en Homestead, un buen shelter esperando que quizás les guste Homestead : olvídate, they come back, they come back. They just turn around..

Entretien V.J/M.F 26/03/2008, (traduction annexe III, p. 325)

Document 12 : Prospectus à l'intention de la population de Little Havana où le crime et les sans-abris sont délibérément associés



PABLO CANTON
NET Administrator
CITY OF MIAMI LITTLE HAVANA SERVICE CENTER
1275 N.W. 1st Street / Miami, FL 33125
(305) 960-4650 Fax: (305) 960-4650 E-Mail: pcanton@ci.miami.fl.us

AYUDEMOS A LOS DESAMPARADOS
NO LES DE COMIDA O DINERO
PUEDEN ESTAR HACIENDO MAS DAÑO QUE BIEN

Muchas personas desamparadas sufren de adicciones o de problemas mentales que no los dejan salirse del círculo negativo en que viven. Ellos si necesitan ayuda, pero típicamente el dinero no es lo que los ayuda. Ellos necesitan servicios sociales para poder mantenerse por sus propios valores.


Aunque suene cruel que no les den comida o DINERO a los desamparados en la calle. La Ciudad de Miami a implementado un programa de proveer comidas a los individuos desamparados 365 días al año en cuatro localizaciones diferentes. Los comedores son servidos y atendidos por personal de la Ciudad de Miami del Programa de Ayuda a Desamparados, donde también las personas desamparadas son informadas de los servicios disponibles para ellos. Incluyendo casa y tratamiento permanente.
"Simplemente proporcionándoles comida o dinero no impactaran en sus graves problemas."

Dirección de los comedores:


Trinity Episcopal Cathedral 464 NE 16 Calle. Lunes: 6:30-10:00pm Viernes: 5:00-10:00am	Historic MT Zion Church 301 NW 9 Calle Martes: 6:30-10:00pm
Miami Rescue Misión 2020 NW 1ra Avenida Viernes, Sabado, Domingo 5:30-6:45pm Domingo 11:30am-2:00pm	Camillus House 726 NE 1 Avenida Lunes, y Jueves: 6:30-8:00pm Sábados: 10:00am-12:00pm

Llámenos si tiene alguna persona desamparada que quisiera ayudar. Programa de Asistencia para Personas Desamparadas de la Ciudad de Miami.
1490 NW 3rd Ave, Miami, FL 33136 (305) 576-9900

CITY OF MIAMI LITTLE HAVANA SERVICE CENTER / 1275 N.W. 1st Street / Miami, FL 33125 / (305) 960-4650 Fax: (305) 960-4650



PABLO CANTON
NET Administrator



ACABEMOS CON EL
CRIMEN EN
NUESTRA AREA
NECESITAMOS SU AYUDA

AYUDENOS A ACABAR CON LOS DELINCUENTES
REPORTANDO A INDIVIDUOS INVOLUCRADOS EN
DROGAS, ROBOS, PROSTITUCION ETC.

SU INFORMACION ES IMPORTANTE Y SE MANTENDRA ANONIMA. NO NECESITAMOS SU NOMBRE. POR FAVOR LLAMENOS AL (305) 960-4650

CITY OF MIAMI LITTLE HAVANA SERVICE CENTER / 1275 N.W. 1st Street / Miami, FL 33125 / (305) 960-4650 Fax: (305) 960-4650

Le *José Martí park* évoqué dans l'entretien par le directeur du NET est ainsi un espace intéressant pour comprendre le fonctionnement de l'espace public à Little Havana et la vision des élites locales de la ville à vivre et partager. Ce parc, qui est une des pièces maîtresses de la réhabilitation urbaine du quartier votée sur des budgets municipaux en 1972 (avec l'opération *Parks for People*), prit pourtant l'essentiel de ses formes actuelles à partir de 2001 avec le vote de nouveaux budgets accordés aux espaces verts dans la ville. Le redéveloppement tardif du parc (en 1982 après avoir accueilli les tentes des *Marielitos*) n'est pas sans rapport avec le retour des investisseurs à Little Havana, notamment à travers le *East Little Havana community Development Corporation*, qui a conduit de nombreux plans et érections de *condominiums*. Le parc J. Martí se situe en effet sur un des axes majeurs de redéveloppement et de gentrification du quartier : les bords de la rivière Miami dont l'aménagement fait l'objet d'intenses débats au sein de la Miami River Commission et à proximité de Brickell.

La gentrification se manifeste notamment par l'érection de nombreux *condominiums* destinés à des populations allogènes au sein de cette *inner-city*. Elle est une des autres causes de privatisation de l'espace public dans un souci de sécurisation des lieux pour des populations aisées effectuant un « retour à la ville ». Or ce retour à la ville pour ces populations n'est possible que parce que les *condos* leur offrent les infrastructures de sécurité nécessaire. Ils peuvent vivre dans ce quartier sans même parcourir l'espace public : du parking à l'ascenseur, de la voiture à l'autoroute. L'individualisation et la privatisation de l'espace leurs permettent de vivre à Little Havana sans partager le moindre centimètre carré d'espace public. Augmenter la densité de la ville centre comme son accessibilité pour les populations les plus aisées est donc une des priorités des développeurs immobiliers dans la ville et notamment à Little Havana.

Cette forme de fragmentation urbaine rapproche également Miami des grandes villes latino-américaines comme Sao Paulo ou Mexico. Ainsi les travaux de C. Monteiro sur la notion de ghetto au sein des cités brésiliennes montrent bien que l'avènement des *condominiums* notamment à Sao Paulo produit de véritables espaces privatisés : « *these enclaves located side by side with their encapsulated forms of commerce, service, and leisure facilities create the most acute form of urban disconnection* » (Monteiro, 2008, p. 382).

Par des nouvelles formes d'urbanisation et de sécurisation, la coprésence de populations représentatives des inégalités de revenus et donc d'accès à la ville est devenue possible sans cohabitation. La fragmentation accentue à outrance la capacité de populations à ne plus appartenir à un espace commun partagé. L'habiter n'est plus valorisé au profit de la connectivité c'est-à-dire de la capacité à la mobilité, l'accessibilité maximum.

d) *L'accessibilité*

« L'accessibilité c'est l'offre qui permet aux individus et aux ménages de réaliser leur mobilité. Évidemment, cette offre n'est pas la même selon que l'on observe la mobilité quotidienne et la mobilité résidentielle : dans un cas de figure, il s'agit plutôt des infrastructures routières ou des réseaux de transport en commun, et dans l'autre, du parc du logement. En tout état de cause, dans les deux cas, cette offre renvoie au type de politique urbaine menée aux différents échelons d'intervention ». (Dureau, Levy, 2000, pp. 6-7). Cette définition qui distingue la mobilité résidentielle et la mobilité quotidienne dans son incidence sur l'accessibilité semble paradoxale. Le parc du logement joue sur la capacité des ménages à gagner des espaces mieux connectés et donc directement sur leur capacité à se mouvoir au quotidien.

Par ailleurs, un article du *Nuevo Herald*⁹³, citant une étude de *Transportation for America*, explique que Miami est la troisième ville la plus dangereuse pour les *piétons* (photo 24 VJ 29/03/08). Le nombre de concessionnaires, garagistes, stations services, casses et autres établissements dédiés à la voiture rappellent, sans cesse et partout dans la ville, la place incontournable que ce bien de consommation a acquise dans la vie quotidienne des populations. Celles-ci n'ont presque aucune alternative aux dépenses engendrées par l'essence, l'entretien et l'assurance de leur véhicule pour vivre.

⁹³ A. Chardy, « Miami es un peligro para los peatones » in *El Nuevo Herald* du 9 novembre 2009.

Photo 25: Des aménagements pour les piétons sous haute protection : quand la route remplace la rue (Hialeah).



Photo 26 : Enclavement et immobilité relative, arrêt de bus à Little Havana.

Les lignes de bus sont relativement nombreuses et quadrillent de façon homogène l'ensemble du territoire du comté Miami-Dade. Mais la faible rotation de véhicules et les distances à parcourir n'incitent pas à se déplacer en transport en commun.

La seule ligne de métro est sous-exploitée. Elle dessert un tronçon restreint de la ville allant de la banlieue populaire de Hialeah à la banlieue plus bourgeoise de Kendall. Elle traverse néanmoins plusieurs quartiers centraux de la ville et dessert le *downtown* et des grandes institutions comme le Jackson Hospital et l'université de UM. Mais, cette seule ligne ne permet qu'un déplacement limité du nord vers le sud de l'agglomération et ne relie en aucun cas, les périphéries les plus éloignées et encore moins, ce qui reste une chose étrange pour une ville touristique comme Miami, l'aéroport et les plages. Le métro est donc largement insuffisant pour permettre une réelle accessibilité à la ville et à ces centres pour l'ensemble de la population. Certes après avoir vu plusieurs versions refusées, un projet est en cours pour relier l'aéroport au *downtown*. Mais la lenteur des travaux montre bien la non-priorité des transports publics dans les plans de la ville. L'agglomération préfère faire de la communication en installant le Wifi dans les wagons d'un métro sous-utilisé que d'améliorer réellement la desserte de la ville.

Les bus restent alors des palliatifs à l'immobilité pour des populations précises. Les populations les plus pauvres, les migrants récemment arrivés, les femmes avec enfants pour les ménages dépourvus de deux véhicules ou sans permis de conduire et les personnes handicapées sont les utilisateurs majoritairement rencontrés dans l'ensemble des quartiers traversés (photo 25, V.J. 17/02/10). Il faut également évoquer les personnes âgées, notamment dans les bus traversant les quartiers cubains (ligne 8, 11 et 24). Les populations de plus de 60 ans sont nombreuses et le service de bus leur permet de se rendre aux différents espaces qu'ils aiment à fréquenter du Westchester Mall au parc aux dominos de la *calle ocho*.

La dislocation de l'espace-temps dans une ville aussi étendue est une façon de pousser l'enclavement à son paroxysme pour les populations les plus pauvres. Cela diminue leur « droit à la ville » en n'en permettant pas un accès facilité mais surtout en les privant d'espaces centraux partageables par tous par une fragmentation poussée à outrance. Cette notion de « droit à la ville » employée par les sociologues pourrait être traduite par celle « d'accès à la ville » qui dépasse pour le géographe les simples infrastructures de transports. Celui-ci peut être défini comme une capacité des citoyens à se mouvoir sur l'ensemble des réseaux d'échanges : à bénéficier de la centralité urbaine. Les notions de distance et d'enclavement sont essentielles pour comprendre les processus spatiaux de l'exclusion qui, dans les métropoles actuelles, sont intimement liés à la notion de mobilité. Dans une ville aussi étendue que Miami, où les centralités urbaines sont multiples et éclatées, il est possible à la suite de H. Lefebvre de déclarer que « s'il n'y a pas de centralité, il n'y a plus de vie urbaine, la pratique urbaine est attaquée en son cœur par la dislocation de la centralité. » (Lefebvre, 2000b, p. 60).

Pourtant la vie citadine n'a pas disparu complètement de Miami et encore moins de ces quartiers centraux. La résilience et la résistance des populations des quartiers où la ville est encore vécue et parcourue par de nombreux habitants, y sont visibles. Ces derniers trouvent alors des palliatifs à leur immobilité en instituant des pratiques parallèles et parfois héritées d'usages citoyens anciens de Miami ou des pays d'origine pour les quartiers d'immigrés. Ainsi les Jitney (minibus dont les chauffeurs sont les propriétaires et les patrons) ont été interdits par le comté à partir des années 1960 pour ne pas nuire au développement du réseau public de bus. Mais, à partir des années 1980 et surtout 1990, ce mode de transport collectif qui ressemble dans ses pratiques aux *taptap* portoprinciens ou aux taxis collectifs cubains a repris les routes des quartiers centraux notamment Little Haiti et Liberty city. Il les relie plus

rapidement (les chauffeurs s'arrêtent à la demande) et à un moindre coût (1 dollar le trajet) généralement au centre ville. Ces opérateurs privés de la mobilité au départ informels sont devenus légaux par une reconnaissance de leur utilité par les pouvoirs publics mais surtout les habitants. Ils trouvent dans ce mode de transport une sociabilité perdue par les villes du Nord, notamment avec des discussions qui s'animent et des autoradios qui crient à tue-tête.

Ces différents rapports à la distance et l'éclatement des centralités miamiennes montrent la spécificité des villes américaines. Miami est une ville fragmentée et de plus en plus tournée vers une jouissance privative de l'espace. Elle voit pourtant renaître des pratiques collectives mises en place par ses populations immigrés et latines qui l'habitent et la font bouger. Mais également d'urbanistes et d'architectes qui dénoncent la perte d'urbanité de la ville et prône la mise en place d'un nouvel urbanisme.

3) Le New Urbanism

Le courant architectural du Nouvel Urbanisme ou *New Urbanism* est (presque) né à Miami ; il est défendu et enseigné à l'Université (UM) par le Cubano-américain A. Duany avec son épouse E. Plater-Zyberk (DPZ). Tous deux sont les fervents défenseurs d'une nouvelle ville à vivre ou plutôt, d'une nouvelle *suburb* à vivre, plus proche de ce qu'ils nomment les *neo-traditional town* ⁹⁴.

La définition de ces nouvelles « villes traditionnelles » cherche à se détacher auprès des classes moyennes de l'image qu'a acquise la ville : violente et pauvre. Le *New Urbanism* (NU) s'inscrit contre le *sprawl* et en faveur de la densification et donc de l'aménagement de la *suburb* en *neo-traditional town* : des trottoirs, des commerces de proximité, des parcs, de la verdure et surtout la remise en centre du piéton et des transports en commun. En somme recréer partout dans ces ville-régions des centres villes modèles, redonner du vivre ensemble, de la mixité et de la centralité à ses villes distendues, fragmentées et clones. Une des réalisations de DPZ, *Seaside* au nord-ouest de la Floride (1979) a parfaitement symbolisé cette idée d'urbanité modèle en prêtant décor au film *The Truman Show* (Weir, 1998). *Seaside* « nouvelle ville traditionnelle », cette *suburb* cotière devint le cadre idéal pour un plateau de télévision géant, maquette d'une société représentée par une classe moyenne blanche suspendue à un « reality show »...

⁹⁴ Ville néo-traditionnelle.

Dans la charte datant de 1994 qui définit le courant du *New Urbanism* (annexe IX p. 338) les fondateurs déclarent : « *nous défendons* la restauration des villes et des centres urbains au sein de régions cohérentes, la redéfinition des banlieues informelles en un ensemble de quartiers ou de « districts », la conservation des espaces naturels et la préservation de notre héritage culturel. [...] *Nous représentons* un large groupe de citoyens, composé de décideurs du secteur public et privé, d'acteurs sociaux et de membres de diverses professions libérales. Nous sommes attachés à rétablir la relation entre l'art de construire et de bâtir une communauté à l'aide d'une planification et d'une conception spatiales s'appuyant sur une participation des citoyens. *Nous nous dédions* à sauvegarder nos logements, nos îlots, nos rues, nos parcs, nos quartiers, nos « districts », nos villes, nos régions et notre environnement. » En terme d'appropriation spatiale, les répétitions de « nos » devant parcs, logements sont révélatrices. Ce sens de l'en-commun ou de la communauté reflète le contexte politique dans lequel la ville est pensée : une ville en enclos. Le discours sur la ville « néo-traditionnelle » est une ville dont la mixité n'est qu'une histoire de zonage (commerce, transport, parc, etc.) malgré la concertation avec les habitants et la gouvernance prônées par DPZ. Mais quelle citoyenneté est vraiment mise en avant, une fois sortie des plans et des maquettes où les piétons circulent en effet ? Quelle vie sociale pour ces banlieues réaménagées par avance en vibrante communauté ? Quelle urbanité désignent les maîtres mots du *New Urbanism* : « *dense, pedestrian-friendly, and transit-accessible* » dans des villes où ces notions semblent surimposées à un espace déjà construit sans elles ?

D. Harvey dans un court article montre bien que ce nouvel urbanisme ne dresse qu'une vision bien idyllique du monde urbain américain et se désintéresse largement des problèmes sociaux les plus criants de la ville, remettant au goût du jour le rêve de la banlieue, communautaire et morale, proche de la nature de la fin du XIX^e siècle. « *The new urbanism cannot get to the crux of urban impoverishment and decay [...] the whole fabric of sociality is torn asunder, making invocations of community and traditional neighborhood districts (of the sort that Andres Duany and Elizabeth Plater-Zyberk design) seem irrelevant to the fate of the "new" American metropolis actually forming all around us. In the absence of employment and government largesse, the "civic" claims of the new urbanism sound particularly hollow. But my real worry is that the movement repeats at a fundamental level the same fallacy of the architectural and planning styles it criticizes. Put simply, does it not perpetuate the idea that the shaping of spatial order is or can be the foundation for a new moral and aesthetic order? Does it not presuppose that proper design and architectural qualities will be the saving grace*

*not only of American cities but of social, economic, and political life in general? »*⁹⁵ (Harvey, 1997, p. 2). Le *New Urbanism* (NU) comme la plupart des courants de l'architecture est donc un discours sur la ville et le vivre la ville qui prend forme et suppose ainsi la création d'un nouvel ordre urbain.

La charte d'aménagement Miami 21, œuvre des pouvoirs cubains, propose un code urbain pour la Miami du XXI^e siècle et pose ainsi les jalons d'un nouvel ordre urbain. Et ce n'est pas sans coïncidence que sa réalisation a été confiée en grande partie à l'agence Duany Plater-Zyberk qui se définit comme planificatrice de quartiers traditionnels (*traditional neighborhood*) et défenseuse d'une croissance raisonnée (*smart growth*). Ce nouveau plan d'aménagement a été adopté par la ville à l'automne 2009 après quatre ans de débats et de discussions qui ont régulièrement amendé les propositions faites. Le projet semble colossal au sein de la cité qui est majoritairement née d'initiatives privées et de conquête de la terre. Or comme le rappelle N. Smith le *New Urbanism* et *the revanchist city* sont les deux faces d'une même médaille. Recréer la rue et la ville selon les préceptes de DPZ n'est qu'une façon parmi d'autre d'exclure un peu plus les populations pauvres ou marginales de l'urbanité, ceux-ci ne correspondant pas à la vision des élites bâtisseuses. « *The revenge of the new urbanism is a revenge hardwired into the institutional control of the landscape and its spatial location. Precisely in its escapism the new urbanism posits geography as the means of revenge. Without the revanchist city, the new urbanism has no rationale; the past it evokes has no future except perhaps for a small elite. It is not a solution to, but an accomplice of, the revanchist city* »⁹⁶ (Smith, 1999, p.105).

Le courant du *New Urbanism* participe ainsi pleinement à la manière dont les élites pensent le futur de la ville. Ce courant d'architecture est aujourd'hui largement cité et utilisé dans de nombreux projets urbains à travers les États-Unis. Ces nouvelles villes « néotraditionnelles »

⁹⁵ « Le nouvel urbanisme ne peut pénétrer le centre de l'appauvrissement et la pourriture urbains [...] toute la fabrique de la socialité est déchirée en morceaux, et les invocations à la communauté et aux quartiers traditionnels (dans le style de Andres Duany et Elizabeth Plater-Zyberk) étaient inappropriées à la destinée de la « nouvelle » métropole se formant autour de nous. Avec l'absence de l'emploi et de la largesse gouvernementale, le « civisme » que le nouvel urbanisme revendique semble particulièrement vide. Mais mon vrai souci est que le mouvement répète à un niveau fondamental les mêmes erreurs des styles architecturaux et des aménagements qu'il critique. Plus simplement, ne perpétue-t-il pas l'idée que l'élaboration de l'ordre spatial est ou peut être la fondation pour un nouvel ordre moral et esthétique ? Ne présuppose-t-il pas que le design adéquat et les qualités architecturales seront la grâce salvatrice, non seulement pour les villes américaines mais pour la vie sociale, économique, et politique en général ? » (traduction V.J.).

⁹⁶ « La revanche du NU est une revanche largement connectée au contrôle institutionnel du paysage et de sa localisation spatiale. Dans son escapisme le NU pose précisément la géographie comme un moyen de revanche. Sans la ville revancharde, le NU n'a pas de rationalité ; le passé qu'il évoque n'a pas de future excepté pour une élite réduite. Ce n'est pas une solution mais bien un accomplissement de la ville revancharde » (traduction V.J.).

ont d'ailleurs fait des émules parmi les populations hispaniques aisées qui cherchent à retrouver un semblant de ville latine dans ses pratiques et un entre-soi accepté dans sa réalité. Le *New Urbanism* devient alors un argument pour promouvoir la ville de Miami du nord au sud du continent.

B) LE MARKETING URBAIN : VENDRE UNE VILLE AU NORD COMME AU SUD

Miami est depuis sa création une ville touristique. Néanmoins, elle a toujours su valoriser son attractivité auprès d'autres populations en promouvant une image fondée sur la facilité d'entreprendre et un style de vie. En sus du soleil et des palmiers (symbole de la ville), la ville a également su se façonner l'image d'un lieu du divertissement aux nuits endiablées. Pourtant cette image générique ou *branding* est assez loin de la réalité de Miami : la très grande majorité des touristes ne voient pas cette facette. Ils ne fréquentent pas Miami et se rendent directement à Miami Beach, plus exactement à South Beach, centre touristique de la ville et lieu incontournable du divertissement pour ses habitants. Sa position géographique et son climat ont fait d'elle une destination importante aussi bien du tourisme de masse que d'un tourisme d'affaires avec l'organisation de nombreux colloques et symposiums dans les nombreux *country clubs* et grands hôtels qu'offre la ville.

Miami a également utilisé ce marketing urbain pour se créer une place dans la hiérarchie urbaine de la « world class », classe d'expatriés qui recherche quel que soit leur cadre spatial les mêmes aménités urbaines. Miami joue en effet sur deux tableaux comme le décrit M. Rosenberg « par une médiatisation multiforme de la ville [...], un marketing interne réservé aux habitants et un marketing externe à destination du monde » (Rosenberg, 2000, p. 125). Elle joue de l'héliotropisme sur les cadres transnationaux comme les personnes âgées et elle vante un certain style de vie entre nonchalance, subtropicalité et modernité urbaine, pour attirer de nouveaux résidents venant du Nord comme du Sud. Ainsi, une étude sur l'habitat menée par le *Metropolitan center* de FIU pour la chambre de commerce du grand Miami en 2008 montre l'augmentation significative du nombre de résidences secondaires dans la ville (croissance de 36 % entre 2000 et 2008)⁹⁷.

⁹⁷ 2008 Miami-Dade county workforce housing needs assessment, Greater Miami Chamber of Commerce, Metropolitan center FIU, mai 2008.

Le marketing urbain est avant tout un miroir pour la ville et cherche à forger un discours aussi bien à l'attention des touristes que d'une « classe internationale » pour promouvoir la cité et faire valoir sa centralité du divertissement (encadré 17).

Encadré 17 : « Miami la ville tropicale » discours et image de marque de la cité

Miami : La ville tropicale Publié le 25.06.2008 JET SET MAGAZINE



« L'étonnant mélange des diversités culturelles de Miami saute aux yeux dès que vous entrez dans cette ville tropicale bercée de mélodies latines. C'est une destination de classe mondiale qui déborde d'activités et de fêtes non-stop où célébrités et jet set se rencontrent.

Bien que Miami ait une notoriété dans de nombreux domaines, elle est considérée comme l'un des lieux les plus branchés des États-Unis. Son superbe climat ensoleillé, ses plages de sable blanc et son inépuisable vie nocturne ne font que renforcer cette réputation. En plein cœur de la ville s'étendent 25 kilomètres de plages bordées de restaurants et de boutiques.

Ce qui était autrefois un paradis pour les retraités américains est également devenu un lieu de fêtes et de divertissements pour la nouvelle génération. Vous pouvez apercevoir des célébrités le long de la longue bande de sable branchée de South Beach ou de Coconut Grove, mais la plupart des personnes qui habitent ici sont des gens de classe moyenne qui veulent profiter du climat et du style de vie. La nourriture est excellente et provient d'un mélange de différentes cultures : caraïbe, latine et sud américaine. Les meilleurs endroits pour manger sont les étals omniprésents situés dans les rues et les petits cafés cubains qui servent des spécialités typiques à des prix défiant toute concurrence.

Miami et Miami Beach sont effectivement deux villes clairement différentes. Miami Beach, située sur la côte, est presque exclusivement orientée vers le tourisme et est constituée principalement d'hôtels et d'appartements de vacances. Miami, située à l'intérieur des terres, est une ville cosmopolite avec un goût clairement latino-américain.

Le district art déco de Miami Beach occupe une surface compacte d'un mille carré (2.5 km²) grossièrement entre Lincoln Road, Sixth Street, Ocean Drive et Alton Road. C'est une grande exposition de ce mouvement artistique du début du vingtième siècle et qui contient des douzaines d'immeubles de cette architecture caractéristique restaurés. La partie South Beach, où vivait le styliste Gianni Versace, est un des quartiers les plus branchés au monde. »

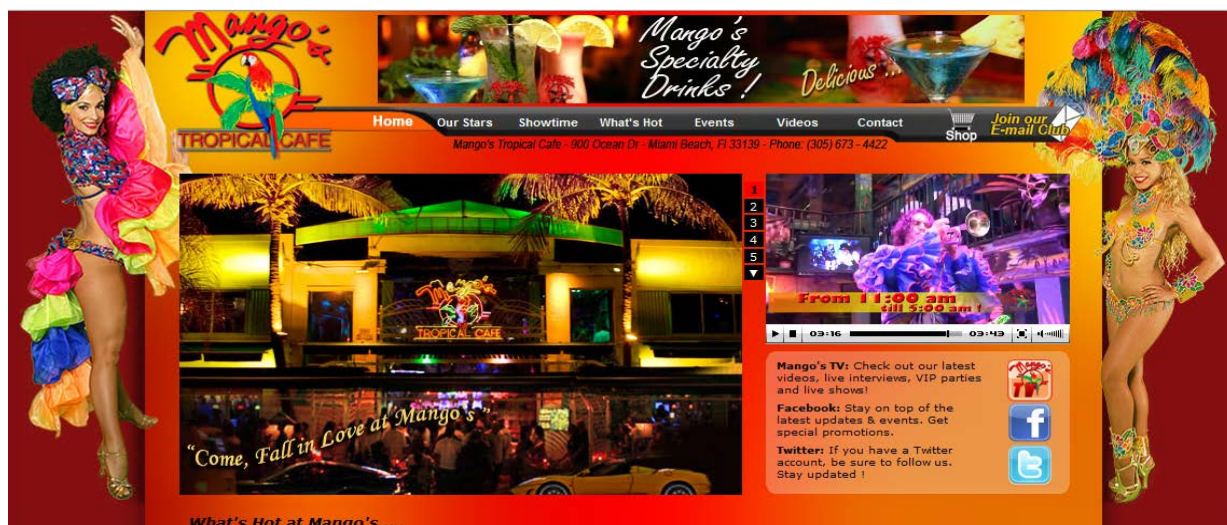
1) South Beach

South Beach est sans conteste le lieu le plus emblématique de Miami, le paysage qui délibérément s'accroche au nom de la ville dans la plupart des brochures touristiques mais aussi des imaginaires collectifs. Ici se trouvent le front de mer, l'océan et sa plage et non à Miami qui donne sur la baie et est reliée à ce cordon littoral par sept ponts. Les artères mythiques de Miami Beach, son quartier « art déco » comme sa plage et sa promenade sont aujourd'hui vantés à travers le monde et font de ce quartier un générique paysager, un espace que l'on s'attend à trouver ou tout au moins à voir et que les autorités urbaines comme les commerçants s'attachent alors à conserver, voire à recréer. La mise en scène des lieux est évidente et permet aux touristes de rencontrer cet imaginaire. Peu lui importe la véracité du paysage s'il peut s'asseoir fumer un cigare à la terrasse d'un café et admirer le défilé de décapotable et de corps sculptés.

Le « quartier espagnol historique » est une de ces aberrations spatiales, recréant une ambiance de ruelles méditerranéennes dans un processus de *disneylandisation* du paysage. Ce quartier ne peut pourtant se réclamer d'une fondation hispanique car les premiers promoteurs n'ont acheté des terrains sur cette portion de la péninsule qu'à la fin du XIX^e siècle. Mais l'image est plus importante que la réalité : le marketing touristique joue et cherche à donner à Miami des couleurs caribéennes que les visiteurs souhaitent trouver.

Le *Mango's tropical cafe* est ainsi un des clubs les plus célèbres de la plage ; il cherche à recréer une ambiance caribéenne avec son lot de cocktails au rhum et de serveuses dénudées ou costumées comme la revue du *Tropicana*, le célèbre cabaret de La Havane (document 13). La cubanité et la caribéanité sont alors des éléments essentiels du marketing du café qu'il exploite jusque dans la répartition des ambiances divisées en trois salles : la salle mojito, la salle vodou et la salle jungle. La chaleur tropicale supposée est ainsi un argument de vente, revendiqué par ce club... mais aussi par la ville !

Document 13 : Le Mango's tropical cafe, quand la cubanité devient un atout marketing



Source : <http://www.mangostropicalcafe.com/>

La concentration des bars et des lieux de la nuit, la présence de nombreux restaurants, commerces et bien sûr la plage donnent à South Beach une centralité aussi bien diurne que nocturne. La réalité de ce centre se vérifie d'une part par sa capacité d'attraction, de l'agglomération au vaste monde et d'autre part car dans ce lieu, une vie citadine semble exister. Le nombre de piétons est élevé, certes gonflé par les effectifs des touristes, et les parcs et lieux publics sont pratiqués. Une fois passés les ponts reliant Miami à la plage, les routes se rétrécissent pour donner à la rue la possibilité d'exister : une activité commerciale et touristique s'y développe avec la mise en valeur du patrimoine « art déco » des débuts de cette *Riviera*. Si ces pratiques peuvent se retrouver dans le centre ville de Coral Gables ou des quartiers de Miami en vogue comme Coconut Grove, la mixité des profils sociaux et des origines dans ces espaces n'est jamais aussi élevée que sur la plage.

Miami vante également un mode de vivre la ville à l'opposé de l'immobilisme contraint des quartiers déshérités et des *suburb* résidentielles rangées. La ville « magique » comme elle aime à se nommer promet volontiers une vie nocturne débridée que la présence de résidences secondaires de nombreuses stars dans la ville permet de corroborer. Le marketing urbain de Miami cherche en effet à valoriser cette idée de ville cosmopolite et connectée, un lieu de brassage et de flux que l'érection de nombreux *condominiums* semble symboliser, vendant tout autant un espace à vivre qu'un style de vie revendiqué.

2) Les *condominiums* comme nouveau mode de vivre la ville transnationale

I. Nijman cherche à définir Miami par ses habitants qu'il classe en deux catégories les exilés, dont il évoque l'importance dans les migrations des années 1960 et 1970, et les cosmopolites. Il définit ces derniers ainsi : « *cosmopolitans are those who do not identify with Miami as their hometown but who came to Miami by choice to work or play. Cosmopolitans are highly mobile and are generally affluent. Now, Miami's cosmopolitans are an increasingly global mix with, of course, large numbers of Latin Americans. Many of the foreign cosmopolitans are noncitizens or hold dual citizenship* »⁹⁸ (Nijman, 2007, p. 182).

Le front de mer et de la baie de Biscayne sont les premiers espaces convoités par ces populations car s'ils ne passent pas toute l'année à Miami, ils veulent pouvoir profiter durant leurs séjours de tous ces atouts et être le plus mobile possible. Le front de mer et de baie ont vu ainsi les premières tours de *condominiums* s'élever durant les années 1980 parallèlement à l'ascension des Cubains aux commandes de la ville et au nouveau « boom » immobilier. Ainsi, Beverley et Houston remarquent : « *Brickell used to be lined with large mansions built in the Mediterranean style (Madonna owns one of the few surviving examples of these just off Brickell near the Key Biscayne Causeway). But with the coke boom and the popularity of Miami as a playground and shopping center for upper-class Latin Americans in the seventies, condos became the in thing* »⁹⁹. Le front de baie s'est réellement transformé, à partir des années 1990 et surtout des années 2000, en terrain de jeu des promoteurs et notamment du célèbre cubano-américain Jorge Pérez. Le « boom » de la construction des *condominiums* semble, selon la plupart des auteurs, connectée à la latinisation de Miami que les Cubains ont accéléré. Pour S. Zukin les *condominiums* ont même été un emblème pour la promotion de la ville. « *When the television police series "Miami Vice" went on the air in 1984, the scenery highlighted behind the opening credits each week included a building designed by the young Miami firm Arquitectonica. This was a sensible choice, for the Atlantis apartment tower on Brickell avenue represents both the vernacular architecture and the landscape of power of the third Miami (i.e built by the Cubans). Built near the old downtown, the Atlantis reflects the*

⁹⁸ « Les cosmopolites ne s'identifient pas à Miami, elle n'est pas leur ville natale, mais ils sont venus à Miami par choix d'y travailler ou d'y jouer et s'y divertir. Les cosmopolites sont très mobiles et généralement riches. Aujourd'hui, à Miami, ils viennent d'horizons de plus en plus diversifiés, avec bien sûr un grand nombre de Latino-Américains. La plupart des cosmopolites étrangers n'ont pas la nationalité étatsunienne ou ont la double nationalité » (traduction V.J.).

⁹⁹ « Brickell était auparavant bordé de grandes demeures de style méditerranéen (Madonna en possède d'ailleurs l'une des rares restantes près de Key Biscayne Causeway). Mais, dans les années 1970, l'essor de la cocaïne et la popularité de Miami comme terrain de jeux et centre pour le « shopping » des classes supérieures latino-américaines, les *condos* sont devenus le truc dans le vent » (traduction V.J.).

internationalization of Miami as a Latin center and the recentralization in Miami of Latin American financial capital »¹⁰⁰ (Zukin, 1991, pp. 238–239).

Photo 27 : Le *condo* « Havana loft », vendre un style de vie cosmopolite au cœur du ghetto.



Photo 28 : L'idée de club urbain et nouveau style de vie comme élément marketing des agents et promoteurs immobiliers

Contrairement aux *condominiums* de New York ou de Chicago, qui gardent un style « néo-classique » réutilisant le motif de la brique ou des immeubles construits aux alentours, ces « gratte-ciel de station balnéaire tropicale » offrent un aspect plus proche de Rio ou de Singapour et proposent systématiquement, ou presque, une piscine, des palmiers et une vue sur la mer à ses habitants. Ils symbolisent le style de vie du moment : *the place to be* à Miami.

Le rapprochement avec Singapour est alors intéressant ; au début des années 1990, les *condominiums* ont symbolisé la volonté de la cité-État de créer « la ville tropicale de l'excellence au sein de l'Asie du Sud-est ». Ce projet peut faire échos aux volontés cubano-américaines de faire de Miami la « Cuba du Nord » tropicale et capitaliste. Le développement des *condominiums* à Singapour est devenu l'illustration de l'objectif fixé par le gouvernement pour que Singapour devienne un « foyer de classe mondiale » (World Class Home) (Guillot, 2007). La différence majeure entre Singapour et Miami réside bien évidemment dans les

¹⁰⁰ « Quand la série de télévision "Miami Vice" passa à l'antenne en 1984, chaque semaine, les crédits de la scène d'ouverture mettaient sous les projecteurs l'immeuble conçu par la jeune agence de Miami Arquitectonica. C'était un choix raisonnée, parce que la tour de l'appartement Atlantis sur l'avenue Brickell représentait à la fois l'architecture vernaculaire et le paysage de pouvoir de la troisième Miami (i.e. construite par les Cubains). Construit près de l'ancien centre-ville, l'Atlantis reflète l'internationalisation de Miami comme un centre latino et la recentralisation à Miami du capital financier latino-américain.

modes de gestions et d'encadrements du projet de ville (essentiellement publics à Singapour). Cependant les ressemblances sont à souligner notamment la volonté des élites de faire de ces villes des centres économiques majeurs « sous les tropiques » et le rôle marketing du *condominium* comme façon de vivre la nouvelle ville mondiale.

Ainsi, la *skyline* le long de la baie Biscayne est aujourd'hui largement composée de ces *condominiums* louant un nouveau style de vie urbain. La plupart des publicités pour ces immeubles valorisent la proximité du front de mer ou du centre ville et insistent sur les aménités et le luxe qu'offrent de tels immeubles (annexe X, p. 340). Elles mettent en avant aussi l'entre-soi social et la sécurité que le prix des appartements fixe de fait. Acheter un *condo* pour les jeunes actifs de la classe moyenne supérieure miamienne, pour les familles aisées ou les hommes d'affaires transnationaux latino-américains et européens, offre la sécurité d'un investissement et une résidence possédant toutes les aménités nécessaires en premier lieu desquelles la « sécurité » des lieux. Mais c'est également la prétention à un style de vie que la ville veut véhiculer. Comme le déclare R. Legoix (2005b) à propos des *gated community* de Los Angeles, l'illusion d'appartenir à un « club » en habitant dans un *condo* à Miami est également présente (photo 25, V.J 12/04/08). Le *condominium* comme la *gated community* permettent non seulement l'entre-soi et la « priva-cité » mais également l'appartenance à une certaine catégorie de citoyens, ceux qui vivent le rêve immobilier célébré par le marketing et les médias de la ville nouvelle, connectée à l'échelle du monde.

Le rôle des Cubano-américains sur le développement de cette nouvelle ville américaine comme leur participation dans la construction de la plupart des *condos* leur permettent de revendiquer leur impact matériel sur la ville. Ils peuvent alors valoriser les nouveaux secteurs de l'agglomération où ils ont concentré leur effort financier et revendiquer leur apport comme leur présence dans la ville. La cubanité à Miami est désormais un nouvel élément de marketing urbain et de mise en tourisme. La *calle ocho* est ainsi devenue un véritable symbole du marketing de la ville. Les Cubains ont fait d'une portion de cette artère centrale, qui parcourt l'agglomération d'ouest en est sur presque trente kilomètres, un nouvel espace qui vante à la fois la cubanité et l'hispanité de Miami.

3) La calle ocho : *new branding* et retour de la rue à l'heure de la globalisation

L'échelle de la rue est de plus en plus valorisée dans les recherches en sciences humaines, signe que cet espace viaire et principalement public est important pour comprendre les changements en cours dans la ville. De la gentrification des rues « branchées » à l'étude des pratiques populaires de et dans la rue, les géographes ont cherché à rendre compte de l'épaisseur et de la complexité spatiale et temporelle de ces fragments d'espaces, ce lieu commun à toutes les sociétés urbaines (Zeneidi, 2009).

La *calle ocho* est, dans ce travail, un moyen de comprendre ce que l'on peut dénommer « la rue » à Miami. Elle permet aussi d'analyser les stratégies mises en place par la communauté pionnière pour recréer un semblant d'espace public à vocation essentiellement touristique sur cette artère commerciale à trois voies et aux trottoirs limités (photo 29 V.J 13/04/08). En effet, la patrimonialisation (chapitre 3) et la gentrification (chapitre 2) d'une portion de cette rue (entre la 8^{ème} et la 27^{ème} avenues) montre la valeur symbolique et réelle acquise par *la SW 8th street* qu'y compris les anglophones n'hésitent pas à dénommer la *calle ocho*. Ce nom est même devenu un générique pour désigner l'hyper-centre de Little Havana car ce ne sont pas les trente kilomètres de bitume reliant le quartier de Brickell aux Everglades qui sont désignés comme la *calle ocho* mais une portion congrue de l'artère. L'espace où l'on se rend pour se divertir ou se restaurer. La *calle ocho* ainsi définie cherche à être vendue par les acteurs de la ville comme une rue vibrante alors qu'elle reste, par bien des aspects, une route vrombissante.

Photo 29 : La *calle ocho* : une route commerçante aux vitrines de plus en plus soignées



Le Carnaval de la *calle ocho* est le principal événement culturel qui a mis en lumière le nom de cette rue en lien avec la cubanité. Alors qu'il n'était qu'un petit rassemblement communautaire pour les Cubains lors de sa création en 1978 par le club social du Kiwanis de Little Havana, le Carnaval de la *calle ocho* est une véritable institution aujourd'hui. Il rassemble, depuis une dizaine d'année, plus d'un million d'Hispaniques qui viennent fêter ce moment phare de la Petite Havane. Les participants comme les lieux se parent alors de décors, ballons, mais surtout de drapeaux montrant une ville en fête mais également les origines des groupes participant à la fête.

Parce qu'il se déroule au sein de l'espace public, le carnaval est un élément révélateur du rapport des différents groupes avec la rue de Little Havana. Tout d'abord parce que le Carnaval est un moment de rassemblement dans la ville, une fête qui s'inscrit dans l'espace public où le territoire de la rue est le lieu de la fête. Les carnivals dans les sociétés caribéennes et latines sont un moment clé de la culture populaire. Depuis le Moyen Âge, ils sont dans les sociétés urbaines des moments de « permission » à travers le déguisement par exemple. Dans les Amériques, ces moments festifs ont souvent été vecteurs de rassemblements identitaires avec la valorisation des héritages culturels africains, notamment au travers du paysage musical et des rythmiques. Le Carnaval de la *calle ocho* ne ressemble pourtant en rien au carnaval de Santiago de Cuba, de Bahia ou de Rio ; il n'y a pas vraiment de prise de la rue par la foule ou de forme de défilés avec chars et costumes. Ici, le parcours est complètement organisé : de scènes en stands commerciaux, la SW 8th street est intégralement bloquée par une force policière très visible (encadré 18) sur près de quatre kilomètres entre la 4^{ème} et la 27^{ème} rue (photos 28 et 29, VJ 16/03/08). Ce contrôle de la rue rejoint les pensées de M. Agier. « Au carnaval, à Salvador, on dit : « a rua é do povo », la rue est au peuple. Il y a une prise de la ville, une occupation de l'espace qui se fait à ce moment-là et ça fait peur aux autorités de la ville. Ce qui s'est passé depuis, c'est qu'elles ont contrôlé l'espace. » (Agier, 2008, p. 53).

Le Carnaval de la *calle ocho* est indéniablement une kermesse bien encadrée par les autorités de la ville qui cherchent à regrouper les Hispaniques lors d'un événement célébrant leurs cultures sur le sol de l'Oncle Sam. Et si le mot kermesse peut paraître étonnant, il suffit de s'intéresser à la vision des organisateurs pour comprendre que le mot est faible (encadré 18).

Photo 30 : Barrière et encadrement de la foule pour un carnaval commercial



Photo 31 : Tour de contrôle policier pour un carnaval sous haute surveillance

Mais l'événement est un vrai polarisateur dans la ville, la *calle ocho* devient alors une artère vers laquelle converge des milliers de gens. Les rames de métro, contrairement à la normale, se trouvent presque saturées. Les habitués louent des places de parking devant les maisons aux abords de la *SW 8th street*. L'événement génère des flux intenses, à l'échelle de l'agglomération, notamment des banlieues cubaines et hispaniques comme Hialeah ; et également à l'échelle du pays et d'un réseau de grands centres urbains avec lesquels Miami a tissé des liens privilégiés, notamment les capitales caribéennes et latines. L'événement attire des touristes. Cependant l'indéniable majorité des locaux et plus encore des Hispaniques dans la foule montre l'importance de la cubanité puis de l'hispanité : elles servent de support à l'événement. La diversité des musiques latines y est bien évidemment mise à l'honneur, du *reggeaton* (rassemblant généralement les plus jeunes) au vieux *son* cubain et même au flamenco.

Si d'un carnaval cubain il est passé à une célébration de la culture latine aux États-Unis, il ne faut pas sous-estimer l'importance du pouvoir politique et financier acquis par la communauté pionnière cubano-américaine. Elle permet la tenue de cette fête populaire au cœur de la cité et sait la médiatiser en sa faveur. La rue est ainsi devenue un territoire sur lequel elle peut projeter sa puissance. La *calle ocho* devient alors le terme générique pour désigner

l'événement mais également une certaine vision de la « culture » des Hispaniques aux États-Unis.

Encadré 18: Entretien avec Sylvia C. Vieta Directrice de Promotion du « Carnaval Miami 8, Kiwanis club of Little Havana »

El carnaval cumple 30 años. Siempre fue el Kiwanis que organizó el Carnaval. Esto comenzó en el 1975 cuando se establecieron los del Kiwanis de la Pequeña Habana (PH), el grupo inicial que comenzó decidió que tenían que levantar fondos para ayudar a la comunidad de la PH. Todos más o menos habíamos nacido en la Habana Cuba, y teníamos situación privilegiada en Cuba. Y llegamos acá sin dinero ninguno y nos establecimos en esta área por ser el área más pobre de la ciudad. Y con esta edad se forma el Kiwanis, para ayudar a la comunidad, y la mejor forma de recoger fondos era a través de hacer un festival grande y bueno, así más o menos, a través de los años, pues el festival continuó creciendo, y hoy en día es uno de los más grandes en el mundo.

El carnaval cumple 30 años. Siempre fue el Kiwanis que organizó el Carnaval. Esto comenzó en el 1975 cuando se establecieron los del Kiwanis de la Pequeña Habana (PH), el grupo inicial que comenzó decidió que tenían que levantar fondos para ayudar a la comunidad de la PH. Todos más o menos habíamos nacido en la Habana Cuba, y teníamos situación privilegiada en Cuba. Y llegamos acá sin dinero ninguno y nos establecimos en esta área por ser el área más pobre de la ciudad. Y con esta edad se forma el Kiwanis, para ayudar a la comunidad, y la mejor forma de recoger fondos era a través de hacer un festival grande y bueno, así más o menos, a través de los años, pues el festival continuó creciendo, y hoy en día es uno de los más grandes en el mundo.

Para participar en el evento, tener un kiosco, ¿a quién se paga? Y en total ¿cuánto se gana, cuánto se gasta?

Tienes que pagar al Kiwanis y mucho dinero va para los seguros, las limitaciones que tenemos son grandes. El budget del evento es de 1 millón y pico. Casi todos los vendedores que vienen a vender comida, artesanía y todo regresan todos los años así que le debe de ir muy bien. Muchos vienen de afuera porque obviamente les va muy bien.

Para cerrar la circulación en la Calle Ocho ¿quién les entrega la autorización?

Nosotros tenemos un permiso de la ciudad pero todo se paga no te creas que nos dan eso. Nada es gratis, la policía la pagamos a día y medio por ser domingo el festival, el fire rescue también se paga y por ser domingo nos cuesta mucho más caro. Pagamos y pagamos más que nadie por hacerlo el domingo. El servicio de sanitation, de recoger la basura, todo todo todo tenemos desde los permisos para cerrar la calle todo todo lo pagamos.

Además de la policía, ¿cuáles son los otros dispositivos para asegurar el área?

Aquí tenemos gang squad, tenemos la policía que puede determinar si hay ganga o algo, hay un sector de ellos que están por toda la calle para proteger al público de gangas que se puedan colar en el festival. Son 300 o 400 oficiales y en cada cuadra hay policías.

¿Quiénes son las gentes que vienen al carnaval?

Vienen personas de todas las partes del mundo, muchas personas vienen de estados Hispanos, de los EEUU, muchos de New Jersey, California, Chicago porque es un festival que reúne todas las culturas, hay muchos festival que se dedican a celebrar por ejemplo solo su nacionalidad, nosotros celebramos la cultura hispana completa o sea están invitadas casi todas la naciones. Muchos vienen con los colores de su bandera o sea que es un festival que abraza todas las nacionalidades hispanas. Vienen muchos Estadounidenses también que le encanta la música hispana, la comida también, hay más de 400 comedores a través de la Calle Ocho que ofrecen todo tipo de comidas latinas.

¿El carnaval es comercial?

Completamente, las compañías más grandes que quieren llegar al hispano se mercadean aquí precisamente en calle ocho, tú verás a Budweiser, a Coca Cola, todas estas compañías inclusive para niños vienen a mercadear sus mercancías aquí directamente en la calle ocho porque saben que es la mejor forma de llegar al hispano.

¿ Ahora se presenta más el evento como un carnaval hispano o cubano?

Era cubano cuando comenzó. La idea era de reunir a todos los cubanos y de invitar a los americanos a venir aquí a la Calle Ocho y conocer un poco de nuestra cultura. Pero a medida que el carnaval fue avanzando y llegaron diferente emigraciones aquí al sur de la Florida pues este festival fue trayendo las diferentes culturas : venezolanos, nicaragüenses, colombianos.

El asunto es que los cubanos siempre quedamos como los guardianes del barrio y mantenemos siempre nuestra vista en ese barrio.

V.J 10/11/2008

(Traduction annexe III, p. 325).

C'est ici plus qu'ailleurs que les élites cubano-américaines ont décidé de maintenir l'idée d'un ghetto historique et d'en faire un argument de mise en tourisme, d'exporter son nom comme le cœur battant du groupe à Miami. Comme évoqué dans le chapitre 2, la gentrification du quartier est liée en partie à la valorisation de l'aspect historique et culturel de Little Havana. L'implantation de galeries d'art et de restaurants de cuisine internationale sur la *calle ocho* (et non sur une autre rue du quartier) sont des éléments qui permettent un marketing du quartier à

la fois envers les nouvelles populations qui viennent habiter le quartier ou à proximité mais également envers les touristes. Recréer une nouvelle centralité non plus pour les habitants mais pour les nouveaux arrivants et les touristes entraîne une augmentation des prix et l'éviction des habitants du quartier de la plupart des lieux de divertissements... à l'exception de certains espaces où la présence des populations locales participe au marketing urbain. C'est le cas notamment du parc aux dominos¹⁰¹.

Il s'agit ici non seulement de donner à voir l'héritage cubain mais également de rendre la rue attractive à la consommation pour des populations allogènes. Il est donc de plus en plus fréquent de voir des bus remplis de touristes s'arrêter devant le parc aux dominos et le long du « *paseo de las estrallas* » (pendant miamien du « *Walk of the stars* » d'Hollywood) où figurent des grandes stars latines comme Gloria Estefan ou Julio Iglesias. Des magasins de souvenirs ou des fabriques de tabac sont également présents sur la *calle ocho*. Ils participent à la mise en tourisme du lieu en jouant de l'héritage cubain. La plupart des cafétérias ou restaurants présents sur ce tronçon de la rue n'hésitent pas à travailler leur « image cubaine » pour être plus attractifs. Les guides touristiques aident, par ailleurs, à la notoriété de la rue avec l'évocation de cette artère dans la très grande majorité d'entre eux. La capacité à médiatiser le Carnaval et à attirer de nouvelle population sur ses trottoirs permet à l'élite cubano-américaine de faire de ce nom un générique : un générique d'une latinité nouvelle dont le nom s'exporte désormais (photo 30, VJ 13/08/09). Cela démontre, une fois de plus, la capacité des Cubains de Miami à se rendre visible et à jouer de l'ère informationnelle et des médias pour revendiquer leur culture « latine » sur le sol de l'Oncle Sam.

Photo 32 : Bar « *calle ocho* » dans le vieux Bordeaux, un *café cubano* branché où l'évocation de la rue miamienne côtoie le portrait du Che...



¹⁰¹ Il faut souligner que ce dernier possède son propre service de sécurité pour rassurer les touristes, nombreux à le visiter, et maintenir l'ordre et le respect des règles de ce lieu public (consommation d'alcool, bagarre etc. sont réprimées).

Conclusion du chapitre 5

La production de territoires à Miami est la résultante de l'action de différents acteurs sur la ville de l'échelle mondiale à celle de la rue. Cela montre une valorisation forte de sa position de carrefour entre le nord et le sud des Amériques. De la sphère scientifique qui cherche à ériger en modèle la ville, aux urbanistes qui cherchent à produire des « nouveaux » territoires du quotidien en passant par l'industrie touristique qui vante sa nonchalance tropicale, tous créent des territoires et exportent des images qui promeuvent une ville latine aux États-Unis.

Les différentes productions territoriales confirment l'impact décisif des Cubano-américains sur la métropole dont les logiques sont à la fois étatsuniennes et latino-américaines. La fragmentation très forte comme la privatisation de l'espace public à l'échelle de la ville ainsi que les logiques économiques et les réseaux commerciaux et financiers à l'échelle du continent, illustrent cette spatialisation de l'entre-deux. Les Cubano-américains, s'ils se revendiquent comme les fondateurs de cette ville carrefour, ont fortement intégré les modèles étatsuniens et mondiaux de la ville dans leurs modes de construction de la cité. L'espace urbain de Miami présente, du centre à la périphérie, des recompositions permanentes entre les volontés cubano-américaines de promouvoir une ville cubaine, latine et transnationale et les réalités étatsuniennes de la ville, son marché de l'immobilier et ses lois.

De plus, l'arrimage particulier à la mondialisation de Miami, dont elle est devenue un point d'inflexion pour le continent américain, encourage un véritable *branding* de Miami comme un nouveau carrefour : *a place to be*. Le poids des Cubains dans la construction de ce carrefour et l'importance des populations latino-américaines dans la ville favorisent une valorisation de la métropole comme un espace d'articulation entre les Amériques. Les discours vantent alors une sécurité et des aménités du Nord notamment à travers l'image d'une ville sûre pour les investissements parallèlement à une ville latine chaleureuse et festive. Cependant, ces discours sont contradictoires et produisent bien souvent une ville à deux vitesses où les techniques du Nord et la vulnérabilité du Sud se rencontrent. Pourtant, Miami reste en construction, un espace en mutation, une ville à bascule dont on ne saurait prédire ni l'évolution ni la durabilité. Espace traversé par des communications intenses, il favorise la création de réseaux interaméricains mais aussi la rencontre et la relation entre les Amériques.

CHAPITRE 6 : MIAMI VILLE COMMUNICATIONNELLE

Le concept de ville communicationnelle abordée dans ce dernier chapitre cherche à appuyer l'idée que les Cubains ont transformé Miami en une passerelle entre les Amériques. Il s'agit d'aborder la notion de communication pour analyser les réseaux, comme les créations qui façonnent cet espace de jonction entre deux aires culturelles : latine et anglo-saxonne. Miami est en effet une ville américaine dans et par ses modes de communication. Des moyens techniques et communicationnels ont fait de la ville un carrefour en instaurant des stratégies propres à Miami dans ce que A. Mattelard nomme la « communication-monde » (1999) mais également avec l'émergence d'inventions quotidiennes et de « détours » langagiers dont le *spanglish*¹⁰² parlé par de nombreux Hispaniques aux États-Unis est une illustration.

La communication est ici entendue comme une déclinaison de la circulation, une mise en relation et un échange normalement fondé sur l'intercompréhension. L'analyse des échanges communicationnels est révélatrice des effets de domination, des discours dominants et normatifs qui montrent, une fois de plus, l'imbrication évidente entre pouvoir et circulation. Dans le contexte caribéen et américain étudié, la communication est aussi le champ privilégié des détours et de l'invention : une expérience de la mise en relation au sens glissantien c'est-à-dire le contraire de la domination : la transversalité (Glissant, 1981, 1997, 2008). Ce qui semble intéressant de souligner dans ce chapitre, ce sont ces modes de relation et de diffusion que l'expérience miamienne a engendrés. Dans un premier temps, il s'agira d'appréhender Miami comme un centre de diffusion majeur des médias hispaniques aux États-Unis mais également comme un centre de l'information sur Cuba et le siège de la propagande anti-castriste. Dans un second temps, il s'agira de prêter attention aux espaces sonores de la ville et à sa diversité linguistique, pour valoriser les signes d'une créolisation en cours résultante des multiples stratégies de détours face aux voix dominantes et aux processus de l'exclusion.

¹⁰² Contraction entre Spanish et English qui désigne un nouveau mode d'expression, un créole entre l'anglais et l'espagnol parlé » par les Hispaniques aux États-Unis. Ed Morales, auteur de *Living in Spanglish* définit ainsi ce phénomène linguistique : « *Spanglish is what we speak, but it is also who we Latinos are [...]* It is an immediate declaration that translation is definition, that movement is status quo » (Morales, 2002, p .3).

A) *MIAMI: RÉSEAUX ET TERRITOIRES MÉDIATIQUES*

Dans un ouvrage collectif sur la sémiotique de l'espace métropolitain, C. Petcou remarque : « nous passons, de cette manière, d'une ancienne ville marquée et organisée d'après le modèle et l'image du pouvoir - un pouvoir laïc ou sacré qui essaie d'imposer son discours et de reterritorialiser la société à travers son discours -, à un milieu métropolitain hétérogène et chaotique traversé par une multitude de fragments discursifs qui n'essayent plus autre chose que de pouvoir définir et reproduire, le mieux possible, les désirs et le portrait de son public. » (Petcou, 2002). Cette citation permet d'introduire et de mettre en tension les deux points qui vont suivre. En effet, Miami est, d'une part, sur la scène internationale le centre du contre-pouvoir cubain et apparaît systématiquement dans la sphère médiatique dès qu'un événement se produit à Cuba. En ce sens, à travers la ville, l'élite dirigeante « essaie d'imposer son discours et de reterritorialiser la société à travers son discours ». D'autre part, Miami est aujourd'hui un centre de localisation, de production et de diffusion des plus grands médias hispaniques des États-Unis et également le point d'articulation entre des réseaux de communications en espagnol, du nord au sud des Amériques. C'est à Miami, plus qu'ailleurs, que la production d'un « public hispanique » a vu le jour cherchant des *telenovelas* aux publicités à « définir et reproduire, le mieux possible, les désirs et le portrait de son public ».

À Miami, l'importance de l'émigration cubaine puis latine a créé une polarisation de cette agglomération : nouvelle base pour le développement de territoires et de réseaux médiatiques, jouant d'un contexte étatsunien pour recréer un discours hispanique, c'est-à-dire une « communauté imaginée », pour et par une industrie médiatique (Anderson, 2002). L. Ben Amor-Mathieu remarque ainsi que « seule entre toutes les grandes télévisions ethniques, la télévision hispanique aux États-Unis a pour but de constituer un groupe de populations immigrantes en communauté homogène de consommateurs » (Ben Amor- Mathieu, 2000, p. 5).

1) « Média-cité » hispanique

Miami a acquis une aura évidente à travers sa médiatisation dans l'ensemble des sociétés latino-américaines. Son émergence comme centre névralgique des médias hispaniques n'est plus à démontrer et sa fondation en tant que telle est largement liée à la prédominance de « la société du spectacle », point incontournable de l'analyse de Miami dans un monde globalisé. L'idée de « média-cité » (Petcou, 2002) traduit alors l'idée d'un centre médiatique et culturel

global qui opère à diverses échelles : des petits médias locaux aux médias mondiaux, d'un véritable nœud culturel de l'industrie médiatique¹⁰³ (Krätke S, 2006 *in* Brenner N, Keil R).

Comme le remarque M. Lussault : « l'espace est un matériau de choix pour la mise en scène de toute opération, il fonde la spectacularisation croissante de la vie sociale. Si la société du spectacle règne en maître, c'est parce que l'espace, l'arrangement spatial des réalités sociales, permet une scénographie du moindre fait, facilement diffusable par les médias contemporains » (Lussault, 2007, p. 59). Et c'est bien cet « arrangement spatial des réalités sociales » que représente, à Miami, la territorialisation des discours médiatiques hispaniques, épousant à merveille les codes et les désirs d'une classe dirigeante essentiellement blanche et acquise au néolibéralisme scénarisée dans ses productions. Parce que selon G. Debord « le spectacle n'est pas un ensemble d'images, mais un rapport social entre des personnes, médiatisé par des images [...] le spectacle constitue le modèle présent de la vie socialement dominante » (Debord, 1992, p. 16-17). Miami produit alors un décor de choix pour vanter le vivre la ville d'une classe transnationale dominante, qui façonne la ville mondiale à son image.

Mon propos ici est de mettre en évidence comment, avec l'ancrage dans le système-monde et l'impact cubain à Miami, s'est constitué une véritable centralité médiatique hispanique dont le rayonnement aujourd'hui est en lien, d'une part, avec l'image de la cité dans les sociétés latines et, d'autre part, avec la mondialisation des réseaux de communication. Comme le rappelle S. Krätke : « *for the process of globalization the globally operating media firms are at least as influential as the global providers of corporate services, because they create a cultural market space of global dimensions* »¹⁰⁴ (*in* Brenner N, Keil R eds, 2006, p. 325). La concentration de cette sphère médiatique à Miami permet la diffusion d'une certaine vision de l'hispanité où « le spectacle est le discours ininterrompu que l'ordre présent tient sur lui-même, son monologue élogieux » (Debord, 1992, p. 26).

¹⁰³ Krätke S, 2006, "Global Media Cities : major nodes of Globalizing Culture and Media Industries" *in* Brenner N, Keil R, 2006, *The global cities reader*, New York & London, Routledge.

¹⁰⁴ Dans le processus de mondialisation, les industries médiatiques opérant à l'échelle mondiale sont au moins aussi influentes que les corporations de services globales car elles créent un espace dans le marché culturel de dimension mondiale (traduction V.J.).

a) *Miami : médias et « société du spectacle » hispaniques*

À partir de la fin des années 1990, alors que les Cubano-américains sont désormais au pouvoir et que les Hispaniques sont devenus majoritaires, Miami est apparue sous la plume d'un journaliste du *New York Times* comme le « Hollywood de l'Amérique latine ». Larry Rohter décrit, dès 1996, le processus en cours à Miami. Il met en avant la concentration de plus en plus importante de médias dits hispaniques et du « *star-system* ou *farándula* », qui permettent une interaction permanente entre l'industrie du divertissement et sa médiatisation. *Univision* et *Telemundo*, les deux principaux médias en espagnol des États-Unis, ont ici leur siège et un nombre important de studios (notamment à Hialeah et Doral), ainsi que des chaînes du câble diffusées sur l'ensemble du continent comme *MTV latino* ou *Gems*. « *And the makers of Mexican, Brazilian and Venezuelan telenovelas, or soap operas, have discovered that their ratings automatically soar whenever they include episodes set here. In addition, both Sony Discos and WEA Latina, the Latin music divisions of the two largest record companies in the world, are based in Miami, along with most of their competitors and the songwriters, studio musicians and producers on which the industry depends* »¹⁰⁵.

L'auteur, pour mettre en évidence l'émergence de Miami comme un nœud médiatique latino-américain, cite au cours de son article Sergio Rozenblat, directeur argentin de la compagnie *WEA Latina*, délocalisée de Los Angeles à Miami en 1994. « *We moved to Miami first and foremost because of the location, location, location, as the real estate people always say. Miami is what Rio de Janeiro is to non-Latins, a city that has a magical name, an aura. Whatever works in Miami is going to influence what goes on in Latin America* »¹⁰⁶. Il montre comment la localisation à Miami reste primordiale pour ces industries dont les avantages de l'implantation physique et de la coprésence restent un argument de taille à l'époque du cyberspace. Comme le remarque J. Sinclair dans son analyse de Miami comme centre régional de production et de diffusion télévisuelle¹⁰⁷, la possibilité de devenir un centre médiatique et du divertissement a été largement encouragée par la présence de nombreux

¹⁰⁵ Rother L, « *Miami, the Hollywood of Latin America* », *The New York Times*, 18 août 1996.

« Les réalisateurs mexicains, brésiliens et vénézuéliens de *telenovelas* et de feuilletons ont découvert que leur audimat s'envolait automatiquement pour les épisodes tournés ici. De plus, et *Sony discos* et *WEA latina*, les divisions de musiques latines des deux plus grandes compagnies de disque du monde, sont basées à Miami, avec la plupart de leurs concurrentes ainsi que les compositeurs, les musiciens de studio et les producteurs dont dépend cette industrie » (traduction V.J.).

¹⁰⁶ « On a déménagé à Miami premièrement et principalement à cause de sa localisation, localisation, localisation comme les agents immobiliers disent. Miami c'est Rio de Janeiro pour les non-latins, une ville qui a un nom magique, une aura. Tout ce qui marche à Miami va influencer ce qui se passe en Amérique latine » (traduction V.J.).

¹⁰⁷ Sinclair J., 2003, « The Hollywood of Latin America, Miami as Regional Center in Television Trade » in *Television and New Media*, vol. 4, n°3 pp 211-229.

personnels techniques, producteurs, directeurs, scénaristes et musiciens et autres créatifs d'origine hispanique, qui vivaient ou ont décidé de vivre à Miami. Ils ont créé ainsi un avantage comparatif, non seulement en termes de main-d'œuvre par rapport à la Californie, (la Floride est un “*right to work state*”, sans force syndicale et le nombre de cols blancs bilingues y est proportionnellement très élevé) mais également en termes de facilité à la mise en réseau, avec des interconnexions à travers toute l'Amérique hispanophone induites par les flux matériels et immatériels qui ont fait de Miami un *hub* américain. Lors d'un entretien avec une journaliste radio célèbre de Miami Ninoska Castellon, celle-ci décrit en ces termes l'avantage de la localisation à Miami comparativement à Los Angeles : « Los Angeles a beaucoup d'Hispaniques mais Miami possède davantage de liens, rappelle toi que Miami est au centre, entre l'Amérique latine et les États-Unis, et cela lui donne sûrement un autre type de prépondérance sur la scène médiatique » (entretien V.J 06/03/10).

J. Sinclair définit Miami comme un “cluster” : une concentration géographique de compagnies et d'institutions travaillant dans le même secteur et en forte interconnexion. Il remarque ainsi que le nombre important de Latino-américains et parmi eux la prévalence de Cubano-américains bien établis permet la recherche d'un marché intercontinental partageant la même langue et doté d'une « vraie mentalité panaméricaine ». « *Thus, the “Hollywood of Latin America” turns out to be a significant center for the whole geolinguistic region of the Americas for the production and distribution of television (not film), with synergistic links to the music and convergent communication industries. This has developed not just because of Miami's privileged geospatial location relative to the two continents but for historical reasons that, in demographic and linguistic terms, have made Miami a cosmopolitan Latin city within the United States* »¹⁰⁸ (Sinclair, 2003, pp. 225-226).

Les idées de J. Sinclair d'aire géolinguistique et de mentalité panaméricaine sont des points essentiels pour comprendre l'émergence de Miami en tant que centre de ce réseau médiatique.

¹⁰⁸ « Par conséquent, « le Hollywood de l'Amérique Latine » est en effet un centre important pour toute la région géolinguistique des Amériques pour la production et la distribution télévisuelles (et non du cinéma), avec des liens synergétiques avec les industries de la musique et celles de la communication convergentes. Ceci ne s'est pas seulement développé à cause de la position géospatiale privilégiée qu'occupe Miami par rapport aux deux continents mais pour des raisons historiques qui, en termes démographiques et linguistiques, ont fait de Miami une ville latine cosmopolite à l'intérieur des États-Unis » (traduction V.J).

Les discours sur l'hispanité, sur l'en-commun culturel, sont effectivement des points cruciaux de la stratégie mise en place à partir des années 1990 par les leaders Cubano-américains. Parce qu'ils ont résolument tourné la ville vers l'Amérique latine, ils ont créé à Miami le cœur d'une nouvelle hispanité ; une hispanité qu'ils revendiquent à travers leur réussite dans un monde capitaliste et néolibéral, où ils n'ont pas subi l'acculturation, mais bien au contraire, fait de leur culture et leur bilinguisme des instruments de taille à la conquête du marché.

Des textes comme celui de la chanson de la star cubano-américaine Gloria Estefan (encadré 19) sont alors une retranscription, à travers les médias populaires, d'une nécessité politique, pour les Cubano-américains, de brandir la bannière de l'hispanité afin de se maintenir en tant que minorité au pouvoir. Alors que la catégorie « hispanique », si englobante, n'était qu'une facilité du recensement, les Cubano-américains et leurs homologues latins ont rapidement compris qu'un marché commun de la culture, touchant environ 40 millions de personnes aux États-Unis, permettrait une représentativité nécessaire dans un pays marqué par le multiculturalisme. La mise en avant d'une hispanité, et non d'une identité plus fine permet également de jouer sur l'ensemble des marchés audiovisuels latino-américains en gommant l'appartenance nationale au profit d'un « *made in Miami* ».

G. Estefan évoque, dans les paroles de sa chanson, l'arc-en-ciel identitaire qui caractérise selon elle les Latino-américains, mais insiste surtout sur la nécessité pour les hispanophones de s'unir et de « lutter » ensemble sous la bannière de la liberté.

En la vida hay tantos senderos por caminar
qué ironía que al fin nos llevan al mismo lugar
pesar de las diferencias que solemos buscar
respiramos el mismo aire, despertamos al
mismo sol
nos alumbra la misma luna, necesitamos sentir
amor
nos alumbra la misma luna, necesitamos sentir
amor

hay tanto tiempo que hemos perdido por
discutir
por diferencias que entre nosotros no deben
existir
las costumbres, raíces y herencias que me
hacen quien soy
son colores de un arcoíris, acordes de un
mismo son
las palabras se hacen fronteras, cuando no
nacen del corazón
hablemos el mismo idioma y así las cosas irán
mejor

(coro)
*hablemos el mismo idioma, que hay tantas
cosas porque luchar
hablemos el mismo idioma, que solo unidos se
lograrán
hablemos el mismo idioma, que nunca es tarde
para empezar
hablemos el mismo idioma, **bajo la bandera de
libertad***

Si lo pensamos nosotros tenemos tanto en
común
y no conviene que el mundo nos oiga
con una sólo voz
es importante seguir adelante con fuerza
y con fé
forjemos nuevos caminos, en la unión hay
un gran poder
**orgullosos de ser latinos no importa
de donde, todo podemos vencer**

(coro)
*hablemos el mismo idioma, que hay tantas
cosas porque luchar
hablemos el mismo idioma, que solo unido se
logrará
hablemos el mismo idioma, que nunca es tarde
para empezar
hablemos el mismo idioma, bajo la bandera de
libertad*

hablemos el mismo idioma dame la mano
mi hermano
(ad lib) no importa de dónde seas todos
somos hermanos tú ves
que no existan las diferencias entre nosotros
hispanos
en esta vida hay que trabajar para lograr lo que
queremos, latinos
las palabras se hacen fronteras cuando no se
hablan del corazón si tú ves
no importa raza ni religión, somos hermanos
en el corazón pero que fuerza tenemos
los latinos si nos mantenemos unidos

(Traduction annexe III, p. 327).

Aux grandes chaînes de télévision et de radio à diffusion nationale et internationale (*Univision* est la cinquième chaîne des États-Unis en termes d'audience) se superposent des productions locales. C'est le cas notamment de *WLTV Antena 23*, branche miamienne de *Univision*, dont l'audience est parmi les plus élevée de la métropole entre 18 heure et 23 heure (Mc Enter, 1999) ou de *MegaTV* dernière née, en mars 2006, de *Spanish Broadcasting System* (SBS), dont le président cubano-américain : Raúl Alarcón Jr, a décidé de ne diffuser les premières

émissions que dans le périmètre de Miami. Ces chaînes sont à l'échelle locale des exemples permettant d'illustrer le fonctionnement de toutes les autres à une échelle continentale.

Le public des télévisions locales est encore davantage ciblé : il ne s'agit plus seulement du partage d'une aire géolinguistique et d'une culture hispanique construite à travers une approche à l'échelle du continent mais d'une aire géolinguistique locale, celle de Miami, comme le démontre la production de la série cubano-américaine par la chaîne *WPBT 2* : ¿ *Que pasa USA* ? Cette série s'adresse essentiellement aux Cubains du sud de la Floride. Elle présente les changements de langue entre la maison et l'extérieur mais aussi les différents rapports générationnels avec les deux langues de la ville. La retranscription de cette réalité miamienne est un facteur d'audimat évident dans une agglomération rassemblant plus de 750 000 Cubano-américains. Par ailleurs, les chaînes et radios locales, notamment à travers la publicité, mettent en relief les liens évidents entre culture de masse, divertissement et marchandises. Ainsi, écouter ou regarder les radios et les télévisions hispaniques à Miami (qui représentent environ 50 % des chaînes accessibles gratuitement) revient-il à entendre en boucle des publicités vantant les mérites du concessionnaire Toyota de Kendall ou d'un centre de santé de Hialeah, c'est-à-dire à passer (potentiellement) de l'auditeur au consommateur et à se diriger vers les services et les commerces des banlieues cubaines de Miami.

La cubanité revendiquée à l'échelle locale ou l'hispanité créée pour les besoins du marché sont liées quoi qu'il en soit à l'implantation de ces médias à Miami et à l'ascension des Cubano-américains au sein de la cité. Lors d'une interview avec un journaliste cubano-américain J. Tamayo celui-ci reconnaissait : « les Cubains dominent numériquement la population, et ils sont implantés ici depuis tellement d'années qu'ils détiennent le leadership donc oui ils dominent par leur présence et leur fonction dans la majorité des médias que je connais, tout au moins et plus que tout dans les médias en espagnol. Les directions et les éditeurs viennent du côté cubain. Pour la radio et la télévision, je m'y connais moins mais je sais qu'*Univision* ou *America TV* ont toujours des producteurs et des présentateurs cubano-américains » (entretien V.J 03/03/10).

Miami, depuis l'ancrage d'un groupe spécifique et son ouverture vers l'Amérique latine, est aujourd'hui une nouvelle localité de la production de *mediascape* destiné à un public disséminé à l'échelle du monde hispanophone. L'idée de *mediascape* emprunté à A. Appadurai est entendue comme « de larges et complexes répertoires d'images, de récits, où

sont imbriqués le monde de la marchandise et celui de l'information et de la politique » (Appadurai, 2005, p. 74). Miami est effectivement un centre de production en espagnol d'un paysage médiatique qui transcende les échelles locale, nationale et mondiale. Or si dans les derniers paragraphes il s'est agi davantage d'insister sur le monde de la marchandise plus enclin à caractériser le secteur du divertissement et de la télévision, il est essentiel de rendre compte de l'importance de l'information et de la politique dans cette « media-cité », que certains auteurs n'hésitent pas à caractériser de capitale de la nouvelle droite latino-américaine (Berverley, Houston, 1996), surnom auquel les leaders cubano-américains comme les dictateurs latino-américains déchus ont largement contribué.

b) *El Nuevo Herald, traitement par la géographie de l'information*

Le secteur de la presse écrite est un pan stimulant de l'analyse. Elle permet de traiter de l'information et de ses liens avec la politique dans ce centre névralgique des médias hispaniques. La création d'une édition espagnole totalement séparée¹⁰⁹ du *Miami Herald*, à partir des années 1990, est un exemple très intéressant du traitement de l'information par la géographie. En effet, la naissance en 1998 du *Nuevo Herald* souligne l'évidente concentration d'un public de lecteurs en espagnol à Miami mais aussi l'émergence de la ville comme un véritable *hub* de l'information et de la communication à l'échelle de l'Amérique latine. Lors de la fondation de cette édition indépendante le nouveau directeur du *Miami Herald Publishing Company*, Alberto Ibarguén fils de Cubain né à Porto Rico, annonçait que le journal couvrirait Miami, Cuba et l'Amérique latine. Il suffit, dès lors, d'ouvrir les éditions papier ou internet des journaux produits par la compagnie pour voir effectivement la prépondérance de Cuba et de l'Amérique latine sur les informations nationales et la différence de traitement géographique de l'information entre la version espagnole et la version anglaise. Qu'il s'agisse des Unes ou des onglets permettant d'atteindre des informations localisées dans les rubriques *news* ou *noticias*, la hiérarchisation des lieux est à noter (encadrés rouges). En dehors de Miami-Dade et éventuellement du comté de Broward, les informations nationales sont reléguées au second plan pour laisser la majorité des articles traiter de Cuba et de l'Amérique latine. Car ce sont bien ces informations qui intéressent les lecteurs ciblés. Comme le montre l'interview avec J. Tamayo et la Une numérique du journal (encadrés 20 et 21), il a fallu peu à peu élargir le spectre géographique du quotidien pour gagner des lecteurs

¹⁰⁹ Les premières expériences d'une édition en espagnol furent marquées par la fondation du *el Herald* en 1976 qui comportait uniquement des articles traduits au sein de la version anglaise du journal puis du *Nuevo Herald* en 1987 qui restait un complément du *Miami Herald* mais commença à acquérir une identité éditoriale plus marquée. (Mc Enteer, 1999).

hispaniques issus des autres groupes et qui, aujourd'hui encore, trouvent la question cubaine un peu trop centrale dans le traitement de l'information.

Encadré 20 : Le traitement géographique de l'information. Miami nouveau centre d'information sur Cuba et sur l'Amérique latine

The image shows the front page of the newspaper 'el Nuevo Herald' from Miami. The main headline is 'CASTRO CEDE EL PODER' (Castro surrenders power). Below it is a large photo of Fidel Castro and Raúl Castro, with the sub-headline 'Raúl asume el mando' (Raúl assumes command). Other headlines include 'Una urgente cirugía postra al gobernante' (Urgent post-operative surgery for the ruler) and 'Desbordante euforia en las calles de Miami' (Overflowing euphoria in the streets of Miami). The page features a navigation bar with various news categories and a sidebar with weather and subscription information.

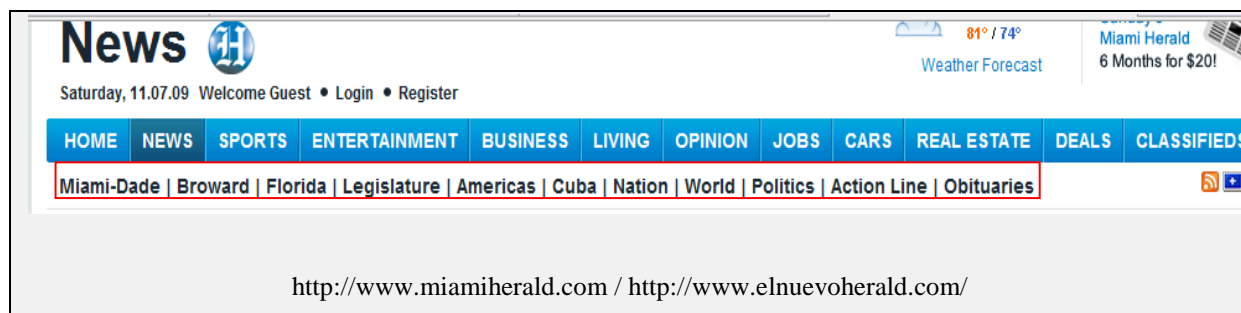
Noticias

Sábado, 11.07.09 Bienvenido estimado visitante • Ingresar • Registrarse

INICIO NOTICIAS DEPORTES ENTRETENIMIENTO FINANZAS GALERIA OPINION EMPLEOS AUTOS BIENES RAICES CLASIFICADOS

Sur de la Florida | Cuba | Venezuela | Colombia | América Latina | EEUU | Inmigración | Mundo | Séptimo Día | Especiales

Les onglets d'accès à l'information pour le *Miami Herald* et le *Nuevo Herald* et leur traitement hiérarchisé de l'information par la géographique



Le *Miami Herald* traite davantage des nouvelles nationales, internationales et des informations locales concernant l'ensemble des communautés de la ville (anglophones ou non) et peut être défini comme un journal centriste. Le *Nuevo Herald* épouse lui des points de vue susceptibles de rallier le plus grand nombre de lecteurs souvent proche de la *communauté morale* dans le cas cubain et plus largement de la « nouvelle droite latino-américaine ». La géopolitique devient ici également un élément du traitement géographique de l'information.

Si Cuba est un thème principal du journal depuis sa création, il est bon de remarquer comment l'arrivée importante de Vénézuéliens après l'élection d'Hugo Chavez ou d'Argentins à la suite de la crise économique de 2001, s'est répercutée sur le traitement de l'information latino-américaine par le journal. Il faut également souligner qu'avant la parution du *Nuevo Herald*, des leaders clés comme Jorge Mas Canosa (fondateur de la CANF, cf. chapitre 4) s'étaient attaqués au *Miami Herald* en 1992, lui reprochant de ne pas être assez anti-castriste et lançant, à travers toute la ville, une campagne qui discréditait le journal auprès des populations cubano-américaines : « *Yo no creo en el Herald* » (Soruco, 1996, pp. 43-45).

Yo empecé con el Herald en el 82 corresponsal, siempre en tema internacional. Fui corresponsal por muchos años y ahora soy cómo le dicen, corresponsal puente entre el Herald y el Nuevo Herald. El 95% lo escribo en inglés, la mayoría sobre Cuba y Latino-América...bueno Cuba más que nada.

¿Cuál es la línea editorial del periódico y cuándo se fundó?

*Es un caso raro, El Nuevo Herald no tiene una línea editorial porque no tiene editorial. Una cosa muy extraña me parece y no tengo conocimiento directo pero me imagino que cuando empezaron el Nuevo Herald no querían crear dos posiciones editoriales. El Herald tiene una mesa editorial, y el periódico toma posiciones, el Nuevo Herald **tuvo una** posición independiente y por eso no hay editoriales, son todos columnistas y algunos por un lado, algunos por el otro, pero el periódico en sí no tiene una línea editorial per se.*

Yo no estaba aquí me parece que el periódico se fundó a fines de los 70, no? 76 por allí. Pero era claro que teníamos una audiencia en español muy grande, prefería leer el periódico en español aunque pudiera haber entendido el inglés. Al principio se llamó el heraldo creo, el herald? El periódico siempre ha enfocado sobre el tema de Cuba y los otros grandes grupos de residentes que tenemos en Miami. Claro que el periódico considera que su audiencia es primordialmente cubana-americana, aunque en los últimos años también han llegado cantidades de gentes de otros países o sea también tenemos muchos colombianos, venezolanos y que tenemos que servir a esas comunidades también.

¿Cuba sigue siendo el país al que se le dedica una atención más grande en el tratamiento de la información?

Claro, Claro. Por el número de lectores que tenemos. Yo no tengo las cifras exactas pero la gran mayoría de nuestros lectores es de procedencia cubana y siempre ha habido un reproche, que somos demasiado cubanos y no prestamos suficientemente atención a Venezuela, Argentina. Una gran parte de las protestas que recibimos son con el tema de Argentina, que no hablamos de Argentina suficientemente... pero el número de argentinos es bastante bajo... En términos de la categoría de los lectores tenemos cantidad de Colombianos, de Venezolanos, Nicaragüenses, Hondureños, Centro-americanos de todas partes, Portorriqueños, Dominicanos, etc. Entonces recibimos la queja que debiéramos cubrir otras partes del mundo hispanohablante

Entretien V.J., 3 mars 2010, (traduction annexe III, p. 328).

Par ailleurs, comme le rappelle Juan Tamayo (encadré 20), le *Nuevo Herald* ne possède pas de ligne éditoriale, contrairement à sa version anglaise, l'information diffusée n'est donc pas représentative d'une position commune à l'ensemble de la rédaction. Pourtant il semble évident que la diversité des points de vue politique y reste peu étendue quelle que soit l'origine des journalistes. Il faut enfin souligner que le *Nuevo Herald* est devenu un journal en espagnol de référence, lu non seulement à Miami mais également à travers le monde hispanophone notamment pour sa couverture de plus en plus large de l'actualité latino-américaine et parce qu'il reste un outil d'information sur l'île castriste extrêmement important dans un contexte de contrôle l'information drastique par le régime et ce, indépendamment de ses positions politiques.

2) Miami entre information et mise en scène cubaine

Parce qu'elle est le lieu d'implantation et de concentration d'une population cubaine remarquable, mais aussi parce qu'elle abrite la communauté politique la plus active et sans doute la plus virulente envers le gouvernement du pays quitté, Miami est devenue un territoire incontournable du traitement de l'information cubaine et de sa mise en scène à l'échelle du globe (encadrés 19 et 21). Tous les grands événements, qui ont touché la politique intérieure cubaine ces dernières années, ont entraîné la diffusion d'images sur les médias mondiaux des rues de Miami. Il est, par ailleurs, relativement facile, à la première lecture ou écoute d'une information concernant Cuba, de savoir de quel côté du détroit celle-ci a été produite. Les systèmes de propagande mis en place de chaque côté du détroit déterminent une territorialisation de l'information et bien souvent n'offrent qu'une information orientée et incomplète sur le territoire « ennemi ». Ces techniques d'information en temps de guerre et d'action « psychologique » sont pourtant, comme le rappelle A. Mattelart, au cœur de la naissance d'une « communication monde » et des nouveaux réseaux d'information transfrontière (1999). Or, à Miami, les réseaux transnationaux de l'information comme les espaces ancrés dans la vie quotidienne et le local, se côtoient pour mobiliser à chaque instant les esprits contre le castrisme (encadré 22, photos V.J).

Encadré 22 : Le Versailles, un lieu, un décor.

Restaurant célèbre de l'exil cubain tenu par Valls, un des membres influents et homme d'affaires important de la communauté, le restaurant Versailles sur la calle ocho est devenu un lieu de rassemblement et de mise en scène de l'information cubaine à Miami.

À chaque moment clé de la politique cubaine et étatsunienne, l'exil dur, ses activistes et parfois ses détracteurs se rassemblent devant ce lieu, décor du contre-pouvoir cubain à Miami. Au cours d'événements importants comme ceux représentés ci-dessous : le renoncement de Fidel Castro à se présenter aux élections présidentielles le 19 février 2008 ou les élections américaines du 4 novembre 2008, le Versailles ne désemplit pas. C'est ici que le vieil exil maintient dans les consciences une certaine vision de l'histoire comme le montre les dernières photographies datant de mars 2010, où un stand pour collecter des fonds en faveur de Luis Posada Carriles, terroriste notoire, responsable de différents attentats et en attente de jugement, que l'exil dur continue à considérer comme un véritable héros.



Le 19 février 2008, journalistes et activistes s'étaient réunis dès la fin de la journée devant le Versailles pour donner à voir la réaction miamienne au renoncement de F. Castro. Un cercueil, dans lequel trônait un monstre portait ainsi comme inscription : « Castro ha muerto yo quiero el cambio ». La foule n'était pourtant pas au rendez-vous. Cependant, les groupes toujours mobilisables d'activistes comme Vigila Mambisa permettent de donner l'illusion à travers un bon cadrage d'une présence bien plus forte que ce que donne à voir la réalité.



Le 4 novembre 2008, les activistes Cubano-américains pro-Mc Cain et une foule plus jeune d'origine hispanique favorable au sénateur de l'Illinois, s'étaient rassemblés devant le Versailles dans l'attente des résultats. Le nombre de médias hispaniques ou non, devant le

restaurant mythique était très élevé (Antena 23 et couvraient par exemple l'événement pour Univision) et America Tévé n'avait pas hésité à délocaliser « un studio » pour l'occasion devant le Versailles.



Le 18 février 2010, journée ordinaire au Versailles, devant lequel s'était monté peu avant l'heure du déjeuner un stand et un collectif de soutien à Posada Carriles, signe que le Versailles reste un lieu central de l'exil dur et un décor pour y apposer son discours.

....

Conclusion du chapitre 6 et de la troisième partie

Miami cet échangeur américain, a résolument changé son paysage sonore depuis l'internationalisation de la cité. Elle est devenue un centre médiatique important pour les médias hispanophones dont elle est aujourd'hui le centre de référence, jouant de sa localisation au cœur des Amériques pour toucher des publics à travers l'ensemble du continent américain.

La forte présence de Cubano-américains et la constitution d'une partie d'entre eux comme contre-pouvoir envers le régime castriste ont permis à Miami d'émerger comme un centre de l'information sur Cuba. Cette information est géographiquement orientée et rappelle la vivacité d'une guerre médiatique de part et d'autre du détroit de Floride qui laisse encore peu d'espace à des voix alternatives aux discours dominants.

Par ailleurs, la diversité sonore de la ville est remarquable. Elle permet de mettre en évidence le mouvement de bascule permanent qui donne son impulsion à Miami comme ville qui

oscille entre les Amériques. Cette nouvelle Babel, à la fois multilingue et en chantier, dans sa course vers le ciel symbolisée par sa *skyline* de banques et de grues, sert cependant un même intérêt : l'économie néolibérale qui prône une circulation incessante uniquement au profit d'un marché aujourd'hui mondialisé et un contrôle sécuritaire accru des espaces du quotidien. L'enclavement des plus pauvres trouve son corollaire dans la mise en capsule des plus aisés et témoigne d'une perte de cohabitation.

Miami, agglomération phare de la Caraïbe néolibérale, sera peut-être un jour balayée par un souffle que les *Arawaks* pensaient divin et appelaient déjà *Huràcan* et qui rend, de courts instants après son passage, la ville silencieuse entre deux cris de sirènes.

CONCLUSION GENERALE

La construction de Miami et l'impact cubano-américain

Les Cubains ont transformé Miami par leur concentration remarquable dans ce centre urbain qui n'était qu'une marina à la veille de la révolution cubaine (1959). Grâce à une politique migratoire étatsunienne exceptionnelle dans un contexte de guerre froide, ils ont rapidement pu s'ancrer sur cette terre d'accueil et transformer la ville par leur insertion socio-spatiale, tout en gardant le sentiment d'appartenance à l'île et une nostalgie du territoire quitté.

Les différentes trajectoires cubaines marquent une rupture forte entre les deux rives du détroit de Floride. J'ai tenté, à travers l'emploi de cette notion, de mettre en évidence la spécificité des vagues migratoires cubaines vers Miami, notamment le caractère spasmodique et les modalités de ces migrations dans un contexte de contrôle et de clôture spatiale. La notion de trajectoire recouvre à la fois l'idée d'un tracé dans un référentiel géopolitique donné et celle d'une trajectoire sociale. Le départ de Cuba reste aujourd'hui, dans une certaine mesure, un « *one way ticket* ». De part et d'autre du détroit, le mouvement est réglementé par des lois qui contraignent la circulation et font du transnationalisme entre Cuba et les États-Unis un phénomène encore en gestation. Pourtant, l'île se trouve à peine à 160 kilomètres des côtes méridionales de la Floride et le transnationalisme de nombreux migrants caribéens et latins, qui vivent à Miami, renforcent les liens de la ville avec le sud du continent. Les contraintes fortes de la circulation entre Cuba et les États-Unis ont joué à plein sur la rapidité avec laquelle les Cubano-américains ont constitué une nouvelle communauté incontournable à Miami.

Cependant l'histoire migratoire montre qu'il faut prendre des précautions avec la notion de communauté cubaine. Le groupe est, en effet, traversé par des avis sur Cuba hétérogènes, souvent influencés par l'époque et les cadres socio-économiques qui ont différencié les cadres

des trajectoires migratoires. Bourgeoisie blanche de l'exil doré (1960) ou jeune Cubains qui gagnent Hialeah aujourd'hui, les processus socio-spatiaux pour devenir Cubano-américains sont radicalement différents. Actuellement, les migrants ne possèdent pas le même capital (financier et social) que celui qui a permis aux premières vagues de l'exil de conquérir Miami. De plus, les nouveaux arrivants gagnent aujourd'hui une ville « dominée » par les Cubains. Ils ne s'insèrent plus dans un « ghetto » mais dans différents espaces de l'agglomération bien plus vastes que Little Havana (Hialeah et plus largement le sud-ouest de la ville). Ces espaces dominés par les Cubains (marchés de l'emploi et foncier) permettent la création de sas d'intégration pour les nouveaux arrivants et le maintien dans la ville de territoires dirigés, à tous les échelons du pouvoir, par des Cubano-américains. Cette emprise politique et économique de l'élite cubano-américaine est le signe d'une appropriation territoriale et d'une intégration dans le système de représentation étatsuniens remarquables.

L'appropriation par les Cubains de Miami soulève alors la question fondamentale du territoire en géographie. Miami est-elle un territoire cubain ? Cette interrogation n'a de sens qu'au regard de l'appropriation économique, politique et symbolique des lieux par ce que j'ai désigné comme la communauté pionnière. La concentration à Miami d'une migration cubaine a fait émerger la cité comme le siège incontestable du contre-pouvoir cubain ; elle a permis une patrimonialisation et un marquage des lieux, en accord avec une autre histoire cubaine, loin des symboles révolutionnaires. Miami est désormais le cœur d'une seconde identité nationale définie par son articulation entre le territoire quitté et le territoire vécu.

Alors que Miami est bien plus proche de La Havane que de Washington, les leaders cubano-américains ont pourtant tissé davantage de liens avec la capitale du Nord. Ils ont instauré des lobbies puissants (cf. la CANF) auprès de la Maison Blanche pour peser, de l'extérieur, sur le destin de l'île communiste, avec laquelle une majorité de l'élite refuse le dialogue. Leur insertion aux États-Unis, et plus spécifiquement au sein du comté de Miami-Dade, est marquée par une très forte intégration des modes de fonctionnement du système étatsunien, jouant du contexte multiculturel de la société d'accueil pour acquérir à toutes les échelles des postes politiques et gouverner Miami.

Parce qu'ils gouvernent une partie de l'agglomération, les leaders cubano-américains ont veillé à maintenir de nombreuses structures d'encadrements auprès des populations dans un système encore largement paternaliste. Cela permet d'assurer la reproduction d'une

« exception cubaine » sur le sol de Floride et de maintenir la question de la politique cubaine au cœur des débats. Ils ont ainsi su mettre à profit leur déterritorialisation pour fonder un nouveau territoire ni tout à fait cubain ni tout à fait étatsunien : un territoire de l'entre-deux sur le continent américain.

Ce territoire de l'entre-deux a été un atout pour les Cubano-américains de Miami : ils ont pu développer de nouveaux réseaux économiques avec l'Amérique latine et ouvrir résolument la ville aux investissements venus du Sud. Miami est aujourd'hui devenue un nœud des échanges intercontinentaux, se frayant une place de choix dans la hiérarchie des villes à l'échelle du globe. Elle a réussi à valoriser sa position stratégique, à l'heure de la mondialisation, pour devenir un véritable *hub* américain attirant les flux d'hommes et de capitaux. Ville américaine, Miami s'est construite dans un espace d'articulation et est devenue un symbole des relations interaméricaines (Girault, 1998). Les Cubains ont été les précurseurs et, pour nombre d'entre eux, les bâtisseurs de cette ville-carrefour tournée vers la Caraïbe et l'Amérique latine.

La métropolisation, corollaire de la mondialisation, a profondément transformé le visage de la cité. Miami, malgré la relative faiblesse de son poids démographique (à l'heure où les villes de plus de dix millions d'habitants se multiplient), est aujourd'hui un espace d'intérêt pour analyser les processus urbains au XXI^e siècle. L'aménagement urbain de la majeure partie de l'agglomération est essentiellement le fait de promoteurs privés, soucieux de la rentabilité de leur pré-carré, ou d'architectes en vogue, qui prônent un retour à la ville « traditionnelle » dans des banlieues sans tradition, mis à part peut être celles d'un l'entre-soi assumé et d'un goût prononcé pour la « priva-cité ».

Les circulations intenses, qui parcourent la métropole, ont pour répercussion, à l'échelle locale, un accroissement de la distance dans la ville. L'ultra-mobilité valorisée aujourd'hui a pour corollaire une sécurisation croissante de l'espace et un contrôle tatillon des flux. À l'échelle des quartiers et de la rue, cela se traduit par une exclusion sociale violente et la perte du partage de l'espace public. Les poches de pauvreté côtoient ainsi les enclaves de richesses hautement sécurisées comme les condominiums, qui donnent à leurs habitants la sensation de vivre et de jouir pleinement de la ville.

Pourtant Miami est encore une ville en formation, une ville à bascule qui ne laisse pas réellement entrevoir le destin de cette cité au sud. La jeunesse de la ville (*Sunbelt city*) et la diversité de ses habitants, si elles sont valorisées par un marketing urbain qui vante une ville cosmopolite, sont pourtant les vecteurs d'une ville fragmentée sans réelle centralité. L'appropriation spatiale de Miami par les Cubains, n'a pas changé fondamentalement les modes de constructions ainsi que « les logiques de l'exclusion » (Elias, 1997) dans la ville. La production de territoires urbains et la notion de « droit à la ville » (Lefebvre, 2000) reflètent l'adaptation des Cubano-américains aux logiques néolibérales et étatsuniennes de production de la ville (privatisation, ségrégation et désengagement des pouvoirs publics). Toutefois, depuis les années 1980, la ville de Miami s'est transformée sous l'impulsion des Cubains ainsi que par l'infusion des cultures cubaines, caribéennes et latines qui jouent sur les représentations comme les pratiques de la ville et font naître des nouvelles citadinités au cœur de ce carrefour.

Ville du Nord, vécue par une majorité d'Hispaniques et dirigée par des Cubano-américains implantés depuis à peine un demi-siècle, Miami est devenue une véritable plaque-tournante des échanges entre les mondes américains. Nouvel « Hollywood » latino-américain, la ville est aujourd'hui le lieu de production d'une « communauté hispanique » et de son *mediascape* (Appadurai, 2001) à l'échelle planétaire, montrant ainsi sa capacité à concentrer des moyens et des techniques qui concourent à sa renommée mondiale. Ces nouvelles logiques spatiales font de Miami une ville en chantier à la fois Babel et Babylone modernes, une ville centre et carrefour. Les interstices de ce chantier montrent cependant une créativité urbaine étonnante, qui inscrit Miami dans une dynamique relationnelle et communicationnelle, symbole des créolisations inévitables dont les Méditerranées du globe sont sûrement les espaces les plus fertiles.

Les apports d'une démarche géographique plurielle et de la méthode qualitative

L'originalité de cette thèse est sa volonté de concilier les analyses de la ville, des Cubains et de la relation entre les deux, pour mieux comprendre les processus qui font de l'espace un enjeu. La démarche géographique m'a amenée à un croisement incessant des échelles, du micro au macro, dans la compréhension et l'analyse de la réalité miamienne et des trajectoires cubaines. De nombreuses circulations, aussi bien physiques que réflexives, ont permis de contextualiser l'originalité de cette ville pleinement ancrée dans la réalité

américaine du XXI^e siècle. Ils m'ont également permis de cerner les limites d'un travail de thèse : l'impossibilité de tout englober.

Il ne s'agissait pas, en postulant la thèse d'une Miami cubaine, de montrer une simple addition des réalités cubaines et étatsuniennes mais d'analyser les mélanges complexes et toujours changeant que la position de carrefour entre le nord et le sud du continent engendre. Les rencontres avec de nombreux Miamiens, notamment de toute une jeune génération arrivée il y a peu dans la ville ou *born and raised* à Miami, m'ont permis de mieux cerner cette ville en formation.

L'approche par l'enquête qualitative a été un aspect central de ce travail. Grâce au recensement très détaillé et à une production scientifique importante, les États-Unis permettent un accès à de nombreuses données quantitatives. J'ai pu cibler mes besoins, valoriser les expériences individuelles et les discours et établir avec rigueur un corpus d'entretiens nécessaire à ma démonstration. Ce dernier m'a permis d'appréhender les articulations entre la ville et les Cubains qui ne sont pas forcément palpables au sein de données quantitatives.

Manques et regrets

Ce travail garde dans sa démonstration plusieurs zones d'ombres ou espaces aux contours à peine dessinés.

Tout d'abord, le travail sur une circulation migratoire si particulière aurait mérité des séjours plus longs à Cuba pour mieux comprendre les liens effectifs comme affectifs qui unissent les deux rives. Des enquêtes sur les transferts d'argent, les retours des proches, les moyens de communication entre les deux rives, auraient permis de renforcer ma compréhension de cette circulation sous contrainte. Des entretiens m'auraient aussi donné la possibilité de déchiffrer, à l'échelle individuelle, la multitude des détournements et des inventions face à ce contexte relationnel.

Ensuite, la notion d'appropriation aurait mérité un travail en profondeur sur la propriété foncière et le secteur de l'immobilier. Faute de temps mais aussi de contacts, j'aurais aimé pouvoir pénétrer les secrets de propriété du sol et des grands investisseurs, voir comment l'argent circule, entre quelles mains il transite. Identifier les vrais propriétaires de Miami qui

ne sont bien évidemment pas tous Cubains, connaître les mouvements d'argents au sein des banques comme dans la ville. J'aurais pu montrer également l'importance de la communauté juive et des nouveaux investisseurs venus d'Amérique latine, d'Europe et d'Asie, qui s'approprient « foncièrement » cette ville en construction.

Enfin, j'ai laissé de côté toute une partie de mes observations et enquêtes sur cette ville fragmentée, des *Trailers parks* aux *Sex Offenders*, les logiques de l'exclusion spatiale à Miami m'ont fascinée tout au long de ce travail. Pourtant dans un souci de clarté et pour resserrer l'étau de ma démarche scientifique, j'ai préféré ne pas intégrer une partie de ces analyses. Il en est de même de mes observations sur les milieux militants et alternatifs au sein desquels j'ai évolué durant mes terrains ; ils m'ont apporté une vision « autre », nécessaire à la compréhension de cette ville vantée de manière monochromatique par les discours dominants et le marketing touristique.

Ces manques et regrets pourraient être les pistes de nouvelles recherches sur Miami

Les suites possibles

Cette recherche a été l'occasion d'affiner mon champ de compétence : si la ville reste mon objet premier, c'est bien dans ses rapports de pouvoirs et une approche locale de la géographie politique que réside mon principal intérêt.

Les couples figés : autochtonie/identité et altérité/mobilité ont soutenu mon questionnement sur cette ville en construction. *Miami la cubaine* permet d'analyser comment, à travers la mobilité, une identité Autre pouvait non seulement se créer au sein d'un groupe (les Cubano-américains) mais également modifier les rapports à l'altérité et à l'autochtonie dans la ville. À l'heure où les débats sur la citoyenneté, l'identité et les replis communautaires sont au devant de la scène médiatique, les Cubains de Miami offrent un exemple intéressant des mécanismes de l'ancrage et de l'appropriation d'une minorité aujourd'hui devenue majorité.

La comparaison de l'exception cubaine à Miami avec d'autres contextes urbains semble utile à la poursuite de cette recherche. Elle permettra l'approfondissement de la méthode comparative en géographie urbaine en observant une même population dans deux contextes étatsuniens fort différents. L'agglomération de New York, et plus particulièrement les villes de Union City et West New York dans le New Jersey, paraissent être des espaces de choix.

Deuxième plus grande concentration de Cubains aux États-Unis, les Cubano-américains ont également créé, au sein de cette ville globale (Sassen, 1991), des structures d'encadrements fortes qui les protègent de la désorganisation individuelle et sociale (Rogg, Cooney, 1980). Leur appropriation de ces nouveaux territoires urbains permet à Y. Prieto de définir cette partie du New Jersey comme la plus septentrionale des provinces cubaines (*Cuba's northernmost province*, Prieto, 2009). Il serait éclairant de comparer les processus d'ancrages et les appropriations cubaines à New York et à Miami pour se rendre compte du rôle de la concentration démographique et des contextes (urbain, national, régional et mondial) sur la définition d'une identité cubano-américaine.

De plus, les expériences cubaines mettent en exergue *l'empowerment* hispanique aux États-Unis et soulignent des divergences importantes dans les processus de revendication et de contrôle de l'espace par une minorité. L'analyse et la comparaison des différences entre l'expérience miamienne et newyorkaise permettraient de comprendre le rôle des contextes urbains et sociopolitiques dans l'ascension politique cubaine.

Comme le soulignait un Cubano-américain en comparant Miami à New York où il s'était d'abord installé : « *aquí es distinto aquí como hay tanto latinos y sobre todo tanto cubanos, el cubano se siente cómodo de hacer lo que le da la gana. En Nueva York con mas mezcla de cultura cambia eso, ya se tiene que comportar de una manera distinta porque no son la mayoría*¹¹⁰ (V.J. entretien du 21/03/2008).

¹¹⁰ « Ici (à Miami), c'est très différent, comme il y a tellement de Latinos et surtout tant de Cubains, le Cubain se sent à l'aise pour faire ce que bon lui plaît. A New York, avec un mélange plus important des cultures, cela change, là-bas, ils doivent se comporter d'une manière différente parce qu'ils ne sont pas majoritaire » (traduction V.J.).

ANNEXES

I. Liste des entretiens réalisés entre 2006 et 2010

Little Havana : entretiens semi-directifs

Pablo Canton directeur du NET de Little Havana 2006 et 2008

Joe Sanchez *commissionner* du district de 3 de la ville de Miami 2006 et 2008

Teresa Zorilla *office manager* du district 3 et son assistant Steve 2008

Lester gérant du parc José Martí 2006

Maria Vasquez propriétaire d'une boutique de « nostalgie » cubaine sur la *calle ocho* 2006

Molina peintre et propriétaire d'une galerie sur la *calle ocho* 2006 et 2008

Max Lesnik journaliste entretiens régulier durant 2008 et 2010

Silvia Vieta directrice de la promotion et des relations du Kiwanis Little Havana 2008

Ivan Hernandez président de la feria de los municipios en el exilio 2008

Enrique Bike vendeur de vélo 2008

Glenn Ramos santero 2008

Ninoska Perez Castellon, journaliste radio et membre du Consejo por la Libertad de Cuba 2010

Hialeah : entretiens semi-directifs

Refus du maire et de son équipe de me recevoir ainsi que de toutes les institutions dépendant de la mairie Observation des conseils municipaux 2008

Luis Dominguez Gomez directeur du département pour le développement économique 2006 et entretiens réguliers durant 2008

John T Travers directeur du département de développement de la ville 2006

Debora Storch directrice du « planning and zoning » 2006 et 2008

Emma del Castillo Directrice de la Chambre de commerce et d'industrie 2006 et 2008

Focus groupe avec 7 jeunes Cubano-américains élèves du *Hialeah Institut* à raison d'une heure par semaine de février à avril 2008 et entretien avec le directeur de cette structure Roberto Lopez (plus des observations de 2006-2010)

Luisa directrice d'une agence de voyage et transferts vers Cuba 2008

Andy et Grisel bibliothécaires JFK Library 2008

Miami-Dade et ville de Miami

Jim Broton, historien et habitant du quartier bordant la rivière au nord de Little Havana, 2008

Juan O Tamayo journaliste au *Miami Herald* et *Nuevo Herald*, 2010

M. Casanova, ville de Miami *Planning and zoning department*, 2006

Ian Nijman, géographe à UM, 2008

Born and raised in Miami et les jeunes générations de la ville

Will, seconde génération cubaine

Alex, seconde génération vénézuélienne

LilRob, seconde génération juive polonaise

Edna, seconde génération haïtienne

Luna, génération 1.5, colombienne

Oscar, génération 1.5 nicaraguayenne

Katrine, génération 1.5 haïtienne

Satta, jeune jamaïcain

Rencontre avec 11 lycéens cubains du Hialeah Senior High, lycée public de Hialeah 2006

Associations et Activistes

Worker Center

A Corn (Kade)

Take Back the Land (Mamyrah, Max, Julia, etc.)

Power U (Shanon)

Vecinos unidos

Amanda

Rebecca

Poncho

II. Cuestionario preparatorio establecido en febrero 2008

¿Fecha de salida de Cuba (si saliste de Cuba), Como? ¿De dónde?

¿Tiempo e itinerario del viaje? Primera destinación

En Miami: barrio de llegada y ¿después has cambiado de casa? ¿Cuando, donde, cuantas veces?

¿Tienes familiares en Cuba, en Miami o EEUU? Donde viven y como vinieron hacia EEUU?

Regresaste a Cuba? ¿Cuántas veces y porque? ¿Quieres regresar vivir a Cuba un día?

¿Qué piensas de las leyes migratorias? Piensas que eso aumenta la separación entre dos mundos exclusivos?

¿Cuales idiomas hablas: inglés, español, otro? ¿Te sientes más cómodo con cual? ¿Cuál es el idioma que se habla en la casa? En el trabajo, en las calles de tu barrio? Puedes dibujarme en el mapa los lugares donde se habla el español? (mapa)

¿Piensas que hablar el español en Miami es un aventaja? Ser cubano? ¿Porque?

¿Cuáles son los barrios “cubanos” en Miami y en el Dade county (mapa)? Porque?

Que cambia la presencia de los cubanos en esta ciudad? Cosas o lugares que existen solo porque hay una importante población cubana?

¿Dónde vives? ¿Te identificas con tu barrio, con la ciudad de Miami? (mapa)

Descríbeme un poco tu barrio? Cuáles son los ruidos que se oyen?

Tienes una casa o un apartamento? Quien es el dueño? Cuento es la renta o si es la tuya acabaste de pagarla?

¿Cómo decoraste tu casa? Tiene algo de “cubano”?

¿Dónde te sientes en casa o sea te sientes miamiense?

Cuáles son los otros barrios de la ciudad? Pueden identificarse también como “étnicos”? Fuiste a esos barrios? Porque? (mapa)

Como vez a las relaciones de la comunidad cubana con otra comunidad como la Nicaragüense, los judíos, los negros-americanos, los haitianos?

Como te mueves en la ciudad: bici, caro, metro y bus otro? Te vas al downtown? A las playas y bares de Miami Beach?

A dónde vas cuando quieres divertirte? Hay lugares como bar, restaurante o discotecas que te parecen cubanos? Porque? (mapa)

¿Te gusta Miami? Si podrías reconstruirla como la hiciera?

Usas el internet? Con cual medio hablas con amigos o familiares cubanos? Usas Chat o blogs, facebook?

¿Qué tipo de radio o TV miras?

¿Piensas que la comunidad cubana de Miami es unidad y homogénea? ¿Qué piensas de los dirigentes de la comunidad cubana? ¿Piensas que ser cubano te ayudo en Miami?

¿Que cambio la migración en tu identidad? Piensas que tus hijos tienen o tendrán otras raíces que las tuyas?

Que es la esencia del cubano? Existe una cultura cubano-americana?

Nombre :

Edad:

Lugar y fecha de nacimiento:

Nacionalidad:

Profesión:

Muchas gracias

Violaine JOLIVET

III. Traductions (de l'anglais et/ou de l'espagnol) des entretiens présentés dans les encadrés

Encadré 4 : Entretien avec Roberto Lopez

Quand je suis arrivé, mes parents vivaient à Hialeah, je vivais avec eux, j'ai vécu sur la 12^{ème} Avenue au croisement de la 29^{ème} rue. Au bout de deux ans, j'ai trouvé ce travail. Je me suis marié et alors je suis allé vivre à Kendall et l'année du mariage est née une fille, la fille que j'ai de ce mariage, parce que mon fils aîné était déjà aux États-Unis. Puis cela fait un bail, plus de dix ans que nous sommes venus et que nous habitons à Westchester un peu plus près, parce que de Kendall à Hialeah, cela fait un peu loin et maintenant je suis à moins de la moitié. J'aime bien Westchester, c'est un quartier tranquille essentiellement cubain, je m'entends bien avec tout le monde. Et bon, ma fille a grandi ici, elle a déjà fini ses études, c'est déjà une adulte. J'ai une maison, c'est la mienne, mais je n'ai pas encore fini de la payer, j'en ai payé plus de la moitié.

À Cuba, j'ai des cousins, je suis fils unique, mes parents sont morts et ce qui reste ce sont les cousins avec lesquels je suis en contact. Mais la majorité de ma famille est aux États-Unis. Toute ma famille vit à Miami, mais ce n'est pas le cas de mes petits-enfants. Maintenant les jeunes s'en vont, mais c'est normal, ce sont les choses de la vie. Ils ont fait leurs études, ont trouvé des fiancé(e)s ou du travail qui leur plaît dans d'autres endroits et restent là-bas. Les plus jeunes s'éparpillent à travers les États-Unis parce que la vie l'a voulu ainsi. Mais ils reviennent à Miami pour les fêtes cubaines et nord-américaines comme Thanksgiving et Noël.

Je ne suis jamais retourné à Cuba parce que... à cause des circonstances dans lesquelles je suis sorti. J'avais une situation bizarre et en quelque sorte inversée... mes parents, mon fils étaient ici. Si j'avais eu de la famille, alors malgré tout, je serais revenu. Mais je ne voulais pas compromettre mon retour parce que j'avais ma vie ici, ma famille et tout, et aussi parce que à Cuba, rien n'est vraiment gravé dans le marbre, c'est-à-dire que les lois changent d'un moment à l'autre.

Quand les choses changeront, qu'il y aura une situation stable, alors oui j'aimerais voyager et revenir à Cuba. Mes racines sont là-bas, si l'on faisait quelque chose pour rétablir à Cuba le secteur éducatif, j'aimerais beaucoup le faire, s'il y a un projet, j'aimerais beaucoup y donner un coup de main.

Mais je ne veux pas y retourner vivre parce que comme je te l'ai dit, là-bas sont les racines, des gens de la famille, des liens et des amis, mais ici j'ai mes enfants, une qui est née dans ce pays, mon couple ; ma femme est aussi cubano-américaine mais sa famille aussi est implantée ici. J'ai mon métier, je prendrai ma retraite ici : c'est ici mon pays. Il y a une chose qui dit que la patrie est là où tu vis, non ce n'est pas ainsi, chacun a son lieu de naissance, mais il y a d'autres liens et ce qui compte le plus pour moi est ici. Et il y a une chose très importante que je veux te dire, c'est que nous Cubains, nous ne serons jamais assez reconnaissants de la place que les États-Unis nous ont faite. Nous avons répondu avec le meilleur de nous-mêmes, par l'effort, l'implication, mais c'est vrai, ici c'est la seconde patrie, où je me sens chez moi, ici il y a une place pour nous.

La différence entre Miami et Hialeah réside en ceci. Au début toute l'immigration vint vers la ville de Miami et d'autres communes du comté. Mais les gens de la campagne sont venus ici, parce que la vie était moins chère, les terres étaient moins chères, les salaires étaient inférieurs et c'était plus facile pour les gens qui n'avaient pas de métiers techniques. De plus, à cette époque, il y avait ici une importante industrie de confection de vêtements et les femmes trouvaient du travail et il était possible de garantir deux salaires dans la famille ; même si elles gagnaient peu, cela permettait de vivre mieux, grâce à cet énorme effort, au sacrifice, à l'épargne etc. Ici, ils pouvaient progresser, construire leur maison ou l'acheter, Hialeah devint peu à peu un endroit bien plus agréable qu'alors, une grande région de propriétés, de fermes et ces fermes formèrent ensuite des rues, s'urbanisèrent. Les terrains étaient très bon marché, les gens s'installaient, Hialeah devint une ville à partir de 1925, une corporation publique, qui au début avait 6 ou 7 000 habitants et après les années 1950, 40 000.

La Seconde Guerre mondiale fut très favorable à l'industrie et à l'agriculture, tout cela prospéra beaucoup, les chemins de fer furent prolongés jusqu'à la ville, vers 1935 fut construit l'hippodrome, une véritable attraction. Les gens d'argent commencèrent à investir ici même s'ils n'habitaient pas à Hialeah mais à Miami Beach, Fort Lauderdale et Palm Beach. La construction du chemin de fer fut ce qui sortit la ville de l'isolement, et toute la région qui devint une région très attractive pour les gens d'affaires et le commerce lié à l'agriculture. De plus, les États-Unis aidèrent beaucoup les Cubains qui vinrent par ici et ces Cubains sont ceux qui se chargèrent de développer des activités. Premières industries : textiles et chimiques et surtout le commerce de l'import-export parce que les Cubains apportèrent une grande expérience en ce domaine en s'établissant ici, ils ont développé tout le commerce d'ici avec le reste des États-Unis et avec l'Amérique latine. Avec le temps, c'est devenu comme la porte d'entrée de l'Amérique latine. Peu à peu, la présence des Cubains et l'avantage de la langue firent que Miami se convertit en ce qu'elle est aujourd'hui, une métropole qui a une activité internationale très très importante : ici il y a plus de 40 banques qui s'y consacrent, des banques commerciales et tout ce qu'il faut pour alimenter des comptes de capitaux étrangers.

Au début, quand j'ai commencé à travailler en 1992 existait Little Havana, One Little Havana, mais One Little Havana c'était à partir d'ici, de la I95 à la 37^{ème} avenue.

Bon je te parle du début Ça commençait à la 37^{ème} à l'époque, quand deux ans et demi plus tard, on s'est aperçu que c'était trop pour un seul bureau. C'était une zone très peuplée, une zone plutôt grande pour un seul bureau. Alors à cette époque le *city man* qu'était Cesar Odi¹¹¹ décida de faire un Little Havana Est et un Little Havana Ouest. À l'époque, Little Havana Est allait de la 17^{ème} vers la I95 et Little Havana Ouest de la 17^{ème} à la 37^{ème}. Au fond, cela a commencé au fil des ans, il y a eu des *city man* différents qui ont tout changé. Alors ils sont arrivés, ils ont changé Little Havana Ouest et l'ont

¹¹¹ * Cubano-américain issu du premier exil et élu City Manager en 1996 et parmi les nombreux hommes politiques cubano-américains incarcérés pour corruption

appelé Ouest Flagler, un nom qui personnellement ne me plaît pas du tout, vraiment *I really don't like*. Tous les bureaux du NET office, possèdent comme qui dirait un sentiment de quartier avec l'idée de voisinage. West Flagler, qu'est-ce que c'est que West Flagler, je n'aurais pas donné le nom de West Flagler, j'aurais laissé West Little Havana, tu comprends, mais le West Flagler d'aujourd'hui commence à la 22^{ème} avenue. Moi on m'a envahi jusqu'à la 22^{ème}. En gros (en nous montrant sur la carte) voilà comment ils l'ont divisée : Little Havana là nous avons le fleuve, l'autoroute I95 ; ceci c'est la zone de la 22^{ème}, la partie d'ici c'est l'autoroute 836, la voie express 836, en dessous c'est la 9^{ème} rue, depuis la 22^{ème} à la 12^{ème} avenue c'est la 9^{ème} rue, ensuite nous descendons jusqu'à la 11^{ème} rue et nous allons tout droit. Bon, c'est en jaune, en gros c'est le district du maire Sánchez. J'aurais tendance à considérer que la Petite Havane s'étend jusque-là, la 27^{ème}. Mais la Petite Havane allait jusqu'à la 37^{ème}, jusqu'ici, c'était tout ça au début lorsque nous avons commencé en 1992 jusqu'à 1995. Ensuite on l'a coupée en deux, on a ajouté la 17^{ème} et on m'a demandé de choisir : que veux-tu, la Petite Havane Est ou Ouest ? Moi j'ai choisi celle de l'Est parce que celle de l'Est est plus intéressante ; l'autre est plutôt très ennuyeuse, tu sais, à l'Est on a davantage de problèmes, davantage de problèmes de crimes, de drogues, de bandes. L'autre côté est un peu plus tranquille. Cette zone où nous sommes est un endroit plus résidentiel, surtout de résidence familiale. Tu vas trouver des maisons individuelles dans la partie nord-ouest de la 7^{ème} avenue qui est la partie de maisons individuelles que nous avons, à partir de Gross park jusqu'à la 12^{ème} on a des maisons.

Encadré 7 : Entretien avec Joe Sanchez à l'époque maire de Little Havana

Toute l'histoire de la ville est faite sur l'immobilier et ses courbes montantes et descendantes. Le ralentissement du secteur immobilier durera 10 peut être 20 ans. Comme les autres villes ont fait dans les années 1980, regardez New York, les gens déménageront dans ces immeubles vides. Miami 21 (plan d'aménagement de la ville) contrôle la forme du développement de la ville. Nous avons besoin de bâtir et l'immobilier prescrit du développement.

Vous ne pouvez pas trop changer le caractère d'un quartier sinon vous le perdez. Vous perdez votre communauté, le quartier est un moyen d'identification pour la communauté. Le cachet de Little Havana, c'est le café cubain, le riz au poulet, les jeux de dominos. Je suis un produit de Little Havana. Mes parents sont venus ici en 1970, ils ont travaillé dur etc.

Je ne mettrais jamais une tour au milieu de Little Havana c'est pour cela qu'on contrôle le développement (à travers Miami 21) Il y a des règles, on est un pays de lois après tout. Face au développement immobilier les gens ont des recours dans ce pays, donc si quelque chose est voté d'une certaine manière donnant au propriétaire le permis de construire vous ne pouvez pas le stopper. La seule chose que j'essaie de faire c'est de plaider les cas à la cour si je ne suis pas d'accord. Mais vous ne pouvez pas empêcher une grande ville de progresser.

Le développement et la gentrification ne sont pas le diable. Ici, on veut le développement pour tous. En 1998 on se remettait tout juste d'une longue période où les gangs faisaient la loi dans la rue. Little Havana était économiquement au plus bas, vous ne pouviez même pas vous promener en journée. Les commerces en souffraient et j'ai voulu rendre l'espace vivable pour les commerçants. Avec les *Viernes culturales* on a mis en place une stratégie de revitalisation pour dynamiser l'économie, créer une place centrale pour l'art et la culture. Les *Viernes Culturales* ont ramené les gens dans le quartier.

Vous ne devez pas voir la gentrification et le développement comme le diable. Je suis le maire de la balance, je crois en la balance. Little Havana est le Ellis Island de Miami, Little Havana sera toujours une porte d'entrée pour les immigrants avec des logements abordables (il a mentionné auparavant la flambée des prix dans le quartier.) Ce sera toujours le premier stop pour les immigrants sur leur route vers d'autres choses. Et vous avez les YUCA (jeunes cadres dynamiques cubains) qui viennent habiter dans le quartier parce que leurs racines sont ici.

Encadré 8 : Les Viernes culturales ou “le retour au ghetto” Entretien avec S.Wright

Les Viernes Culturales sont le bébé de mon patron. L'objectif était simplement de ramener les gens ici (Little Havana) Durant une époque de façon évidente différentes parties de la ville n'étaient pas considérées comme sûres ou peut être que les gens n'avaient pas l'envie de s'y rendre en soirée. Et ça a été une manière de dire : ok, on doit redévelopper le quartier, on doit le densifier, on doit donc promouvoir l'espace. Qu'est-ce qui peut-être sympathique? Qu'est-ce qui rassemble plus que les arts et la culture ? Et justement il y a un homme R. Florida qui a écrit sur la “classe culturelle” il dit qu'il faut mieux avoir des artistes et des créatifs et des classes de danse qui peuvent s'organiser sur le toit d'un vieux fournisseur de voiture façon loft plutôt qu'un Wal-Mart.

On n'a pas eu à se battre avec qui que ce soit à Little Havana. Les six ou sept premières fois on a fermé la rue et puis ils ont décidé de ne plus le faire. La 8^{ème} rue est une artère si importante et zut si vous venez de Westchester pour aller jusqu'à un restaurant sur Brickell ou quoi que ce soit d'autre vous allez le voir. Vous verrez l'excitation. C'était quelque chose de vraiment excitant, sans crainte, vraiment sympa et chaleureux. Une façon de dire, hé on prend le dernier vendredi de 18h à 23h !

Document 5 : L'Autre rive / La otra orilla chanson de F. Delgado

Moi j'ai toujours entendu parler de l'autre rive
Noyée dans un nuage de mystère.
Là-bas mes oncles étaient en couleur
Ici simplement en noir et blanc.

Il fallait parler d'eux à voix basse,
Parfois sur un ton méprisant.
Et à l'école, j'ai appris que c'étaient des « gusanos » (ver, traître à la patrie)
Qui avaient abandonné leur patrie.

Refrain :
Dansant avec Célia Cruz, écoutant Willy Chirino,
En vénérant le même saint et avec le même parrain (référence à la santería).
Là-bas vers la Saguesera (south west area), calle ocho (rue 8), jallalía (Hialeah),
Se trouve la demi-famille qui vit là-bas sur l'autre rive.

Un jour Oncle revint de l'autre rive
Portant avec lui son esprit grégaire
Et on arrêta de l'appeler « gusano »
Parce que désormais il faisait partie de la communauté.

Et enfin arriva la fatidique année 80,
Et ma famille commença à rétrécir
Comme cela s'était passé des années auparavant,

Le port de Mariel les engloutit peu à peu.

Refrain

Le flux vers l'autre rive continue toujours
Par vols réguliers et par « *balseros* ».
Et je sais qu'ils reviendront sans amnistie
Parce que nous avons besoin de leur argent (ou de leur réconfort, je ne sais)

Ils logeront dans des hôtels de luxe
Et paieront avec leur devise forte.
Et nous qui les traitâmes de moins que rien (comme moi)
Nous devons ravalier l'injure (sauf moi).

Dansant avec les Van Van, écoutant Silvio et Pablito.

Ne les traitez pas de moins que rien, car ce sont les *Marielitos*.

Un mélange si peu commun de *merengue* et de banane.

Il se peut que le pain se fasse attendre, entends entre un peu mon frère.

Même s'il manque de tout, je te payerai un petit coup.

Baisse le son de cette radio mon frère ;

Elle dit qu'ils sont sur le point d'arriver, méfie-toi de ton optimisme.

Encadré 11 : Roberto Lopez principal du Hialeah Institut collège alternatif

Cuban american nacional council est une organisation qui n'est affiliée à aucun parti politique, fondée dans les années 1970 et elle fonctionne au niveau national, principalement nous sommes enracinés en Floride, mais on travaille aussi dans le New jersey et à Washington. L'organisation se consacre essentiellement à aider la communauté pour cela elle veille sur plusieurs aspects par exemple ces deux écoles l'une à Little Havana et l'autre ici à Hialeah. C'est une coopération avec le système scolaire public, un contrat. Tu es ici dans un établissement sous contrat avec le système scolaire. Et tout ce qui se fait dans cette école répond aux normes du système scolaire public. Les élèves sont comme ceux du public, les diplômes officiels. Mais les élèves viennent dans notre école parce qu'ils ont des problèmes, ce sont des étudiants à risque souvent virés et en réalité nous faisons la différence parce que beaucoup d'entre eux obtiennent leurs diplômes en venant ici. Nous travaillons sur leurs problèmes en petit groupe parce que souvent l'échec scolaire est dû à de nombreux facteurs, nous faisons un travail social.

Ici j'ai la moitié d'Afro-américains, très peu sont de Hialeah, ils viennent du Nord-ouest, parfois c'est une école de Hialeah qui nous les envoie, il y a un système de transport par bus vers les écoles de Hialeah. Ils viennent de Liberty city, d'Overtown, beaucoup viennent aussi du Nord de Miami. Il n'y a pas de limitations dans la provenance des élèves pour cette école de type alternatif contrairement au système public où existe une limitation concrète établie par le département de la carte scolaire qui va jusqu'à vérifier par une visite si les enfants vivent réellement d'où ils disent. Les circonscriptions

scolaires existent dans le système public mais pas dans les écoles alternatives. Cependant l'école de Little Havana a une population un peu plus locale et majoritairement d'origine hispanique.

Dans notre école, on constate une augmentation de la population afro-américaine. Nous, ces dernières quatre années, nous avons vu peu à peu arriver de plus en plus d'étudiants de cette origine, car la majorité vient des *F. School*, c'est-à-dire des écoles de perfectionnement scolaire (ZEP). Dans ce cas, ils ont plus de jours de classe par an, mais il y en a qui n'arrivent pas à suivre dans ces structures et ils viennent ici parce que les classes sont moins chargées, et, le plus souvent, parce qu'ils sont envoyés par des conseillers. Et c'est ainsi qu'on arrive à avoir une population scolaire équilibrée, moitié - moitié.

Au début, il n'y avait pas beaucoup d'échanges ni d'entente entre eux (Afro et Hispanique). Qu'avons-nous essayé de faire ? Nous avons essayé d'intégrer les deux communautés et par exemple, nous avons deux fêtes, nous célébrons les deux commémorations. Nous avons fait une fête des *hispanic editor* qui est un journal qui nous invite et nous finissons par un buffet de toutes les spécialités culinaires hispaniques que nous avons à l'école. Nous invitons alors les Afro-américains. Nous avons aussi la commémoration de l'anniversaire de Martin Luther King dans un parc, et nous y sommes allés ensemble les deux communautés, et deux élèves, un Hispano et un Afro-américain ont lu ensemble le discours célèbre de *I have a dream*. Et nous faisons des fêtes avec des danses hispaniques, des danses hip-hop, tu vois, nouveau style.

D'abord il a fallu l'acceptation mutuelle et peu à peu on a des interactions, on échange des informations. Et dans la cour de l'école, il y a un groupe mixte qui joue ensemble sur le terrain de basket, mais pour discuter ils se regroupent encore un peu par communauté.

Encadré 15 : Entretien avec Shanon Reace organisatrice à Power U : Miami ville au Sud

Power U est une organisation sociale qui lutte contre les injustices raciales et économiques ici aux USA nous travaillons avec les personnes à faible revenu pour développer leur leadership, pour lutter contre les structures capitalistes de logement, de la criminalisation de nos jeunes, contre la gentrification, et le développement qui n'est pas pour le bien être de la communauté mais centré autour des intérêts des spéculateurs foncier.

À Miami notre cœur de cible est le quartier d'Overtown une communauté qui a historiquement toujours été noire beaucoup de Bahamiens, Afro-américains, d'Haitiens. La plupart des gens ici vivent en dessous de 60 % du revenu moyen, ce qui veut dire qu'ils ont des salaires inférieurs à \$20.000 par an, le niveau d'éducation est faible, ils n'ont pas le baccalauréat. Les problèmes de *foreclosure* (hypothèque) sont grands. Il existe à peu près 45% de logements appartenant à des programmes qui facilitent l'accès à la propriété à Overtown et 99% de ces logements sont en foreclosure ou sur le point de l'être. Il y a beaucoup de logements vacants et beaucoup de gens démunis et à la rue ce qui n'a pas de sens. Nous ressentons la crise plus que tout autre quartier: Ici l'idée d'un logement abordable correspond à une dépense de 30% de votre salaire pour votre logement quand Une étude démontre qu'aucun des quartiers dans toute la ville n'est abordable, dans chaque quartier (inner-cities) de Miami les habitants dépensent près de 55 à 70% de leur salaire pour leur logement.

Les gens doivent décider de ce qui va les payer et quand ils seront payés. Alors l'économie informelle est une des solutions à leur question. Le crédit c'est presque l'ensemble du problème à Miami et dans

la plupart des États du pays. Même la classe moyenne si on peut la nommer comme telle je le nomme la classe des *débiteurs*, parce que les gens ne vivent pas selon leur moyens

Overtown n'est pas pire que les autres quartiers en termes d'informalité, Overtown est juste plus honnête que les autres à ce sujet. On voit la prostitution et les délits liés à la drogue dans la rue contre d'autres endroits où tout se passe derrière des grandes portes blindées, derrière les portes des condominiums. On sait que les communautés à faibles revenus comme ici n'ont pas les bateaux ni les avions pour ramener la drogue jusqu'ici. Ici c'est essentiellement de la distribution. Et une communauté avec d'avantage de fluidité fait davantage d'argent dans la drogue qu'un quartier comme celui-là où la majorité des gens passe la journée assis sous le porche au coin de la rue. Je ne pense vraiment pas que la drogue soit la principale histoire d'Overtown

Penses tu que les Cubains ont changé les luttes entre les différents groupes ici ?

Absolument! Quand tu penses au Mouvement pour les Droits Civils des années 1950 et 1960, c'est à la même époque qu'arrivent les Cubains. L'afflux de l'argent pour cette population comme la mise au centre de la question cubaine sont les processus qui ont stoppé l'ascension des populations noires luttant contre l'oppression parce que tout est devenu centré sur les Cubains, l'oppression par Castro et comment installer ces Cubains blancs à Miami.

Venant du Mississippi depuis que je suis arrivée ici je dis à tout le temps aux gens : 7 ans dans le Mississippi et 7 mois à Miami, J'ai subi plus de racisme et plus d'oppression durant ces premiers 7 mois que pendant 7 ans dans le Mississippi et les gens sont toujours un peu choqués par cela. Ils pensent que Miami devrait être une ville progressiste mais je pense définitivement que *l'establishment* cubain et des latinos, qui ont atterri à Miami, a approfondi le paradigme de la guerre de la race et l'ethnisation. Et ils sont tout aussi bons que les Anglo des années 1920 dans le Mississippi. *L'establishment* Cubain a continué ce paradigme alors ça n'a pas changé juste par la présence de la « minorité » latino. L'alliance noir/brun (des Afros et des Hispaniques) n'existe pas en Miami ou alors à une très petite échelle mais je pense que les nouvelles générations deviennent plus ouvertes.

Qu'est-ce que le Sud aux Etats-Unis ?

Il existe beaucoup de différences, mais pour les questions de race et de classe c'est exactement la même chose bien que cela se manifeste différemment. Dans le Sud les Afros n'ont pas de travailler dans les usines, ils sont toujours en transition pour sortir d'une économie fondée sur l'agriculture et s'orienter vers une économie tertiaire, le boom industriel n'a pas eu lieu dans le Sud. Les différences d'opportunité économique en dépendent toujours. Les gens aiment dire que le Sud est plus raciste que le Nord je pense que c'est juste la façon dont se manifeste le racisme. Par exemple dans le Nord tu peux avoir des amis blancs mais les moyens systémiques d'oppression demeurent les mêmes, dans le Sud probablement tu passes moins facilement ton temps avec les blancs, c'est toujours très ségrégué.

Miami est-elle une ville du Sud ?

Je dirais que c'est définitivement le Sud mais le Sud caribéen, c'est beaucoup plus multinational qu'ailleurs, il ya beaucoup plus de couches... Nous avons toute une infusion de l'Amérique latine ici parce que nous avons beaucoup de Jamaïcains, Bahamiens, Haïtiens qui ont été inclus là dedans. Mais en ce qui a trait aux droits des travailleurs, l'organisation collective, les syndicats, la propriété, tout

cela, on est bien un Etat du sud des USA, nous n'avons presque pas de syndicats, la Floride est « right to work state » ce qui veut dire que vous pouvez être viré n'importe quand, vous n'avez pas le droit de vous organiser. La culture de ce genre d'organisation politique est cependant un peu différente ici mais c'est toujours le Sud, un Sud caribéen!

Encadré 16 : Le problème des sans-abri et l'espace public à Little Havana, entretien avec le directeur du NET

Le problème des sans abris me fait beaucoup de peine et personnellement, je crois que la plupart d'entre eux, tous, ont un problème et ont besoin d'aide. Il y a un tas de profiteurs qui ne veulent pas travailler, qui ne veulent rien faire et vivent dans la rue parce qu'ils ne veulent rien faire. Tous ceux qui sont dans la rue, laisse-moi te le dire, y sont parce qu'ils veulent bien. Dernièrement, on est en train de leur proposer de l'aide ; jeudi dernier par exemple nous sommes venus ici à 6 heures du matin et nous avons aidé 11 individus qui dormaient devant des magasins, ou dans une banque, dans divers endroits et nous les avons emmenés au centre. Et, parmi ceux-là, ils étaient onze, huit sont déjà retournés dans la rue.

Nous chaque matin, ces deux officiers qui viennent de passer par ici (le bureau du NET), tous les matins, ils ont du travail, ils doivent aller sous l'autoroute I95, vérifier les parcs, *J. Marti Park*, sous le *Flagler bridge*, la 17^{ème}, l'autoroute 836, les parcs ou n'importe quel endroit où viennent des gens qui peuvent être en train de violer des propriétés privées, et ils font sortir tous les sans-abri qui sont dans ces zones. La plupart du temps la seule chose que nous puissions faire c'est de leur *rendre la vie difficile*. Les arrêter, on n'a pas le droit de le faire, seulement leur dire : tu n'as pas le droit d'être ici.

Beaucoup d'entre eux se sentent chez eux dans ce quartier, beaucoup sont latinos et sont ici depuis de nombreuses années et où que tu les emmènes, ils reviennent toujours par ici. Certains jours nous les avons amenés à Homestead, ils ont un abri à Homestead, un bon abri dans l'espoir qu'ils s'y plaisent, mais tu parles, ils reviennent, ils reviennent, ils font demi-tour.

Encadré 18: Entretien avec Sylvia C. Vieta Directrice de Promotion du « Carnaval Miami 8, Kiwanis club of Little Havana »

Le Carnaval a fêté ses 30 ans. C'est le Kiwanis qui a toujours organisé le Carnaval. Cela a commencé en 1975 quand les gens du Kiwanis de la Petite Havane (PH) ont commencé à décider qu'il fallait réunir des fonds pour aider la communauté de la PH. Nous étions tous plus ou moins natifs de La Havane (Cuba) et avions une situation privilégiée à Cuba. Mais nous sommes arrivés ici sans un sous et nous nous sommes installés dans cette zone parce que c'était la plus pauvre de la ville. Et c'est dans cet esprit que se forme le Kiwanis, pour aider la communauté, et la meilleure façon de recueillir des fonds c'était en faisant un grand festival et bon, c'est plus ou moins ainsi qu'au cours des ans, le festival a pris de plus en plus d'importance et qu'aujourd'hui c'est l'un des plus grands du monde.

Pour participer à la fête, avoir un stand, à qui doit-on payer ? Au bout du compte, combien gagne-t-on, combien dépense-t-on ?

Il faut payer au Kiwanis et une grande partie de l'argent va aux assurances, nous avons beaucoup de limitations. Le budget de la fête est d'un million et quelques de dollars. Presque tous les vendeurs qui viennent vendre de la nourriture, ou de l'artisanat, reviennent d'une année sur l'autre, donc c'est que cela doit bien marcher. Beaucoup viennent d'ailleurs parce que certainement cela doit être très rentable.

Pour arrêter la circulation sur la Calle Ocho qui vous remet l'autorisation ?

Nous avons une autorisation de la ville, mais tout se paye, ne crois pas qu'on nous fasse de cadeau. Rien n'est gratuit. La police est payée une journée et demie vu que le festival c'est le dimanche, le service des pompiers, on le paye aussi et comme c'est un dimanche, cela nous coûte beaucoup plus cher. On paye et plus que d'autres car on fait ça le dimanche. L'antenne médicale, le service de nettoyage, tout, absolument tout depuis l'autorisation pour fermer la rue, nous payons tout.

Outre la police, quels sont les autres dispositifs pour sécuriser la zone ?

Ici nous avons des brigades anti-gang, nous avons la police qui peut déterminer s'il y a des gangs ou quelque chose, un certain nombre de policiers sont répartis dans la rue pour protéger le public des gangs qui peuvent s'infiltrer dans le festival. Cela fait 300 ou 400 officiers de police, à chaque coin de rue il y a des policiers.

Qui sont les personnes qui viennent au carnaval ?

Ce sont des personnes qui viennent de tous les coins du monde, ce sont des gens des pays hispaniques, des USA, en particulier du New Jersey, de la Californie, de Chicago parce que c'est un festival qui rassemble toutes les cultures. Il y a beaucoup de festivals qui se consacrent à fêter une seule nationalité, nous, nous célébrons l'ensemble de la culture hispanique dans sa globalité, c'est-à-dire qu'ici nous invitons toutes les nations à participer.

Chacun vient avec les couleurs de son drapeau, c'est un festival qui englobe toutes les nationalités hispaniques. Mais il y a aussi beaucoup d'étasuniens qui viennent parce qu'ils adorent la musique hispanique et aussi la nourriture. Il y a plus de 400 stands de nourriture disséminés sur la calle ocho où sont proposées toutes sortes de mets latinos.

Est-ce que le carnaval est une affaire commerciale ?

Tout à fait, les plus grandes firmes qui veulent atteindre le marché hispanique montent des stands ici, en particulier dans la calle ocho tu peux voir Budweiser, Coca Cola et toutes les autres firmes. Même pour les enfants, elles viennent proposer leurs marchandises ici directement car elles savent que c'est le meilleur moyen d'atteindre la clientèle hispanique.

Est-ce aujourd'hui un festival plus hispanique que cubain ?

Il était cubain à ses débuts. L'idée était de réunir tous les Cubains et d'inviter les Américains à venir ici calle ocho pour leur faire connaître un peu notre culture. Mais au fur et à mesure que le festival s'est développé et avec l'arrivée progressive d'autres migrants d'ailleurs qui se sont installés ici au sud de la Floride, le festival a peu à peu inclus les différentes cultures : vénézuélienne, nicaraguayenne, colombienne.

C'est vrai que les Cubains nous sommes toujours les maîtres du quartier et nous maintenons nos vues sur ce quartier

Encadré 19 : G. Estefan ambassadrice commerciale de l'hispanité aux Etats-Unis « Hablemos el mismo idioma »

Dans la vie, il y a tant de chemins à parcourir
Quelle ironie, pour nous mener au même endroit
Malgré les différences que d'ordinaire nous cherchons
Nous respirons le même air, le même soleil nous réveille
La même lune nous éclaire, nous avons besoin d'amour
Nous avons perdu tant de temps en disputes
Pour des différences qui ne devraient pas exister entre nous.
Les habitudes, racines et héritages qui me font ce que je suis
Sont les couleurs de l'arc-en-ciel, les accords d'un même son,
Les mots deviennent des frontières quand ils ne viennent pas du cœur
Parlons la même langue et ainsi les choses s'arrangeront.
Parlons la même langue, il y a tant de choses qui méritent qu'on se batte pour elles.
Parlons la même langue, ce n'est qu'ensemble que nous y arriverons.
Parlons la même langue, il n'est jamais trop tard pour commencer
Parlons la même langue, sous le drapeau de la liberté.

Si on y réfléchit bien, nous avons tant de choses en commun
Et il convient que le monde nous entende parler d'une seule voix
Il est important de poursuivre la route avec force et foi
Ouvrons de nouvelles voies, dans l'union réside la force
Fiers d'être latinos, qu'importe d'où, tous ensemble nous pouvons vaincre.

(Chœur)

Parlons la même langue, il y a tant de choses qui méritent qu'on se batte pour elles.
Parlons la même langue, ce n'est qu'ensemble que nous y arriverons.
Parlons la même langue, il n'est jamais trop tard pour commencer
Parlons la même langue, sous le drapeau de la liberté.
Parlons la même langue, donne-moi la main mon frère

(ad lib) peu importe d'où tu es, nous sommes tous frères vois-tu
Qu'il n'y ait pas de différences entre nous les Hispaniques
Dans cette vie, il faut travailler pour obtenir ce que nous voulons, latinos
Les mots deviennent des frontières quand ils ne viennent pas du cœur vois-tu
Peu importe la race ni la religion, mais comme nous sommes forts
Nous les latinos si nous restons unis.

Moi j'ai débuté au *Herald* en 1982 comme correspondant, toujours à l'international. J'ai été correspondant pendant de nombreuses années et maintenant je suis, ce qu'on appelle je crois correspondant navette entre le *Herald* et le *Nouvel Herald*. J'écris en anglais 95 % des articles, la majorité sur Cuba et l'Amérique latine... en fait sur Cuba en grande partie.

Quelle est la ligne éditoriale du journal et quand a-t-il été fondé ?

C'est un cas à part, en fait, *Le Nouvel Herald* n'a pas de ligne éditoriale car il n'a pas d'éditorial. C'est une chose très bizarre selon moi, je ne sais pas exactement mais il me semble que quand ils ont débuté avec *Le Nouvel Herald* ils ne voulaient pas qu'il y ait deux positions éditoriales. *L'Herald* a une réunion éditoriale, et le journal prend des positions qui lui sont propres. Au début, *Le Nouvel Herald* a eu une position indépendante et puis on a décidé de supprimer les éditoriaux. On est tous chargés d'une colonne, les uns d'une tendance les autres de l'autre, mais le journal en soi n'a pas de ligne éditoriale.

Moi, je n'étais pas là, il me semble que le journal est né dans les années 70, si je ne me trompe pas, en 76 à peu près. Mais c'était évident, notre lectorat en espagnol était très important, y compris parmi ceux qui auraient pu lire l'Anglais. Au début, je crois qu'il s'est appelé *El heraldo*, *El herald*. Le journal a toujours privilégié le thème de Cuba et des autres groupes importants de résidents à Miami. C'est évident que le journal considère que son audience est majoritairement cubano-américaine, bien que depuis quelques années sont arrivés ici des tas de gens venus d'autres pays, car nous avons beaucoup de Colombiens et de Vénézuéliens et que nous devons nous occuper aussi de ces communautés.

>Est-ce que l'information sur Cuba continue à être prédominante dans le journal ?

Bien sûr que oui. À cause du nombre de lecteurs que nous avons. Je n'ai pas les chiffres exacts, mais la grande majorité de nos lecteurs est d'origine cubaine, d'ailleurs on nous a toujours reproché d'être trop cubains et de ne pas prêter assez attention au Venezuela, à l'Argentine. Une grande partie des réclamations que nous recevons c'est à propos de l'Argentine, qu'on ne parle pas assez de l'Argentine... mais le nombre d'Argentins est plutôt faible... En ce qui concerne les catégories de lecteurs, nous avons beaucoup de Colombiens, de Vénézuéliens, de Nicaraguayens, de Honduriens, de centro-américains de toutes provenances, de Portoricains, Dominicains, etc. Alors on reproche au journal qu'on devrait couvrir d'autres parties du monde hispanophone.

D'abord Radio Mambi est une radio commerciale qui dispose d'un grand potentiel en ce qui concerne la cause cubaine, pour que ses sujets soient majoritairement en rapport avec Cuba. Cela est dû à la grande quantité de Cubains qui à l'évidence habitent cette zone et à l'intérêt que suscite toute information sur Cuba. Quand Radio Mambi a été lancée sur les ondes, il y a déjà 20 et quelques années, la première chose que fit Cuba c'est d'installer Radio Rebelde sur la même fréquence que Radio Mambi pour que malgré la proximité de notre radio, elle ne puisse pas être captée. Que s'est-il passé ? C'est que parfois, quand Radio Mambi a un problème, ce que l'on capte d'abord c'est Radio Rebelde et j'imagine que là-bas ce doit être la même chose.

Mais bien que ce soit une radio commerciale, l'intérêt qu'il y a pour Cuba est grand au sein de la programmation, tout au moins pour mon émission, où j'essaie d'avoir le maximum d'information et de nouvelles sur Cuba à niveau international, tout en donnant aussi l'occasion aux opposants dans l'île d'avoir un espace d'où l'on puisse les entendre ici et c'est fondamentalement la raison d'être de cette émission. Elle sert à dénoncer les abus de pouvoir, à attirer l'attention sur les violations des droits humains. Et tu te rends compte de l'importance que cela a quand tu vois une affaire comme celle de la mort récente d'Orlando Zapata Tamayo qui est mort de grève de la faim, ce qui ne doit surprendre personne, parce que c'est toujours la même chose que cet exil cubain dénonce depuis 51 ans.

Auparavant, quand j'étais à la Fondation (CANF) nous avons créé « la voix de la fondation » qui malheureusement a disparu ensuite, mais cette radio n'était là que pour transmettre vers Cuba. Autrement dit, elle avait pour but de faire connaître aux Cubains de l'île ce qui se passait à l'extérieur, pour que, en même temps, eux aient la possibilité de l'utiliser comme moyen d'expression.

> Peux-tu appeler facilement des dissidents à La Havane ou en province ?

À La Havane, c'est toujours plus facile parce que par exemple moi j'ai une émission en direct, parfois je n'obtiens pas la communication ou ils me la coupent, parfois ils commencent à brouiller la communication et elle est inutilisable. Mais en général on l'obtient et si ce n'est pas à ce moment-là, à un autre et oui tu arrives à obtenir des enregistrements mais là-bas, à Cuba je peux te dire que, dans presque toutes les provinces, il y a des groupes différents et beaucoup d'entre eux ont des téléphones portables que leur envoient de nombreuses organisations d'ici, qui les leur envoient pour pouvoir faire ce travail. Récemment Radio Marti a couvert excellentement l'enterrement de Zapata Tamayo où de nombreux correspondants étaient avec leurs téléphones mobiles, des activistes, et quand ils en piquaient un, aussitôt l'autre continuait à transmettre et l'on a réussi. Donc oui on peut.

Les mobiles, les blogs et les twitters sont un énorme changement. L'autre jour Yoani a envoyé un twitter à Mirta en lui disant qu'ils étaient en face du Chaplín et qu'on ne la laissait pas entrer et qu'on était en train de les arrêter et immédiatement on est intervenu avec l'organisation : le conseil pour la liberté à Cuba, et on a envoyé des informations aux correspondants à l'intérieur, on a pu alerter l'ambassade et la chancellerie. Il est très difficile pour le régime de lutter efficacement contre ce que sont les nouvelles technologies parce qu'elles sont très variées alors qu'avant c'était plus facile de couper les lignes téléphoniques. Aujourd'hui on est dans un monde différent.

Je reçois des messages qui sont entendus par exemple sur la côte nord dans des villages et même sur la côte sud parce que Cuba n'est pas si large. Cela dépend aussi des conditions atmosphériques, mais eux ont toujours bloqué davantage La Havane quand on avait « la Voix de la fondation ». Je me souviens avoir eu une interview avec un déserteur qui travaillait au ministère de la communication : la première chose qu'ils ont faite quand est arrivée « la Voix de la fondation » a été d'acheter un émetteur, non, cela s'appelle autrement, quelque chose qui sert à bloquer la transmission.

> La radio Mambi a-t-elle toujours été dirigée par Univisión ?

Non, avant c'était comme une chaîne qu'avaient achetée trois Cubains : Armando Perez Rora, Jorge Rodríguez y Amancio Suarez, c'est eux qui ont vendu cette radio à une chaîne qui avait des programmes hispaniques aux Etats-Unis qui est *HBC Hispanic Broadcasting Cie* et ensuite eux la revendirent à Univisión, il y a moins de dix ans. Bon Univisión a plusieurs chaînes, elle possède ce qui fut la Cubanissime WQMA et nous Radio Mambi mais comme la configuration a changé, les Vénézuéliens s'intéressent beaucoup à ce qui se passe au Venezuela par conséquent nous couvrons beaucoup du Venezuela, les Colombiens de ce qui se passe en Colombie ; mais Radio Mambi reste orientée davantage vers Cuba. Mon émission, je la fais majoritairement sur Cuba. Je traite des thèmes comme ceux-ci également car évidemment ils suscitent beaucoup d'intérêt mais le fait est que les informations et tout le reste sont faits pour en général pour tous parce qu'il y a de nos jours beaucoup de communautés à Miami qui sont très concernées et sont intéressées par ce qui se passe dans leur pays.

Encadré 24 : Entretiens avec Max Lesnik journaliste et fondateur de la Radio Miami

Parle-moi de radio Miami, de ton travail

D'abord, j'ai été pendant de longues années le directeur d'une revue, la revue *Réplica* et d'un hebdomadaire qui s'appelait aussi *Réplica*. L'histoire de ces publications, qui eurent beaucoup de succès, quant à leur diffusion, elles étaient distribuées non seulement dans 800 kiosques à Miami mais aussi à New York, Chicago, Porto Rico. On avait une ligne éditoriale où étaient admises toutes les opinions, y compris celles de la droite.

Mais la droite, de façon incompréhensible, ne s'est pas rendu compte qu'en fait, il était devenu impossible de contrôler une publication comme la nôtre par des méthodes d'intimidation. Et l'attitude que nous avons adoptée s'est affirmée davantage au moment de l'attentat de l'avion de la *Cubana de aviación* de Barbade en 1976 où j'ai écrit un éditorial condamnant le terrorisme ; et à partir de cela il y a eu toute une campagne d'intimidation à la bombe, de menaces de mort vis-à-vis des commerçants qui vendaient la revue, vis-à-vis des annonceurs. Cette bataille a duré des années et, durant une décennie, nous avons été confrontés à ce type de situation, avec pas moins de onze bombes, selon la police, posées dans nos bureaux qui étaient face à cet endroit où nous sommes maintenant (NW 7th street and 31 avenue).

Le temps a passé, et moi je me suis pratiquement retiré du processus, disons journalistique, jusqu'à ce que surgisse l'idée d'utiliser une tribune radiophonique et qu'un groupe d'amis de notre bord nous apporte un soutien économique – *l'Alliance Martienne*, une organisation qui regroupe diverses organisations qui s'opposent à l'embargo nord américain - ; nous avons réussi à acquérir les droits d'un espace de radio que nous avons appelé Radio Miami parce que nous avons considéré qu'il fallait

promouvoir l'image de la ville de Miami qui a une image négative dans le monde comme capitale du terrorisme.

Et c'est à partir de ce programme de radio que nous avons loué la fréquence. Car nous transmettons depuis déjà un certain nombre d'années un espace qui non seulement condamne le terrorisme et le blocus contre Cuba mais est aussi une manifestation de tolérance et d'information. Il y a un petit segment d'information sur Cuba, un autre petit segment d'information sur le Venezuela, des informations sur Miami, des commentaires que nous recevons ; et maintenant nous allons mettre en place cette semaine un segment de « Democracy now » où on pourra entendre des informations en Espagnol tirées du programme Democracy now, chaîne nationale nord-américaine qui est aussi une chaîne de TV dirigée par une journaliste très importante de la gauche nord-américaine, Amy Goodman.

Nous avons le projet de convertir cette heure quotidienne par internet en émission de radio alternative afin d'exprimer notre point de vue face au discours de l'exil historique, s'il faut lui donner un nom.

Comment et à quel prix obtient-on la fréquence ?

C'est cher, enfin ce n'est pas vraiment cher mais pour nous c'est un effort parce que depuis *Réplica* nous avons peu d'annonceurs. Mais avec la contribution de la *Alianza Martiana* on arrive à maintenir le programme en direct sur les ondes. Et de plus, d'être sur 1450 AM, on peut aussi nous écouter sur internet. L'idée n'est pas seulement de faire une heure mais de lui donner plus d'importance pour que 24h sur 24 nous ayons la possibilité de transmettre par internet.

Combien de personnes approximativement écoutent-elles le programme à Miami ?

Eh bien, en réalité je ne sais pas ; la seule chose que nous sachions c'est qu'il n'y a aucun programme de grande audience en face. Et c'est une heure très traditionnelle à Cuba depuis toujours, une heure de l'après-midi c'est l'heure du déjeuner et à Cuba, de mon temps, on avait l'habitude d'écouter la radio et ça s'est maintenu.

Est-ce important d'avoir le local dans la Petite Havanne ?

L'histoire de la politique à Cuba a toujours été fondée sur un parti qui avait un local et cela sert de centre d'attraction pour les personnes qui partagent la même opinion. Par exemple : Fidel Castro recruta les assaillants de la caserne Moncada dans un bureau du parti auquel j'appartenais : le parti orthodoxe de Chivas 109 Rue Prado, c'est là qu'allaient tous les sympathisants et c'est là que Fidel commença à connaître les gens avec qui il organisa la Moncada. Si ce local 109 n'avait pas existé cela aurait été très difficile pour Fidel Castro de recruter 150 hommes partageant plus ou moins les mêmes idées. Et ici c'est pareil : les gens viennent, parlent avec nous, manifestent leur intérêt, apportent leur soutien. Et ce n'est pas un défi de dire que nous existons ici, car c'est de cela qu'il s'agit aussi, parce que nous sommes aux États-Unis et que nous allons utiliser tous les moyens permis par la Loi pour exprimer notre point de vue, sans avoir peur des conséquences. Nous sommes là, en face de ce bureau où, nous ne l'oublions pas, des bombes ont été posées, mais nous nous ne voulons pas qu'on pose des bombes.

Encadré 26 : jeune jamaïcain et la discrimination par la langue

As-tu déjà été la victime de discrimination parce que tu n'étais pas capable de parler l'espagnol ?

Bien sûr! Alors on peut commencer avec quelque chose de très simple comme quand je suis dans la partie sud de la ville et nous rentrons dans un magasin et demandons du sprite et ils vous regardent comme s'ils ne savaient pas de quoi nous parlions. *Sprite* est très international, non? D'une façon personnelle, j'étais une autre fois à l'épicerie et une femme qui parlait à peine l'anglais m'a demandé si j'avais besoin qu'elle me lise le menu en anglais, des petites choses ridicules du genre, elle supposait que je ne savais pas lire ! Alors qu'elle parvenait avec difficulté à parler l'anglais. Quand suis arrivée, je voulais déménager dans une maison, j'ai appelé un numéro et personne ne m'a attendu parce que je ne parlais pas l'espagnol alors j'ai demandé à quelqu'un que je connais qui parle l'espagnol d'appeler et on s'est occupé de lui. C'est ce genre d'exemples des choses interpersonnelles et il y a aussi quand je descends à la mairie pour faire une demande ou pour obtenir des informations d'ordre public et que je m'adresse au fonctionnaire en anglais. Là il se retourne vers ses collègues et ils parlent en espagnol en pensant que je ne comprends pas disant : ce nègre veut savoir blablabla alors qu'ils ne savent pas que je connais assez d'espagnol pour comprendre ça.

IV. Amendement PLATT

Whereas the Congress of the United States of America, by an Act approved March 2, 1901, provided as follows:

Provided further, That in fulfillment of the declaration contained in the joint resolution approved April twentieth, eighteen hundred and ninety-eight, entitled "For the recognition of the independence of the people of Cuba, demanding that the Government of Spain relinquish its authority and government in the island of Cuba, and withdraw its land and naval forces from Cuba and Cuban waters, and directing the President of the United States to use the land and naval forces of the United States to carry these resolutions into effect," the President is hereby authorized to "leave the government and control of the island of Cuba to its people" so soon as a government shall have been established in said island under a constitution which, either as a part thereof or in an ordinance appended thereto, shall define the future relations of the United States with Cuba, substantially as follows:

Article 1

That the government of Cuba shall never enter into any treaty or other compact with any foreign power or powers which will impair or tend to impair the independence of Cuba, nor in any manner authorize or permit any foreign power or powers to obtain by colonization or for military or naval purposes or otherwise, lodgment in or control over any portion of said island.

Article 2

That said government shall not assume or contract any public debt, to pay the interest upon which, and to make reasonable sinking fund provision for the ultimate discharge of which, the ordinary revenues of the island, after defraying the current expenses of government shall be inadequate.

Article 3

That the government of Cuba consents that the United States may exercise the right to intervene for the preservation of Cuban independence, the maintenance of a government adequate for the protection of life, property, and individual liberty, and for discharging the obligations with respect to Cuba imposed by the treaty of Paris on the United States, now to be assumed and undertaken by the government of Cuba.

Article 4

That all Acts of the United States in Cuba during its military occupancy thereof are ratified and validated, and all lawful rights acquired there under shall be maintained and protected.

Article 5

That the government of Cuba will execute, and as far as necessary extend, the plans already devised or other plans to be mutually agreed upon, for the sanitation of the cities of the island, to the end that a recurrence of epidemic and infectious diseases may be prevented, thereby assuring protection to the people and commerce of Cuba, as well as to the commerce of the southern ports of the United States and the people residing therein.

Article 6

That the Isle of Pines shall be omitted from the proposed constitutional boundaries of Cuba, the title thereto being left to future adjustment by treaty.

Article 7

That to enable the United States to maintain the independence of Cuba, and to protect the people thereof, as well as for its own defense, the government of Cuba will sell or lease to the United States lands necessary for coaling or naval stations at certain specified points to be agreed upon with the President of the United States.

Article 8

That by way of further assurance the government of Cuba will embody the foregoing provisions in a permanent treaty with the United States.

V. La Calle Ocho vue de Cuba, extrait de *l'Automne à Cuba* de L. Padura, traduit en français en 2006 édition Point (pp. 80-81).

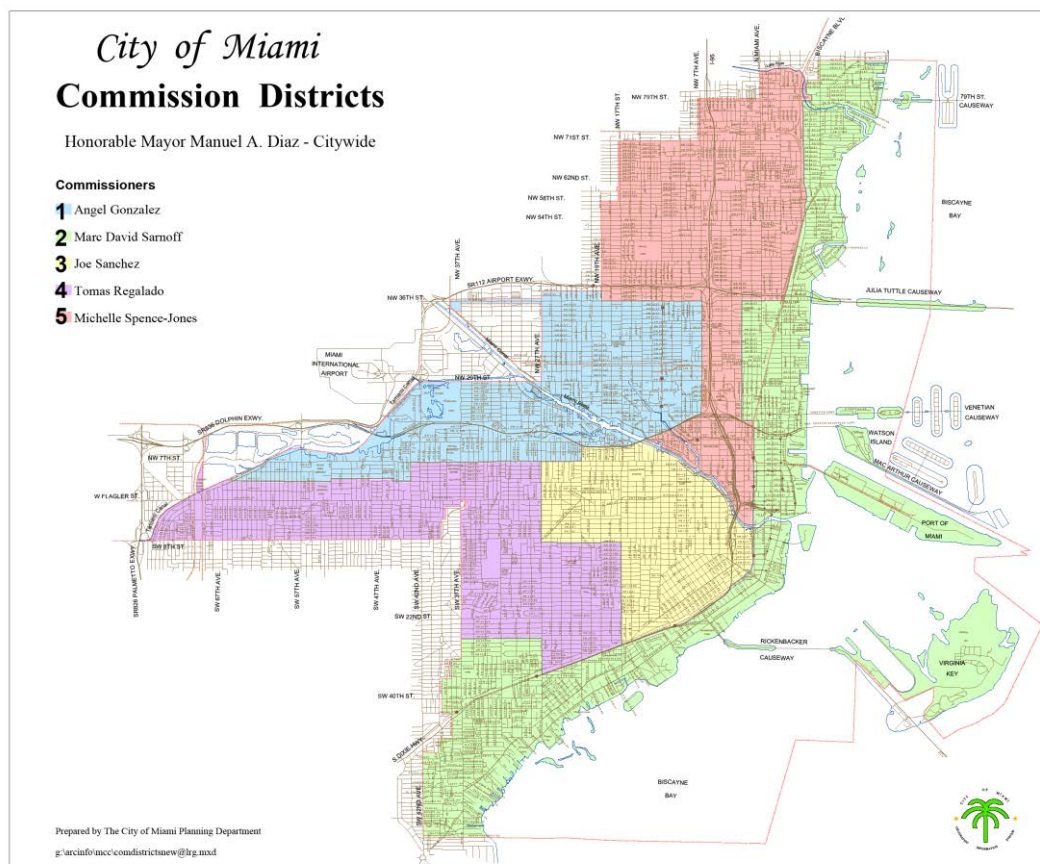
« C'est la Calle Ocho que j'ai voulu voir avant tout. Avant d'arriver à la maison, avant de me mettre au lit avec lui. Je m'étais déjà construit la Calle Ocho dans ma tête, et c'était comme un fête, un musée, non ? Je ne pouvais pas l'imaginer autrement : un endroit amusant rempli de lumières et de vacarmes, où l'on écoutait de la musique très fort et où les gens marchaient sur les trottoirs, insouciant et heureux de vivre, jouissant de cette petite Havane où survivaient le bien et le mal qui avaient déserté l'autre Havane. Cela devait être un endroit où le temps s'était arrêté, où j'allais trouver un pays que je n'avais pas connu mais que j'aurais voulu connaître : ce pays antérieur à 1959 [...] Une rue où tu pouvais trouver n'importe quoi sans besoin de faire la queue ni de vérifier si ton carnet de rationnement t'y donnait droit ou non. Comme tout le monde, depuis ici, j'avais écouté les histoires et j'avais mythifié l'heureuse Calle Ocho, et dans mon esprit elle était le cœur du Miami cubain. [...] Mais la Calle Ocho n'est justement que cela : une rue fabriquée à partir de la nostalgie de ceux de Miami et des rêves de ceux qui veulent aller à Miami. Elle est comme les fausses ruines d'un pays qui n'existe pas et n'a jamais existé, et ce qu'il en reste est malade de misère ou de prospérité, de haine et d'oubli. Et c'est pour ça qu'à la place de la Calle Ocho que je m'étais construite pendant que j'attendais mon visa de sortie, je n'ai trouvé qu'une laide avenue, sans vie, sans esprit, où il n'y avait presque personne pour marcher sur les trottoirs, où je n'ai pas entendu la musique que je voulais entendre, ni trouvé les plaisirs insouciant que j'avais imaginés, ni le kiosque à frites où l'on vendait le bifteck et le pain¹¹² que je voulais. Ni même les porches et leurs nombreuses colonnes, parce qu'à Miami il n'y a pas de porches...Trois ivrognes à un carrefour criaient des insultes aux voitures qui passaient, « ce sont des Marielitos » m'annonça Miguel, presque avec mépris, et deux vieux qui ressemblaient à mon grand-père buvaient le café à côté d'un restaurant...le reste était silencieux, un silence de mort.

¹¹² Le *pan con bifteck* est un des sandwichs phare de la gastronomie cubaine, vendu un peu partout dans les cafétérias de Miami et qui depuis le rationnement et la difficulté à trouver de la viande de bœuf est devenu plus rare à Cuba.

VI. Patrimonialisation de la petite Havane, le Cuban Memorial Boulevard Tour



VII. Les districts de la ville de Miami en 2008 : entre représentation et ségrégation



VIII. Our main goal: Freedom in Cuba By BARACK OBAMA

Tuesday, August 21, 2007 publié dans le Miami Herald

When my father was a young man living in Kenya, the freedom and opportunity of the United States exerted such a powerful draw that he moved halfway around the world to pursue his dreams here. My father's story is not unique. The same has been true for tens of millions of people, from every continent -- including for the many Cubans who have come and made their lives here since the start of Fidel Castro's dictatorship almost 50 years ago.

It is a tragedy that, just 90 miles from our shores, there exists a society where such freedom and opportunity are kept out of reach by a government that clings to discredited ideology and authoritarian control. A democratic opening in Cuba is, and should be, the foremost objective of our policy. We need a clear strategy to achieve it -- one that takes some limited steps now to spread the message of freedom on the island, but preserves our ability to bargain on behalf of democracy with a post-Fidel government.

The primary means we have of encouraging positive change in Cuba today is to help the Cuban people become less dependent on the Castro regime in fundamental ways. U.S. policy must be built around empowering the Cuban people, who ultimately hold the destiny of Cuba in their hands. The United

States has a critical interest in seeing Cuba join the roster of stable and economically vibrant democracies in the Western Hemisphere. Such a development would bring us important security and economic benefits, and it would allow for new cooperation on migration, counter-narcotics and other issues.

Advance political reform

These interests, and our support for the aspirations of the Cuban people, are ill served by the further entrenchment of the Castro regime, which is why we need to advance peaceful political and economic reform on the island. Castro's ill health and the potentially tumultuous changes looming ahead make the matter all the more urgent.

Unfortunately, the Bush administration has made grand gestures to that end while strategically blundering when it comes to actually advancing the cause of freedom and democracy in Cuba. This is particularly true of the administration's decision to restrict the ability of Cuban Americans to visit and send money to their relatives in Cuba. This is both a humanitarian and a strategic issue. That decision has not only had a profoundly negative impact on the welfare of the Cuban people. It has also made them more dependent on the Castro regime and isolated them from the transformative message carried there by Cuban Americans.

In the "Cuban spring" of the late 1990s and early years of this decade, dissidents and human-rights activists had more political space than at any time since the beginning of Castro's rule, and Cuban society experienced a small opening in advancing the cause of freedom for the Cuban people.

U.S. policies -- especially the fact that Cuban Americans were allowed to maintain and deepen ties with family on the island -- were a key cause of that "Cuban spring." Although cut off by the Castro regime's deplorable March 2003 jailing of 75 of Cuba's most prominent and courageous dissidents, the opening underscored what is possible with a sensible strategic approach.

We in the United States should do what we can to bring about another such opening, taking certain steps now-and pledging to take additional steps as temporary openings are solidified into lasting change.

Cuban-American connections to family in Cuba are not only a basic right in humanitarian terms, but also our best tool for helping to foster the beginnings of grass-roots democracy on the island. Accordingly, I will grant Cuban Americans unrestricted rights to visit family and send remittances to the island.

But as we reach out in some ways now, it makes strategic sense to hold on to important inducements we can use in dealing with a post-Fidel government, for it is an unfortunate fact that his departure by no means guarantees the arrival of freedom on the island.

Bilateral talks

Accordingly, I will use aggressive and principled diplomacy to send an important message: If a post-Fidel government begins opening Cuba to democratic change, the United States (the president working with Congress) is prepared to take steps to normalize relations and ease the embargo that has governed relations between our countries for the last five decades. That message coming from my

administration in bilateral talks would be the best means of promoting Cuban freedom. To refuse to do so would substitute posturing for serious policy -- and we have seen too much of that in other areas over the past six years.

We must not lose sight of our fundamental goal: freedom in Cuba. At the same time, we should be pragmatic in our approach and clear-sighted about the effects of our policies. We all know the power of the freedom and opportunity that America at its best has both embodied and advanced. If deployed wisely, those ideals will have as transformative effect on Cubans today as they did on my father more than 50 years ago.

IX. Les Principes du Nouvel Urbanisme

Le Congrès pour le Nouvel Urbanisme considère; la dégradation des centres-villes, l'expansion anarchique et incessante des zones construites, la ségrégation croissante par origines et revenus, la détérioration de l'environnement, la disparition des zones cultivées et des espaces naturels, ainsi que l'oubli de notre héritage culturel, comme étant un seul et unique challenge pour l'avenir de notre société et de son habitat.

[...]

Nous revendiquons les principes suivants pour guider les politiques publiques, les pratiques en matière d'aménagement, la planification et le projet urbain:

La Région: La Métropole, l'Agglomération et la Ville

1. La région métropolitaine est une entité économique fondamentale du monde d'aujourd'hui. Les stratégies économiques et spatiales mises en place par les pouvoirs publics doivent prendre en compte cette nouvelle entité.
2. Les régions métropolitaines sont définies par leurs limites géographiques dérivées de la topographie, des cours d'eau, des bordures littorales, des espaces cultivés et des parcs régionaux. La métropole est constituée de plusieurs centres que sont les agglomérations, les villes et les villages avec leur propre centre et périmètre.
3. La métropole entretient une relation nécessaire et sensible avec l'arrière-pays. Cette relation est à la fois liée à l'environnement, la culture et l'économie. Tout comme la maison a son jardin, les exploitations agricoles et les espaces boisés doivent être considérés comme le verger de la métropole.
4. Les projets de développement doivent prendre en compte les limites de la métropole. La valorisation des terrains ne doit pas ignorer ou effacer les limites de la métropole. Toute reconquête d'espace en quartier existant doit s'effectuer en respectant l'environnement, l'économie et l'héritage social.
5. Là où ils sont appropriés, les nouveaux développements en limite de commune doivent prendre en compte l'existant et s'organiser en quartier et « district ». Au delà de la frange urbaine, les nouveaux développements, doivent s'organiser en villes et villages avec leurs propres limites et un équilibre entre emplois et logements pour ne pas être des cités dortoirs.
6. Le développement et le redéveloppement des villes doit s'effectuer en respectant les déterminants, la forme et les limites urbaines.
7. Les villes doivent offrir un large champ d'usages privés et publics pour supporter l'économie régionale et répondre aux besoins de toutes les classes sociales. Les logements à loyers modérés doivent être répartis sur la région, au regard du marché de l'emploi et pour empêcher toute concentration de pauvreté.
8. La région doit s'appuyer sur un solide réseau d'infrastructures. Les transports en commun, la marche à pieds et l'usage de la bicyclette, doivent renforcer l'accessibilité et la mobilité dans la région, tout en décourageant l'utilisation excessive des véhicules automobiles.

9. Les ressources et revenus financiers peuvent être répartis plus équitablement parmi les collectivités locales et autres centres d'activités pour éviter toute compétition nuisible et relative à l'implantation d'entreprise, à la perception de la taxe professionnelle et pour promouvoir une coordination des transports, des services publics, des loisirs et du logement.

Le quartier, le « district » et le « corridor »*

10. Le quartier, le « district » et le « corridor » sont les éléments essentiels du développement et du redéveloppement de la métropole. Ce sont des lieux identifiables qui encouragent les habitants à prendre des responsabilités pour leur maintien et leur évolution.

11. Les quartiers doivent être denses, convivial pour le piéton et composés de logements, de commerces et de bureaux. Les « districts » bien que généralement mono-fonctionnels doivent être organisés comme les quartiers. A l'échelle régionale, les axes d'extension urbaine relient entre eux quartiers et «districts». Leur conception spatiale doit s'inspirer, si possible, de celle des quartiers. Ils peuvent prendre la forme de boulevards, de voies paysagées, de voies ferrées, et de cours d'eau.

12. La plupart des activités domestiques quotidiennes doit s'effectuer dans un périmètre accessible à pieds, pour assurer l'indépendance de ceux qui ne conduisent pas, comme les personnes âgées et les enfants. Le réseau des voiries doit être dessiné pour encourager la marche à pieds, réduire le nombre et la longueur des déplacements automobiles et préserver l'énergie.

13. Dans un même quartier, il doit y avoir, un large choix de logements et de prix pour encourager la fréquentation quotidienne d'habitants de diverses tranches d'âge, d'origine et de revenus variés, renforçant ainsi les liens entre les individus, nécessaires à une véritable communauté.

14. Les « corridor s », quand ils sont bien planifiés et coordonnés, peuvent contribuer à améliorer l'organisation de la métropole et la revitalisation des centres urbains. Ils ne doivent en aucun cas déplacer l'activité des centres urbains vers la périphérie.

15. A proximité des gares et stations, une occupation des sols et une densité construite appropriées doivent permettre aux habitants et aux visiteurs d'utiliser les transports en commun comme alternative à l'automobile.

16. Les activités publiques, institutionnelles et commerciales doivent être concentrées dans les quartiers et les districts. L'emplacement et la taille des écoles doivent être définis pour permettre un accès facile aux enfants, à pieds ou à bicyclette.

17. L'équilibre économique et l'évolution harmonieuse des quartiers des districts et des « corridors » peuvent être améliorés par l'élaboration de codes qui guideront leur évolution future.

18. Une variété de parcs, de bacs à sable, de squares, de terrains de football, de jardins communautaires, doit être disséminée dans les quartiers. Les zones d'espaces protégés et les terrains vacants devraient être utilisés pour permettre de contenir et de relier entre-eux quartiers et districts.

L'îlot, la rue et l'immeuble

19. La prise en compte physique de la rue et de l'espace public comme lieux d'échanges est la priorité avant tout projet architectural et toute intervention paysagère.

20. Tout projet d'architecture isolé doit être en relation avec son environnement. Cette préoccupation dépasse le style.

21. La revitalisation des espaces urbains dépend de la sûreté et de la sécurité. Le dessin des voiries et des immeubles doit renforcer la sécurité du lieu, mais pas au détriment de l'accessibilité et de l'accueil.

22. Dans la métropole contemporaine, tout développement doit accommoder au mieux la circulation automobile tout en respectant les piétons et l'espace public.

23. Les rues et les parcs doivent être des lieux sûrs, confortables et accueillant pour le piéton. Dessinés de façon harmonieuse, ils invitent à la promenade et facilitent les relations entre les habitants pour le bien-être de leur communauté.

24. Le dessin de l'architecture et du paysage doit être fidèle au climat, au relief, à l'histoire et aux traditions locales de construction.

25. Le choix d'implantation des bâtiments civils et les lieux publics nécessitent une attention particulière pour renforcer l'identité communautaire et le sens civique de chacun. Contrairement aux autres bâtiments qui constituent le tissu de la ville, ils doivent se distinguer par leur architecture.

26. Tout immeuble doit fournir à ses habitants, la possibilité de se situer dans le temps et dans l'espace. L'utilisation de méthodes naturelles pour climatiser doit permettre de préserver les ressources de l'environnement.

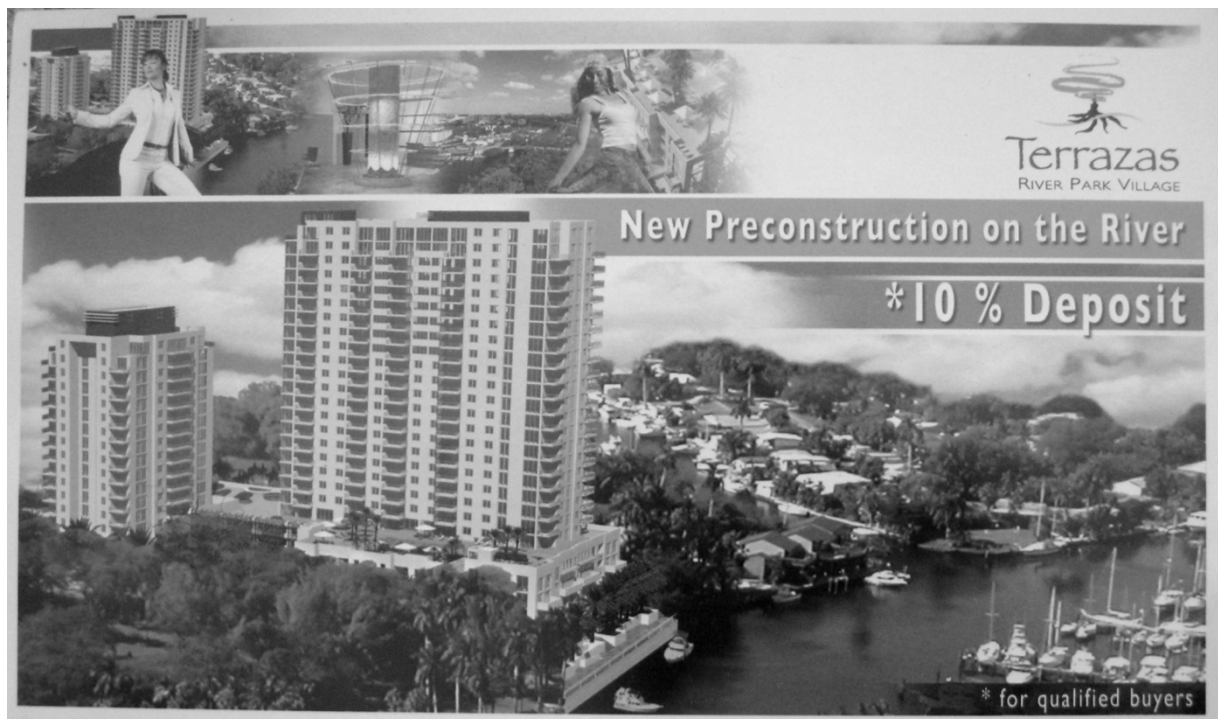
27. La conservation et la rénovation des bâtiments, de «districts», d'aménagements paysagés à valeur historique pérennisent la continuité et l'évolution de la société urbaine.

* «districts»: Secteur présentant une mono-activité, comme par exemple un campus universitaire, une zone industrielle, un aéroport...

* «corridor»: Couloir d'infrastructures ou coulée verte

Translated by Jean-Maurice Moulène, Moule & Polyzoides, Architects and Urbanists

X. Publicité pour un condominium au bord de la rivière Miami (Little Havana)



BIBLIOGRAPHIE

- Abbot C., 2003, « Urbanizing the Sunbelt » in *Magazine of History*, vol. 18, n°1 pp.11-16
- Abrahamson M., 1996, *Urban Enclaves Identity and Place in America*, NYC, St Martin Press
- Agier M., 2008, « Politiques urbaines sans auteur. Une anthropologie des situations. Entretien avec Constantin Petcou et Anne Querrien », in *Multitudes* vol. 1 n° 31, pp.51-60
- Alba R.D., Logan J.R. *et alii*, 1999, “Immigrant groups in the Suburbs: A Reexamination of Suburbanization and Spatial Assimilation” in *American Sociological Review*, vol. 64 n°3 pp.446-460
- Allman T.D., 1988, *Miami: City of the future*, Atlantic Monthly Pr
- Ambrosini M., 2008, « Séparées et réunies : familles migrantes et liens transnationaux », in *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 24, n°3, pp.79-106
- Anderson B., 2002, *L’imaginaire national, réflexions sur l’origine et l’essor du nationalisme*, Paris, La Découverte
- Antonioli M., 2003, *Géophilosophie de Deleuze et Guattari*, Paris, L’Harmattan
- Anuario CEAP 1997-1998 (Centro de Estudios de Alternativas Políticas), 2000, La Habana, Universidad de la Habana
- Appadurai A., 2001, *Après le colonialisme*, Paris, Payot
- Arboleya J., 1996, *Havana-Miami*, La Habana, Ocean Press
- Arenas R., 1992, *Antes que anochezca*, Barcelona, Tusquets editores
- Ascher F., 1997 « Du vivre en juste à temps au chrono-urbanisme » in *Les annales de la recherche urbaine*, n°77, pp.113-122
- Audebert C., *Les Haïtiens à Miami : l’insertion socio-spatiale d’une population antillaise dans la ville étasunienne*, thèse de doctorat sous la direction de M.Burac, La Martinique 2003
- Audebert C., 2004, Immigration et insertion urbaine en Floride : le rôle de la famille transnationale haïtienne in *Revue Européenne des Migrations Internationales* vol 20, n°3, pp.127-146
- Augoyard J.F, Torgue H, 1995, *A l’écoute de l’environnement, répertoire des effets sonores*, Marseille, Ed Parenthèses
- Authier J.Y., Bidou-Zachariasen C., 2008, « Éditorial. La question de la gentrification urbaine » in *Espaces et sociétés* vol. 1-2, n° 132, p.13-21.
- Baby-Collin V., 2003, « Des usages de l’indianité à La Paz : forme du métissage dans la ville », in *Problèmes d’Amérique Latine* n° 48, pp.71-90

- Bach R.L., Portes A., 1985, *Latin journey: Cuban and Mexican immigrants in the United States*, University of California Press, Berkeley and Los Angeles
- Bachelard G., 1958, *La poétique de l'espace*, Paris, PUF
- Badie B. (dir), 1994, *Le défi migratoire, questions de relations internationales*, Paris, Presses de Science Po
- Badariotti D., 2002, « Les noms de rue en géographie. Plaidoyer pour une recherche sur les odonymes » *Annales de Géographie*, n° 625, pp.285-302
- Banks R., 1994, *Continents à la dérive*, Paris, Actes Sud Babel
- Bastide R., 2000 (3^e ed), *Les Amériques Noires*, Paris, L'Harmattan
- Bhabha H.K., 1994, *The Location of Culture*, NYC, Routledge
- Bélouin, Bronnikava, Counilh, Mekdjian S., 2009, "Réflexions sur les notions de visibilité/invisibilité appliquées à l'étude des migrations », in *E-migrinter*, n°4, pp.3-6
- Ben Amor L., Mathieu D., 1998, « Miami la latina ? » in *L'ordinaire Latino-américain*, Toulouse – le Mirail n° 173-174
- Ben Amor-Mathieu L., 2000, *Les télévisions hispaniques aux Etats-Unis*, Paris, CNRS ed
- Berque A., 1995, *Les raisons du paysage*, Paris, Hazan
- Berque A., 2000, *Ecoumène*, Paris, Belin
- Beverley J., Houston D., 1996, « Notes on Miami », *Boundary*, Vol. 23, No. 2 Duke University Press, pp.19-46.
- Body-Gendrot S., 2008, *La peur détruira-t-elle la ville*, Paris, Bourin
- Bonnemaison J., 1996, *Gens de pirogue et gens de la terre. Les fondements géographiques d'une identité : L'archipel du Vanuatu*, Paris, ORSTOM
- Bonnemaison J., 1997, *Géographie culturelle*, Paris, Editions du CTHS
- Bonniol J.L., 1992, *La Couleur comme maléfice : Une illustration créole de la généalogie des "Blancs" et des "Noirs"*, Paris, Albin Michel
- Boswell T.D., 1993, "The Cuban-American Homeland in Miami" In *Journal of cultural geography* n°13/2, pp.133-148
- Boswell T.D., Curtis J.R., 1983, *The Cuban-American experience, culture, images and perspectives*, New Jersey, R&A publishers
- Bourdieu P., 1980, *Le Sens pratique*, Paris, Les éditions de minuit
- Bourdieu P. (dir), 1993, *La misère du monde*, Paris, Seuil
- Braudel F., 1982, *La Méditerranée et le monde méditerranéen au temps de Philippe II*, Paris, Arman Colin
- Braudel F., 1993, *Grammaire des Civilisations*, Paris, Flammarion

- Brenner N., Keil R., 2006, *The global cities reader*, New York & London, Routledge
- Brubaker R., 2001, « Au-delà de l'identité » in *Actes de la Recherche en sciences sociales* n°139, pp.66-85
- Brun J., Rhein C., 1994, *La ségrégation dans la ville*, Paris, L'Harmattan
- Bruneau M., 2004, *Diasporas et espaces transnationaux*, Paris, Ed Economica
- Bulot T., Veschambre V. (dir.), 2006, *Mots, traces et marques*, Paris, L'Harmattan
- Burac M (dir) GEODE Caraïbe, 2007, *Dynamiques migratoires de la Caraïbe*, Paris, Karthala
- Bush, G.W., 1999, « "Playground of the USA": Miami and the Promotion of Spectacle » in *The Pacific Historical Review University of California Press*, vol. 68, n° 2, pp.153-172.
- Calmont A., Audebert C., 2003, « Logiques, réseaux, enjeux des migrations internationales dans le Bassin Caraïbe » in *Mappemonde*, volume72 n°4, pp.25-29
- Capron G., Cortès G., Guétat-Bernard H., 2005, *Liens et lieux de la mobilité, ces autres territoires*, Paris, Belin
- Castells M., 1981, *La question urbaine*, Paris, F. Maspero
- Castells M., 1998, *l'ère de l'information*, Paris, Fayard
- Castro M.J., 2000, « de Agente a Arquitectos » in *Encuentro de la cultura cubana*, n°15, pp.187-194
- Chamberlain M. (dir), 2001, *Caribbean migration, Globalised Identities*, NYC, Routledge
- Chivallon C., 2004, *La diaspora noire des Amériques*, Paris, CNRS édition
- Chivallon C., 2007, « Retour sur la « communauté imaginée » d'Anderson. Essai de clarification d'une notion restée floue » in *Raisons politiques*, n°27, pp.131-172
- Choay F., 1965, *L'urbanisme, utopies et réalités*, Paris, Edition du seuil
- Choay F., 1992, *L'Allégorie du Patrimoine*, Paris, Edition du seuil
- Cobas J.A., Duany J., 1997, *Cubans in Puerto Rico: ethnic economy and cultural identity*, University Press of Florida
- Cohen J. (coord), 2002, « Diasporas caribéennes » in *Hommes et Migrations* n°1237
- Cohen J., 2005, *Spanglish America, Enjeux de la latinisation des Etats-Unis*, Paris, Edition Félin
- Colomonos A., 2000, "la modernité d'un archaïsme : l'embargo cubain au défi des critiques adressées à la loi Helms-Burton" in *Les Etudes du CERI* n°63, pp.2-47
- Cortès G., 2000, *Partir pour rester*, Paris, IRD éditions
- Cusin F., 2008, « La gentrification en question » in *Espaces et sociétés* vol. 3, n° 134, pp.167-179
- Dardel E., 1952, *L'homme et la Terre*, Paris, PUF

- Davis M., 1997, *City of quartz*, Paris, La découverte
- Davis M., 2000, *Magical urbanism, Latinos reinvent the U.S city*, London, Verso
- Dear M., Flusty S., 1998, « Postmodern urbanism » in *Annals of the Association of American Geographers*, vol 88, n°1, pp.50-72
- Dear M. (ed.), 2002, *From Chicago to L.A.*, Thousand Oaks, Sage Publication.
- Debarbieux B., 1999, « Le territoire : histoires en deux langues » pp 33 46, in Chivallon C., Ragouet P., Samers M., *Discours scientifique et contextes culturels. Géographies françaises à l'épreuve postmoderne*, Bordeaux, MSA
- Debarbieux B., 2003, « Territoire » in *Dictionnaire de la géographie, de l'espace et des sociétés*, Levy, Lussault (dir), pp.910-912
- Debarbieux B., 2009, « Territoire, territorialité, territorialisation, aujourd'hui encore et bien moins que demain... » pp.19-30, in *Territoires, territorialité, territorialisation*, Vanier M (dir), Rennes, PUR
- Debord G., 1992, *La société du spectacle*, Paris, Gallimard
- Deleuze G., Guattari F., 1980, *Mille Plateaux, Capitalisme et schizophrénie 2*, Paris, Editions de Minuit
- Deleuze G., Guattari F., 1991, *Qu'est-ce que la Philosophie*, Paris, Editions de Minuit
- Derrida J., 1996, *Le monolinguisme de l'autre*, Paris, Galilée
- Descout M., 2003, "La fondation nationale cubano-américaine (1981-2001), influence sur le gouvernement américain et manipulation de l'opinion publique" in *Transatlantica.org*
- Di Méo G., 1994, « Epistémologie des approches géographiques et socio-anthropologiques du quartier urbain » in *Annales de géographie*, vol. 103, n°577 pp.255-275
- Di Méo G., 1998, *Géographie sociale et territoires*, Paris, Nathan
- Di Méo G., Buléon P., 2005, *L'espace social*, Paris, Armand Colin
- Diaz-Briquets S., 2004, « The Evolution and Characteristics of Cuban-Owned Firms in the United States » in *Cuban Studies*, vol. 35, pp.87-104
- Dion R., 1990, *Le Paysage et la Vigne, Essais de géographie historique*, Paris, Payot
- Dollfus O., 1997, *La Mondialisation*, Paris, Presses de Sciences Po
- Domenach H., Picouet M., 1987, « Le caractère de réversibilité dans l'étude des migrations » in *Population* n°3, pp.469-484
- Domenach H., Picouet M., 1992, *La dimension migratoire des Antilles*, Paris, Ed Economica
- Dorier-Appril E., Gervais-Lambony P., 2007, *Vies citadines*, Paris, Belin
- Duany A., Plater-Zyberk E., Speck J., 2000, *Suburban Nation*, NYC, North Point Press
- Duncan N., 1996, *BodySpace*, London, Routledge

- Dufoix S., 2005, « La communauté politique des exilés, une nation hors l'Etat » in *Hommes et Migrations* n°1253, pp.6-15
- Dupuy G., 1995, *Les territoires de l'automobile*, Paris, Anthropos Economica
- Dureau F., Lévy J.P., 2000, *L'accès à la ville, les mobilités spatiales en questions*, Paris, L'Harmattan
- Dureau F., Gouëset V., Mesclier E., 2006, *Géographie de l'Amérique Latine*, Rennes, PUR
- Eckstein S., Barberia L., 2002, "Grounding immigrant generations in history: Cuban American and their transnational ties" in *International Migration review*, vol 36, pp.799-837
- Elias N., 1997, *Logiques de l'exclusion*, Paris, Fayard
- Escalant Font F., 2008, *La guerra secreta, proyecto Cuba*, La Habana, Editorial Ciencias Sociales
- Faret L., 2003, *Les territoires de la mobilité*, Paris, CNRS édition
- Fogel J.F., Rosenthal B., 1993, *Fin de siècle à la Havane, les secrets du pouvoir cubain*, Paris, Seuil
- Fornés R., 2009, « Mayami y Labana, yin-yang cities », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne] <http://nuevomundo.revues.org/signaler48502?lang=fr>
- Foucault M., 1971, *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard
- Foucault M., 1975, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard
- Foucault M., Lacoste Y., 1976, « question à Michel Foucault sur la géographie » in *Herodote* n°1, pp.71-85
- Foucault M., 1984, Dits et écrits, *Des espaces autres* (conférence au Cercle d'études architecturales, 14 mars 1967), pp.46-49
- Foucault M., 2004, *Sécurité, territoire, population, Cours au Collège de France 1977-1978*, Paris, Seuil
- Freyre G., 1978, *Maîtres et esclaves*, Paris, Gallimard
- Friedmann J., Wolff G., 1982, « World city formation: an agenda for research and action » in *International Journal of Urban and Regional Research*, vol 6, n°3, pp. 309-345
- Friedmann J., 1986, "The World City Hypothesis", in *Development and Change*, vol. 17
- Garcia Iturbe N., 2004, *Un « paraíso » llamado Miami*, La Habana, Editoria Política
- Gervais-Lambony P., 2003, *Territoires citadins*, Paris, Belin
- Gervais-Lambony P., 2004, « : Mondialisation, métropolisation et changement urbain en Afrique du Sud » in *Revue XX^e siècle*, n°81, pp.57-68
- Gervais-Lambony P., Landy F., 2007, « On dirait le Sud, Introduction » in *Autrepart* vol. 41, pp. 3-14

- Ghorra-Gobin C., 2003, *Ville et société urbaine aux Etats-Unis*, Paris, Armand Colin
- Ghorra-Gobin C., 2006, *La théorie du New Urbanism*, Les dossiers du Ministère des transports, La Défense.
- Ghorra-Gobin C., 2009, « À l'heure de la « deuxième » mondialisation, une ville mondiale est-elle forcément une ville globale ? », *Confins* [Online], n°5
- Girault C., 1998, « Miami dans les nouvelles relations interaméricaine » in *Les Etudes du CERI* n°4
- Girault C., 2003, « Miami, capitale du bassin caraïbe ? » in *Mappemonde* n°72, pp. 29-33
- Glissant E., 1981, *Le discours antillais*, Paris, Gallimard
- Glissant E., 1993, *Tout-monde*, Paris, Gallimard
- Glissant E., 1997, *Traité du Tout-Monde*, Paris, Gallimard
- Glissant E., 2000, « La créolisation culturelle du monde » in *Label France* n°38 pp. 1-3
- Glissant E., 2007, *Mémoires des esclavages*, Paris, La documentation Française, Gallimard
- Glissant E., 2008, *Philosophie de la relation*, Paris, Gallimard
- Godard H., Hartog T., 2003, « Le Bassin Caraïbe : présentation », in *Mappemonde*, vol. 72 n°4
- Goffmann E., 2002, *L'arrangement des sexes*, Paris, La Dispute
- Gonzalez Rego R., 2001, « Migraciones hacia la Habana, efectos de la conformación de su ambiente social » in *Scripta Nova*, Barcelona, n° 94 (64)
- Gordon M., 1964, *Assimilation in American Life*, Oxford University Press
- Gottmann J., 1947, « De la méthode d'analyse en géographie humaine » in *Annales de la géographie* vol 56 n°301, pp.1-12
- Gottmann J., 1949, *L'Amérique*, Paris, Hachette
- Gottmann J., 1952, *La politique des Etats et leur géographie*, Armand Colin
- Grafmeyer Y., Joseph I., 2004, *L'école de Chicago*, Grenoble, Champs
- Grenier G., Stepick A., 1992, *Miami now ! Immigration, Ethnicity and Social Change*, University Press of Florida
- Grenier G., Pérez L., 2003, *The Legacy of Exile*. Boston, Allyn & Bacon
- Grésillon B., 2010, « Des espaces carrefours » (p. 50) in Foucher Michel (sous la dir.), « Europe, Europes », *La Documentation photographique*, n° 8074
- Griffin J.W., 1979, *A history of Hialeah*, Florida, City of Hialeah
- Grosfoguel R., 2003, *Colonial subjects: Puerto Ricans in a global perspective*, Berkeley, University of California Press
- Grupo Areito, 1978, *Contra viento y marea*, La Habana, Casas de las Américas

- Gruzinski S., 1990, *La Guerre des images, de Christophe Colomb à "Blade Runner" (1492-2019)*, Paris, Fayard
- Guillot X., 2007, « Singapour : l'urbanisation du Sud dans le prisme de la mondialisation » in *Autrepart* n° 41, pp.165- 179
- Haines D.W., 1996, *Refugees in America in the 1990's*, Greenwood Publishing Group
- Hall S., 2007, *Identités et cultures, politiques des cultural studies*, Paris, Editions Amsterdam
- Hamnet C., 1997, « Les aveugles et l'éléphant : l'explication de la gentrification » in *Strates* [En ligne], Numéro 9, <http://strates.revues.org/document6111.html>.
- Harvard law association, 2001, "The Cuban Adjustment Act of 1966: ¿ Mirando por los Ojos de Don Quijote o Sancho Panza?" *Harvard Law Review*, Vol. 114, n° 3, pp.902-925
- Harvey D., 1997, "The New Urbanism and the communitarian Trap" in *Harvard Design Magazine*, n° 1 pp.1-3
- Harvey D., 2000, *Spaces of Hope*, Edinburgh, Edimburgh University Press
- Harvey D., 2006, *Spaces of Global capitalism*, London, Verso
- Hasson L., 1988, « Les Marielitos et la communauté cubaine » in *Les grandes villes en Amérique latine*, coord. Bataillon, Gilard, Toulouse, CNRS édition
- Helly D., 2006, « Diaspora : un enjeu politique, un concept, un symbole? » in *Espaces, sociétés et populations*, n°1, pp.17-31
- Hobsbawm E., 1992, *Nations et nationalismes depuis 1780*, Paris, Gallimard
- Jean Y., Calenge C. (coord.), 2002, *Lire les territoires*, Tours, Publications de la MSH « villes et territoires »
- Jorge A., Moncarz R., 1987, « The Golden Cage – Cuban in Miami » in *International Migration* vol. 25, n°3, pp.267-282
- Knox P., Taylor P. (eds), 1995, *World Cities in a World-System*, Cambridge, Cambridge University Press
- Labridy L., 2009, *Les flux de la langue en milieu urbain : espaces diglossiques vs espaces ditopiques* » Thèse soutenue à Rennes 2 en sociolinguistique sous la direction de T. Bulot.
- Lacorne D., 1997, *La crise de l'identité américaine*, Paris, Gallimard
- Lacorne D., Judt T. (eds), 2002, *La politique de Babel. Du monolinguisme d'Etat au plurilinguisme des peuples*, Paris, CERI, Karthala
- Lacoste Y., 1989, « géopolitique des diasporas » in *Hérodote*, n°53, pp.3-12
- Laferrière D., 2006, *Vers le sud*, Paris, Grasset

- Le Goix R., 2005 a, « La dimension territorial de la séparation sociale dans les « gated communities » en Californie du Sud » in *L'information géographique* n°69, pp.32-49.
- Le Goix R., 2005 b, « Gated communities sprawl in Southern California and social segregation», in *Housing Studies*, vol. 20, n°2, pp.323-343
- Le Goix R., Loudier-Malgouyres C., 2005, « La production privée des espaces publics» in *Annales de la Recherche Urbaine*, n° 99, pp.28-38
- Le Texier E., 2004, « Barrios aux États-Unis : des logiques d'exclusion au logiques communautaires ? » in *Raisons politiques*, n° 15, août 2004, pp.25-36
- Le Texier E., 2006, « Minorité et espace public dans la ville. Le "chicano park" à San Diego (Californie)" in *Espace et société* 3, n°123 pp.10-28
- Lefebvre H., 1972, *La pensée marxiste et la ville*, Paris, Casterman
- Lefebvre H., 2000a [4^{ème} ed], *La production de l'espace*, Paris, Anthropos
- Lefebvre H., 2000b [2^{ème} ed], *Espace et politique*, Paris, Anthropos
- Le Bras H., 2007, « Quelles statistiques ethniques ? » in *L'Homme*, vol. 4, pp.7-24
- Lévi-Strauss C., 1983, *Le regard éloigné*, Paris, Plon
- Lévy J., 1999, *Le tournant géographique*, Paris, Belin
- Lévy J., 2003a, « capital spatial » in *Le dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, dir Lévy J, Lussault M, Paris, Belin
- Lévy J., 2003b, « communauté » in *Le dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, dir Lévy J, Lussault M, Paris, Belin
- Lévy J., 2003c, « territoire » in *Le dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, dir Lévy J, Lussault M, Paris, Belin
- Li W., 1998, « Anatomy of a New Ethnic Settlement : The Chinese *Ethnoburb* in Los Angeles » in *Urban Studies* vol. 35 n°3, pp.479-502
- Li W., 2009, *Ethnoburb: the new ethnic community in urban America*, University of Hawaiï Press
- Light A. (ed), 1999, *The vibe history of hip hop*, London, Vexus Publishing
- Lopez Blanch H., 2006, *Miami dinero sucio*, La Habana, Edición ciencias sociales
- Lussault M., Signoles P. (dir), 1996, « La citadinité en question » in *Urbama* vol. 29
- Lussault M., 2003, « urbanité », p. 966, in *Le dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, dir Lévy J, Lussault M, Paris, Belin
- Lussault M., 2007, *L'homme spatial*, Paris, éditions du seuil
- Lussault M., 2009, *De la lutte des classes à la lutte des places*, Paris, Grasset

- Ma Mung E., 1999, « La dispersion comme ressource » in *Cultures et Conflits*, n° 33-34 pp.89-103
- Ma Mung E., 2000, *La diaspora chinoise géographie d'une migration*, Paris, Ophrys
- Maalouf A., 1998, *Les identités meurtrières*, Paris, Grasset
- Mattelart A., 1999, *La communication monde, histoire des idées et des stratégies*, Paris, La Découverte
- Mattelart T. (dir), 2007, *Médias, migrations et cultures transnationales*, Bruxelles, Editions de Boeck
- Massey D., Denton N., 1985, « Spatial assimilation as a socioeconomic outcome » in *American Sociological Review*, vol. 50, n° 1, pp.94-106
- McEnteer J., 1999, « In Miami Mañana is Now » in *Press/Politics* vol. 4 n°3, pp.113-121
- Menéndez M, 2005, *Cuba, Haïti et l'interventionnisme américain*, Paris, CNRS éditions
- Mesa-Lago C, 1995, *Cuba's Raft Exodus of 1994 : Causes, Settlement, Effects, and Future*, Florida, University of Miami Press
- Mohl R.A., 1983, « Miami: The ethnic cauldron », in *Sunbelt cities: Politics and growth since World War II* », Austin, University of Texas Press, pp.58-99.
- Mohl R.A., 1990, « On the Edge: Blacks and Hispanics in Metropolitan Miami since 1959 » in *The Florida Historical Quarterly*, vol. 69, n°1, pp.37-56
- Mohl R.A., 1995, « Black and Hispanic in Multicultural America. A Miami Case Study » in *Amerikastudien / American studies*, n°40, pp.389-413
- Mohl R.A, 2001, « Whitening Miami: Race, Housing, and Government Policy in Twentieth-Century Dade County » in *The Florida Historical Quarterly*, vol. 79, n°3, pp.319-345
- Monnet J, 2006, « The Geopolitics of Visibility: Urban Icons in Contemporary Mexico City » in Ethington P J, Schwartz V R (eds.), *Atlas of Urban Icons: Studies in Urban Visual History*. Multimedia Companion to Special Issue of *Urban History*, vol. 33, n°1
- Monteiro C, 2008, « Enclaves, Condominiums, and Favelas: Where Are the Ghettos in Brazil? » in *City & Community*, vol 7, n°4, pp.378-383
- Morales E., 2002, *Living in Spanglish : the search for a new Latino identity in America*, New York, St Martin's Press.
- Moreno D., Rae, 1992, « The eighteenth Congressional District in Miami » in *Miami Now!*, Grenier, Stepick, pp.186-204
- Moreno D., 1996, « Cuban-Americans and Miami Politics: Understanding the Cuban Model » in *The politics of minority coalitions: race, ethnicity, and shared uncertainties*, Rich W.C, Westport

- Moreno J A, Pérez Rojas N (*et alii*), 1998, *Cuba: Período especial, Perspectivas*, La Habana, Ed. de ciencias sociales
- Morley D., Chen K. H., 1996, *Stuart Hall, critical dialogues in cultural studies*, London, Routledge
- Mormino G.R., 2002, « Sunbelt Dreams and Altered States: A Social and Cultural History of Florida, 1950-2000 » in *The Florida Historical Quarterly*, vol. 81, n°1, pp.3-21
- Morning A., 2005, « Multiracial Classification on the United States Census » in *Revue Européenne des migrations internationales*, vol. 21 n°2, pp.111-134
- Murrieta F. (coord), 2002, *Creación y exilio*, Madrid, Editorial Hispano Cubana
- Musset A., 1998, *L'Amérique centrale et les Antilles*, Paris, Armand Colin
- Nijman J., 1997, « Globalization to a Latin Beat : The Miami Growth Machine » in *the Annals of the American Academy of political and social science*, n°551, pp.164-177
- Nijman J., 2000, « The paradigmatic City » in *Annal of Association of American Geographers*, vol. 90 n°1, pp.135-145
- Nijman J., 2007, « Locals, Exiles and Cosmopolitans, a theoretical argument about identity and place in Miami », in *Tijdschrift voor economische en sociale geografie*, vol. 98 n°2, pp.176-187
- Nora P. (dir), 1997, *Les lieux de mémoires*, Tome 1, Paris, Gallimard
- Padura L., 2006, *L'Automne à Cuba*, Paris, Point
- Pantoja A., « Transnational Ties and Immigrant Political Incorporation: The Case of Dominicans in Washington Heights, New York » in *International Migration* vol. 43, n°4 pp.123-147
- Pedraza-Bailey S., 1985, *Political and economic migrants in America: Cubans and Mexicans*, University of Texas Press
- Perera Pintado A.C., 2003 « Oleadas Migratorias. Religión e identidad Cubana » in *Convergencia*, n°32 mayo-agosto, pp.85-104
- Pérez L.A., 1978, « Cubans in Tampa: from exiles to immigrants, 1892-1901 » in *Florida Historical Quaterly*, n°57, pp.129-143
- Pérez L. A., 1990, *Cuba and the United states, ties of singular intimacy*, University of Georgia Press
- Pérez L A., 1999, *On becoming cuban*, New York, The Ecco Press
- Perez L., 1984, « The Political Contexts of Cuban Population Censuses, 1899-1981 », in *Latin American Research Review*, vol. 19 n°2, pp.143-161

- Perez L., 1986, « The Cubans in the United States », in *Annals of the American Academy of Political and Social Science* vol 487, pp.126-137
- Pérez-Firmat G., 1997, *A willingness of the heart : Cubanidad, Cubaneo, Cubania*, Miami, University of Miami Press
- Pérez Firmat G., 2000, *Vidas en vilo, la cultura cubanoamericana*, Madrid, ed Colibri
- Pérez-Stable M., Uriarte M., 1998, « Les Cubains dans l'économie en mutation de Miami » in *l'ordinaire Latino-américain*, Toulouse–le Mirail n° 173-174
- Petcou C., 2002, « Media-cité, la ville anabolisante » in *The Hieroglyphics of Space: Reading and experiencing the modern metropolis*, ed. Neil Leach, New York, Routledge
- Pozetta G.E., 1981, « Alerta Tabaqueros! Tampa's striking cigar workers » in *Tampa Bay history*, vol. 3, pp.94-105
- Porter B., Dunn M., 1984, *The Miami Riot of 1980*, Toronto, Lexington Books
- Portes A., Wilson K., 1980, "Immigrant Enclaves: An Analysis of the Labor Market Experiences of Cubans in Miami." *American Journal of Sociology*, n° 86, pp. 295-319.
- Portes A., Clark J.M., Lopez M., 1982, « Six Years Later, the process of incorporation of Cuban Exiles in the United States : 1973 – 1979 » in *Cuban Studies* vol 11-12, pp.1-24
- Portes A., Zhou M., 1992, « En route vers les sommets : perspectives sur la question des minorités ethniques » in *REMI*, vol 8 n°1, pp.171-192
- Portes A., Zhou M., 1993, "The new second generation: segmented assimilation and its variants" in *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 530 pp.74-96
- Portes A., Stepick A., 1993, *The city on the edge, the transformation of Miami*, Berkeley, University of California Press
- Prieto Y., 2009, *The Cubans of Union City*, Temple University Press
- Raffestin C., 1980, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, LITEC
- Rhein C., Elissalde B., 2004. « La fragmentation sociale et urbaine en débats », in *L'information géographique*, vol. 68. n° 2, pp.115-126.
- Richomme O., 2007, « La classification « ethno-raciale » des statistiques démographiques aux États-Unis » in *Annales de démographie historique*, N° 113, pp.177-202
- Ripoll F., Veschambre V., 2005, « Introduction », *Noroi*, vol 195 n°2, pp.7-15
- Romero M., Hodagneu-Sotelo P., Ortiz V., 1997, *Challenging fronteras: structuring Latina and Latino lives in the U.S*, New York, Routledge
- Rogg E.M., Cooney R.S., 1980, *Adaptation and Adjustment of Cubans: West New York*, NJ, Hispanic research Center, Fordham University

- Rosemberg M., 2000, *Le Marketing urbain en question*, Paris, *Anthropos Economica*
- Sansot P., 2000, *Du bon usage de la lenteur*, Paris, Payot
- Sassen S., 1991, *The global city*, Princeton, Princeton University Press
- Sassen S., Portes A., 1993, « Miami: A New Global City? » in *Contemporary sociology* volume 22, pp.471-477
- Sayad A., 1997, *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, Bruxelles, De Boeck Université
- Schmidt C. W., 2004, « Sprawl: The New Manifest Destiny? » in *Environ Health Perspect*, n° 112 vol. 11, pp.620-627
- Schnapper D., 2001, « De l'Etat-Nation au monde transnational » in *Revue Européenne des Migrations Internationales*, volume 17 n°2, pp.9-36
- Schor P., 2003, « Statistiques de la population et politique des catégories aux États-unis au XIX^e siècle. Théories raciales et questions de population dans le recensement américain » in *Annales de démographie historique*, n°1, pp.5 à 21
- Scott A., Soja E., 1998, *The City: Los Angeles and Urban Theory at the End of the Twentieth Century*, University Of California Press
- Siegfried A., 1927, *Les Etats-Unis d'aujourd'hui*, Paris, Armand Colin
- Siegfried A., 1930, « European and American Civilisation », in *Journal of the Royal institute of International Affairs*, volume 9, N°6, pp.739-757
- Simon G., 2008, *La planète migratoire dans la mondialisation*, Paris, Armand Colin
- Simon G., 1995, *Géodynamique des migrations internationales dans le monde*, Paris, PUF
- Sinclair J., 2003, « The Hollywood of Latin America, Miami as Regional Center in Television Trade » in *Television and New Media*, vol. 4, n°3, pp.211-229
- Skop E.H., 2001, « Race and Place in the Adaptation of Mariel Exiles » in *International Migration Review*, Vol. 35, n° 2, pp.449-471
- Sloterdijk P., 2006, *Le Palais de cristal*, Paris, Hachette
- Sloterdijk P., 2005, *Ecumes, Sphères III*, Paris, Hachette
- Sloterdijk P., 2004, *Bulles, Sphères I*, Paris, Hachette
- Smith N., 1999, « Which New Urbanism? The revanchist '90 » in *Perspecta*, Vol. 30, pp. 98-105
- Smith N., 1996, *The New Urban Frontier, Gentrification and the revanchist city*, New York, Routledge
- Soja E. W., 2000, *Postmetropolis : critical studies of cities and regions*, Oxford, Blackwell Publishing

- Soruco G., 1996, *Cubans and the Mass Media in South Florida*. Gainesville, University of Florida Press
- Staszak J.F., 1999, « Détruire Détroit » in *Annales de géographies*, n°607, pp.277-299
- Staszak J.F., 2003, *Espaces domestiques*, Paris, Bréal
- Stepick A., 1998, « Los cubanos han ganado ! » in *L'ordinaire Latino-américain*, Toulouse – le Mirail n° 173-174
- Stepick A., Grenier G. (et alii), 2003, *This land is our land, immigrants and power in Miami*, University of California Press
- Szulc T., 1987, *Castro, 30 ans de pouvoir absolu*, Paris, Payot
- Tapia S. de, 2005, *Migration Migrations et diasporas turques: circulation migratoire et continuité territoriale*, Paris, Maisonneuve et Larosse
- Tarrius A., 1993, « Territoires Circulatoires et Espaces Urbains : Différenciation des groupes migrants. » in *Annales de la Recherche Urbaine* n° 59-60, pp.51-60.
- Tarrius A., Costa-Lascoux J., Hily M.A., 2001, « Au –delà des Etats-Nations, des sociétés de migrants » in *REMI* vol 17, n°2, pp.37-61
- Théodat J.M., 2007 « A bicyclette ? » in *EchoGéo*, n°1 [En ligne, revues.org]
- Timmer N., 2007, « Miradas, Mascaradas y Espectaculos de lo invisible », in *Revolucion y Cultura*, n°4-5 pp16-21, Habana, Cuba
- Tocqueville A., 1981 [1835-1840] *De la démocratie en Amérique*, Paris, GF Flammarion
- Tubella I., Vinyamata E., 1998, *Cuba es de todos 1898-1998*, Barcelona, Ediciones Peninsula
- Vagnoux I., 2009, « Washington – Miami – Havana 1999-2009: Towards the Ends of a Ménage à trois » in *European Journal of American Studies*, EJAS vol 2 [on line]
- Vauchez A., 1977, « La commune de Sienne, les Ordres Mendians et le culte des saints. Histoire et enseignements d'une crise (novembre 1328, avril 1329) » in *Mélanges de l'École française de Rome*, vol. 89, n°2
- Veschambre V., 2005 « La notion d'appropriation », *Noroi*, 195 n°2, pp.115-116
- Veschambre V., 2008, *Traces et mémoires urbaines*, Rennes, PUR
- Vieillard-Baron H., 2001, *Les banlieues*, Paris, Hachette
- Wacquant L., Wilson W. J., 1989, « The cost of racial and class exclusion in the Inner City » in *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 501, pp.8-25
- Wacquant L., 2001, « The Penalization of Poverty and the Rise of Neoliberalism » in *European Journal on Criminal Policy and Research*, special issue on Criminal Justice and Social Policy, 9-4, pp.401-412.

- Wacquant L., 2005, « Les deux visages du ghetto. Construire un concept sociologique » in *Les Actes de la recherche en sciences sociales* », n°5, pp.4-21
- Wacquant L., 2006, *Les parias urbains*, La découverte
- Wacquant L., 2008, « Ordering insecurity: social polarization and the punitive upsurge », in *Radical Philosophy Review*, vol 11 n° 1, pp.9-27
- Waldinger R., 1993 « le débat sur l'enclave ethnique » in *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol 9 n°2, pp.15–22
- Williams E., 1975, *De C.Colomb à F.Castro : L'Histoire des Caraïbes*, Paris, Présence Africaine
- Wirth L., 1928, *The ghetto*, University of Chicago Press
- Zeneidi D. (dir), 2009, « Où en est la rue face à la globalization ? » n°71 de Géographie et Cultures.
- Zukin S., 1991, *Landscapes of Power: from Detroit to Disney World*, University of California Press, Berkeley.

RAPPORTS

- . 2008 Miami-Dade county workforce housing needs assessment, Greater Miami Chamber of Commerce, Metropolitan center FIU, mai 2008
- . An Overview of the Socio-Economic Condition of Miami-Dade County 2007, Social and Economic Development Council Miami-Dade County Department of Planning and Zoning Planning Research Section
- . Beyond Edge City: Office Sprawl in South Florida, The Brookings Institution Survey Series 2003, (R.E Lang *The Center on Urban and Metropolitan Policy*)
- . Comprehensive annual financial report 2006, Miami-Dade County Seaport Department
- . Exit Poll Miami-Dade County, bendixen and associates, November 2008
- .Miami-Dade County Facts, Department of Planning and Zoning, Planning Research Section, June 2009
- . Shades of belonging, report 2004 for the Pew Hispanic, Tafoya S, Washington D.C
- . Health Council of South Florida. 2008. Racial and Ethnic Health Disparities in Miami-Dade County. Miami: Florida Department of Health Report
- . Mobile Home Parks under Pressure of Redevelopment: A Participatory Survey Research Project, Job with justice & The RISEP (FIU), mars 2010

ARTICLES DE JOURNAUX

- Arias Polo A, “*Miles bailan con los Van Van en concierto de Miami*” in El Nuevo Herald du 1er février 2010
- Bandel B, “*Pino faces \$66M foreclosure on Century Grand*” in South Florida Business Journal, 3 Décembre 2009

Brown J, “*Miami-Dade OK’s new sex offender law*” The Miami Herald, 21 janvier 2010

Burnett J, “*Edificios ‘fantasmas’ por crisis inmobiliaria*” El Nuevo Herald, 22 juin 2009

Ellen Klas M, “*Inside story: How Obama won Florida*” -The Miami Herald, 11 août 2008

Feldman M, “*Trailers parks the end of the line for some residents*”, The Miami Herald, 25 mars 2008

Chardy A, « *Miami es un peligro para los peatones* » El Nuevo Herald ,9 novembre 2009

Faber JP, “*The spice king: it has not been overnight success for Jose Badia, but his spice company is now making huge strides as it spreads its Hispanic flavors to major US markets. His secrets: sabor y precios,*” in South Florida CEO, octobre 2003

Glissant, « *La créolisation du monde est irréversible* », Le Monde 2, n° 46, Supplément au Monde n° 18641, vendredi 31 décembre 2004, pp. 26-29

Granma du 18 avril 2009 « *El planeta entera condena el bloqueo : intervención de Raúl Castro en el segmento publico de la V Cumbre Extraordinaria del ALBA* » Venezuela 16 avril 2009

Grunwald M, “*Is Florida a Sunset State?*”, Time Magazine, 10 juillet 2008

Hemlock D,”Tourism to Florida drops 9.4 percent in second quarter”in *Sun Sentinel* edition du 18 août 2009

Rabin C, “*Real estate industry gives Tomás Regalado's mayoral campaign a boost*” Miami Herald du 08août2009

Rabin C, “*Miami moves to force out sex offenders’ causeway camp*” in The Miami Herald 3 Juin 2009

Reyes R, “*Condenado cabecilla de red de tráfico humano*”, El Nuevo Herald, 16 août 2008

Rother L, “*Miami, the Hollywood of Latin America*”, The New York Times, 18 août 1996

Shoer Roth D, “*The Carollos’ secret weapon: their mom*” The Miami Herald, 24 novembre 2009

Valdemoro A, “*Miami's got game, its own version of Monopoly*” The Miami Herald, 11 novembre 2008

Valdemoro T, “*Homestead deals with aftermath of boom*”, The Miami Herald, 19 octobre 2009

SITOGRAFIE

<http://desdecuba.com/generaciony/>

<http://eyeonmiami.blogspot.com>

<http://fragmentsdile.blogspot.com>

<http://havana.usint.gov>

<http://merrick.library.miami.edu/digitalprojects/copyright.html>

<http://metropolitan.fiu.edu>

http://miamichamber.com/committees/cuba_committee.aspx

<http://pds.lib.harvard.edu/>

<http://www.belenjesuit.org>

<http://www.canf.org/>

<http://www.census.gov/>

<http://www.cuba.cu/gobierno/discursos>

<http://www.cubanostalgia.org>
<http://www.jetsetmagazine.net/jetset,mag/miami--la-ville-tropicale.16.175.html>
<http://www.elnuevoherald.com>
<http://www.freedomtowermiami.org>
<http://www.nps.gov/history/nhl/designations/samples/fl/FreedomTower.pdf>
<http://www.memorialcubano.org/index.htm>
<http://www.miami21.org/>
<http://www.miamidade.gov/elections>
<http://www.miamiherald.com>
<http://www.municipiosdecuba.com>
<http://www.nacionyemigracion.com>
<http://www.tumiamiblog.com>
<http://www.viernesculturales.com>
<http://www.visitflorida.com>
<http://www.wmcon.com>

FILMOGRAPHIE :

90 Millas, Francisco Rodriguez, film, Cuba, Espagne, 2005
Al Otro Lado, Gustavo Loza, film, Cuba, Mexique, 2005
America, America, Elia Kazan, film, États-Unis, 1963
Balseros, Carles Bosch et Josep Domenech, documentaire, Espagne, 2002
Buscándote Havana, Alina Rodriguez Abreu, documentaire, Cuba, 2007
Cocaïne Cowboys, Billy Corben, documentaire, États-Unis, 2008
Cercania, Rolando Diaz, film, États-Unis, 2008
Del otro lado del cristal, Guillermo Centeno, documentaire, Cuba, 1995
Dexter, James Manos Jr, série, 2006-2009
Do the rights things de Spike Lee, film, États-Unis, 1989
El hombre de la dos Habana, Vivian Lesnik Weisman, documentaire, États-Unis, 2008
Lejania, Jesús Diaz, film, Cuba, 1986
Miami Vice, Anthony Yerkovich, série, 1984-1986
Scarface de Brian de Palma, film, États-Unis, 1983
Soy Cuba, Mikhaïl Kalatozov, film, Cuba/ URSS, 1964
The Godfather de Francis Ford Coppola, films, États-Unis 1972-1990
The Truman Show, Weir, film, États-Unis, 1998
Video de Familia de Humberto Padrón, docu-fiction, Cuba, 2001

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Table des cartes

<i>Carte 1 : Calendrier des terrains caribéens.....</i>	<i>9</i>
<i>Carte 2 : Présentation du comté de Miami-Dade : limites de l'urbanisation et milieux humides</i>	<i>15</i>
<i>Carte 3 : Les localités du comté de Miami-Dade et situation des terrains de recherche</i>	<i>16</i>
<i>Carte 4 : Les concentrations spatiales et les axes de diffusion des Cubains à Miami</i>	<i>27</i>
<i>Carte 5 : Les trajectoires cubaines vers la Floride.....</i>	<i>41</i>
<i>Carte 6 : Représentation schématique des ancrages et des mobilités successifs dans la ville....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>Carte n °7 : Occupation de l'espace habité et répartition des activités à Hialeah...Erreur ! Signet non défini.</i>	
<i>Carte 8 : Hialeah au cœur des échanges de l'agglomération de Miami, espace de l'ancrage économique cubain.....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>Carte 9 : Little Havana présentation du premier quartier cubain de Miami</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>Carte 10 : Répartition des activités, de l'habitat et des statuts d'occupation à Little Havana..</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>Carte 11 : Les époques de construction de Miami et le front pionnier cubano-américain.....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>Carte 12 : Origine géographique des élèves et aire de recrutement du Hialeah institut.....</i>	<i>87</i>
<i>Carte 13: Répartition de la population dans l'agglomération et ségrégation.....</i>	<i>99</i>
<i>Carte 14: Les résultats de l'élection présidentielle en faveur de B. Obama.....</i>	<i>107</i>
<i>Carte 15: La victoire des trois congressistes républicains cubano-américains aux élections de 2008 et la répartition des votes par circonscriptions électorales.</i>	<i>111</i>
<i>Carte 16 : Miami un hub américain.....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>Carte 17 : Fragmentation et distance-temps des navettes domicile-travail.....</i>	<i>125</i>
<i>Carte 18 : Répartition des populations anglophones et hispanophones dans le comté de Miami-Dade</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>Carte 19 : Mesure de l'isolement linguistique des populations hispanophones</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>

Table des photographies

<i>Photo 1 : Brickell, centre financier symbole de la Miami revendiquée par les Cubains</i>	<i>couverture</i>
<i>Photo 2 : Vieux Cubains dans le parc Maximo Gomez, également appelé le parc aux dominos, Little Havana, Miami.....</i>	<i>22</i>

Photo 3 : Ouverture ou fermeture, intégration et résistance à l'ère globale : Cuba un poisson rouge dans son bocal ?	63
Photo 4 : La voiture et le pavillon de banlieue, Hialeah suburb cubano-américaine Erreur ! Signet non défini.	
Photo 5 : le centre ville de Hialeah, Palm avenue	Erreur ! Signet non défini.
Photo 6 : Westdade Mall, petits vieux et café cubain.....	Erreur ! Signet non défini.
Photo 7 : Basse-cour suburbaine ou quand l'illégalité dans les codes urbains est bravée par les habitudes de vie	Erreur ! Signet non défini.
Photo 8 : Condominium San Lazaro à proximité de la rivière Miami à Little Havana (NW 2th street / 12 avenue)	Erreur ! Signet non défini.
Photo 9 : Habitat traditionnel dégradé et lot vacant	Erreur ! Signet non défini.
Photo 10 : Chantier à Hialeah en période de campagne électorale... ..	76
Photo 11 : Le front d'urbanisation et les nouveaux lotissements : la logique du carré encore visible dans les parcelles et les tracés	Erreur ! Signet non défini.
Photo 12 : Brickell, le centre financier et ses chantiers de construction permanents Erreur ! Signet non défini.	
Photo 13 : Iconographie et trottoir des étoiles sur la calle ocho.....	Erreur ! Signet non défini.
Photo 14 : Fresque du front de mer havanais dans un intérieur de restaurant à Hialeah Erreur ! Signet non défini.	
Photo 15 : Monument à Maximo Gomez et slogan révolutionnaire (La Havane) Erreur ! Signet non défini.	
Photo 16 : Sur la route de Trinidad « siempre unidos » et les Comités de Défense de la Révolution	Erreur ! Signet non défini.
Photo 17 : Au souvenir de la Brigade 2506 sur le Cuban Memorial Boulevard. Erreur ! Signet non défini.	
Photo 18 : La Freedom tower, gratte-ciel construit en 1925 est devenu le symbole de l'accueil des Cubains à Miami	Erreur ! Signet non défini.
Photo 19 : La place de la cubanité (Plaza de la Cubanidad) légèrement à l'écart du centre historique de Little Havana	Erreur ! Signet non défini.
Photo 20 : Fresque unissant le drapeau cubain et le drapeau étatsunien sur la Mairie de Hialeah, signe d'un fief cubano-américain non contesté.....	91
Photo 21 : Les rails abandonnés, premières balafres de la ségrégation urbaine et de la formation d'Overtown.....	97
Photo 22 : Les autoroutes suspendues, une coupure spatiale forte au cœur d'Overtown.	97
Photo 23 : Brickell entre gratte-ciels banquiers, palmiers et condominiums la production et communication de Miami comme « ville mondiale »	115

Photo 24 : Industries d'import-export textile à proximité du boulevard de las Americas **Erreur ! Signet non défini.**

Photo 25: Des aménagements pour les piétons sous haute protection : quand la route remplace la rue (Hialeah). 134

Photo 26 : Enclavement et immobilité relative, arrêt de bus à Little Havana. 134

Photo 27 : Le condo « Havana loft », vendre un style de vie cosmopolite au cœur du ghetto..... 144

Photo 28 : L'idée de club urbain et nouveau style de vie comme élément marketing des agents et promoteurs immobiliers 144

Photo 29 : La calle ocho : une route commerçante aux vitrines de plus en plus soignées 146

Photo 30 : Barrière et encadrement de la foule pour un carnaval commercial..... 148

Photo 31 : Tour de contrôle policier pour un carnaval sous haute surveillance..... 148

Photo 32 : Bar « calle ocho » dans le vieux Bordeaux, un café cubano branché où l'évocation de la rue miamienne côtoie le portrait du Che... 151

Photo 33: Miami Winter Conference sur les plages de South Beach..... **Erreur ! Signet non défini.**

Photo 34 : Publicité pour différents condominiums à Little Havana : « Le cœur de la culture de Miami à une distance piétonnière »... **Erreur ! Signet non défini.**

Table des graphiques

Graphique 1 : Importance de la population hispanique et des Cubains au sein de comté de Miami-Dade (recensement 2000)..... 29

Graphique 2 : Les différentes vagues de la migration cubaine vers la Floride..... 43

Graphique 3 : Augmentation de la criminalité à Miami dans les années 1980 46

Graphique 4 : Population de Little Havana selon le recensement 2000: de l'enclave à la multiclave. **Erreur ! Signet non défini.**

Graphique 5 : Evolution démographique du comté de Miami-Dade depuis l'arrivée des Cubains 98

Graphique 6 : Principaux partenaires commerciaux du Miami International Airport en 2009. **Erreur ! Signet non défini.**

Graphique 7 : Pourcentage de marchandises échangées entre le port de Miami et les macro-régions. **Erreur ! Signet non défini.**

Table des documents

Document 1 : Peinture de Carlos Rodríguez Cárdenas : “el turismo es cultura” 1988 69

Document 2 : Image satellite en 3D du centre financier et administratif de Miami **Erreur ! Signet non défini.**

Document 3 : extrait de l'article « Cuban American » dans l'encyclopédie Wikipedia ... **Erreur ! Signet non défini.**

Document 4 : L'autre côté vu par un artiste cubain de l'île : *La otra orilla* de F. Delgado (1997) **Erreur ! Signet non défini.**

Document 5 : Territoire national à l'ancien découpage administratif et représentation de la République de Cuba au salon Cuba Nostalgia **Erreur ! Signet non défini.**

Document 6: "Parcel B" l'emplacement controversé du futur « Bay of Pigs Museum and Library » **Erreur ! Signet non défini.**

Document 7 : Les échelles et les élus en janvier 2009 : de l'État à Little Havana 90

Document 8 : Propagande et manipulation par la peur de l'exil dur cubano-américain 109

Document 9 : Communautarisme et encadrements de l'électorat dans les quartiers hispaniques (tract de campagne de Ileana Ros-Lehtinen). 113

Document 10 : Image satellite du front d'urbanisation de l'agglomération de Miami 123

Document 11 : Dessin de Jim Morin lors du vote par le comté du déplacement de la frontière du développement urbain (Urban Development Boundary) 126

Document 12 : Prospectus à l'intention de la population de Little Havana où le crime et les sans-abris sont délibérément associés 131

Document 13 : Le Mango's tropical café, quand la cubanité devient un atout marketing 142

Table des encadrés

Encadré 1 : Les fondements historiques de la migration cubaine vers la Floride 38

Encadré n°2 : Trois trajectoires cubaines jusqu'à Miami 57

Encadré 3 : Cuba et l'internet 72

Encadré 4 : Entretien avec Roberto réalisé le 21 mars 2008 dans son bureau du Hialeah Institut **Erreur ! Signet non défini.**

Encadré 5: Entretien avec Luis Dominguez Gomez, Hialeah Dade Development Inc « a non-profit corporation for the economic development of Hialeah and the Northwest area of Miami-Dade County » **Erreur ! Signet non défini.**

Encadré 6 : Entretien avec Pablo Canton directeur du NET de Little Havana **Erreur ! Signet non défini.**

Encadré 7 : Little Havana as a Place entretien avec Joe Sanchez (Maire du district 3 jusqu'en novembre 2009) **Erreur ! Signet non défini.**

Encadré 8 : Viernes Culturales et le « retour au ghetto » entretien avec Steve Wright... **Erreur ! Signet non défini.**

Encadré 9: El café cubano : un marqueur spatial, signe d'appropriation culturelle du territoire ? **Erreur ! Signet non défini.**

Encadré 10 : Miami, l'élite cubano-américaine et le patrimoine cubain **Erreur ! Signet non défini.**

<i>Encadré 11 : Robeto Lopez principal du Hialeah Institut collège alternatif.....</i>	<i>85</i>
<i>Encadré 12 : Soir de vote devant le Versailles le 4 novembre 2008 la foule traditionnelle se trouve concurrencée.....</i>	<i>105</i>
<i>Encadré 13 : L'urbanisme de façade entre sunbelt city et ville du Sud.....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>Encadré 14 : Crise immobilière et « paradis perdu » au sud de la Floride..</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>Encadré 15 : Entretien avec Shanon Reace organisatrice à Power U</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>Encadré 16 : Le problème des sans-abris et l'espace public à Little Havana, entretien avec le directeur du NET.....</i>	<i>130</i>
<i>Encadré 17 : « Miami le ville tropicale » discours et image de marque de la cité.....</i>	<i>140</i>
<i>Encadré 18: Entretien avec SylviaC. Vieta Directrice de Promotion du « Carnaval Miami 8, Kiwanis club of Little Havana ».....</i>	<i>149</i>
<i>Encadré 19 : G. Estefan comme ambassadrice commerciale de l'hispanité aux États-Unis.....</i>	<i>159</i>
<i>Encadré 20 : Le traitement géographique de l'information. Miami nouveau centre d'information sur Cuba et sur l'Amérique latine</i>	<i>162</i>
<i>Encadré 21 : Entretien avec Juan Tamayo journaliste au Nuevo Herald et Miami Herald.....</i>	<i>164</i>
<i>Encadré 22 : Le Versailles, un lieu, un décor.....</i>	<i>166</i>
<i>Encadré 23 : Ninoska Perez Castellon journaliste à Radio Mambí et activiste pour le Consejo por la libertad de Cuba.....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>Encadré 24 : Entretien avec Max Lesnik journaliste et fondateur de la Radio Miami ..</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>Encadré 25 : La fête, la plage et la chaleur : Miami décrite par Will Smith (1998, Big Willie Style)</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>Encadré 26 : La pratique de l'espagnol et la discrimination des populations anglophones entretien avec un jeune jamaïcain.....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	3
INTRODUCTION	6
Itinéraire d'un cheminement scientifique : de La Havane à Miami en passant par Santo Domingo et Haïti	7
Une approche géographique plurielle	9
Un sujet à la croisée de différents champs de la géographie	9
L'apport d'une approche plurielle : le cheminement intellectuel et spatial du géographe	12
De l'exception cubaine à l'exception miamienne : problématique de recherche	12
L'articulation de la démarche : pouvoir et circulation, Miami un carrefour.	13
	223

Cadres et méthodes de la recherche	13
Les cadres spatiaux : présentation du comté de Miami-Dade et localisation des terrains dans la ville	13
Méthodologie de la recherche : le choix du qualitatif	17
Cibler les questions, réaliser des entretiens, enregistrer les discours comme les sons	18
De la ville étatsunienne à la ville américaine : le plan de Miami la cubaine ?	19

PARTIE 1 : REPRODUCTIONS D'ESPACES ET MIGRATIONS: DIALECTIQUE DU MOUVEMENT ET DE L'ANCRAGE

CHAPITRE 1 : DES CUBAINS À MIAMI AUX CUBAINS DE MIAMI	24
A) ARRIVÉES À MIAMI : CONCENTRATION, DIFFUSION ET ETABLISSEMENT DANS LA VILLE	25
1) Une concentration spatiale remarquable	26
2) Le poids du nombre	28
a) Données démographiques et recensements	28
b) Compter, classer, catégoriser dans les Amériques	31
B) ROUTES ET VAGUES MIGRATOIRES	34
1) Les fondements historiques des trajectoires cubaines	34
2) Les vagues et les routes de la migration	40
a) L'exil doré (1959-1961)	41
b) Les vols de la liberté (1965-1973)	43
c) Les « Marielitos »	44
d) Les « Balseros »	47
e) Les visas	48
3) Une politique migratoire d'exception	51
a) Des migrants comme arme géopolitique	51
b) Vers la fin de « l'exception cubaine » ?	54
C) SPHERE(S) CUBAINE(S) ET CIRCULATION	56
1) Trajectoires cubaines	57
2) L'île et la clôture	60
a) Situation et insularité	60
b) L'embargo	63
c) Position, Révolution et circulation	66
Conclusion du chapitre 1	73

CHAPITRE 2 : LES MÉCANISMES DE L'ANCRAGE

ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

A) INSERTION CUBAINE À MIAMI : JETER A NOUVEAU L'ANCRE **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**

1) **Insertion socio-spatiale et reterritorialisation** Erreur ! Signet non défini.

a) Des implantations successives au gré des vagues et des raz-de-marée de la migration **Erreur ! Signet non défini.**

b) Accepter l'exil, le nouvel ancrage **Erreur ! Signet non défini.**

2) **Migrations, communauté et territorialité** Erreur ! Signet non défini.

a) La communauté comme point d'ancrage **Erreur ! Signet non défini.**

b) L'idée d'enclave et les mécanismes de l'ancrage **Erreur ! Signet non défini.**

c) Trajectoires résidentielles, trajectoires familiales : « sentirse en casa » **Erreur ! Signet non défini.**

B) URBANITÉ ET CITADINITÉ CUBANO-AMÉRICAINES DU CENTRE À LA PÉRIPHÉRIE DE LA VILLE

ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

1) **Hialeah *suburb* cubano-américaine** Erreur ! Signet non défini.

a) La plus forte concentration hispanique aux États-Unis : portrait d'une ville atypique **Erreur ! Signet non défini.**

b) Une banlieue cubano-américaine **Erreur ! Signet non défini.**

c) Nœud de la puissance : Hialeah ou la conquête de l'Ouest **Erreur ! Signet non défini.**

2) **Little Havana: ghetto ou vitrine cubaine ?** Erreur ! Signet non défini.

a) Little Havana : un ghetto ? **Erreur ! Signet non défini.**

b) Un quartier hispanique pauvre **Erreur ! Signet non défini.**

c) Gentrification: le retour au ghetto et le contrôle du territoire **Erreur ! Signet non défini.**

Conclusion du chapitre 2 et de la partie 1 75

PARTIE 2 : MIAMI CONSTRUCTION ÉTATSUNIENNE, APPROPRIATION CUBAINE ? 76

CHAPITRE 3 : « L'APPROPRIATION SPATIALE » OU L'IDÉE DE TERRITOIRE CUBANO-AMÉRICAIN EN QUESTION

ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

A) L'APPROPRIATION COMME MISE EN VALEUR D'UNE RESSOURCE SPATIALE **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**

1) **Miami la nouvelle conquête** Erreur ! Signet non défini.

a) L'empire immobilier	Erreur ! Signet non défini.
b) Le commerce et la finance	Erreur ! Signet non défini.
2) La visibilité : signe d'appropriation ?	Erreur ! Signet non défini.
a) Les échelles de la visibilité : de l'international à l'intime	Erreur ! Signet non défini.
b) Marquer l'espace, se rendre visible dans et par la ville	Erreur ! Signet non défini.
B) MIAMI PATRIMOINE CUBAIN ? TRACES ET MARQUES DE L'APPROPRIATION	ERREUR ! SIGNET NON DÉFINI.
1) Une île, deux nations ?	Erreur ! Signet non défini.
2) Patrimoine, héritage des pères et vision de l'histoire	Erreur ! Signet non défini.
a) Patrimonialiser et revendiquer l'espace	Erreur ! Signet non défini.
b) L'appropriation : entre héritages des pères et projections du passé	Erreur ! Signet non défini.
c) L'appropriation et l'exclusion	Erreur ! Signet non défini.
Conclusion du chapitre 3	Erreur ! Signet non défini.

CHAPITRE 4 : GÉOGRAPHIES DU POUVOIR. GOUVERNEMENT PASTORAL ET SÉGRÉGATION 79

A) GUIDER LE GROUPE	79
1) La Cuban American National Foundation : puissant lobby cubano-américain	80
2) L'élargissement du groupe : l'expérience du Hialeah Institut	83
B) LES MAILLAGES DU POUVOIR CUBANO-AMÉRICAIN ET LE CONTEXTE ÉTATSUNIEN DE REPRÉSENTATION	88
1) Les échelles d'action, les processus d'appropriation	88
a) Les échelles du pouvoir cubano-américain	89
b) Le découpage des districts	92
c) Little Havana ou la domination territoriale	92
2) Ville ségréguée et processus de représentations politiques	95
3) Les logiques de l'exclusion	100
C) RETOUR SUR LES ÉLECTIONS 2008 : ENTRE CHANGEMENTS ET TRADITIONS	101
1) La course à la Maison Blanche, Cuba et la Floride	102
2) La victoire d'Obama, le comté de Miami-Dade et les votes cubains	104
3) Les représentants au Congrès et leurs fiefs électoraux : des changements sans changement ?	108
Conclusion du chapitre 4 et de la seconde partie	113

PARTIE 3 : DE L'IMPACT CUBANO-AMÉRICAIN A LA VILLE AMÉRICAINNE : MIAMI VILLE EN CHANTIER.

CHAPITRE 5 : MIAMI VILLE ENTRE LES AMÉRIQUES : PRODUCTIONS, CONSTRUCTIONS ET DISCOURS

ERREUR ! SIGNET NON DÉFINI.

A) MIAMI VILLE CARREFOUR	ERREUR ! SIGNET NON DÉFINI.
1) Porte des Amériques	Erreur ! Signet non défini.
2) Miami ville mondiale, ville globale ?	Erreur ! Signet non défini.
3) Miami Sunbelt city et ville à bascule	Erreur ! Signet non défini.
a) Miami ville au sud	Erreur ! Signet non défini.
b) Risque et crise	Erreur ! Signet non défini.
B) MIAMI VILLE NOUVELLE ?	118
1) De Chicago à Los Angeles déconstruire l'idée d'une Miami paradigmatique	118
2) Miami ville fragmentée	121
b) Le sprawl ou la fabrication de la distance en ville	123
c) Privation et privatisation de l'espace public	128
d) L'accessibilité	133
3) Le New Urbanism	136
C) LE MARKETING URBAIN : VENDRE UNE VILLE AU NORD COMME AU SUD	139
1) South Beach	141
2) Les condominiums comme nouveau mode de vivre la ville transnationale	143
3) La calle ocho : new branding	146
Conclusion du chapitre 5	152

CHAPITRE 6 : MIAMI VILLE COMMUNICATIONNELLE 153

A) MIAMI: RÉSEAUX ET TERRITOIRES MÉDIATIQUES	154
1) « Média-cité » hispanique	154
a) Miami : médias et « société du spectacle » hispaniques	156
b) El Nuevo Herald, traitement par la géographie de l'information	161
2) Miami entre information et mise en scène cubaine	165
a) Ligne directive, ligne discursive : guerre médiatique de part et d'autre du détroit	Erreur ! Signet non défini.
b) Radio Miami : une hétérotopie ?	Erreur ! Signet non défini.
B) MIAMI NOUVELLE BABEL ?	ERREUR ! SIGNET NON DÉFINI.
1) ¡Bienvenidos a Miami ! Métropole, langages et circulations	Erreur ! Signet non défini.
a) Bilinguisme et multilinguisme dans une ville carrefour	Erreur ! Signet non défini.
b) Lieu de la fête, imaginaire et son	Erreur ! Signet non défini.

c) La ritournelle comme processus de reterritorialisation	Erreur ! Signet non défini.
2) Miami un chaudron : sonorité, identité et créolisation	Erreur ! Signet non défini.
a) Mosaïques sonores et interférences	Erreur ! Signet non défini.
b) Les accents : pour une géographie auditive des trajectoires	Erreur ! Signet non défini.
3) Les sons de l'exclusion, les limites de la fusion	Erreur ! Signet non défini.
Conclusion du chapitre 6 et de la troisième partie	167

CONCLUSION GÉNÉRALE	169
----------------------------	------------

La construction de Miami et l'impact cubano-américain	169
Les apports d'une démarche géographique plurielle	172
Manques et regrets	173
Les suites possibles	174
ANNEXES	176
BIBLIOGRAPHIE	203
TABLE DES ILLUSTRATIONS	219
Table des cartes	219
Table des photographies	219
Table des graphiques	221
Table des documents	221
Table des encadrés	222
TABLE DES MATIERES	223